

du 1^{er} avril 1931

au

12 décembre 1931

III

COMMISSION DES FINANCES



Séance du Mercredi 1er Avril 1931

La séance est ouverte à 14 heures sous la présidence
de M. JEANNENEY, Vice-Président .

Présents : MM. JEANNENEY. GARDEY. JENOUVRIER. FOURCADE.
BLAIGNAN. STUHL. MAHIEU. GALLET. PERRIER.
ARMBRUSTER. BIENVENU-MARTIN. LEBRUN.
CHASTENET. ROY. MILAN. FRANCOIS ST MAUR .

=====

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. le Rapporteur Général
pour nous faire connaître ses conclusions sur les décisions
prises par la Chambre sur le budget.

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.- La Chambre a accepté
nos décisions en ce qui concerne les chapitres sauf pour le
chapitre relatif à la police de Marseille . Je vous propose
d'accepter sa décision .

L'équilibre s'établirait donc ainsi :

Recettes	50.643.485.395 francs	
Dépenses	50.640.509.352	-
	=====	
<u>Excédent</u>	<u>2.977.043</u>	-

Par ailleurs, la Chambre a ratifié nos votes concernant
les articles de la loi de finances, sauf pour les articles D bis
et 4 bis H

4 bis H .

Je vous propose d'accepter, sur ces points, les décisions de la Chambre .

Les propositions de M. le Rapporteur Général sont adoptées.

La séance est levée à 14 H. 5

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES:

H. Fournier

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Jeudi 21 Mai 1931

La séance est ouverte à 15 heures , sous la Présidence de M. JEANNENEY , Vice-Président.

Présents: MM. JEANNENEY, GARDEY. LEBRUN. MAHIEU.

BRARD. HUMBLLOT. FARJON. FRANCOIS ST MAUR.

PHILIP. JENOUVRIER. BERENGER. GALLET.

HIRSCHAUER. BIENVENU-MARTIN. FOURCADE.

SERRE. REBOUL. MANCEAU. PIERRE ROBERT.

BLAIGNAN. REGMIER. LEBERT. MILAN.

VALADIER. STUHL.

=====

ADOPTION DE DIVERS PROJETS

Sur le rapport de M. LEBRUN, la Commission adopte :

1° - Le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre des Colonies un crédit supplémentaire de 2.500.000 francs en vue de couvrir les frais d'une mission française de delimitation de la frontière entre la Guyane française et le Brésil et d'une mission d'ordre scientifique à adjoindre à ladite mission;

2° - le projet de loi autorisant les Gouvernements de la Réunion, de la Martinique et de la Guyane à réaliser, par voie d'emprunt, des sommes formant un total de 359 millions de francs .

Sur le rapport de M. ABEL GARDEY , Rapporteur Général, elle adopte :

1°

1° - le projet de loi complétant l'article 44 de la loi du 14 Avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires.

2° - le projet de loi tendant à rendre applicables les dispositions de la loi du 16 Mars 1928 aux anciens agents ayant appartenu à des catégories de personnels admises au régime des pensions civiles par les lois des 31 Décembre 1921, 12 Avril 1922 et 30 Juin 1923.

Sur le rapport de M. JENOUVRIER , la Commission adopte la proposition de loi tendant à rétablir , entre les pensionnés de la Marine et les pensionnés civils l'égalité de traitement dans le calcul du point de départ et de la prescription triennale .

VENTE DE LA
LIQUEUR DE CASSIS
DANS LES DEBITS A
PETITE LICENCE.

M. LE PRESIDENT .- L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de loi , adoptée par la Chambre des Députés, autorisant la vente de la liqueur de cassis et des liqueurs de fruits (fraise, framboise et cerise), dans les débits n'ayant que la petite licence.

M. SERRE , Rapporteur Spécial , expose que les débits titulaires de la petite licence , n'ont le droit de vendre que des apéritifs , à base de vin, titrant moins de 23 degrés.

Une crise sévit actuellement sur la vente des liqueurs de cassis; l'exportation de ces liqueurs vers l'Angleterre est, en fait, arrêtée. Pour remédier , dans une mesure que le Rapporteur estime faible, à cette crise on propose d'autoriser les débits à petite licence à vendre, eux-aussi, de la liqueur de cassis .

Les titulaires de la grande licence des départements de Seine et de Seine-et-Oise protestent contre cette extension

sion. Néanmoins, considérant que le nombre des titulaires de la petite licence n'est que de 34.000 pour la France entière, contre 300.000 titulaires de la grande licence, le Rapporteur conclut à accorder l'autorisation demandée en faveur des premiers; le texte voté par la Chambre limitant sagement d'ailleurs cette autorisation aux liqueurs de cassis et similaires ne titrant pas plus de 23°.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Quelles garanties aura-t-on que les liqueurs vendues ainsi sous le nom de cassis, fraise, framboise, cerise, seront bien faites avec des fruits et non avec des produits chimiques ; car si elles sont faites avec de tels produits, l'autorisation accordée ne profitera aucunement aux producteurs de fruits .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il y a une loi qui interdit de vendre, sous le nom de cassis, toute liqueur qui ne serait pas faite exclusivement avec du cassis. Le service de la répression des fraudes est chargé de veiller à ce que cette loi soit observée .

M. MILAN.- Le texte qu'on nous propose porte-t-il une atteinte quelconque à la législation sur la vente des vermouths ?

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Aucune. Au contraire, il ne pourra que favoriser le développement de la vente du vermouth puisque les débits à petite licence qui peuvent vendre du vermouth pourront désormais vendre le cassis, complément de cet apéritif.

M. REBOUL.- On essaie, et nous viticulteurs, nous en félicitons , de lancer dans la consommation des boissons composés de moûts de raisons concentrés auxquels on ajoute,
pour

pour en permettre la conservation, une certaine quantité d'alcool . Je demande qu'on traite ces boissons comme le cassis et qu'à l'énumération , inscrite dans le texte, on ajoute les mots : "et liqueurs à base de jus de raisin".

Au surplus, il serait peut-être préférable de supprimer toute énumération et de dire simplement "...la vente des liqueurs à base de fruits ". Cela ouvrirait de nouveaux débouchés aux fruits algériens et détournerait les colons d'Algérie de la culture de la vigne .

M. HENRY BERENGER.- Je ne fais pas d'objection à la proposition de M. REBOUL. Elle permettrait de vendre à en France la liqueur fabriquée avec les bananes que nous produisons aux Antilles . Mais je crois que cela soulèverait une question délicate , celle des liqueurs qu'on ne manquerait pas de fabriquer avec les pommes et les poires. Il pourrait y avoir quelque danger à prendre une décision sur ce point, au moment où le statut de l'alcool est encore à l'étude .

M. BRARD .- J'appuie la proposition de M. REBOUL. Elle permettra d'accorder aux liqueurs de pommes et de poires le même régime qu'aux liqueurs de cassis ou de fraise .

M. BIENVENU-MARTIN .- Jene m'oppose pas à l'extension proposée; mais il faudrait prendre des précautions pour que la facultée accordée ne bénéficie qu'aux liqueurs faites avec des fruits français et non avec les fruits étrangers qui font, en ce moment, une si rude concurrence aux fruits de chez nous .

Il conviendrait donc de dire "... la vente de liqueurs de fruits indigènes."

M. BERENGER

M. BERENGER.- Non, il faut dire : " de fruits de France ou des Colonies".

M. LE RAPPORTEUR .- L'énumération contenue dans le texte votée par la Chambre, excluait en fait, les fruits étrangers. Si vous voulez étendre le texte, je demanderai qu'il soit renvoyé, pour avis, à une Commission plus qualifiée que la Commission des Finances .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ne pourrions-nous déjà voter le texte de la Chambre , sauf à la compléter ultérieurement , conformément à la suggestion de M. REBOUL ?

M. MILAN.- Cela paraît, en effet , le plus sage.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Il me semble dangereux de voter un texte en disant qu'on en fera un autre plus étendu .

M. JENOUVRIER.- Je représente un pays producteur de pommes . Je suis persuadé que l'extension du texte ne nous serait d'aucune utilité . Avec nos pommes, nous faisons du cidre, de l'alcool et de la marmelade ; mais jamais il ne nous viendra à l'idée d'en faire des liqueurs titrant moins de 23 °.

M. LE RAPPORTEUR.- Nous pouvons voter le texte tel qu'il a été adopté par la Chambre . Je ne crois pas qu'il soit d'une grande utilité . Il apporte une satisfaction surtout morale aux producteurs de cassis atteints par la crise . Je doute fort qu'il leur permette de mettre fin à celle-ci.

Au surplus, il ne soulève aucune objection de la part du Ministère des Finances .

- La proposition de loi est adoptée .

Création

Création d'un Sous-Directeur à l'Office du TOURISME .

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier , du projet de loi, adopté par la Chambre, créant un emploi de Sous-Directeur à l'Office National du Tourisme .

M. MILAN, Rapporteur Spécial, donne lecture d'un avis favorable à l'adoption de ce projet demandé par le Ministère des Finances, l'emploi de Sous-Directeur devant remplacer celui de Secrétaire Général, actuellement existant.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il conviendrait de bien préciser que l'emploi de Sous-Directeur remplacera celui de Secrétaire-Général et ne se juxtaposera pas à lui.

M. LE RAPPORTEUR.- Je le dirai dans mon rapport; mais, si comme je l'espère, l'organisation du tourisme se développe, il faudra, peut-être, dans l'avenir créer, à nouveau un emploi de Secrétaire-Général.

M. PIERRE ROBERT.- Ainsi, il va y avoir à l'Office du Tourisme un Directeur et un Sous-Directeur pour un personnel très peu nombreux. Je crains qu'il n'y ait là surtout qu'un personnel de cadres .

M. LE PRESIDENT.- Il se peut, en effet, qu'à l'avenir le développement du tourisme oblige à créer, à nouveau, un emploi de Secrétaire-Général, emploi qui n'aurait pas de raison d'être à l'heure actuelle .

M. LE RAPPORTEUR pourra dire que le changement d'étiquette que nous autorisons ne saurait être considéré, en lui-même, comme une autorisation de juxtaposer, un emploi de Secrétaire-Général à un emploi de Sous-Directeur.

Le Projet est adopté .

CREDIT

CREDIT POUR LA CITE UNIVERSITAIRE.

M. LE PRESIDENT. L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction Publique d'un crédit de 22.745.000 francs , pour frais d'expropriation des immeubles situés sur le territoire de la commune de Gentilly et destinés à l'agrandissement de la cité Universitaire .

M. JEAN PHILIP, Rapporteur Spécial, donne lecture d'un rapport concluant à l'adoption du projet .

M. JENOUVRIER.- Je ne m'oppose pas à l'adoption du projet , mais je ne voudrais pas qu'on réservât la sollicitude de l'Etat à la seule cité universitaire de Paris. Il y a d'autres Cités universitaires , notamment celle de Rennes qui méritent d'être subventionnées .

M. HENRY BERENGER.- Les cités universitaires des autres villes peuvent également demander des subventions; cela a été admis , dès 1920, lorsque nous avons voté 10 millions pour la Cité Universitaire de Paris.

M. MAHIEU.- Il en est d'ailleurs qui bénéficient déjà de l'aide de l'Etat , celle de Lille , par exemple .

Le projet de loi est adopté .

- La Commission, sur le rapport de M. MAHIEU, adopte le projet de loi tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 Mars 1928 sur le recrutement de l'armée .

BONIFICATIONS AUX MILITAIRES ISSUS DE CERTAINES GRANDES ECOLES.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier , des conclusions du rapport de M. le Général HIRSCHAUER sur :

1°

1° - La proposition de loi de M. MORAND tendant à faire bénéficier de majorations à titre d'études préliminaires les anciens élèves de l'Ecole de St Cyr et des grandes écoles civiles , entrés dans l'armée comme officiers;

2° - le projet de loi destiné à favoriser le recrutement des officiers sortant des grandes écoles .

M. MAHIEU, Rapporteur Spécial.- Le texte proposé par la Commission de l'Armée soulève des objections. Il accorde aux agrégés sortant de l'école normale des bonifications d'ancienneté qu'il refuse aux agrégés formés en Sorbonne .

Les bénéficiaires de ces bonifications d'ancienneté pourraient prendre leur retraite plus tôt et, à cela, le Ministre des Finances est hostile .

D'autre part, le Ministère de la Guerre insiste pour que cette question soit résolue le plus tôt possible. Je vous propose donc de surseoir et de demander à la Commission de l'Armée d'examiner à nouveau la question pour voir si elle ne pourrait pas accepter d'ores et déjà le texte du projet gouvernemental et faire un rapport spécial sur la proposition MORAND-HIRSCHAUER.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- J'accepte la proposition de M. MAHIEU; mais je tiens à faire une observation au sujet du projet de loi qui a fait l'objet d'une campagne violente et justifiée de la part des anciens de Saint-Maixent et de leur Président, le Général BATAILLE.

Il est temps de conformer l'organisation des cadres à ce que l'armée est devenue. C'est une erreur d'exiger que tous les officiers des armes dites savantes soient des techniciens .

La France

La France a un corps d'Ingénieurs des constructions navales et un corps d'ingénieurs du Génie maritime distincts du corps des officiers . L'Allemagne a un ~~corps~~ d'Ingénieurs maritimes qui viennent de prouver leur valeur en construisant le magnifique croiseur cuirassé qu'on vient de lancer , et ces Ingénieurs sont tous des civils.

Pourquoi n'en serait-il pas de même dans l'artillerie de l'armée de terre ? On peut être un excellent technicien en matière de construction de canons et être un fichu entraîneur d'hommes , et il n'est point besoin d'être un savant technicien pour faire l'instruction des hommes et commander au feu une batterie ou un régiment . Pourquoi persister à vouloir que nos officiers d'artillerie réunissent des qualités aussi dissemblables ? C'est une erreur et une erreur coûteuse .

L'expérience nous a montré que d'anciens Saint Cyriens peuvent faire d'excellents officiers d'artillerie et, pendant la guerre, nous avons vu des ~~adjudants~~ batteries commandées par des adjudants sans préparation scientifique, qui faisaient des tirs excellents . Pour faire tirer une batterie, il suffit d'appliquer des calculs très simples . Pour cela , il n'est point nécessaire de sortir de Polytechnique et d'avoir fait des intégrales .

Au surplus, l'infanterie est devenue, maintenant, avec ses chars de combat, ses mitrailleuses , ses canons d'accompagnement , une arme aussi technique que l'artillerie. Va-t-on exiger que les officiers d'infanterie soient capables de construire l'armement compliqué dont ils ont à se servir ? Alors, il n'y aurait plus de recrutement possible .

Il faut

Il faut créer un corps d'Ingénieurs militaires. Ainsi seront résolues la question de la technicité et celle du recrutement . Les officiers seront seulement des instructeurs et des meneurs d'hommes .

M. LE GENERAL STUHL.- Je demande également à le renvoi de l'ensemble du problème à la Commission de l'Armée .

Le projet du Gouvernement consiste essentiellement à augmenter le nombre des annuités des officiers sortant de Polytechnique , de telle sorte qu'ils quitteront l'école avec le grade de lieutenant au lieu de le quitter avec celui de sous-lieutenant . On croit ainsi faciliter le recrutement , c'est une erreur .

Au cours des années qui viennent de s'écouler, on a vu de nombreux officiers d'artillerie quitter l'armée pour entrer dans l'industrie privée où on leur offrait des situations plus avantageuses . Mais alors, l'industrie était prospère; il n'en est plus de même aujourd'hui . Les officiers ne seront plus attirés par l'industrie .

Mais le système des bonifications ne s'appliquera pas qu'aux seuls officiers d'artillerie . Dans l'infanterie l'officier sortant de Saint-Cyr sera lieutenant au bout de un an , celui sortant de St Maixent, au bout de deux ans seulement. Comme ces officiers effectuent le même service, cela amènera des rivalités.

Je crois qu'il faut arriver à constituer un corps de techniciens analogue au corps du contrôle ou à celui de l'intendance ; le rôle des officiers devant être de se servir du matériel et de conduire les hommes .

Par ailleurs, en ce qui concerne l'infanterie, je voudrais qu'après une année d'école séparée où ils rece-

vraient

vraient l'instruction qui leur manque : instruction pratique pour ceux-ci , instruction générale pour ceux-là, les St Cyriens et les St-Mementais fussent réunis , pour la seconde année , en une école unique où ils recevraient le même enseignement .

M. FARJON.- Je ferai simplement remarquer que si l'on propose d'accorder une bonification d'un an de plus aux officiers sortant de Polytechnique qu'aux officiers sortant de Sy Cyr, c'est simplement parce que les études sont plus longues pour entrer dans la première de ces deux écoles que pour entrer dans la seconde .

- Le projet de loi est ajourné.

La séance est levée à 16 heures 25.

Le Président de la Commission des Finances,

J. Roussier

COMMISSION DES FINANCES

Séance du 3 Juin 1931.-

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. JEANNENEY, Vuce-Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. MARCEL REGNIER.
FARJON. BIENVENU-MARTIN. MAHIEU. LEBERT.
PIERRE ROBERT. BLAIGNAN. FOURCADE. GENERAL
HIRSCHAUER. ALBERT LE BRUN. ARMBRUSTER.
FRANCOIS SAINT MAUR. VALADIER. HENRY BERENGEE
ALFRED BRARD. CHASTENET. GALLET. BETOULLE.

EXCUSES : M.M. JEAN PHILIP. GENERAL STUHL.

VOIES FERREES D'INTERET LOCAL

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. MARCEL REGNIER, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier ou de compléter la loi du 31 Juillet 1913 relative aux voies ferrées d'intérêt local (N° 359, année 1930).

M. BIENVENU-MARTIN remplace au fauteuil de la présidence, M. JEANNENEY, rapporteur pour avis du projet mis en discussion.

M. JEANNENEY donne lecture de son avis. Il formule un certain nombre de réserves, mais il conclut à l'adoption du projet.

M. FARJON.- Vous indiquez dans votre rapport que les intéressés protestent contre les conclusions du rapport de M. MARCEL REGNIER en ce qui concerne le rachat. Est-ce que

les.....

les intéressés ont opposé un contre-projet ?

M. LE RAPPORTEUR.- Non, ils se sont bornés à faire établir par une consultation juridique signée de Taste que les mesures envisagées par la Commission des Travaux Publics seraient illégales.

M. ALBERT MAHIEU.- Je tiens à bien souligner - comme l'a d'ailleurs fait notre rapporteur, - le caractère essentiellement provisoire des mesures envisagées .

La révision complète du régime des transports s'impose et il convient de dresser au plus tôt un plan d'ensemble.

A l'heure actuelle, nous sommes en pleine incohérence. On subventionne des autobus pour concurrencer des tramways dont la gestion est déficitaire il faut instituer enfin un régime coordonné et logique.

Le projet de loi prévoit la constitution d'un fonds commun. Je vois bien l'utilité de cette création mais elle me paraît porter une atteinte grave à ce principe que les chemins de fer d'intérêt local sont la propriété du département qui les ont construits et que nous ne pouvons pas, d'un trait de plume, imposer aux départements des sacrifices qu'ils n'accepteront peut être pas.

On veut faire payer le déficit de certains chemins de fer départementaux par les chemins de fer d'autres départements. N'oublions pas que les conseils généraux intéressés ont leur mot à dire.

M. MARCEL REGNIER.- La Commission des Travaux Publics ne porte nullement atteinte au caractère départemental des voies ferrées d'intérêt local. Elle suggère des solutions. Elle n'impose rien aux départements.

M. MAHIEU.....

M. MAHIEU.- Vous instituez pourtant un fonds commun.

M. MARCEL REGNIER.- Oui, mais ce fonds commun sera alimenté par un versement annuel de l'Etat et par le produit d'un prélèvement de 0 Fr.20 multiplié par les majorations en vigueur, par tonne de marchandises sur les droits de gare perçus par les grands réseaux sur les marchandises amenées dans leurs gares par les voies ferrées d'intérêt local.

Nous n'enlevons ainsi rien aux départements.

M. MAHIEU.- Je fais toutes réserves sur la légalité du procédé.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est en tous cas une application du principe de la solidarité qui n'est pas nouveau dans notre législation.

M. MAHIEU.- Que se passera-t-il pour les lignes dont le trafic est supprimé. L'Etat va-t-il continuer à verser aux départements propriétaires de ces lignes les subventions pour frais d'établissement ?

M. MARCEL REGNIER.- Oui. Mais la participation de l'Etat se limitera à ces subventions.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Une question se pose à ce propos. Supposons le remplacement d'une ligne de tramway ou de chemins de fer d'intérêt local par une ligne d'autobus. L'Etat va subventionner cette dernière tout en continuant à verser pour les frais d'établissement de la ligne supprimée.

Si la ligne d'autobus donne un bénéfice d'exploitation, ne serait-il pas juste d'en faire bénéficier l'Etat tout au moins dans la limite de ses sacrifices ?

M. LE RAPPORTEUR.- Cette question est très intéressante. Il serait juste de faire bénéficier la collectivité des avantages résultant d'un régime qu'elle a permis d'instituer.....

d'instituer par ses sacrifices propres.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Nous nous trouvons en ce moment dans une période d'évolution. Instituer un régime définitif me paraît impossible. L'avenir dépend des découvertes et des progrès de la technique.

Pour éviter les frais coûteux de transbordement dans les gares, on tend de plus en plus à substituer les transports par camions automobiles aux transports par voies ferrées. Mais n'aurons nous pas demain des locomotives sur roues caoutchoutées pouvant quitter les rails pour aller sur les routes livrer la marchandise à domicile ? Il est permis de l'espérer.

M. LE RAPPORTEUR.- Des expériences très intéressantes portant sur des locomotives montées sur caoutchouc sont faites en ce moment à Issoudun.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

(M. JEANNENEY reprend place au fauteuil de la présidence).

CAISSE D'EPARGNE POSTALE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. BACHELET, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 14 de la loi du 9 avril 1881, portant création d'une caisse d'épargne postale (N° 175 - année 1931).

M. PIERRE ROBERT, Rapporteur donne lecture de son rapport concluant à l'adoption du projet.

M. ANDRE LEBERT.- Une disposition analogue à celle qui est proposée a déjà été adoptée pour les Caisses d'épargne ordinaires. Mais ces dernières ne reçoivent qu'une partie des comptes prescrits. L'autre partie est attribuée aux Sociétés.....

ciétés de secours mutuels. Pourquoi ne pas unifier la législation en matière de Caisse d'épargne au lieu de conférer un privilège à la Caisse d'épargne postale ?

M. LE RAPPORTEUR.- La Caisse d'épargne postale est une institution d'intérêt général. Un régime privilégié en sa faveur se conçoit donc parfaitement.

M. ANDRE LEBERT.- Je me propose d'intervenir au cours de la discussion, non pour m'opposer au vote du projet, mais pour en demander l'extension à toutes les Caisses d'épargne.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

REGIME FISCAL DES CHEMINS DE FER D'ALSACE
ET DE LORRAINE.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime fiscal de l'administration des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine (N° 174, année 1931).

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général donne lecture de son rapport concluant à l'adoption du projet de loi.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Il est indispensable de traiter le réseau d'Alsace et de Lorraine comme les autres réseaux français.

Je suis heureux de voir disparaître un régime qui apparaissait fâcheusement comme une survivance, comme un reste d'autonomie.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

LEGISLATION DES PENSIONS.....

LEGISLATION DES PENSIONS.-

La Commission adopte les avis financiers de M. LE GENERAL STUHL sur :

1° - Le rapport de M. MAUGER sur la proposition de loi de M. MAUGER TENDANT à modifier l'article 19 de la loi du 31 mars 1919 sur la législation des Pensions des armées de terre et de mer (N° 585, année 1929).

2° - Le rapport de M. MAUGER, tendant à modifier l'article 20 de la loi du 31 mars 1919 sur la législation des pensions des armées de terre et de mer (N° 586, année 1931).

HABITATIONS A BON MARCHE (exonération d'impôt foncier)

La Commission adopte le rapport de M. ABEL GARDEY, rapporteur général sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à simplifier, en faveur des propriétaires d'habitations à bon marché, les formalités exigées pour qu'ils bénéficient de l'exonération d'impôt foncier (N° 275, année 1931)

ENTREPRISES NORWEGIENNES DE NAVIGATION MARITIME

La Commission adopte le rapport de M. ABEL GARDEY, rapporteur général, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant exemption de certains impôts pour les entreprises norvégiennes de navigation maritime (N° 320, année 1931).

ENTREPRISES HELLENIQUES DE NAVIGATION MARITIME.-

La Commission adopte le rapport de M. ABEL GARDEY, rapporteur général sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant exemption de certains impôts pour les entreprises helléniques de navigation maritime. (N° 321, année 1931).

AJOURNEMENT.....

AJOURNEMENT DE DEUX DISCUSSIONS.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, des propositions de résolution de M. DAMECOURT et d'un grand nombre de ses collègues, tendant au rétablissement du régime de liberté en faveur des bouilleurs de cru (Nos 513, année 1930 et 178 rectifié, année 1931), ainsi que l'examen, pour avis financier, des conclusions du 4^e rapport supplémentaire de M. TOURNAN, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant le Monopole de l'alcool industriel (N^o 353, année 1930).

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.- La Commission a précédemment décidé de lier les deux questions posées par cette proposition de résolution et par ce projet de loi. Or, je suis dans l'impossibilité aujourd'hui de présenter mon avis sur le rapport supplémentaire de M. TOURNAN, le texte de ce rapport ne m'ayant pas encore été communiqué.

Je demande, en conséquence, l'ajournement de ces deux discussions.

L'ajournement est prononcé.

MONUMENT DU MARECHAL HAIG.-

La Commission adopte le rapport de M. HENRY BERENGER sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 500.000 Frs au titre du budget du ministère des Affaires Etrangères pour l'inauguration d'un monument élevé à MONTREUIL-sur-MER à la mémoire du Maréchal Douglas Haig.

La Séance est levée à 16 heures 30.-

Le Président de la Commission.

A. Rouveney.

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 17 Juin 1931

La séance est ouverte sous la Présidence de
M. JEANNENEY , Vice-Président.

Présents: MM. JEANNENEY. GARDEY. STUHL. GALLET.
ARMBRUSTER. ROY. MAHIEU. CAILLAUX.
MILAN. BLAIGNAN. REGNIER. REBOUL.
HUMBLLOT. BETOULLE. FARJON. PIERRE ROBERT.
SERRE. JENOUVRIER. PHILIP. PERRIER.
COURTIER. BERENGER.

Excusés : MM. BRARD. LEBERT.

LETTRE DE DEMISSION DE M. LEBRUN.

M. LE PRESIDENT.- J'ai reçu de M. LEBRUN , Président
du Sénat, la lettre suivante :

Mon cher Collègue et Ami,

Je vous adresse ma démission de Vice-Président et de
Membre de la Commission des Finances.

Je n'oublie pas que j'ai longtemps travaillé à côté de
vous et vous pouvez être assuré que, Président du Sénat,
j'aiderai de tout mon pouvoir la Commission des Finances
dans son oeuvre si nécessaire de contrôle attentif des
finances publiques.

Veuillez agréer, mon cher Collègue et Ami, l'assurance
de mes meilleurs sentiments.

Signé: A. LEBRUN.

Aux

Aux sentiments si délicats qu'exprime M. le Président du Sénat, les nôtres répondent d'une façon pleine et unanime . Nous ne sommes pas près d'oublier le rôle éminent joué à la Commission par M. LEBRUN, pendant les onze années dont il en fit partie . Il a participé à tous nos travaux avec une conscience et un éclat qui nous feraient regretter vivement son départ si nous ne savions que les qualités qu'il a déployées au sein de notre Commission trouveront leur emploi au poste éminent où la confiance du Sénat l'a appelé .

Nous avons ainsi l'assurance que la collaboration entre la Présidence du Sénat et la Commission des Finances continuera pour le plus grand bien du pays (approbations).

- Sur le rapport de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, la Commission émet un avis favorable à l'adoption du projet de loi portant modification de la loi du 9 Novembre 1915, en vue de permettre l'ouverture de débits temporaires de boissons à l'exposition coloniale internationale de Paris .

REGIME DES BOUILLEURS DE CRU.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de résolution de M. DAMECOUR , invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant au rétablissement du droit des bouillleurs de crû.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport sur cette proposition de résolution . Il conclut au rejet de celle-ci et indique qu'il serait favorable à l'adoption d'un

d'un texte analogue à celui de la proposition déposée à la Chambre par M. CAUTRU, et qui aurait pour objet de modérer l'exercice du contrôle dévolu à l'administration lorsqu'il y a distillation à domicile .

M. LE PRESIDENT.- La proposition a recueilli la signature de 152 membres du Sénat parmi lesquels on compte 19 membres de notre Commission, soit la majorité de celle-ci . Il me semble donc qu'il convient de ne pas conclure trop brutalement au rejet.

M. REBOUL.- Je demande que M. le Rapporteur Général ne se hâte pas de déposer son rapport . Il convient que la Commission fasse tout son possible pour retarder la discussion de cette proposition .

En effet, la Chambre est actuellement saisie d'un projet réglant le statut de la viticulture. D'autre part, le Sénat va être saisi d'un 4ème rapport supplémentaire de M. TOURNAN , au nom de la Commission de l'alcool, sur le projet relatif à la création d'un Office de l'alcool . Ces deux projets, à la création d'un office de l'alcool . Ces deux projets, à mon sens, ne doivent pas venir en discussion après la proposition sur les bouilleurs de crû, sinon les questions qu'ils tendent à régler ne seraient plus entières .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je me bornerai à déposer mon rapport; mais soyez certain que M. DAMECOUR insistera pour que la discussion en soit inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine séance du Sénat.

M. LE PRESIDENT.- J'essaierai de convaincre M. DAMECOUR de l'intérêt qu'il y aurait à attendre, afin que le Sénat soit saisi du problème de l'alcool , dans

son

son entier .

L'ordre du jour appelle maintenant l'examen ,
pour avis financier, des conclusions du 4ème Rapport
supplémentaire de M. TOURNAN sur le projet de loi
instituant le monopole de l'alcool industriel.

REGIME DE L'ALCOOL INDUSTRIEL.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture d'un avis
financier sur ce projet . Il conclut favorablement
tout en déclarant qu'il lui apparaît dangereux d'obli-
ger l'office de l'alcool à acheter , à la parité du
prix du sucre, toutes les quantités d'alcool de better-
raves qui lui seront offertes . Il est à craindre , en
effet, que l'office ne soit bientôt dans l'impossibili-
té d'écouler tout l'alcool d'industrie qu'il sera dans
l'obligation d'acheter .

Un contingentement de la production d'alcool
de betteraves eût donc été sage .

M. SERRE.- Le projet prévoit que l'alcool d'indus-
trie pourra être employé la conservation des fruits.
S'il en est ainsi, tout l'alcool de bouche ne pourra pas
trouver à se vendre .

M. CAILLAUX.- Il nous est impossible de discuter
ainsi une aussi grave question . Je demande qu'avant
toute discussion nous recevions chacun une épreuve du
rapport de M. GARDEY, afin que nous puissions nous
mettre au courant de la question .

En tout cas' , je crains que pour l'alcool comme
pour toutes les autres branches de la production ,
nous ne soyons engagés dans une voie folle . A une
heure de crise où il faudrait restreindre la production,
toutes les mesures qu'on prend ou qu'on propose de

prendre

tendent à la développer .

C'est une folie que de vouloir acheter tout l'alcool d'industrie produit en France, à la parité du prix du sucre. Et pour ma part, je n'admettrai jamais que l'on constitue un office qui se nourrira des deniers de l'Etat . Il faut que les représentants de celui-ci soient en majorité dans le Conseil d'administration de l'Office et dans sa commission permanente. Et il faut que le Ministre dont relèvera l'Office ait un droit de veto absolu sur toutes les décisions prises . Sinon, c'est l'organisation du pillage de l'Etat par des intérêts particuliers .

M. JENOUVRIER.- D'après ce que j'ai entendu au cours de la lecture de M. le Rapporteur Général , l'office sera obligé d'acheter toutes les quantités d'alcools qu'on lui présentera . Il sera donc très rapidement amené à constituer des stocks considérables , il y a là un danger grave . En tout cas, il faut que l'on porte au passif du budget de l'office l'intérêt des sommes ayant servi à l'acquisition des stocks .

D'autre part, le régime envisagé comportant la liberté de fabrication des alcools de fruits, la production de ceux-ci ira croissant et ils viendront concurrencer sur le marché l'alcool industriel , ce qui obligera l'office à baisser ses prix de vente et le constituera en déficit .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'office pourra également acheter des alcools de fruits si la production de ceux-ci est excédentaire .

M. CAILLAUX.- Ce qui revient à dire qu'avant peu, l'Office sera contraint d'acheter tout l'alcool produit

en

en France .

M. MAHIEU.- Il faut tout de même voir comment les choses se sont passées . Autrefois, les producteurs de betteraves pouvaient distiller celles-ci et livrer l'alcool ainsi produit à la consommation de bouche. Les producteurs d'alcool de vin et d'alcool de fruits qui souffraient de la concurrence que leur faisait l'alcool de betteraves provoquèrent , à Béziers, une réunion où les divers intérêts étaient représentés. Un accord intervint aux termes duquel les betteraviers acceptèrent que le marché de l'alcool de bouche leur fût fermé , mais à la condition que l'Etat institutât le monopole de l'alcool industriel et leur achetât l'alcool qu'ils produiraient à un prix inférieur toutefois au prix de l'alcool de vin .

M. SERRE.- L'Etat paye l'alcool de betteraves à la parité du sucre .

M. MAHIEU.- Il importe de bien définir ce que cela veut dire . Cela signifie simplement que l'Etat paye des betteraves destinées à la distillation au prix que les sucreries payent les betteraves à sucre.

Et il faut qu'il en soit ainsi . Sinon, toutes les betteraves iront à la sucrerie; il y aura surproduction de sucre; les cours tomberont et les cultivateurs ne voyant plus leurs efforts rémunérés cesseront la culture de la betterave .

Mais la betterave étant la tête d'assolement du blé, la production du blé diminuera considérablement en France et l'on sera obligé d'acheter des blés étrangers .

Tout le mal vient de la surproduction d'alcool de fruits dans l'ouest de la France . La Normandie

qui

qui produisait 35.000 hectolitres d'eau-de-vie de cidre avant la guerre, en fabrique maintenant 500.000

La Chambre discute actuellement un projet sur la viticulture qui va confirmer le régime actuel. Nous, planteurs de betteraves, nous demandons à n'être pas plus mal traités que les viticulteurs.

M. CAILLAUX.- Mais ce projet comportera une limitation de la culture de la vigne, sinon nous irons à une crise effroyable .

Je ne veux pas que la production de l'alcool se développe dans le Nord; il faut donc la contingenter elle aussi .

M. MAHIEU.- Alors, il faudra contingenter tout; alcool de vin, alcool de fruits.

M. CAILLAUX.- Je ne demande pas mieux.

M. HENRY BERENGER.- Qu'on me permette deux observations .

1° - Dans ce projet, nous trouvons, nous coloniaux', une taxe sur nos rhums, alors qu'un régime de contingentement nous a été imposé pour les rhums et pour les sucres. Ce contingentement, nous l'avions accepté. Avec le système de la taxe, on va bouleverser notre économie à un moment où nous traversons une crise grave. De plus, cette supertaxe n'est pas infligée aux producteurs de cognacs et d'armagnacs qui nous concurrencent dans la métropole. Il y a là une injustice sur laquelle je me réserve d'appeler l'attention du Sénat lorsque le projet viendra en discussion .

2° - Il serait regrettable de commencer la discussion du projet sur l'office de l'alcool, avant que la

Chambre

Chambre ait terminé la discussion du projet sur la viticulture qui prévoit l'utilisation des excédents d'alcool de vin comme carburants .

Il me semble que pour utiliser tout cet alcool destiné à la carburation , on pourrait décider que l'essence ne pourra être vendue qu'à la condition d'être mélangée d'alcool dans la proportion de 25%. Cela nous éviterait d'importer annuellement 350 à 400.000 tonnes d'essence .

Il importe donc que nous attendions le vote du projet sur la viticulture.

M. ROY.- C'est évident .

M. REBOUL.- Je suis d'accord avec M. BERENGER pour surseoir ; mais je tiens à déclarer que je suis un partisan résolu de l'institution de l'office de l'alcool, tout en acceptant volontiers que les représentants de l'Etat soient en majorité au sein du Conseil d'administration de l'Office .

Nous sommes actuellement dans une période d'anarchie économique complète . Si nous voulons en sortir , il faut réglementer la production . La création de l'office permettra de le faire .

Nous, viticulteurs, acceptons qu'une limitation soit apportée à la culture de la vigne; il faudra bien que les betteraviers en fassent autant .

L'incorporation de l'alcool à l'essence constituera pour l'alcool debetteraves et pour l'excédent d'alcool de vin, un débouché merveilleux . Certes, l'office devra vendre cet alcool à un prix inférieur au prix d'achat ce qui pourrait le mettre en déficit ; mais une meilleu-

re

re utilisation des alcools vendus par l'office pour d'autres usages, permettra d'éviter ce déficit .

Je demande donc à la Commission de maintenir le principe de la création d'un office .

M. MAHIEU.- Je demande que le rapport de M. le Rapporteur Général nous soit distribué en épreuves et que nous discussions de la création de l'office envisagé en même temps que du projet de statut de la viticulture.

Il ne faudrait peut-être pas se leurrer sur les débouchés que peut fournir l'incorporation de l'alcool à l'essence . En effet, on construit de plus en plus de camions dont le moteur fonctionne aux huiles lourdes.

Soyons donc très prudents, avant de décider des mesures qui pourraient mettre le Trésor en péril .

- La Commission décide d'ajourner la discussion du projet sur l'office de l'alcool jusqu'au moment où elle sera saisie du projet relatif au statut de la viticulture.

- La Commission, sur le rapport de M. JEAN PHILIP :

1^o adopte le projet de loi ayant pour objet de reporter de l'exercice 1930-1931 à l'exercice 1931-32 le crédit de 2 millions destiné à commémorer le cinquantenaire de l'école laïque;

2^o émet un avis favorable à l'adoption du projet de loi relatif à l'ancienneté de service de certains instituteurs alsaciens et lorrains .

Sur le rapport de M. MAHIEU , la Commission émet un avis favorable à l'adoption :

1^o - du projet de loi portant approbation de la cession amiable à la commune de Collioure des glacis du château déclassé de cette place ;

2^o

2° - du projet de loi portant approbation d'une convention passée entre l'Etat et la Ville de Grenoble en vue de la cession à la ville des terrains de la fortification provenant de l'enceinte déclassé de la place .

- Sur le rapport de M. FARJON, la Commission émet un avis favorable à l'adoption du projet de loi étendant aux officiers mariniers des corps militaires sédentaires de la marine, le mode de calcul des pensions appliqués aux officiers mariniers des corps des équipages de la flotte .

- La séance est levée à 16 heures 30.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES:

J. Rouveny

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mardi 23 Juin 1931.-

La Séance est ouverte à Quinze heures, sous la présidence de M. JEANNENEY, Vice-Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. GUILLAUME CHASTENET.
HENRY CHERON. FOURCADE. BLAIGNAN. BETOULLE.
ALBERT MAHIEU. LEON PERRIER. HUMBLLOT.
MARCEL REGNIER. FRANCOIS SAINT-MAUR. GALLET.
MILAN. ARMBRUSTER. JOSEPH COURTIER. SERRE.
HENRI ROY. REBOUL. JENOUVRIER. GENERAL STUHL.
ALFRED BRARD. CAILLAUX. SCHRAMECK. BIENVENU-
MARTIN. GENERAL HIRSCHAUER. VALADIER. HENRY
BERENGER. PIERRE ROBERT. JEAN PHILIP.

EXCUSES. : M.M. LEBERT et CUMINAL.

M. LE PRESIDENT.- Il m'est particulièrement agréable d'accueillir aujourd'hui M. HENRY CHERON et de lui adresser nos souhaits de bienvenue.

Après une fugue ministérielle, voici qu'il revient parmi nous, tel l'enfant prodigue, pour nous faire bénéficier de son bagage magnifique de connaissances financières et économiques, de ses facultés exceptionnelles de travail, en même temps, que des qualités normandes si séduisantes dont il aime lui-même à se parer.

Nous nous félicitons d'avoir à nouveau l'agrément et le profit de sa précieuse collaboration (Assentiment unanime)

ELECTION.....

ELECTION D'UN VICE PRESIDENT.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle la désignation d'un second vice-président de la Commission en remplacement de M. ALBERT ^{LEBRUN} ~~MAHIEU~~ démissionnaire à la suite de son élection à la présidence du Sénat.

M. FOURCADE.- J'ai une déclaration à faire au nom de mes collègues du groupe de l'Union ~~Républicaine~~ ^{Républicaine}.

Depuis de longues années, un siège de vice-président de la Commission a été réservé aux représentants de notre groupe et c'est en vertu de ce précédent que nous avons présenté à vos suffrages, après le décès de M. RAIBERTI, membre de l'Union républicaine, la candidature de M. ALBERT LEBRUN, membre de l'Union Républicaine.

Cette fois encore, nous étions décidés à vous présenter un candidat, mais en présence d'une candidature qui vient de s'affirmer - celle de notre vénéré doyen M. JENOUVRIER - nous renonçons à faire valoir les droits de notre groupe, tout en affirmant que ces droits demeurent entiers et que les reprendrons à l'avenir.

M. LE PRESIDENT.- La candidature de M. JENOUVRIER a été posée en effet par plusieurs membres de la Commission. Aucune autre ne m'a été communiquée.

A l'unanimité, M. JENOUVRIER est nommé Vice-Président.

M. JENOUVRIER.- Mes chers collègues, je vous remercie de tout coeur du grand honneur que vous venez de me faire. Je sais que je ne dois cette désignation flatteuse qu'à votre amitié. A mon tour, laissez moi vous dire que toute mon amitié vous est acquise.

M. LE PRESIDENT.- En lui adressant mes bien vives félicitations, je prie M. JENOUVRIER de venir prendre au bureau la place qu'il doit, ainsi qu'il l'a dit à notre amitié, mais encore à bien d'autres titres.

M. JENOUVRIER.....

M. JENOUVRIER prend sa place au bureau (Applaudissements)

DESIGNATION D'UN RAPPORTEUR.-

M. LEON PERRIER est nommé rapporteur du budget du ministère des Colonies, en remplacement de M. ALBERT LEBRUN.

DEGAGEMENT DES CADRES DE L'ARMEE.-

La Commission adopte un avis de M. ALBERT MAHIEU sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif au dégagement des cadres de l'armée.

SEPULTURES MILITAIRES.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la réalisation immédiate de certaines dépenses relatives aux sépultures militaires (N° 550, année 1931)

M. LE GENERAL STUHL, Rapporteur donne lecture de son rapport concluant à l'adoption.

M. CAILLAUX.- Pourquoi les travaux envisagés doivent-ils être payés au moyen de la procédure exceptionnelle des avances à régulariser ? Rien ne justifie cette procédure en pareille matière.

Les avances à régulariser servent ordinairement à effectuer des dépenses occultes. Ici, il s'agit de travaux autorisés par le Parlement. Il faut consulter le Ministre du budget et lui demander des explications.

M. HENRY CHERON.- Evidemment, il faudrait une ouverture régulière de crédits.

M. LE RAPPORTEUR.- Je vais demander des explications au Gouvernement.

Le projet de loi est réservé.

OUVRIERS MINEURS.....

OUVRIERS MINEURS.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. COUCOUREUX, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux lois des 7 avril 1918, 31 juillet 1925 et 25 janvier 1928, concernant les ouvriers mineurs (N° 636, année 1930).

M. BLAIGNAN, Rapporteur, donne lecture de son avis qui est adopté.

LIGNES D'INTERET LOCAL DE

St MARTIN DU FRESNE A BRENOD ET DE BRENOD A
HAUTEVILLE.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. RABIER sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique les travaux d'électrification des sections de lignes d'intérêt local de St MARTIN DU FRESNE à BRENOD et de BRENOD à HAUTEVILLE (département de l'Ain)(N° 511-année 1931).

M. JEANNENEY rapporteur, donne lecture de son avis qui est adopté.

CONVERSIONS.-

M. SCHRAMECK.- A l'heure où l'opinion publique est justement préoccupée de connaître la date à laquelle le Gouvernement se décidera à faire une conversion, je me demande si notre commission ne devrait pas se saisir elle-même de cette question.

Notre inaction, en pareille matière, risquerait d'être sévèrement jugée. Il s'agit de savoir si nous devons abdiquer notre rôle et notre pouvoir. Ne pourrions nous pas convoquer le ministre des Finances pour lui demander quels sont ses projets?

M. MILAN.....

M. MILAN.- C'est impossible. Une conversion est une opération très délicate qui ne peut être réussie que si elle est réalisée rapidement et à l'improviste.

Le Ministre des finances ne peut pas nous dire à l'avance quand il fera l'opération. Il est évident, cependant, que nous ne tarderons pas à être fixés sur ce point car la conversion est imminente.

M. SCHRAMECK.- En êtes-vous bien sûr ? On m'a affirmé que le Gouvernement s'était décidé à ajourner la conversion pour de misérables considérations électorales.

Mon intervention a été provoquée justement par ce renseignement. L'intérêt général commande que l'on ne laisse pas passer l'occasion de diminuer par une conversion parfaitement réalisable en droit comme en fait, les charges des intérêts de la dette publique. Il ne faut pas que le Gouvernement ajourne une opération qu'il ne sera jamais aussi sûr de réussir.

M. MILAN.- Je ne crois pas que le Gouvernement ait abandonné son projet de faire les premières conversions avant la clôture de la session. Mais, en tous cas, il est inutile d'interroger le Ministre des finances qui ne pourrait rien nous dire.

M. LE PRESIDENT.- Votre président et votre rapporteur général n'ont reçu aucun renseignement particulier.

Le Gouvernement est absolument maître du moment et notre intervention ne pourrait servir à rien.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous n'avons, évidemment aucune initiative à prendre en pareille matière.

M. LE PRESIDENT.- L'incident est clos.

REGIME.....

REGIME DES RETRAITES (Bonifications pour les parents
des enfants morts au service de la Nation).

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assimiler aux enfants vivants des fonctionnaires en âge d'être admis à la retraite les enfants morts au service de la Nation (N° 159, année 1931)

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport qui est adopté.

COLLECTIF.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1930-1931, au titre du budget général et des budgets annexes.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport.

Il indique que tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre, le projet constitue pour le budget de 1930-1931 une surcharge nette de 455.893.000 Frs.

Il examine la situation de cet exercice et montre que le déficit probable de cet exercice en tenant compte de tous les éléments connus ou prévisibles, s'élèvera à 2 milliards 2 millions.

Ce déficit n'est à ses yeux la conséquence ni de la crise économique, ni des dégrèvements fiscaux mais bien plutôt du manque de rigueur dans les évaluations et de la facilité trop considérable avec laquelle ont été ouverts une masse de crédits nouveaux en cours d'exercice.

Ce résultat, dit-il, est à la fois réconfortant et désolant. Il dicte au Parlement le devoir ferme d'instaurer de nouvelles méthodes.

M. CAILLAUX.....

M. CAILLAUX.- Hélas ! ne nous montrons pas trop optimiste. Le mal devient plus grave chaque jour.

M. SCHRAMECK.- Oui, gardons nous de nous bander les yeux. Ne faisons pas un acte de foi qui serait démenti par les faits.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'indiquerai très loyalement à la tribune toute l'étendue du péril que fait courir à nos finances le manque de rigueur et d'économie dont ont fait preuve gouvernement et Parlement depuis plusieurs années.

M. le Rapporteur Général continue la lecture de son rapport. Il analyse sommairement les principales dépenses supplémentaires faisant l'objet du présent collectif.

Il signale notamment que 49 lois spéciales ont entraîné 1 milliard 432 millions de dépenses nouvelles.

En réponse à diverses critiques adressées contre le Sénat et la Commission des finances, au cours de la discussion à la Chambre, il montre que le texte qui institue des avances non remboursables aux communes et aux départements pour le supplément de dépense résultant de la majoration des taux d'assistance, est né à la Chambre. La Commission des finances du Sénat a il est vrai, proposé la rédaction actuelle qui on s'en souvient, est l'oeuvre de M.M. CAILLAUX & CHERON, mais cette rédaction se bornait à clarifier le texte qu'avait proposé à la Chambre M. POMARET.

Au surplus, la dépense résultant de ce texte est amplement justifiée.

M. ALBERT MAHIEU.- Je signale d'ailleurs que la disposition rédigée par M.M. CAILLAUX et CHERON n'est pas appliquée. Il faudra inviter le ministre du budget à donner des ordres à ses services pour que certains conflits avec les collectivités locales cessent. L'administration des finances doit appliquer la loi.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....

M. LE RAPPORTEUR GENERAL examine ensuite la situation de l'exercice en cours, et celle de la Trésorerie.

Le solde créditeur de la Trésorerie était au 31 Janvier 1931, de 10 milliards. Il est descendu au 30 avril 1931 à 3 milliards 253 millions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL analyse la situation exacte de la Trésorerie, il montre que le passif s'est accru depuis le 31 Janvier de 3.940 millions (en tenant compte de la dotation de la Caisse d'avances aux communes). La diminution de l'encaisse n'est donc en réalité que de 3 milliards, ce qui n'a rien d'anormal le 30 avril étant le moment "des basses eaux".

Il est évident, cependant, qu'avec une trésorerie aussi réduite, toute dépense nouvelle importante nécessitera une émission de bons du Trésor.

M. CAILLAUX.- Il faut profiter de la discussion du collectif pour demander, une fois de plus, une réforme de la comptabilité permettant à l'Etat de savoir à tous moments, comme tout commerçant ou industriel peut le faire, quelle est exactement sa situation financière.

Nos méthodes de comptabilité qui, au temps du baron LOUIS étaient excellentes sont tout à fait insuffisantes aujourd'hui.

J'ajoute que des scandales récents nous font un devoir d'insister encore pour que le projet de loi instituant le statut des offices que l'on nous promet depuis longtemps soit enfin déposé.

M. HENRY CHERON.- J'ai déposé tout récemment, au nom de la Commission chargée du règlement des exercices clos, une proposition de résolution tendant à réformer la comptabilité en vue de hâter le dépôt des comptes des ministères. Je suis donc entièrement d'accord avec M. CAILLAUX sur la nécessité d'une réforme qui, d'ailleurs, est préparée en ce moment par une commission qui siège au ministère des finances et qui travaille.....

vaille beaucoup.

L'exposé de M. le Rapporteur Général est unanimement approuvé. Les divers chapitres de l'état A sont adoptés sans discussion conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général à l'exception des chapitres ci-après qui ont donné lieu aux observations suivantes :

TRAVAUX PUBLICS.- Chapitre 66.- Routes et Ponts.- Entretien et réparations ordinaires : 80.000.000 Frs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Bien qu'il s'agisse là d'un crédit que le Gouvernement n'avait pas demandé, je vous propose de l'accepter car il est tout à fait indispensable pour couvrir des dépassements de crédits. En fait, d'ailleurs, il figurait dans les propositions du ministère des Travaux Publics et n'avait disparu du projet que parce qu'il n'avait pas recueilli l'adhésion du Ministre du Budget.

M. HENRY CHERON.- L'état a pris à sa charge 40.000 Kilomètres de routes départementales et communales. Dispose-t-il de crédits suffisants pour entretenir ce nouveau réseau ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- On a voté, à cet effet, 100 millions dans le projet d'outillage national.

M. MILAN, Rapporteur spécial.- C'est encore tout à fait insuffisant. L'Etat a le devoir d'entretenir ses routes et nous devons lui en fournir le moyen. Pour cela, je ne vois qu'une solution qui consisterait à créer une surtaxe nouvelle sur l'essence. Une surtaxe de 10 centimes donnerait 250 millions et personne ne s'en apercevrait.

M. SERRE.- N'exagérez pas ! L'essence est déjà lourdement grevée et le consommateur finira par se lasser.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Une surtaxe de 0,10 équivaudrait à 0,50 pour un bidon de 5 litres. Or, à l'heure actuelle, il existe d'un dépôt d'essence à un autre des différences de prix qui souvent dépassent 50 centimes. Cela n'empêche pas les.....

les dépôts qui pratiquent les prix les plus élevés d'avoir une clientèle aussi considérable que les autres.

M. CAILLAUX.- Je ne suis pas hostile à la proposition de M. MILAN. Je vais même plus loin que lui car je proposerai de permettre aux départements d'instituer eux-mêmes une surtaxe sur l'essence pour payer leurs travaux de vicinalité.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- On nous demande de voter 80 millions de crédits supplémentaires et on nous dit que le Ministère des Travaux Publics a fait des dépassements de crédits pour une somme aussi considérable. Nous négligerions notre devoir essentiel si nous ne protestions pas contre de pareils errements.

J'ai applaudi tout à l'heure quand M. le Rapporteur Général demandait le retour aux sages pratiques financières. Mais il ne suffit pas de poser des grands principes, il faut encore les faire observer.

M. SCHRAMECK.- Il y a des responsables. Il faut exiger des sanctions !

M. CAILLAUX.- Il est évident que nous ne devons pas laisser passer ce crédit sans demander des explications au Gouvernement et sans rappeler la saine doctrine financière.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je compte demander au Ministre du Budget toutes les précisions nécessaires sur ce crédit.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- En tous cas, il faut le voter car il est indispensable.

M. HENRY CHERON.- Je repose ma question, qui n'a pas reçu de réponse. Même après le vote de ces 80 millions, le Gouvernement disposera-t-il de crédits suffisants pour entretenir la totalité de son réseau routier ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous le demanderons au Gouvernement.

Le

Le Chapitre 66 est adopté.

Le Chapitre 8 du budget des Services judiciaires (Cours de Cassation.- Personnel.- Traitements: 20.000 Frs) est adopté après un échange d'observations entre M. le Rapporteur Général et M. HENRI ROY, rapporteur spécial, à la suite duquel M. le Rapporteur Général s'engage à demander au Gouvernement des explications précises sur les raisons qui ont rendu ce crédit nécessaire.

Le crédit du chapitre 23bis du même budget (Subvention aux oeuvres ayant un service social de dépistage des enfants malheureux ou coupables) est rejeté, conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général, après une observation de M. HENRY CHERON, tendant au renforcement du contrôle de l'Etat sur ces oeuvres.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL demande sur le crédit de 3.500.000 francs du chapitre 21 du Budget du Ministère de l'Intérieur (Subventions aux communes pour les sapeurs pompiers et le matériel d'incendie, l'acquisition de matériels d'incendie, l'acquisition et l'entretien des effets d'habillement et d'équipement) une réduction de 2.500.000 Frs.

M. GALLET.- Les besoins qui ont justifié la demande de crédit ne sont pas contestables. Il s'agit de l'exécution d'une loi. Dès lors, pourquoi proposer une réduction de crédit ?

M. CAILLAUX.- Qu'il y ait eu des irrégularités commises, cela est possible. Faites une observation dans ce sens à la tribune. Mais ne réduisez pas le crédit. Sur une pareille question, nous serions battus devant le Sénat.

M. HENRY CHERON.- Sans aucun doute. La cause des pompiers n'a que des défenseurs au Sénat. Nous serions sur un mauvais terrain.

Le.....

Le crédit de 3.500.000 Frs voté par la Chambre, est adopté.

Au cours de l'examen des chapitres du Budget du Ministère de l'Air, M. le Général HIRSCHAUER, rapporteur spécial, fait observer que les chapitres 1 et 2 qui figuraient au projet du Gouvernement ont été supprimés par la Chambre. Il demande le rétablissement des crédits demandés pour ces deux chapitres et qui sont indispensables pour permettre au Ministère de l'Air de payer ses dépenses de chauffage. M, le Rapporteur Spécial rappelle à ce sujet combien les locaux du Ministère de l'Air sont froids et malsains ce qui nécessite un chauffage intensif pendant l'hiver.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL lui répond que le Gouvernement n'a pas demandé, à la Chambre, le rétablissement des chapitres 1 et 2.

S'il intervient devant le Sénat pour obtenir ce rétablissement, la Commission verra ce qu'elle doit faire, mais elle n'a pas à prendre d'initiative en pareille matière.

Les chapitres 1 et 2 restent supprimés.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En ce qui concerne les budgets annexes je n'ai qu'une objection à formuler. Elle a trait au budget des P.T.T. et au relèvement des indemnités de gérance et de responsabilité des receveurs des postes.

Je demande, en ce qui concerne le crédit destiné à permettre ce renouvellement que l'on reprenne purement et simplement les propositions initiales du Gouvernement.

Nous ne pouvons pas, dans un cahier de crédit, nous engager dans la voie du relèvement de certaines indemnités. Si nous acceptons les revendications des receveurs des postes, il faudrait aussitôt accorder des avantages équivalents aux

caissiers.....

caissiers des administrations publiques et notamment aux percepteurs.

M. PIERRE ROBERT, Rapporteur spécial.- Dans le budget de l'exercice 1930-1931, des crédits ont été votés pour permettre l'augmentation de l'indemnité de gérance des receveurs des Postes. Depuis lors, ces crédits n'ont pas été utilisés, le ministère des finances n'ayant pas encore publié le décret modifiant le taux des indemnités.

Cette situation intolérable ne peut pas se prolonger. Les décisions du Parlement ne doivent pas demeurer lettres mortes pour les administrations publiques.

La Chambre a voulu mettre fin à cette situation. Nous ne pouvons que l'approuver.

M. HENRY CHERON.- Le relèvement du taux des indemnités a-t-il été décidé par un texte législatif ?

M. PIERRE ROBERT.- Il y a eu un vote de crédit avec une affectation nettement indiquée par le rapporteur.

M. CAILLAUX.- Cela ne suffit pas. Il faudrait une disposition dans la loi de finances.

M. LE PRESIDENT.- Je ne crois pas qu'un texte soit nécessaire s'il est établi que le Parlement a voté un relèvement de crédit pour une affectation déterminée et cela en toute connaissance de cause.

M. CAILLAUX.- C'est, en effet, une pure question de fait.

M. HENRI ROY.- La mesure a dû être votée sans que l'on ait pensé à peser les conséquences qu'elle pourrait entraîner par suite de l'extension à d'autres catégories de fonctionnaires. Le ministère des finances s'en est aperçu mais trop tard. Il a eu le remords de l'escalier !

M. HENRY CHERON.....

M. HENRY CHERON.- En tous cas, il faut nous garder de nous mêler d'une pareille question. Le réajustement des traitements des fonctionnaires a été une oeuvre très difficile. Ne revenons pas là-dessus en conférant des avantages spéciaux à certaines catégories. En pareille matière, il ne faut procéder que par mesures d'ensemble.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Il n'est pas possible que l'on demeure dans la situation actuelle. Les receveurs des postes ont un droit que leur a reconnu le Parlement. Ce droit ne peut pas rester méconnu.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vais étudier la question et interroger le gouvernement.

M. CAILLAUX.- Il faut surtout rechercher dans quelles conditions a été consenti en 1930 le relèvement de l'indemnité de gestion des receveurs.

M. LE PRESIDENT.- C'est là, en effet, le point essentiel.

La question est réservée.

Les divers articles du projet sont adoptés sans discussion conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général à l'exception des articles 20 et 25 à l'occasion desquels les observations suivantes ont été présentées.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 20 dispose que :

"Les administrations des contributions directes et du cadastre, d'une part, et de l'enregistrement, des domaines et du timbre, d'autre part, sont placées chacune sous l'autorité d'un directeur général.

"Demeurent en vigueur toutes dispositions non contraires au présent article."

Un pareil texte qui, incontestablement, engage l'importante question de la fusion de l'administration de l'enregistrement et de l'administration des Contributions directes n'est pas à sa place dans un cahier de crédits supplémentaires Il a besoin d'être étudié de près ce que nous ne pouvons pas.....

pas faire aujourd'hui. J'en propose donc la disjonction.

M. CAILLAUX.- Je ne suis pas partisan de la fusion qui a été réalisée en 1926, mais je pense néanmoins qu'il convient de poursuivre très loyalement l'expérience et qu'il est trop tôt pour se prononcer définitivement sur la question.

Je remarque, toutefois, que la fusion n'a jamais porté que sur les cadres inférieurs. Seuls les receveurs de l'enregistrement des classes inférieures font à la fois le métier de receveur, et le métier de contrôleur. La spécialisation a été maintenue pour tous les autres postes et on ne voit pas pourquoi, alors que les directions départementales et les directions générales sont restées distinctes pour les deux administrations on continuerait à n'avoir à la tête qu'un seul directeur général.

Il faut bien considérer qu'il est à peu près impossible de trouver un haut fonctionnaire qui soit capable de mener à bien cette tâche écrasante de diriger à la fois l'administration de l'enregistrement et l'administration des contributions directes.

Le Ministre du Budget s'est rendu compte des graves inconvénients du régime actuel. Dans la situation difficile où nous nous trouvons, il a besoin pour la préparation et l'étude des projets de réformes fiscales et pour intensifier le rendement des impôts d'une administration parfaitement organisée. Il sait que la besogne des directeurs généraux est délicate. Il veut avoir tous les rouages nécessaires pour le bon fonctionnement des services, et c'est pour cela qu'à mon sens avec raison, il nous demande de décider que les directions générales des contributions directes et de l'Enregistrement seront replacées sous l'autorité de deux fonctionnaires distincts.

De.....

De même que la fusion était possible avec le maintien dans chaque département de deux directions distinctes, de même cette fusion peut continuer avec deux directeurs généraux.

M. MARCEL REGNIER, rapporteur spécial du budget des finances.- Il ne faut pas se faire d'illusions : ce que l'on nous demande. C'est purement et simplement la suppression de la fusion. Comment, en effet, parler de fusion à propos de deux administrations dirigées par deux chefs différents ?

Aujourd'hui la fusion est acceptée par les cadres inférieurs. Elle est combattue par les cadres supérieurs dont elle heurte les habitudes et la routine. Dans la plupart des départements, les directeurs de l'enregistrement et des contributions directes ont continué, comme par le passé, à élever des cloisons étanches entre leurs deux services. L'institution d'un directeur général unique permettait malgré cela la réalisation tous les jours plus effective de la fusion. Pris entre le bas et le haut de la hiérarchie, les cadres intermédiaires auraient peu à peu cessé leur lutte sourde et accepté franchement la réforme.

Au contraire, si l'on revient à la séparation absolue des directions générales on revient à la rivalité, à la lutte et à l'esprit particulariste. Les deux directeurs généraux seront fatalement inspirés par leurs bureaux et ils épouseront les querelles des administrations rivales. De qui pourra-t-on attendre une direction unique, cette direction qui est indispensable à la bonne marche des services ?

Les raisons invoquées par le ministre ne sont pas de nature à modifier mon opinion. Il faut serrer de plus en plus la matière imposable, dit-il, Soit ! mais c'est là une raison

de.....

de plus à mes yeux pour ne pas introduire le désordre dans les deux grandes régies financières.

J'ai besoin de deux directeurs généraux, ajoute-t-il, pour étudier les grands projets. Mais, messieurs, n'y a-t-il pas des bureaux d'études dans les deux directions générales. Nous savons bien que le directeur général n'étudie pas les questions par lui-même. En vérité, rien ne sera perdu si l'on conserve le système actuel.

Je considère que l'on commettrait une erreur grave en abandonnant aujourd'hui la fusion. La réforme est sortie maintenant de l'ère des difficultés, et je suis persuadé que la fusion des cadres supérieurs sera possible progressivement au fur et à mesure que les jeunes fonctionnaires formés à l'école de Lyon et au courant des deux services, seront appelés à remplir ces cadres.

Il sera nécessaire, bien entendu, de maintenir des spécialisations. Mais je ne vois pas pourquoi, dans un certain nombre d'années la fusion des directions départementales, puis des directions générales ne serait pas possible.

M. CAILLAUX.- La fusion généralisée serait pleine de danger. Elle entraînerait certainement une perte de recette.

M. MARCEL REGNIER.- C'est là une simple affirmation que les faits se chargent de démentir. Au point de vue du rendement, la fusion a donné de très bons résultats.

M. CAILLAUX.- Je ne peux pas être partisan de la fusion, j'ai trop l'expérience de l'administration des finances pour cela. Le métier de contrôleur des contributions directes et celui de receveur de l'enregistrement sont essentiellement différents. Ils demandent des qualités qui ne sont pas les mêmes, et, dans les hauts postes, on ne trouvera jamais des fonctionnaires interchangeables.

Quand.....

Quand on connaît la difficulté qu'éprouve un directeur général pour diriger véritablement et effectivement son service, on ne peut comprendre comment on a eu l'idée de placer les deux directions générales les plus lourdes du ministère des finances, sous l'autorité d'un fonctionnaire unique.

Où trouver le surhomme qu'il faudrait pour occuper dignement un pareil emploi ?

M. LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER.- Je considère qu'en occupant les loisirs des jeunes receveurs de l'enregistrement à l'exécution du travail des contrôleurs des contributions directes on a agi très sagement. Mais il faut évidemment pour que la réforme puisse porter ses fruits maintenir une direction unique .

M. HENRY CHERON.- Je crains que la question soulevée par l'article 20 n'engage le fond même du problème de la fusion de l'Enregistrement et des Contributions directes. Aussi suis-je disposé à appuyer la demande de disjonction de M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL car je suis d'accord avec lui pour considérer que l'on ne règle pas une pareille question dans un cahier de crédits supplémentaires.

M. CAILLAUX.- Avant toute décision ne pourrions-nous pas entendre le Ministre du Budget ?

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL.- Je ne m'oppose pas à cette audition.

L'audition de M. le Ministre du Budget est décidée.

L'article est réservé.

Sur l'article 25 (relèvement du montant des travaux complémentaires de 1^{er} établissement à exécuter en 1930)

M. le Président fait observer que cette disposition était suivie dans le projet initial du gouvernement d'autres dispositions concernant les chemins de fer qui la complétaient.

Ces dernières ont été disjointes à la Chambre et le gouvernement.....

ment les a refusés dans le deuxième collectif qui va être discuté prochainement. M. le Président propose la disjonction de l'article 25 jusqu'au dépôt de ce collectif, afin de permettre à la Commission de procéder à une étude d'ensemble des divers textes concernant le budget des conventions et la situation des grands réseaux.

L'article 25 est disjoint.

La Séance est levée à 18 heures 15.

Le Président de la Commission :

D. Scourveneg

§*§*§*§*§*§*§*§*§*§

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 24 Juin 1931.

La séance est ouverte à 15 heures 30, sous la
Présidence de M. JEANNENEY, Vice-Président.

Présents: MM. JEANNENEY. GARDEY. CHERON. CHASTENET.
ROY. BETOULLE. REGNIER. GALLET. ARM-
BRUSTER. CAILLAUX. BLAIGNAN. PHILIP.
COURTIER. STUHL. FOURCADE. BIENVENU-
MARTIN. SCHRAMECK. PIERRE ROBERT.
JENOUVRIER. BERENGER. MAHIEU. FARJON.
FRANCOIS SAINT MAUR. PERRIER. SERRE.

=====

AUDITION DE M. LE MINISTRE DU BUDGET
SUR LE PROJET DE LOI PORTANT OUVERTURE ET ANNULATION
DE CREDITS.

M. PIETRI.- Ministre du budget est introduit auprès
de la Commission .

M. LE PRESIDENT.- La Commission désire être renseignée
Monsieur le Ministre, sur les raisons qui vous ont déterminé
à introduire une disposition de l'importance de celle qui
consiste à rétablir un directeur général à la tête de
chacune des régies fusionnées par le décret de 1926, dans
un collectif .

Elle désirerait aussi savoir de vous comment vous
entendez concilier cette dualité de direction avec l'esprit

du

l'esprit du décret de 1926.

M. LE MINISTRE.- Je reconnais qu'il n'est pas d'usage d'introduire une disposition de cet ordre dans un collectif . Elle eût été plus à sa place dans la loi de finances; mais ce n'est qu'après le vote de celle-ci que M. BORDUGE qui était placé à la tête des deux régies fusionnées a été nommé administrateur de la Banque de l'Indo-Chine et que la question de son remplacement a pu se poser .

Plutôt que de saisir le Parlement d'un projet spécial de rétablissement des deux directions, j'ai cru qu'il était plus expédient d'en faire l'objet d'un article inséré dans le collectif . En attendant le vote de cet article, j'ai chargé de l'intérim de la direction de l'Enregistrement, un maître des requêtes du Conseil d'Etat. Je ne vous cache d'ailleurs pas que si le Sénat veut bien voter le texte que je lui propose, mon intention est de confier, d'une façon définitive à ce fonctionnaire, la direction de l'Enregistrement .

Cette mesure n'est d'ailleurs nullement l'indice d'un retour à l'état de choses antérieur à 1926. Je l'ai dit nettement à la Chambre . Au surplus, le texte de l'article 20 qui vous est soumis le dit clairement ; l'article 2 du décret de 1926 reste entier, il a force de loi .

A l'heure actuelle, la fusion des services de l'enregistrement et des directes existe à la base; il y a en effet, 861 receveurs-contrôleurs. Mon intention n'est pas d'en réduire le nombre . Une expérience intéressante de fusion est en cours; j'entends la continuer.

Quoi qu'il en soit , le Directeur général unique des deux régies avait une besogne écrasante . Plus écrasante

encore serait celle du directeur unique de demain.

D'ailleurs, si le directeur général était unique, tout au-dessous de lui était double : cabinets, secrétariats, conseils d'administration, directions départementales . En résumé: fusion à la base et fusion tout à fait au sommet .

Au surplus, je le répète, je n'ai pas l'intention, par le rétablissement de deux directeurs généraux de porter atteinte à la fusion à la base . J'en ai si peu l'intention que je me propose de constituer un Comité, composé des deux Directeurs Généraux, de deux Administrateurs et de deux fonctionnaires supérieurs , qui, sous la direction du ministre , aurait pour mission de surveiller le maintien de la fusion et de l'accentuer au besoin .

Aux considérations que je viens de faire valoir, s'en ajoute une autre. Avec le système actuel, je suis obligé de chercher le directeur unique , en dehors des deux administrations intéressées sinon, j'éveillerais des susceptibilités et je provoquerais des jalousies .

Je suis sûr que la Commission me facilitera ma tâche; je lui répète que le secours de deux directeurs généraux est indispensable à la bonne marche des services .

M. CAILLAUX.- Il est bien entendu, Monsieur le Ministre, que votre Comité ne sera que consultatif .

M. LE MINISTRE.- Parfaitement . Les décisions ne seront jamais prises que par le Ministre responsable . Ce sera le Comité de la fusion . Croyez bien que si j'étais hostile à celle-ci , il eût été plus habile de ma part, de nommer un directeur unique chargé d'attaquer la fusion.

La fusion a consisté , en réalité, en ceci. Dans

les

Les petits chefs-lieux de canton, au lieu d'avoir deux fonctionnaires: Un receveur de l'enregistrement et un contrôleur des contributions directes, on a nommé un fonctionnaire unique qui a reçu le titre de receveur-contrôleur. Cela a permis de libérer 861 contrôleurs des contributions directes qui sont venus renforcer l'effectif des contrôleurs des grandes villes .

Quant à opérer la fusion au degré supérieur , dans les directions départementales, je crois que ce serait très difficile , tout au moins tant que l'école de Lyon ne nous aura pas fourni un personnel qualifié en nombre suffisant . Le recrutement de cette école est surtout assuré, je dois le dire, par des fonctionnaires issus de l'enregistrement .

M. CAILLAUX.- Avez-vous la proportion des candidats reçus et des candidats refusés , à cette école ?

M. LE MINISTRE.- Je n'ai pas les chiffres présents à la mémoire .

M. BLAIGNAN.- Au dernier concours, sur 383 candidats, 220 ont été reçus.

M. MARCEL REGNIER.- 245.

M. CAILLAUX.- Cette proportion est beaucoup trop forte .

Les rapports de l'inspection des finances sur la fusion sont-ils favorables ou défavorables ?

M. LE MINISTRE.- Ils sont assez évasifs tout en concluant au maintien de l'expérience .

M. CHASTENET .- Il y a 30 ans qu'on réclame la fusion. Les mutations de propriété ne se font pas, les contrôleurs des directes négligent de les tenir à jour .

M. LE MINISTRE.....

M. LE MINISTRE.- Je ne suis pas de votre avis; le service ne laisse pas à désirer et les 861 receveurs-contrôleurs fusionnés, en particulier, tiennent les mutations de propriété à jour, d'une façon satisfaisante .

M. CHERON.-En une pareille matière ce qui doit être déterminant à nos yeux, c'est le rendement des impôts. Monsieur le Ministre affirme-t-il que les deux directeurs lui sont indispensables pour assurer convenablement le recouvrement des impôts ?

M. LE MINISTRE.- Oui. Si l'on maintient un directeur unique, il règnera sans gouverner et sera obligé de laisser le Conseil d'administration de chacune des deux régies gouverner à sa place .

M. REGNIER.- Est-ce que la fusion à la base, telle qu'elle existe dans 861 cantons , ne permettrait pas la création si désirable du casier fiscal ?

M. LE MINISTRE.- La création du casier fiscal est certes désirable, mais o'u elle présente le plus d'intérêt , c'est dans les grosses agglomérations, là où, précisément , la fusion n'existe pas et ne paraît pas possible .

En fait d'ailleurs, le casier fiscal commence à exister dans ces grandes villes et ce sont les contrôleurs des directes qui l'établissent , tant au moyen des renseignements qu'ils recueillent par eux-mêmes que par ceux qui leur sont transmis par les agents de l'enregistrement.

M. REGNIER.- Ne pourrait-on arriver au résultat que vous désirez, en consentant un directeur général unique ? Il suffirait d'ajouter à ce directeur général,

choisi

choisi parmi les fonctionnaires d'une des deux régies, un directeur - adjoint pris dans la régie qui n'aurait pas fourni le directeur général.

M. LE MINISTRE.- J'avais songé à cette solution, mais j'y ai renoncé car les trois autres régies réclameraient immédiatement la création d'un sous-directeur, à côté de leur directeur général.

M. REGNIER.- En tout cas, je crains que la réforme que l'on veut opérer aujourd'hui, n'ait d'autre objet que de favoriser l'ambition d'un jeune fonctionnaire qui ne voit que ce moyen pour passer par dessus ses collègues plus anciens sans que ceux-ci protestent trop.

M. LE MINISTRE.- Vous faites erreur. Je vous ai dit tout à l'heure que j'avais l'intention de nommer à la direction de l'enregistrement.

Je puis bien vous dire maintenant que je compte nommer à la Direction des Directes, M. TETREL dont personne ne discutera les titres.

M. LE PRESIDENT.- Personne n'a plus de question à poser sur ce sujet à M. le Ministre du Budget ?

INDEMNITE DE GERANCE ET DE RESPONSABILITE DES RECEVEURS
DES POSTES.

M. PIERRE ROBERT.- Je désirerais poser une question sur un sujet tout différent; celui de l'indemnité de gérance et de responsabilité des receveurs des postes.

M. LE PRESIDENT.- Alors, je vais faire prier M. le Ministre des P.T.T. de vouloir bien venir parmi nous.

(M. GUERNIER, Ministre des P.T.T. est introduit auprès de la Commission).

M. PIERRE ROBERT.....

M. PIERRE ROBERT.- Le Parlement a voté, dans le budget de 1930-31, un crédit pour le relèvement de l'indemnité de gérance et de responsabilité allouée aux receveurs des postes . Cette indemnité devait être répartie par décret . Le décret de répartition n'a jamais vu le jour .

Dans le budget de 1931-1932, nous avons revoté un crédit de 5.100.000 francs avec le même objet. Or, dans le collectif soumis actuellement à notre examen et qui a pour objet d'ouvrir des crédits supplémentaires au titre de l'exercice 1930-31, le Ministre du Budget demande le vote d'un crédit analogue à celui qui figurait au budget dudit exercice, mais réduit de 100.000 francs.

Je voudrais que les sommes que nous votons soient enfin distribuées entre des fonctionnaires qui y ont incontestablement droit . Quelles sont les intentions du Gouvernement à cet égard ? D'autre part, la somme de 5.100.000 francs s'applique-t-elle seulement au second semestre de l'exercice 1930-31 ou bien à l'année budgétaire entière ?

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Lors du vote , par la Chambre, du crédit destiné à augmenter le montant de l'indemnité des receveurs des postes, j'avais soutenu la thèse qu'aucun article de la loi de finances ne spécifiant que l'indemnité serait augmentée, j'avais le droit de considérer le vote du crédit, non comme une obligation d'en affecter le montant total au relèvement de l'indemnité, mais comme une autorisation, dans la limite de ce montant , d'effectuer tel relèvement qu'il me plairait . On m'a démontré que ma thèse n'était pas fondée

fondée en droit. Je le reconnais bien volontiers.

Mais je dois faire une observation . Les percepteurs ont une responsabilité de caisse très lourde; ils réclament d'être traités comme les receveurs des postes et cela me paraît très légitime . Aussi, un crédit de 2.550.000 frs a-t-il été inscrit dans le collectif, à l'effet de leur donner satisfaction .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ce crédit s'ajoutant à celui inscrit au budget de 1930-31 est-il suffisant pour leur assurer la parité avec les receveurs des postes ?

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Pas une parité intégrale. Il permettra toutefois de leur accorder une satisfaction suffisante .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il ne me paraît pourtant pas que la somme soit suffisante .

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Elle ne serait pas suffisante pour l'année entière; elle l'est pour un semestre .

M. CAILLAUX.- De sorte que en accordant rétroactivement cette indemnité, nous déposons un germe d'augmentation pour les budgets futurs .

M. PIERRE ROBERT.- Non, en ce qui concerne les postiers tout au moins .

Nous votons 5 millions pour leur accorder l'augmentation pendant le second semestre de 1930, mais nous avons également inscrit, dans le budget de l'exercice 1931-1932, un crédit de 10.400.000 frs qui permettra d'accorder l'augmentation pour l'année entière .

M. LE MINISTRE DES P.T.T. - C'est exact . En ce qui concerne les percepteurs, on aurait tort de les assimiler aux receveurs des postes au point de vue de la responsabilité
de

de Caisse . En effet, s'il est vrai qu'avant la guerre, ils devaient conserver dans leur caisse des sommes importantes , il n'en est plus de même depuis la création des chèques-postaux, puisque chaque soir, le percepteur verse le montant de sa recette à son compte courant postal, se déchargeant ainsi, sur le receveur des postes, du soin et de la responsabilité de la garde des espèces.

M. CAILLAUX?.- Vous oubliez que les percepteurs ont aussi à garder des valeurs du Trésor (titres de rente au porteur et bons du Trésor) non susceptibles d'opposition en cas de vol et qu'ils ne peuvent les déposer à la poste.

Il résulte de tout ceci que si l'on veut donner aux comptables du Trésor une satisfaction de même ordre que celle que l'on accorde aux Postiers, c'est un crédit de 12 millions qu'il faudra inscrire au budget de 1931-32.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Non. Les crédits nécessaires pour l'exercice 1931-1932 ont été votés au moment du budget. Ils permettront d'accorder les indemnités pour l'année entière .

Il n'y a donc aucune charge future pour le budget puisque les crédits dont il s'agit sont entrés en compte dans le calcul de l'équilibre de celui-ci.

M. LE PRESIDENT.- Personne n'a plus de question à poser à MM. les Ministres ?

Nous vous remercions , Messieurs les Ministres, La Commission va délibérer .

(MM. les Ministres quittent la salle des délibérations).

M. LE PRESIDENT.- Nous allons d'abord statuer sur l'article 20 du collectif , rétablissant les deux directions générales des Contributions directes et de l'enregistrement.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Les explications fournies par M. le Ministre du Budget sont certes, loin d'être sans valeur . Il n'empêche que, par la mesure qu'il nous demande de voter, la fusion des deux régies se trouve mise en question . La fusion avait comporté trois sortes de mesures: unité de recrutement, fusion des services dans les petits bureaux et unité de direction . C'est cette dernière mesure qu'on nous demande de rapporter .

Pour parer aux inconvénients que ne manquerait pas de présenter le rétablissement des deux directions générales, le ministre a pensé à nommer un Comité qui constituerait une manière d'organisme de superposition .

J'estime que, sans nous prononcer au fond, il serait sage de disjoindre la disposition qu'on nous propose pour en étudier à loisir, les conséquences possibles .

M. CAILLAUX.- Le Ministre a déclaré qu'il lui était nécessaire , dans l'intérêt du rendement des impôts, d'avoir deux fonctionnaires . C'est la thèse qu'il fera valoir devant le Sénat. Je vous déclare que je le soutiendrai. Le Sénat nous suivra. Alors à quoi bon vous faire battre ?

M. REGNIER.- Dès avant la discussion du budget, j'avais été averti par certains fonctionnaires des finances de la création projetée des deux directions générales. Le Ministre s'est, cependant, bien gardé de proposer cette mesure dans la loi de finances . C'est deux mois à peine après le vote de celle-ci qu'il l'introduit dans un collectif; c'est inadmissible . C'est pourquoi je me rallie à la proposition de M. le Rapporteur Général. Disjoignons pour étudier à fond la question de la fusion .

M. PERRIER

M. PERRIER.- Nous voyons bien ce qui arrivera. On va créer deux directeurs généraux et, au bout de quelque temps, on nous demandera, pour coordonner les services, d'autoriser la création d'un superdirecteur général. Et soyez sûrs que ce poste de superdirecteur sera confié à un fonctionnaire de l'inspection des finances .

Il importe de barrer , dès maintenant la route à cette manœuvre. C'est pourquoi, je me rallie à la proposition de M. le Rapporteur Général .

- La proposition de M. le Rapporteur Général est adoptée par 10 voix contre 9 .

CONVENTIONS AVEC LA Cie Fse DES PETROLES.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. HENRY ROY sur le projet de loi portant ratification des conventions entre l'Etat et la Cie fse des pétroles .

M. SERRE donne lecture d'un avis favorable à l'adoption de ce projet de loi.

M. JENOUVRIER .- Il résulte du texte des conventions qu'on nous demande de ratifier que l'Etat va entrer comme actionnaire ordinaire dans une société anonyme . Cela répugne à la conception que j'ai de l'Etat .

M. SERRE.- En 1924, une Société a été créée dans laquelle l'Etat n'entrait pas comme actionnaire . Il n'avait droit , en récompense de son apport, qu'à une part des super-bénéfices . Cela se concevait très bien parce qu'alors l'affaire n'apparaissait pas très sûre .

Par la suite, on a pu voir qu'elle était, en réalité,

très

très brillante. L'Etat a alors pensé qu'il était de son devoir d'entrer dans la Société comme actionnaire.

M. CAILLAUX.- Il me semble qu'on aurait pu trouver une formule où l'Etat, sans être actionnaire, aurait eu une représentation au Conseil d'Administration.

M. SERRE.- Il a toujours eu cette représentation. Aux termes de la Convention de 1924, l'Etat qui cédait à la Cie son droit sur une part des pétroles de Mossoul, se réservait le droit de nommer le Président de la Société, d'autoriser les cessions d'actions; il avait deux commissaires de surveillance auprès de la Société. Il recevait une part des superbénéfices et avait le droit de se faire livrer 80 % du pétrole produit.

M. CAILLAUX.- Mais c'était très bien cela. Quel avantage a-t-il eu, par la suite, à devenir actionnaires.

M. HENRY BERENGER.- Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on connaît l'existence en Mésopotamie, de champs pétrolières.

Sans remonter à Quinte Curce, ni même au Directoire, il n'est pas inutile de rappeler que, dès 1908, sur la demande de notre collègue M. BOMPARD, alors Ambassadeur de France à Constantinople, le Ministère des Affaires Etrangères avait envoyé en mission en Mésopotamie, un Ingénieur M. TASSART qui fit un rapport très détaillé sur les gisements qu'il découvrit. Cela prouve que, dès ce moment, on se préoccupait de ne pas laisser l'Allemagne mettre la main sur tous les pétroles d'Asie Mineure.

M. SERRE.- On savait, certes, qu'il existait des gisements; mais on n'en connaissait pas très bien la

richesse

richesse; l'Etat ne voulait donc pas s'aventurer dans une participation qui eût pu n'être pas fructueuse . Mais, par la suite, l'affaire se révéla brillante, l'Etat se décida alors à y entrer .

M. CAILLAUX.- Je ne comprends toujours pas . Qu'est-ce qui l'empêchait d'obtenir les droits dans les Sociétés sans pour cela verser des capitaux; en se faisant remettre des actions d'apport, par exemple .

M. SERRE.- La Cie française des pétroles chargée d'exploiter les droits de l'Etat n'a droit qu'à une part des pétroles mésopotamiens . Ceux-ci sont indivis entre l'Angleterre, les Etats Unis , la Hollande et la France . Pour être à égalité avec les autres pays, il fallait que l'Etat français fût dans l'affaire .

M. CAILLAUX.- Mais il pouvait aussi bien y entrer en se faisant remettre des actions d'apport . Quel besoin y avait-il à ce qu'il apportât des capitaux ?

M. HENRY BERENGER.- Permettez à l'ancien Haut-Commissaires aux essences du Cabinet Clémenceau d'exposer brièvement la genèse de l'affaire . Avant la guerre , avait été fondée l'IRAK PETROLEUM COMPANY entre le groupe d'AROCY agissant pour le compte de l'Amirauté anglaise, l'Allemagne et la Hollande . L'Allemagne avait souscrit le 1/4 du capital soit 40.000 actions d'une livre . Ces actions, déposées à la Banque d'Angleterre, avaient été, dès la déclaration de guerre , mises sous séquestre . Après l'armistice, préoccupé d'assurer au pays son ravitaillement en pétrole , j'obtins du Gouvernement anglais qu'il accordât à l'Etat français une option sur ces 40.000 actions .

L'Affaire , après la guerre, paraissait assez peu

sûre

sûre, d'une part, parce qu'on ne connaissait pas exactement la richesse des gisements irakiens et d'autre part, parce que la région était en pleine effervescence, la frontière de l'Irak n'étant pas encore délimitée. L'exploitation apparaissait donc pleine d'aléas.

En outre, les Etats-Unis contestaient notre droit sur les 40.000 actions, soutenant qu'elles auraient dû être distribuées entre les alliés ayant une créance de réparation sur l'Allemagne.

Le Gouvernement français ne voulut donc pas exploiter directement sa participation. Il chercha un concessionnaire; ce ne fut pas facile. Enfin, en 1923, M. POINCARE Président du Conseil, s'entendit avec M. MERCIER pour que celui-ci constituât une Société qui prit le titre de Cie française des pétroles. Une convention fut passée en 1924 avec cette Société. L'Etat lui cédait son droit d'acquérir les 40.000 actions de la participation allemande moyennant les avantages que M. SERRE vous a énumérés. La Cie substituée à l'Etat, fit valoir énergiquement ses droits. Elle soutint, à Londres, des procès qu'elle gagna; elle entreprit des travaux de protection, construisit des installations; bref, dépensa environ 150 millions.

Sur ces entrefaites, intervinrent, en 1926, la loi instituant en principe le monopole du pétrole et en 1928 la loi organisant l'introduction et la distribution des pétroles en France, par le moyen des licences d'importation.

D'autre part, les difficultés avec l'Amérique au sujet de la légitimité de nos droits avaient été aplanies; la frontière de l'Irak avait été délimitée et l'on connaissait plus exactement l'importance des gisements pétrolifères.

M. POINCARE.....

M. POINCARE, revenu au pouvoir, s'aperçut qu'il avait fait un trop beau cadeau à M. MERCIER. La Chambre demanda que l'Etat obtint une participation plus importante dans l'affaire et exigea qu'il devînt actionnaire, à l'exemple de l'Angleterre, qui, depuis 1905, détenait 56 % des actions de l'Anglo-Persian Oil Company. M. POINCARE négocia alors avec M. MERCIER la convention de 1929 dont M. SERRE vient de vous énumérer très exactement les grandes lignes.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Aux termes de cette convention, l'Etat pourra souscrire de 25 à 35 % du capital. Quelle est l'autorité qui fixera la quantum de cette participation : l'Etat ou la Cie ?

M. SERRE.- L'Etat seul. Il recevra le dividende afférent à ses actions; une part des superbénéfices et une redevance de 2 francs, par tonne de pétrole produite.

M. FARJON.- Des crédits ont-ils été votés pour permettre à l'Etat de souscrire le montant des actions qui lui ont été réservées ?

M. SERRE.- A concurrence de 80 millions, les actions seront payées sur les fonds de réserve de l'office des combustibles liquides. Pour le surplus, on nous demandera en temps utile, les crédits nécessaires.

A ce propos, je dois ajouter que grâce à un système d'actions à vote plural, si l'Etat souscrit 25 % du capital, il aura 30 % des voix dans les assemblées d'actionnaires et que s'il souscrit 35 %, il aura 40 % des voix.

- Les conclusions de M. SERRE sont adoptées. En conséquence le rapporteur est autorisé à déposer un avis

favorable.....

favorable à l'adoption du projet de loi.

- Sur le rapport de M. PHILIP , la Commission adopte un projet de loi ayant pour objet de relever les droits d'examen perçus pour les épreuves du baccalauréat.

- Sur la proposition de M. BERENGER, la Commission décide de surseoir à statuer sur le projet de loi relatif au régime de l'alcool industriel jusqu'au moment où le Sénat sera appelé à discuter le projet de loi relatif au statut de la viticulture .

M. CHERON demande si les travaux de la Sous-Commission de la défense nationale se sont poursuivis .

M. LE PRESIDENT répond que la Sous-Commission vient d'être reconstituée et qu' elle se réunira Mardi.

La séance est levée à 5 heures 25.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES:

J. Rouveney

COMMISSION DES FINANCES

Séance du 29 Juin 1931.-

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. JEANNENEY, Vice-Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. BLAIGNAN. PHILIP.
CAILLAUX. HENRI ROY. HENRY BERENGER. FARJON.
GENERAL HISRCHAUER. HUMBLLOT. GENERAL STUHL.
PIERRE ROBERT. JOSEPH COURTIER. MILAN. LEON
PERRIER.

EXCUSE : M. HENRY CHERON.

EXAMEN DU 2ème COLLECTIF.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour rapport au fond du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1930-31 au titre du budget général et des budgets annexes (2ème collectif).

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général donne lecture de son rapport.

Les divers chapitres de l'état A sont adoptés sans discussion conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général.

Les chapitres 99 du budget de la Guerre et 1 du budget du Travail qui avaient été ajoutés par la Chambre sont réservés pour permettre à M. le Rapporteur général une étude plus complète à leur sujet.

Les divers articles sont adoptés conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général, à l'exception de l'article 13 (droit de garantie sur les matières d'or et d'argent) qui donnera lieu à la discussion suivante.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de l'article 13 dont il explique le fonctionnement et dont il propose l'adoption.

M. HENRY BERENGER. -.....

M. HENRY BERENGER.- J'observe que l'adoption de cet article entraînera pour le Trésor une perte de recettes de quelques millions. Je me demande si nous pouvons, dans la situation actuelle, entrer dans cette voie.

Pour ma part, j'estime que la commission des finances a le devoir strict de s'opposer à tout abandon de recettes qui ne serait pas compensé par la création d'une ressource équivalente.

J'ajoute que le moment me paraît particulièrement inopportun de diminuer le droit de garantie sur les matières d'argent et de platine alors que le prix de ces métaux baisse sensiblement.

M. CAILLAUX.- Quelle serait la perte résultant de l'adoption de l'article ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- On l'évalue à 6.500.000 Frs.

M. CAILLAUX.- Pourquoi n'élèverait-on pas le droit de garantie sur l'or, pour compenser la diminution de ce droit portant sur l'argent et le platine ? N'oublions pas que l'or est, à l'heure actuelle, le métal le plus apprécié. Le droit doit être calculé en conséquence.

M. HENRY BERENGER.- Si le Gouvernement fait sienne la suggestion de M. CAILLAUX et s'il obtient de la Chambre la majoration du droit de garantie sur l'or, je n'insisterai pas pour le rejet de l'article 13. Sinon, je demande à la Commission de commencer, à propos de cet article, un tir de barrage impitoyable sur toutes les propositions tendant à diminuer les recettes.

M. LE RAPPORTUR GENERAL.- Je pense interpréter l'avis de la Commission en proposant la disjonction de l'article 13 et en indiquant que nous n'examinerions l'article au

fond.....

fond que si l'on nous apportait une proposition créant une ressource correspondante au déficit résultant de la réduction du droit de contrôle.

M. HENRY BERENGER.- C'est cela !

L'article 13 est disjoint.

L'ensemble du rapport est adopté.

AMENAGEMENT DE L'ESTUAIRE DE LA SEINE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. BRINDEAU sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'aménagement de l'estuaire de la Seine.

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général donne lecture de son avis, concluant, sous certaines réserves à l'adoption du projet de loi.

M. CAILLAUX.- Je demande le rejet de l'article 5, qui entraînerait pour l'Etat des charges financières considérables.

Cet article est ainsi conçu :

" Au cas où les ouvrages exécutés pour l'amélioration de l'estuaire de la Seine causeraient des dommages directs soit aux ports ou aux plages du Calvados, soit au Port Autonome du Havre, l'Etat devrait prendre toutes dispositions et exécuter tous travaux pour réparer ces dommages et empêcher qu'ils se renouvellent.

"Les dépenses qui seraient éventuellement nécessitées par ces travaux seront pour moitié à la charge de l'Etat et pour moitié à la charge de la Chambre de commerce de Rouen, conformément à la délibération de cette compagnie, en date du 11 avril 1929, dont il est pris acte."

Qui ne voit que tous les travaux exécutés causeront plus ou moins des dommages aux plages du Calvados ou au port du Havre ?

Un pareil texte permettrait toute une série de procès. En outre, il est contraire à tous les précédents de mettre la moitié des dépenses de réparation des dommages causés aux riverains.....

rains à la charge de l'Etat. Un quart seulement de ces dépenses devrait rester au compte du Trésor.

M. HENRI ROY.- J'appuie la demande de rejet de M. CAILLAUX.

Ce texte constituerait dans notre droit administratif une innovation très dangereuse.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La première rédaction envisagée était encore plus dangereuse pour le Trésor. La Chambre de Commerce de Rouen a fait un réel effort de conciliation.

M. HENRI ROY.- Cela est possible. Mais, il n'en est pas moins certain, que l'article 5 est inacceptable.

M. LE PRESIDENT.- Cet article est en contradiction avec l'article 13 qui déclare d'utilité publique les travaux d'aménagement de l'estuaire de la Seine.

C'est au moment de l'enquête qui précède cette déclaration d'utilité publique que les intéressés doivent faire valoir leurs droits. Après l'exécution des travaux, ces intéressés conservent d'ailleurs tous les recours ordinaires de notre droit administratif. Il serait tout à fait dangereux d'adopter un texte aussi antijuridique que celui qui nous est proposé.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je suis convaincu par l'argumentation de M. le Président et de M.M. CAILLAUX et ROY, mais je demande à la Commission d'attendre pour se prononcer sur l'article 5 que M. CHERON soit présent.

M. HENRI ROY.- A quoi bon ! Nous sommes en état de nous prononcer dès aujourd'hui.

M. HENRY BERENGER.- J'appuie la proposition d'ajournement de M. le Rapporteur Général. C'est pour nous une question de convenance d'attendre les explications de M. CHERON

sur.....

sur un texte à l'élaboration duquel il a participé comme Président du Conseil général du Calvados et qui l'intéresse tout particulièrement,

La Commission décide d'ajourner sa décision sur le projet de loi.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN

(Taxe de péage)

La Commission adopte les conclusions de l'avis financier de M. le Rapporteur Général sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Chambre de commerce de Rouen à percevoir une taxe de péage.

PROGRAMME NAVAL.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés autorisant la mise en chantier entre le 1^{er} avril 1931 et le 1^{er} avril 1932 des unités comprises dans la tranche 1931 du programme naval.

M. FARJON, Rapporteur.- donne lecture de son avis, concluant à l'adoption du projet et insistant sur la nécessité d'entreprendre dans le plus bref délai possible, la construction d'un navire de ligne surclassant très nettement les croiseurs allemands du type "Deutschland"

M. CAILLAUX.- Vous avez indiqué dans votre avis que l'avis dont la mise en chantier est autorisée par le projet aura une vitesse insuffisante. A quoi bon construire un navire, si l'on sait d'avance qu'il ne remplira pas tous les services que l'on doit attendre de lui ?

M. LE RAPPORTEUR.- Nous possédons déjà plusieurs avis
du.....

du même type et ils remplissent leur service. Si l'on augmentait leur vitesse, cela ne pourrait être qu'au dépens des aménagements intérieurs et du confort de l'équipage. Il vaut mieux s'en tenir au type actuel.

M. CAILLAUX.- En ce qui concerne le navire de ligne envisagé, je voudrais savoir, si nos constructions navales sont en mesure de concurrencer les chantiers allemands.

M. LE RAPPORTEUR.- Cette question m'a préoccupé.

En ce qui concerne les moteurs Diesel, la supériorité de l'industrie allemande est encore incontestable, bien que nous ayons fait nous-mêmes d'immenses progrès. Mais le problème ne se posera pas pour nous de la même manière que pour les Allemands, Ceux-ci, en effet, ont envisagé pour le bateau tel qu'ils l'ont conçu, un rayon d'action extrêmement étendu parce qu'il aura un long parcours à faire avant toute opération entre les rivages de la mer du nord et l'Atlantique, alors que les navires que nous aurions à leur opposer, partant de nos rivages de l'Océan, auraient certainement moins de chemin à parcourir pour se mettre aux trousses du "Deutschland".

En ce qui concerne la soudure électrique, nos services techniques et nos industries sont parfaitement à même de suivre le mouvement et de ne pas rester en arrière.

M. CAILLAUX.- Quelle est l'économie de poids réalisée par les allemands sur le "Deutschland" par l'emploi de la soudure électrique ?

M. LE RAPPORTEUR.- On l'évalue à 1.000 tonnes.

Nos services techniques étudient en ce moment ainsi que les métallurgistes la composition d'aciers spéciaux semblables à ceux qui ont servi pour les blindages du "Deutschland".

Il.....

Il est évident que pour leur permettre de remplir le rôle important que nous attendons d'eux, les services techniques doivent être réorganisés et dotés de moyens d'action puissants.

M. CAILLAUX.- Il importe surtout qu'il n'y ait pas de cloisons étanches entre le personnel de ces services, l'industrie privée, et les équipages de la marine. Les ingénieurs des constructions navales, ne doivent pas être seulement des savants. Ils doivent suivre les progrès de la technique moderne et de rendre compte des besoins de la flotte.

M. LE RAPPORTEUR.- Les "cloisons étanches" ont existé. Elles disparaissent vite aujourd'hui.

M. CAILLAUX.- Tant mieux ! Trop longtemps les fenêtres de la rue Royale sont demeurées fermées sur l'extérieur.

M. LEON PERRIER.- Aujourd'hui encore les inventeurs sont très mal reçus lorsqu'ils vont au ministère de la Marine.

M. LE PRESIDENT.- Dans quel délai pensez-vous, Monsieur le rapporteur, que nous serons en état d'entreprendre dans de parfaites conditions la construction d'un navire de ligne ?

M. LE RAPPORTEUR.- Dans six mois.

M. CAILLAUX.- Nous serons alors à la veille des élections. Jamais les députés ne voteront à ce moment là, la mise en chantier d'un navire coûtant 700 millions.

M. LE RAPPORTEUR.- S'il en est ainsi, il en résultera un retard très grave pour la défense nationale.

M. CAILLAUX.- Le retard est certain. Nos techniciens doivent l'utiliser en faisant des découvertes qui nous permettront de surclasser les allemands. Il est humiliant que notre pays soit constamment à la remorque.

M. LE PRESIDENT.- Hélas ! au point de vue naval surtout notre destinée est d'avoir toujours été en retard.

M. CAILLAUX.....

M. CAILLAUX.- Notre Marine meurt de Colbert. Cet homme de génie lui a donné une telle empreinte qu'elle ne peut pas arriver à s'en détacher.

M. LE PRESIDENT.- Quel est le coût du "Deutschland" et quel serait celui du cuirassé de 23.000 tonnes envisagé ?

M. LE RAPPORTEUR.- Le "Deutschland" a coûté 500 millions environ. Le cuirassé de 23.000 tonnes coûterait 700 millions.

Les conclusions du rapport de M. FARJON sont adoptées.

SEPULTURES MILITAIRES

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle la suite de l'examen pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la réalisation immédiate de certaines dépenses relatives aux sépultures militaires.

M. LE GENERAL STUHL, Rapporteur.- La Commission m'avait invité à demander des précisions sur les conditions dans lesquelles seront payées les dépenses envisagées.

Elles seront inscrites à un compte d'avance à régulariser, car elles doivent s'échelonner sur plusieurs années, mais ne rentrent pas dans le cadre budgétaire.

M. CAILLAUX.- S'agit-il de travaux définitifs ?

M. LE RAPPORTEUR.- Oui.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La charge de ces dépenses figure au passif de la trésorerie. C'est une tranche du programme d'outillage national.

M. CAILLAUX.- Je ne fais pas d'opposition à l'adoption du projet, bien qu'il soit tout à fait anormal de qualifier d'outillage national l'aménagement des cimetières !

Le Rapport de M. LE GENERAL STUHL est adopté.

IMPÔT.....

IMPOT CEDULAIRE SUR LES BENEFICES DES OFFICIERS
MINISTERIELS EN ALSACE ET EN LORRAINE.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 31 mars 1923 concernant l'établissement de l'impôt cédulaire sur les bénéfices des officiers ministériels dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (N° 284 - année 1930).

M. HUMBLLOT, Rapporteur donne lecture de son rapport concluant à l'adoption.

M. CAILLAUX.- L'adoption de ce texte entraînerait une perte de recettes pour le Trésor. En outre, rien ne justifie la différence de traitement que l'on veut faire entre les notaires d'Alsace et de Lorraine et ceux du reste de la France.

M. LE RAPPORTEUR.- Cependant les notaires d'Alsace et de Lorraine ne sont pas propriétaires de leur charge. Ils sont de véritables fonctionnaires et ils ne peuvent être imposés à l'impôt cédulaire que sur le produit de leur travail. Les notaires propriétaires de leurs charges sont au contraire taxés à juste titre pour une part sur le produit de leur travail et pour une part sur le produit de ce capital que constitue un office.

M. LE PRESIDENT.- Les notaires des départements recouvrés sont donc avantagés par le fait qu'ils n'ont pas à acheter leur étude et à immobiliser des capitaux.

M. LE RAPPORTEUR.- Sans doute, mais aussi ils ne peuvent pas bénéficier de la plus value de leur étude qui provient de leur activité.

M. LE PRESIDENT.- En tous cas, nous devons tendre à une unification de la législation au lieu de consolider et même d'accroître les différences entre la législation des départements.....

ments recouvrés et celle du reste de la France.

M. CAILLAUX.- Cette unification est, en effet, très désirable surtout au point de vue fiscal.

La question soulevée est donc très importante car elle pose une question de principe. Nous ne pouvons la résoudre sans demander l'avis du Gouvernement.

L'audition de M. le Ministre des Finances est décidée et la commission ajourne sa décision sur les conclusions du rapport de M. HUMBLLOT .

La Séance est levée à 17 heures.

Le Président de la Commission :

J. Fournier

§§*§*§*§*§*§*§*§*

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mardi 30 Juin 1931.-

La Séance est ouverte à 14 heures 30, sous la présidence de M. JEANNENEY, Vice-Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. HENRY BERENGER.

FRANCOIS SAINT MAUR. GENERAL STUHL. VALADIER.

CAILLAUX. PIERRE ROBERT. GALLET. HUMBLLOT.

BLAIGNAN. ARMERUSTER. CHERON. BIENVENU-MARTIN.

COURTIER. MANCEAU.

CHAPITRES ET ARTICLES RESERVES DU

DEUXIEME COLLECTIF

(1930-1931)

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen des chapitres et articles réservés du projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1930-1931 au titre du budget général et des budgets annexes (2^e collectif)

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.- Nous avons réservé le chapitre 3 du budget des P.T.T. à la suite de la constatation faite par nous que des dépenses avaient été faites sans être visées par le contrôleur des dépenses engagées. Des explications qui nous ont été fournies, il semble qu'il y a eu divergence d'appréciations entre l'administration et le contrôleur des dépenses engagées, au sujet de la nature de ces dépenses lesquelles consistaient dans une augmentation des salaires des auxiliaires.

Je vous propose d'accepter le crédit, mais en le réduisant de 1.000 Frs, à titre indicatif.

M. CAILLIAUX.....

M. CAILLAUX.- Et en marquant bien qu'il ne saurait être question d'augmenter le salaire des auxiliaires pour le simple motif que l'on augmente les salaires des ouvriers permanents. Les auxiliaires doivent être payés sur les bases du salaire régional.

M. PIERRE ROBERT.- Mais les directeurs régionaux sont bien obligés d'augmenter les salaires des auxiliaires, lorsque les salaires payés dans la région sont en hausse, sinon, ils ne trouveraient plus de personnel.

M. CAILLAUX.- Il ne s'agit pas de cela du tout. On a augmenté, après coup, et avec effet rétroactif, les salaires des auxiliaires. C'est inadmissible.

Le Chapitre est adopté, avec le chiffre proposé par M. le Rapporteur général.

Le chapitre 99 de la Guerre est adopté, avec le chiffre voté par la Chambre.

L'article 13 (droit de contrôle des objets d'or et d'argent) est disjoint.

L'article 15 entraînant l'inscription d'un crédit de 6 millions au chapitre 162 du budget du Travail est adopté.

M. LE PRESIDENT.- La Chambre a voté une disposition additionnelle supprimant la limitation à six mois de la durée des missions qui peuvent être confiées par le Gouvernement à des parlementaires. Il est bien évident qu'une telle disposition n'est pas à sa place dans un collectif encore qu'on puisse nous objecter celle qu'elle abroge figure dans la loi de finances de décembre 1928. Toutefois, ce texte n'ayant aucune répercussion financière, nous pourrions demander qu'il soit renvoyé à l'examen de la Commission de Législation.

M. CAILLAUX.- Si vous voulez. Ne nous dissimulons pas ce pendant que c'est le Président du Conseil lui-même qui a suscité.....

COMMISSION DES FINANCES

1ère Séance du Mercredi 1^{er} Juillet 1931

La Séance est ouverte à 16 heures 30 sous la présidence de M. JEANNENEY, Vice-Président.

PRESENTS : MM. JEANNENEY. GARDEY. MAHIEU. CHERON. REBOUL.

BETOULLE. ARMBRUSTER. HUMBLLOT. CAILLAUX.

PIERRE ROBERT. LEON PERRIER. GALLET. FOURCADE.

BIENVENU-MARTIN. BERENGER. SERRE. COURTIER.

MILAN. HIRSCHAUER. GENERAL STUHL. VALADIER.

MANCEAU. HENRI ROY. FARJON. BRARD.

=====

ORGANISATION DEFENSIVE DES FRONTIERES.-

M. L'ENPRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi relatif au paiement des dépenses du programme d'organisation défensive des frontières.

M. ALBERT MAHIEU. donne lecture d'un rapport concluant à l'adoption de ce projet. Il demande que le gouvernement prenne l'engagement de fournir, tous les 6 mois, aux Commissions financières des deux Chambres, un état des travaux engagés et des travaux projetés.

M. CAILLAUX.- C'est, en effet, très important.

M. ALBERT MAHIEU.- Le Secrétaire général du Ministère de la Guerre et le ministre lui-même, ont accepté de prendre cet engagement devant le Sénat.

M. HENRY CHERON.- Nous allons donc créer un nouveau compte spécial, cela ne m'enthousiasme pas. Toutefois, s'agissant de la défense nationale, je ne m'oppose pas à sa création.

M. CAILLAUX.- N'oublions pas que si nous avons pu faire le canon de 75, c'est grâce à un compte spécial.

M. HENRY CHERON.....

M. HENRY CHERON.- C'est pourtant vous qui l'avez supprimé, ce compte spécial.

M. CAILLAUX.- Je l'ai supprimé, en 1898 parce qu'à ce moment, il était devenu inutile, mais il n'empêche que sans lui on n'eût pas pu faire, dans le secret indispensable, les premières batteries de 75.

Le projet de loi est adopté.

AJOURNEMENT D'UNE PROPOSITION.

Sur la proposition de M. MAHIEU, la Commission ajourne jusqu'à audition du Ministre de la Guerre, l'examen, pour avis financier, de la proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux officiers titulaires d'une pension d'invalidité de 40 % au moins de la loi du 31 mars 1919 et retraités par anticipation, le bénéfice de l'article 8 de la loi du 26 décembre 1925, complétée par la loi du 21 Juillet 1927.

Sur le rapport de M. MAHIEU, la Commission émet un avis favorable à l'adoption du projet de loi portant 1° déclassement d'ouvrages de fortifications; 2° additions et modifications au tableau de classement des places de guerre et postes défensifs de la France.

ACTIONS A VOTE PLURAL.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier, des conclusions du rapport supplémentaire de M. DAUTHY, sur le projet de loi concernant les actions à droit de vote privilégié.

M. CAILLAUX, Rapporteur Spécial.- J'ai à vous demander des directives relativement à l'attitude que je devrai prendre.....

dre vendredi à l'égard du texte proposé par M. DAUTHY dans son rapport supplémentaire, texte qui est en contradiction sur de nombreux points avec notre contre-projet.

A l'article 1^{er}, nous avons décidé de permettre aux sociétés d'accorder un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis 2 ans. M. DAUTHY propose de leur accorder un droit de vote triple, mais porte la condition de délai à 4 ans. Sur le premier point, je trouve que c'est aller un peu loin.

M. LE GENERAL HITSCHAUER.- Je crois que l'on veut accorder ce droit triple pour récompenser la fidélité des propriétaires d'actions nominatives qui les ont conservées pendant au moins 4 ans.

M. CAILLAUX.- Je sais que le monde des affaires incline vers le délai de 4 ans, pour se défendre contre les Américains.

M. FOURCADE.- Si nous avons choisi ce délai, à la Commission de Législation, c'est sur la demande de la Commission du Commerce.

M. CAILLAUX.- Je ne m'oppose d'ailleurs pas au délai de 4 ans; mais par contre, il me paraît suffisant d'accorder un double vote aux actions nominatives.

M. HENRY CHERON.- Vous avez raison. Le délai de 4 ans est adopté.

Le droit de vote triple, demandé par M. FOURCADE, est repoussé, par 8 voix contre 4. En conséquence la position antérieure de la Commission est maintenue sur ce point.

M. CAILLAUX.- L'article 3 du texte de M. DAUTHY est complètement inadmissible. Il est ainsi conçu :

"Dans le délai d'un an à dater de la promulgation de la présente loi, les Sociétés devront mettre leurs statuts en harmonie avec les dispositions qui précèdent. Dans les assemblées générales d'actionnaires réunies à cette fin, le droit de vote privilégié ne pourra s'exercer.

"Aucune.....

"Aucune modification touchant à la consistance ou à la répartition du capital ne pourra être faite avant l'accomplissement de ces formalités.

"Sauf prévision contraire des statuts, les actions à droit de vote privilégié seront échangées contre des actions ordinaires au porteur, ou contre des actions nominatives jouissant, dès leur échange, du droit de vote triple prévu par l'article premier de la présente loi. L'échange se fera sur le pied de la valeur nominale respective des titres."

Le délai d'un an qu'il propose est trop court.

M. FOURCADE.- Pourquoi ?

M. CAILLAUX.- Il faut donner aux sociétés qui, en se mettant au régime des actions à vote plural, n'ont fait qu'utiliser d'une faculté légale, le temps de pouvoir revenir au nouveau régime, sans heurts et sans danger. En particulier tout le commerce de luxe de la rue de la Paix fonctionne avec des capitaux anglais qui contre-balancent des actions à vote plural. Si on ne laisse pas à ces sociétés le temps de se retourner, elles tomberont entièrement sous la main des actionnaires anglais. Je vous propose de leur accorder un délai de 2 ans.

Cette proposition est adoptée.

M. CAILLAUX.- D'autre part, la procédure envisagée par M. DAUTHY et qui consiste dans "l'échange sur le pied de la valeur nominale respective des titres" est inacceptable. Il faut instituer, pour chaque espèce, un accord ou une procédure arbitrale.

M. FOURCADE.- Ce n'est pas à la légère que la Commission de législation s'est arrêtée à ce texte. Le texte du contre-projet, présenté par M. PORTEU au nom de la Commission du Commerce est inutilement compliqué. Quant au vôtre qui prévoit qu'"à défaut d'accord entre ces deux assemblées la Société pourra, à son gré, procéder, soit au rachat des actions.....

actions à droit de vote privilégié, soit à leur échange contre des actions ordinaires au porteur ou des actions nominatives jouissant, dès leur échange, du droit de vote double prévu par l'article premier de la présente loi.

"Les conditions de l'échange seront fixées par trois experts désignés respectivement, par l'assemblée générale des actionnaires, par l'assemblée spéciale des actionnaires jouissant du droit de vote privilégié, et par le tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve le siège de la Société."

Je me permets de le trouver dangereux. Vos experts auront un droit de décision, or, des experts ayant le droit de décision ne sont autre chose que des arbitres. Il est grave d'imposer ainsi par la loi, à des parties, l'obligation de recourir à l'arbitrage. Et puis, la sentence arbitrale devra être déposée, ce qui donnera lieu à la perception de droits d'enregistrement.

M. CAILLAUX.- Convenez cependant que "l'échange sur le pied de la valeur nominale" est indéfendable.

Quant à l'objection que vous faites relativement à la perception du droit d'enregistrement, je m'excuse de n'y avoir point pensé. Je me rapprocherai de l'administration, pour étudier un texte qui permettra d'éviter la perception de droits qui seraient extravagants et iniques.

M. MILAN.- C'est bien évident. On ne peut réclamer à des gens, des droits fiscaux, par le seul fait qu'on leur impose une mesure d'ordre public.

M. FOURCADE.- Il faut éviter tout ce qui fera de la décision des experts une sentence arbitrale.

M. CAILLAUX.- Non, il suffira, de dire que cette sentence n'entraînera la perception d'aucun droit, que ce soit le droit d'enregistrement ou le droit de timbre au cas où l'échange des actions entraînerait une augmentation ou une réduction du capital.

M. CHERON.....

M. CHERON.- Je demande à M. CAILLAUX de vouloir bien étudier cette question avec l'administration et de nous saisir ensuite de ses conclusions. Je crois qu'il y aura des précautions à prendre si l'on ne veut pas que l'exonération puisse donner lieu à des abus.

M. CAILLAUX.- C'est entendu.

L'article 6 du texte de M. DAUTHY est ainsi conçu :

"Par dérogation aux dispositions qui précèdent, dans les sociétés dont le capital serait, pour un motif d'intérêt général, en partie propriété de l'Etat, de départements de communes ou d'établissements publics, et dans celles ayant pour objet des exploitations concédées par les autorités administratives compétentes hors de la France métropolitaine, le droit de vote continuera à être réglé par les statuts en vigueur au jour de la promulgation de la présente loi."

Ce texte n'est pas possible, car il est illimité.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Dans le contre-projet que j'ai déposé j'ai proposé de lui substituer la rédaction suivante :

"Par dérogation aux dispositions qui précèdent, dans les sociétés dont le capital serait, pour un motif d'intérêt général, en partie propriété de l'Etat, de départements, de communes ou d'établissements publics, ou dont les installations, en fin de concession, font retour à l'Etat, aux départements ou aux communes, le droit de vote continuera à être réglé par les statuts en vigueur au jour de la promulgation de la présente loi."

En outre, l'expression "hors de la France métropolitaine" est trop vague; elle s'applique aux colonies mais laisse en dehors les pays de protectorat et les pays sous mandat.

M. CAILLAUX.- Je ne suis pas de votre avis. L'expression me paraît excellente "Hors de la France métropolitaine" signifie aussi bien aux colonies, dans les pays de protectorat qu'à l'étranger.

M. FOURCADE.- Parfaitement. Il peut y avoir des sociétés françaises qui exploitent des concessions à l'étranger. Je connais une société française qui, exploitant une concession qu'elle tient du gouvernement anglais dans une colonie anglaise, demande à bénéficier de la loi.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.....

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Nous n'avons pourtant pas le droit de légiférer en territoire étranger.

M. FOURCADE.- Non, mais nous avons parfaitement le droit de légiférer pour les sociétés françaises qui ont leur exploitation en territoire étranger.

M. CAILLAUX.- C'est l'évidence même. Et puis "les sociétés.... dont les installations " en fin de concession font retour à l'Etat, aux départements ou aux communes..." cela comprend toutes les sociétés d'eau, degaz, d'électricité, de transports en commun. Admettre cela, c'est démolir la loi.

Il est plus sage de nous en tenir à notre texte.

La Commission décide de maintenir son texte.

AMENAGEMENT DE L'ESTUAIRE DE LA SEINE.

M. LE PRESIDENT.- Avant hier, lors de l'examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BRINDEAU sur le projet de loi relatif à l'aménagement de l'estuaire de la Seine, l'article⁵ qui mettait à la charge de l'Etat, la réparation des dommages causés avait soulevé des objections. M. BRINDEAU a demandé à être entendu par la Commission. Celle-ci est-elle d'avis de l'entendre ? (Assentiment).

M. BRINDEAU est introduit auprès de la Commission.

M. BRINDEAU.- Je remercie la Commission d'avoir bien voulu accueillir les explications du rapporteur de la Commission des Travaux Publics.

Le projet dont vous être saisis est l'aboutissement d'une oeuvre considérable : la canalisation de la Seine.

Tous les ouvrages entrepris ont considérablement augmenté le trafic du port de Rouen; malheureusement, celui-ci reste toujours inaccessible aux navires de plus de 6 m. de tirant d'eau, en morte eau. Il reste donc à aménager l'estuaire de la Seine dans ses derniers kilomètres. C'est l'ob-

jet.....

du projet de loi qui vous est soumis. Ce projet qui comporte l'exécution de plusieurs kilomètres de digues est le résultat d'études poursuivies depuis 1913.

Votre Commission s'est émue des dispositions contenues dans l'article 5. Je voudrais pouvoir lui donner tous apaisements.

L'estuaire de la Seine n'est pas comparable à ceux des autres fleuves. Les riverains du Calvados ont craint qu'un trouble ne soit apporté, tant à leurs plages qu'au port d'Honfleur, du fait des travaux. Ils ont demandé qu'on leur donnât des garanties; c'est ces garanties que leur apporte l'article 5 dont votre Commission des Travaux Publics n'a pas trouvé qu'il eût rien d'excessif.

M. CAILLAUX.- En réalité, la Chambre de commerce du port de Rouen et les riverains du Calvados se sont mis d'accord sur le dos de l'Etat.

M. BRINDEAU.- En aucune façon, puisque la Chambre de Commerce du port de Rouen a accepté de prendre à sa charge la moitié de la dépense résultant de la réparation des dommages causés.

M. CAILLAUX.- Pourquoi pas la totalité ?

M. LE PRESIDENT.- Les projets relatifs à l'aménagement des estuaires de la Loire et de la Gironde ne comportaient aucune disposition de ce genre. En quoi les circonstances diffèrent-elles pour l'aménagement de l'estuaire de la Seine ?

M. BEINDEAU.- Il s'agit, ici, de chasser dans la mer, des bancs qui ne sont pas des apports du fleuve, mais des apports marins. L'estuaire de la Seine est, en effet, ouvert aux tempêtes, la force des marées y est totale; ce qui fait que.....

que, à la suite d'une tempête, le chenal est reporté, tantôt vers le sud, tantôt vers le nord et tantôt brisé en zigzag.

M. CAILLAUX.- Croyez-vous que les travaux envisagés remédieront à cet état de choses ?

M. BRINDEAU.- Oui, car on utilise la force dynamique du fleuve, à l'époque du jusant, pour chasser les bancs qui obstruent le lit du fleuve.

M. LE PRESIDENT.- La Commission vous remercie, mon cher collègue, des explications que vous venez de lui apporter; elle va immédiatement en délibérer. (M. BRINDEAU se retire).

M. HENRY CHERON.- Ma position, dans ce débat est bien simple. Le Conseil général du Calvados, que j'ai l'honneur de présider a protesté à l'unanimité contre les projets d'aménagement de l'estuaire de la Seine parce qu'on lui a dit que les travaux projetés risquaient de couvrir de vase les plages de Trouville, de Deauville et de Cabourg.

Les projets ont alors été mis en sommeil pendant quelque temps. Puis, un jour, M. TARDIEU m'a demandé de rapprocher les parties en cause pour tâcher de parvenir à un accord. Cet accord est intervenu sur les bases suivantes : Si un dommage est causé au littoral du Calvados, ce dommage sera réparé et les choses remises en l'état où elles étaient auparavant. Le Ministre des Travaux Publics a trouvé que nos demandes étaient équitables et c'est dans ces conditions, qu'a été rédigé l'article 5 du projet. S'il vous cause des inquiétudes, je serais heureux que vous entendissiez M. le Ministre des Travaux Publics et M. WATTIER directeur des ports.

En.....

En résumé, mes compatriotes ne sont pas demandeurs. Ils ne demandent rien, sinon qu'on laisse leurs plages comme elles sont.

Je fais appel aux sentiments de justice de la Commission pour qu'il ne soit pas porté atteinte à leurs droits.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je m'associe à la demande d'audition de M. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.

M. CAILLAUX.- Les prétentions des riverains du Calvados me semblent justes.

M. FOURCADE.- Je ne crois pas que l'audition du Ministre et de son directeur nous apprenne grand chose. Qui a fait ce projet ? La direction des ports. Dans l'exposé des motifs, elle dit qu'elle a paré aux inconvénients que redoutent les habitants du Calvados. Le directeur des ports ne nous dira certainement pas autre chose que ce qu'il a écrit.

M. LE PRESIDENT.- La question est, en effet, moins une question technique qu'une question de droit. La solution envisagée par l'article 5 renverse tous les principes de notre droit administratif puisqu'elle prévoit la destruction de travaux qui auraient été effectués dans un but d'intérêt public.

Où les travaux du port de Rouen ne présentent pas un intérêt public tel qu'il n'y ait pas lieu de tenir compte des dommages que leur exécution pourrait causer aux plages du Calvados, ou ils en présentent un, tel que toutes autres considérations doivent céder devant lui. Et dans ce cas, si des dommages sont causés, la question sera réglée selon le droit commun, par l'allocation d'indemnités aux victimes des dommages. Mais jamais il n'a été admis que des ouvrages élevés dans un intérêt public pourraient être sacrifiés à des intérêts particuliers si importants et si respectables qu'ils puissent être.

Il.....

Il va de soi que l'Etat pourra toujours modifier les ouvrages, cause du dommage; mais de son propre gré. Quant à vouloir l'y contraindre, ce serait le renversement de tous les principes.

M. HENRY CHERON.- Il n'y a pas un intérêt général en conflit avec un intérêt particulier. Il y a deux intérêts généraux en présence dont l'un risque de léser l'autre.

On risque de gâter des plages qui sont un des joyaux de notre pays. Et c'est ce dommage que vous voulez résoudre par des dommages intérêts ! Allons donc ! Ce n'est point de dommages-intérêts que nous réclamons; c'est le droit de vivre.

M. CAILLAUX.- L'argumentation de M. CHERON est loin de me laisser indifférent. Toute la question est celle-ci : Est-ce que, vraiment, les travaux projetés présentent un intérêt tel que nous puissions le mettre en balance avec un dommage aussi considérable que celui qui résulterait de l'envasement des plages du Calvados ?

Je suis un peu sceptique sur le résultant de ces travaux d'amélioration du cours d'un fleuve depuis l'expérience à laquelle il m'a été donné d'assister. Pour rendre la Loire navigable, on a anéanti des territoires, troublé la vie d'une région, sans améliorer en rien le cours de ce fleuve.

M. CHERON.- La question est en litige depuis 1913; je crains qu'on ne cherche à faire voter le projet rapidement, en fin de session. Je demande qu'il soit procédé à une instruction supplémentaire.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Vous avez raison.

M. LE PRESIDENT.- C'est entendu.

La.....

La Commission, sur le rapport de M. ROY émet un avis favorable à l'adoption du projet de loi portant création de postes dans 6 Cours d'appel et au Tribunal de la Seine.

Sur le rapport de M. HENRI ROY, elle adopte le projet de loi relatif au classement des justices de paix (article disjoint du 2ème collectif).

La Séance est levée à 18 heures 1/4.

Le Président de la Commission :

J. Rouveny

COMMISSION DES FINANCES

2ème séance du 1er JUILLET 1931

La séance est ouverte à 1 heure 30 du matin, sous la
Présidence de M. JEANNENEY , Vice-Président.

Présents: MM. JEANNENEY. ABEL GARDEY. HENRY BERENGER.
GENERAL STUHL. BLAIGNAN. PIERRE ROBERT.
GALLET. HUMBLLOT. ARMBRUSTER. VALADIER.
LEON PERRIER. JOSEPH COURTIER. HENRY
CHERON.

=====

M. LE PRESIDENT.- La discussion des deux collectifs
se prolonge à la Chambre dans des conditions tout à fait
inattendues .

Le désaccord entre les deux assemblées n'existe que
sur un nombre de chapitres et d'articles très réduits et
M.le président du Sénat avait cru très légitimement que le
Sénat setrouverait saisi de deux projets à 23 heures. Depuis
lors, le Sénat s'impatiente à juste titre et notre Commis-
sion n'est encore saisie d'aucun texte pour délibérer.
Allons-nous passer la nuit dans cette attente qui n'est
pas digne de la Haute Assemblée ?

M. HENRY BERENGER.- Je propose que nous invitions le
Sénat à s'ajourner à demain . Nous ne pouvons pas attendre
indéfiniment le bon vouloir de l'autre Assemblée. Je
sais bien que les deux collectifs doivent être votés cette
nuit

nuit. Mais il ne peut y avoir d'inconvénients graves à attendre quelques heures.

M. LE PRESIDENT.- Pour tous les budgets , la date de clôture de l'exercice est, en fait, dépassée. Le dernier budget a été voté le 1er Avril à 15 heures .

M. ABEL GARDEY, RAPPORTEUR GENERAL.- Avant de prendre une décision sur la proposition de M. BERENGER , nous pourrions peut-être entrer en contact avec M. le Président du Conseil pour savoir ce qui se passe à la Chambre et si la discussion se prolonge . Le Sénat a fait déjà un effort . S'il suffit de le prolonger de quelques minutes, je crois qu'il est préférable d'en finir cette nuit avec les collectifs .

M. LE PRESIDENT .- Je vais essayer d'entrer en communication par téléphone avec M. le Président du Conseil

)La séance est suspendue pendant dix minutes).

A La reprise, M. LE PRESIDENT fait connaître que la discussion du collectif va être terminée à la Chambre dans un quart d'heure environ et que M. FLANDIN, Ministre des Finances et M. PAUL REYNAUD' , Ministre des Colonies, sont partis pour se mettre à la disposition de la Commission.

Il propose d'entendre tout de suite le rapport de M. le Rapporteur Général sur les deux collectifs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La chambre a ratifié les décisions du Sénat sur tous les chapitres, sauf 3 . Je vous demande , pour ces 3 chapitres, d'accepter les crédits votés par la Chambre .

Les 3 chapitres sont adoptés.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le Gouvernement a proposé à la Chambre 5 crédits nouveaux parmi lesquels 4 portent sur
le

sur le budget des Colonies. Je propose que MM. les Ministres des Finances et des Colonies soient entendus sur ce sujet.

L'audition des Ministres est décidée.

MM. P.E. FLANDIN, Ministre des Finances et PAUL REYNAUD, Ministre des Colonies, sont introduits.

M. LE PRESIDENT.- Je ne peux pas vous dissimuler, Messieurs les Ministres, le mécontentement de la Commission et du Sénat après une attente qui aurait peut être pu leur être évitée .

Nous venons d'apprendre, non sans surprise, que le Gouvernement avait alourdi encore la discussion du collectif par l'introduction de cinq demandes nouvelles de crédit. Etait-il bien opportun de procéder ainsi ?

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Le Gouvernement déplore le retard imprévu que subit la transmission au Sénat des deux collectifs . Il a conscience de n'être en rien responsable du ce retard qui résulte d'une intervention de M. de MONZIE qu'il ne lui appartenait ni d'empêcher, ni d'écourter .

M. LE PRESIDENT.- Le Gouvernement aurait dû, au moins, s'abstenir de présenter des demandes nouvelles au cours de la navette .

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- La procédure suivie est en effet contestable, mais il s'agit de crédits indispensables et urgents qui, d'ailleurs, n'ont soulevé aucune objection dans l'autre assemblée.

M. LE MINISTRE DES COLONIES.- Je suis à la disposition de la Commission pour lui fournir toutes les explications qu'elle jugera nécessaires sur ces crédits.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Au chapitre 29 bis , il
est

est demandé un crédit de 3.800.000 francs à titre de subvention à fonds perdus au budget de la Guyane . Ce crédit est-il indispensable ?

M. LE MINISTRE DES COLONIES.- La situation financière de la Guyane était très mauvaise. Par suite de la crise économique elle est devenue presque désespérée. D'où la nécessité, pour nous, de lui venir en aide tout de suite.

M. LEON PERRIER.- Ne vaudrait-il pas mieux consentir une avance remboursable suivant le procédé habituel ?

M. LE MINISTRE DES COLONIES.- Hélas ! Nous savons bien que nous ne serons pas remboursés. Reconnaissons le franchement . Cela vaut mieux.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le Chapitre 29 ter ouvre un crédit de 18 millions pour la réparation des dommages causés par un cyclone à la Réunion . Cette réparation se fera-t-elle suivant les règles appliquées lors du cyclône de la Guadeloupe ?

M. LE MINISTRE DES COLONIES.- Oui .

Les îles Maurice et de la Réunion ont été ravagées par un cyclone. Aussitôt après, le Gouvernement anglais a voté un crédit de 100 millions pour l'île Maurice. Pouvons-nous rester inactifs à la Réunion ?

Nous ne l'avons pas pensé . J'ai demandé au Gouverneur une évaluation des dégâts : il m'a indiqué le chiffre de 25 millions .

Une transaction avec les intéressés nous a permis de réduire ce chiffre à 18 millions, plus 2.500.000 francs pour le chemin de fer et le port de La Réunion (chapitre 29 quater).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il s'agit d'une avance.

Quand

Quand sera-t-elle remboursée ?

M. LE MINISTRE.- Le délai sera fixé par décret. Les avances aux sinistrés seront sans intérêt pendant cinq ans .

M. LEON PERRIER.- Il est indispensable de maintenir le principe suivant lequel ces avances doivent être remboursées . Rien ne serait plus dangereux que de mettre à la charge du trésor les réparations des dommages causés par les cyclone dans les colonies. N'oublions pas que ces cyclones se reproduisent très souvent .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Quelle est la justification du crédit demandé au chapitre 29 quinquies .

M. LE MINISTRE DES COLONIES.- Il s'agit d'un crédit de 32 millions pour la Guadeloupe . Un crédit de 100 millions avait été voté pour la réparation des dommages causés par le cyclone qui a ravagé complètement cette colonie il y a deux ans . Des avances avaient été consenties conformément aux règles généralement admises en pareille matière .

Depuis lors est intervenue la loi relative à la reconstitution des régions du midi de la France à la suite des inondations . M. CANDACE , député de la Guadeloupe a déposé une proposition de loi tendant à faire bénéficier les sinistrés de la Guadeloupe d'un régime aussi favorable que celui qui a été concédé aux sinistrés du midi.

L'adoption de cette proposition aurait entraîné une charge de 78 millions pour le Trésor. Sa discussion aurait donné lieu à un débat pénible et à un marchandage que le Gouvernement a voulu éviter.

Des pourparlers ont été engagés avec M. CANDACE

et

et avec les autres représentants de la Gadeloupe. Ils ont abouti à une transaction limitant considérablement la participation de l'Etat. C'est cette transaction qui vous est soumise et que je vous demande d'accepter .

La Gadeloupe est dans une situation très difficile par suite de la crise sucrière, d'autre part il est difficile de refuser aux Français des Antilles ce que nous avons libéralement accordé aux Français des bords de la Garonne.

M. HENRY BERENGER.- J'appuie de toutes mes forces la proposition de M. le Ministre des Colonies .

Au lendemain du cyclone qui a ravagé complètement la Guadeloupe, nous avons obtenu du Parlement , avec l'aide du Gouvernement , un crédit de 100 millions . Ce geste a été hautement apprécié par les Français de la Guadeloupe et leur reconnaissance demeure entière .

Nous nous permettons seulement, en leur nom, de faire observer que l'on nous avait fait des promesses qui n'ont pas été tenues . On nous avait promis des prestations en nature : les divers arrangements internationaux intervenus depuis lors nous ont fait perdre de ce chef 27 millions .

On nous avait fait espérer une augmentation du contingent de rhum admis en franchise: notre contingent est resté le même .

Enfin, comment nos populations de ce vieux département d'outre-mer , françaises depuis trois siècles, ne réclameraient-elles pas d'être traitées comme les sinistrés de la Garonne ?

Il n'est pas juste de nous mettre au régime des avances remboursables alors que les autres reçoivent des

allocations.....

allocations gratuites.

Le crédit demandé est la réparation partielle d'une injustice . Je demande au Sénat de faire ce geste qui est attendu avec impatience dans notre île qui se relève difficilement de ses ruines .

M. LE PRESIDENT.- Je ne m'oppose pas au vote du crédit, mais pourquoi n'a-t-il pas été demandé plus tôt ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Quel est l'avis du Gouvernement sur les articles relatifs aux chemins de fer ?

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Ces articles viennent d'être disjoints par la Chambre . Néanmoins, si la Commission désire les reprendre je suis à sa disposition pour lui fournir toutes explications nécessaires .

M. LE PRESIDENT.- Nous allons en délibérer .

MM. les Ministres se retirent .

Les divers chapitres du 1er collectif sont adoptés conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général.

Les articles concernant les chemins de fer restent disjoints.

Les divers chapitres du 2ème collectif sont adoptés conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général.

L'article relatif au droit de garantie (argent et platine) est disjoint .

L'article relatif au reclassement des justices de paix est disjoint, étant attendu, sur la proposition de M. HENRI ROY , qu'il sera repris lors de la discussion du projet portant création de nouvelles chambres dans certaines cours d'appel .

La séance est levée à 2 h. 10 '.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES:

J. J. J. J.

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Jeudi 2 Juillet 1931

La séance est ouverte à 15 heures , sous la
Présidence de M. JEANNENEY , Vice-Président.

Présents: MM. JEANNENEY. ABEL GARDEY. MAHIEU.
GENERAL STUHL. GALLET . PHILIP.
BLAIGNAN. ARMBRUSTER. CAILLAUX.
HENRY CHERON. VALADIER. REBOUL.
BETOULLE. MANCEAU. MILAN. JOSEPH
COURTIER. BIENVENUE-MARTIN.
FRANCOIS SAINT MAUR. JENOUEYRIER.
FOURCADE.

=====

AUDITION DE M. LE MINISTRE DU BUDGET.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'audition
de M. PIETRI, Ministre du Budget, sur la proposition de loi,
adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'éten-
dre aux officiers titulaires d'une pension d'invalidité
de 40 % au moins de la loi du 31 Mars 1919, et retraités
par anticipation, le bénéfice de l'article 8 de la loi
du 26 Décembre 1925 , complétée par la loi du 21 Juillet 1927.

M. PIETRI, est introduit, accompagné de M. le Directeur
de la Dette inscrite .

M. PIETRI, Ministre du Budget.- La proposition de loi
qui vous est soumise a pour objet d'étendre le nombre des
bénéficiaires de l'article 8 de la loi du 26 Décembre 1925

complétée.....

complétée par la loi du 21 Juillet 1927. Quels sont ces bénéficiaires .

Aux termes de l'article 8 de la loi du 26 Décembre 1925, les officiers ayant une invalidité de 40 % et qui détenaient leur grade depuis quatre ans au moins pouvaient demander à être admis à la retraite et recevaient , au moment de leur admission , une promotion de grade .

Aux termes de la loi de 1927 les officiers ne détenant leur grade que depuis 2 ans seulement pouvaient bénéficier du même avantage à condition qu'ils aient une invalidité de 60% .

La proposition de loi tend à conférer les mêmes avantages d'une manière rétroactive aux officiers qui ont été mis à la retraite avant la loi de 1925 et qui se trouvent dans les conditions pour s'en prévaloir .

M. CAILLAUX?— Quelle serait la répercussion financière de la proposition .

M. LE MINISTRE DU BUDGET.— Mes services comptent sur une dépense annuelle de 3.800.000 francs pendant 20 ans .

M. CAILLAUX.— Il s'agit , bien entendu, des répercussions directes . Avez-vous chiffré les répercussions indirectes ?

M. LE MINISTRE DU BUDGET.— Je ne conteste pas l'importance possible de ces répercussions mais je ne peux pas les évaluer .

M. CAILLAUX.— N'existerait-il pas un moyen pour limiter l'application de la mesure aux officiers qui ont été contraints de quitter le service par suite d'invalidité résultant de blessures graves ?

M. LE DIRECTEUR

M. LE DIRECTEUR DE LA DETTE INSCRITE.- Il ne s'agit que d'officiers blessés ou invalides à 40 ou 50 % .

M. CAILLAUX.- Sans doute , mais l'invalidité ne résulte pas forcément d'une blessure de guerre et c'est là ce qui m'embarrasse.

M. LE DIRECTEUR DE LA DETTE INSCRITE.- Les textes ne font pas de distinction mais, en fait, comme il s'agit d'officiers de l'armée active qui ont été l'objet à la base d'une sélection rigoureuse, presque tous les invalides sont des blessés .

M. ARMBRUSTER.- Avec mon expérience de médecin ayant assisté à de nombreux conseils de réforme , je conteste absolument cette affirmation .

M. CAILLAUX.- Quelles peuvent être les répercussions indirectes de l'adoption du texte proposé ?

M. LE DIRECTEUR DE LA DETTE INSCRITE.- Les fonctionnaires civils vont peut-être demander un régime analogue . Si on le leur accordait , la répercussion serait grave.

M. LE GENERAL STUHL.- A l'heure actuelle, les officiers sont désavantagés au point de vue de la retraite par rapport aux fonctionnaires civils . La proposition de loi n'est donc que la réparation d'une injustice d'autant plus inadmissible que les officiers à la retraite trouvent plus difficilement à s'employer que les fonctionnaires civils .

M. ABEL GARDET, Rapporteur Général.- Les veuves des officiers décédés avant 1925 vont pouvoir réclamer une révision de leur pension . Comment pourra-t-on le leur refuser ?

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Hélas ! Chaque fois que l'on accorde une faveur nouvelle, on provoque des demandes et on

fait

fait naître des appétits !

M. BLAIGNAN .- Ce qui me paraît grave c'est que l'on va donner à des veuves d'officiers morts après la guerre des pensions plus fortes que celles des veuves d'officiers morts à l'ennemi .

M. ARMBRUSTER.- Les lois de 1925 et de 1927 ont provoqué dans l'armée une promotion et souvent trouvent un emploi rémunérateur . Pendant ce temps, leurs camarades restés dans l'armée attendent, souvent en vain, le grade supérieur.

D'autre part, le régime de faveur fait aux officiers de l'active doit être accordé aux officiers de complément .

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Ceux-ci ont d'ordinaire une situation . La question ne se pose donc pas . En ce qui concerne les lois de 1925 et de 1927 , elles ont eu un but précis qui était de dégager les cadres de l'armée. Elles ont rempli ce but .

M. HENRY CHERON.- Nous sommes en présence d'une proposition de loi tendant à augmenter encore la dette viagère. Avant de prendre une décision, je demande que l'on nous indique quelle est la situation de cette dette .

M. LE DIRECTEUR DE LA DETTE INSCRITE.- La dette viagère peut être divisée en deux catégories distinctes.

1° - les Pensions de guerre qui atteignent 6 milliards ce qui constitue sans doute le maximum . Déjà , une très légère décroissance commencera avec le budget de 1932-1933.

2° - les Pensions d'ancienneté civiles et militaires qui atteignent environ 4 milliards, mais qui s'élèveront à 5 milliards lorsque l'effet des augmentations de traitements se fera sentir .

C'est l'accroissement constant des pensions d'ancien-

neté

neté civiles militaires qui a entraîné le Parlement, à l'appel éloquent de M. CHARLES DUMONT, au nom de votre Commission, à voter dans la loi de finances de l'année dernière l'article III.

En conformité des dispositions de cet article III, un projet a été déposé par le Gouvernement qui tend à reculer la limite d'âge pour les services actifs et à faire observer strictement la limite d'âge pour les autres services. Si ce projet est adopté, il permettra de compenser l'augmentation des pensions résultant des nouveaux traitements et il maintiendra les charges globales de la dette viagère (exception faite de la dette de guerre) aux alentours de 4 milliards.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Je tiens à préciser que l'allocation du combattant ne figure pas dans ce chiffre.

M. MAHIEU.- Quel serait le nombre des bénéficiaires de la proposition si on la limitait aux blessés de guerre ?

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- 200 environ.

M. ARMBRUSTER.- Quel est le nombre total des bénéficiaires sans distinguer entre les blessés et les invalides ?

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- 300.

M. ARMBRUSTER.- Alors la proportion des blessés est beaucoup plus faible.

M. LE PRESIDENT.- Il serait nécessaire d'examiner de près cette question.

M. LE MINISTRE.- Je ferai étudier chaque dossier par les services du Ministère de la Guerre.

M. LE MINISTRE DU BUDGET se retire.

M. HENRY CHERON.- Je désire poser la question préalable.

Pouvons-nous.....

Pouvons-nous, oui ou non, accepter de majorer encore les dépenses de la dette viagère, sans que l'on nous propose en compensation une économie correspondante sur les dépenses de cette dette ?

Pour ma part, je ne veux pas examiner la proposition. J'estime que nous n'avons pas le droit d'accroître la dette qui écrase déjà le contribuable français. Je demande à la Commission de se prononcer sur la motion préjudicielle .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je rends hommage au souci élevé qui inspire la motion de M. CHERON mais il y a des cas , me semble-t-il , dans lesquels les principes doivent fléchir devant certaines nécessités . Ne sommes-nous pas dans un de ces cas ? Ne devons-nous pas retenir dans la proposition ce qu'il y a de juste, tout en limitant le plus possible les conséquences financières qu'elle pourrait entraîner ?

M. ALBERT MAHIEU .- J'appuie la proposition de M. le Rapporteur Général . Les blessés de guerre ne doivent pas être victimes de nos difficultés financières . Je demande que l'on étudie la proposition. Je vous soumettrai un amendement limitant le bénéfice de la mesure aux blessés.

M. GALLET.- Il est impossible de distinguer . Je demande l'adoption pure et simple du texte voté par la Chambre .

M. LE PRESIDENT.- Nous sommes en présence de trois propositions .

Celle de M. CHERON a la priorité étant une motion préjudicielle .

La motion de M. CHERON est adoptée par 11 voix contre 4.

La Commission décide donc de surseoir sine die à l'examen de la proposition .

MOTION

MOTION D'ORDRE

M. LE PRESIDENT.- J'ai demandé à la Commission de ne pas céder aux sollicitations diverses et, malgré l'approche de la fin de la session, de continuer à travailler sans fièvre, dans le calme et la sérénité.

Rien ne justifie une clôture précipitée de la session.

M. GAILLAUX.- Très bien !

M. LE PRESIDENT.- Si le Gouvernement veut hâter la clôture, qu'il en prenne la responsabilité ! Nous ne devons pas nous associer à ce geste en acceptant de rapporter des projets importants dans des conditions anormales.

Ce matin, le Sénat a protesté à juste titre contre une demande de discussion immédiate que rien ne justifiait.

Je demande à MM. les Rapporteurs de ne demander l'urgence et la discussion immédiate que lorsque la Commission les y auront formellement autorisés.

La proposition de M. le Président est adoptée.

REGIME FISCAL DES SPIRITUEUX.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant modification du régime fiscal des spiritueux (N° 644 - Année 1931).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport concluant à l'adoption.

M. GAILLAUX.- Ce projet est mal rédigé. Les articles

3 et 4

3 et 4 devraient être fondus dans un article unique.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'examinerai cette question avec l'Administration des finances.

M. BIENVENU-MARTIN.- A l'heure actuelle, la taxe s'applique sur la valeur de l'alcool majorée de l'impôt. En sera-t-il de même pour la taxe nouvelle ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Non.

M. CAILLAUX.- En réalité, on va dégrever les eaux de vie de luxe au dépens de l'alcool à bas prix; tel est le résultat certain de la réforme.

Je voterai tout de même le projet car je ne suis pas partisan de favoriser la consommation de l'alcool dans les familles ouvrières. Mais je tiens à ce que la Commission soit éclairée sur les conséquences de ce qui lui est demandé.

M. SERRE.- Il n'est pas douteux que le régime nouveau est favorable aux gros distillateurs. C'est eux, d'ailleurs, qui l'ont réclamé !

M. HENRY CHERON.- Les rhums sont-ils frappés comme les autres eaux de vie ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Oui.

M. BIENVENU-MARTIN.- Le régime des bouilleurs de cru est-il modifié ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Non. Le texte ne vise que les commerçants.

CREDITS POUR LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT.

La Commission adopte les conclusions du rapport de M. le Rapporteur Général sur le projet, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits pour la
compositions.....

composition du Gouvernement.

AJOURNEMENT D'UN PROJET DE LOI.

Sur la proposition de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, la Commission ajourné l'examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LOUIS LYNIER, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'établissement d'un projet d'aménagement de la région parisienne (N° 180-Année 1931).

JAUGEAGE ET FRANCISATION DES NAVIRES DE GUERRE.

La Commission adopte l'avis financier de M. JENOUVRIER sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant rattachement au Ministre de la Marine Marchande des services de jaugeage et de francisation des navires de guerre (N° 610 - Année 1931).

DELAI DE MISE EN INSTANCE DE PENSION.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai de mise en instance de pension.

M. LE GENERAL STUHL, Rapporteur, donne lecture de son avis.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je demande à M. le Rapporteur d'insister très énergiquement sur les abus qui résultent de ces prorogations continuelles. Il faut en finir.

M. LE PRESIDENT.- Oui. Il est nécessaire de marquer la volonté de la Commission de voir cesser le régime actuel
qui

Qui ne se comprend plus 12 ans après la fin de la guerre.

M. LE RAPPORTEUR.- Un projet a été déposé par le Gouvernement qui règlera définitivement la question. Il faudra qu'il soit voté dès la rentrée . J'interviendrai au cours de la discussion pour insister sur ce fait que la prorogation demandée doit être la dernière .

M. FOURCADE .- N'employez pas ce mot: Vous seriez imprudent. N'abusez pas aussi de cette énergie verbale qui ne se traduit jamais par des actes !

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 16 heures 30.

Le PRESIDENT de la COMMISSION des FINANCES:

J. Courmou

COMMISSION DES FINANCES

lère séance du Vendredi

3 Juillet 1931.

=====

Présidence de M. JEANNENEY.

La séance est ouverte à 11 heures , sous la
Présidence de M. JEANNENEY, Vice-Président.

Présents: MM. JEANNENEY. GARDEY. PHILIP. VALADIER.
BIENVENU-MARTIN. PERRIER. GALLET. ROY.
CHERON. REGNIER. MAHIEU. PIERRE ROBERT.
MILAN. CAILLATX. BERENGER. COURTIER.

=====

Aménagement de la région parisienne .

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen,
pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LINYER,
sur le projet de loi tendant à autoriser l'établissement d'un
projet d'aménagement de la région parisienne .

M. GARDEY , Rapporteur Général, donne lecture d'un avis
favorable à l'adoption de ce projet sous la double condition.

1° - que le crédit de 6 millions prévu à la charge de
l'Etat soit nettement limitatif ;

2° - que l'emploi en soit conforme au devis contenu
dans la lettre adressée par M. CATHALA, sous-secrétaire de

l'Intérieur

l'Intérieur à M. SCHRAECK, Rapporteur-Spécial du Budget de l'Intérieur.

M. ROY.- Je ne vois aucune raison de voter ce projet rapidement. Prenons le temps de l'étudier. Au surplus, s'il me fallait me prononcer, dès aujourd'hui sur le fond, je voterais contre la participation de l'Etat dans des dépenses qui intéressent 4 départements et des plus riches. Ces 4 départements ont une oeuvre commune à accomplir; que ne l'accomplissent-ils pas eux-mêmes, en constituant un Syndicat interdépartemental?

M. CAILLAUX.- Je suis entièrement d'accord avec vous.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous pourrions, dans ces conditions, ajourner notre examen.

M. CHERON.- Pourquoi nous borner à un simple ajournement?

M. LE PRESIDENT.- On ne comprendrait pas, en effet, que nous ne prissions pas position pour ou contre le projet.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le Gouvernement fait valoir que celui-ci présente un intérêt national.

M. ROY.- National, sans doute, parce que le Président du Conseil est maire d'Aubervilliers et que le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Intérieur est député de Seine et Oise.

M. CAILLAUX.- Rejetons purement et simplement le projet.

Le projet est repoussé par 10 voix, contre 1.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je soumettrai donc, à la rentrée, à la Commission, un avis conforme à la décision qu'elle vient de prendre.

M. MAHIEU.- Il faudra dire que si on votait ce projet pour la région parisienne, on devrait ~~de~~ voter des projets semblables pour d'autres régions.

STABILISATION.....

STABILISATION DES AGENTS TEMPORAIRES ANCIENS

COMBATTANTS .

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions des rapports supplémentaires de M. SARI, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la stabilisation des agents temporaires de l'Etat, anciens combattants non pensionnés de guerre .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture d'un avis favorable à l'adoption de cette proposition, à l'exception toutefois du § 6° de l'article unique qui a trait aux pensions .

M. CHERON.- Je m'associe à la proposition faite par M. le Rapporteur Général de supprimer ce paragraphe . J'ai, toutefois, une autre observation à présenter .

J'ai eu, en 1929, à émettre , en qualité de Ministre des Finances, un avis sur cette proposition . Cet avis avait été favorable ; mais il s'agissait alors d'un texte beaucoup moins extensif que celui-ci . Le texte primitif a, en effet, été considérablement élargi par la commission d'Administration et cela est dangereux . En outre, la situation budgétaire qui était florissante en 1929, est loin de l'être aujourd'hui et nous y devons regarder de plus près avant d'imposer une charge nouvelle au budget.

Nous marchons vers une situation financière difficile. Nous allons partir en vacances sans que les conversions aient été votées et sans que la question du déficit du fonds commun des chemins de fer ait été votées et sans que la question du déficit du fonds commun des chemins de fer ait été réglée.

Il

Il est à craindre que l'on ne soit obligé, avant peu, d'envisager des économies de personnel dans les administrations . Est-il souhaitable , dans ces conditions , de stabiliser 4.000 employés temporaires ?

Aujourd'hui , le fonctionnaire veut être considéré comme propriétaire de sa fonction et si, parfois, il veut bien se souvenir des intérêts généraux du pays, c'est pure politesse de sa part . On nous demande de stabiliser aujourd'hui les agents temporaires ; demain, ce sont les auxiliaires qu'on nous demandera de titulariser .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je crois devoir vous faire observer que le projet, en lui-même, n'a pas de répercussion financière.

M. CAILLAUX.- Mais c'est impossible puisqu'il faudra donner des pensions de retraite à tous ces agents qui n'y avaient pas droit .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mais ces agents devront, rétroactivement, effectuer des versements pour la retraite.

M. CAILLAUX.- Ces versements sont infimes et hors de proportion avec les pensions que l'Etat devra payer.

M. CHERON.-- Ne pouvons-nous ajourner la question ?

M. LE GENERAL STUHL.- Si, par mesure d'économie, on était obligé de supprimer des emplois dans l'administration , quel serait - à supposer que le texte actuel soit voté - le sort de ces agents temporaires en cas de suppression de leur emploi ?

M. CAILLAUX.- On serait obligé de leur donner un emploi équivalent . Et cela est monstrueux . En effet, les fonctionnaires des cadres normaux , entrés dans l'administration au concours, si leur emploi est supprimé,
on

on ne les reclasse pas dans l'Administration; on leur donne simplement une pension .

Je demande que nous ajournions notre décision jusqu'à ce que nous soyons fixés exactement sur les charges qu'entraînerait l'admission de ces agents au régime des pensions de la loi de 1924, et jusqu'à ce qu'on nous ait dit ce que l'on entend faire de ces agents si l'on supprimait leurs emplois. C'est une règle de notre droit administratif que toute suppression d'emploi comporte non un reclassement du titulaire de cet emploi, mais l'octroi à ce titulaire d'une pension.

M. GALLET.- On devrait se borner à dire qu'en cas de suppression d'emploi, on les conserverait par préférence.

M. CAILLAUX.- Ça, je le veux bien.

M. LE PRESIDENT.- Toutes ces observations montrent que le texte a besoin d'être revu de plus près . Nous en ajournerons donc l'examen à une date ultérieure.

ENCOURAGEMENT
A LA PRODUCTION
DU LIN .

M. LE PRESIDENT.- L'Ordre du jour appelle , maintenant l'examen , pour avis financier du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un système d'encouragement à la production du lin en France.

M. MAHIEU donne lecture d'un avis favorable à l'adoption de ce projet. Il expose que les surfaces ensemencées en lin sont tombées de 50.000 à 13.000 hectares dont 10.000 en Seine-Inférieure. Si des mesures ne sont pas prises d'urgence, l'an prochain, la culture du lin aura disparu de notre sol .

M. CAILLAUX.- Quel inconvénient y aura-t-il à laisser disparaître une culture aussi peu rémunératrice ?

M. MAHIEU.- Parce que le lin est une tête d'assolement nécessaire à la culture du blé et qui convient dans certains terrains.....

terrains où l'on ne peut faire ni betterave, ni chicorée.

Depuis la guerre, les surfaces ensemencées en blé ont diminué de 1 million d'hectares. On ne peut continuer dans cette voie, sinon nous tomberions à la merci des producteurs de blés étrangers.

D'autre part, le lin est nécessaire à la défense nationale; il sert en effet à fabriquer les toiles d'avion. Il est essentiel que nous conservions toujours une moyenne de 30 à 35.000 hectares ensemencés en lin. Pour cela, on ne pouvait songer à un relèvement des droits de douanes, la France produisant trop peu de lin, eu égard à sa consommation. Il fallait donc revenir au système des primes qui a fonctionné de 1892 à 1920.

Le présent projet a pour objet d'instituer, pour une durée de 6 années, une prime. Un crédit de 60 millions par an permettra d'accorder des primes suffisantes.

M. CAILLAUX.- Peut-être est-il indispensable, pour les raisons que vous avez dites, de recourir à un système d'encouragements; mais, dans ce cas, il est évident que prévoir ces encouragements pour une durée de 6 années seulement, c'est une plaisanterie. En tout cas, je ne voudrais pas que les primes fussent accordées d'après la superficie ensemencée, mais d'après les quantités produites; sinon, au lieu d'encourager les cultivateurs à améliorer leur production, on les incitera à semer, vaille que vaille, quelques poignées de lin dans de mauvaises terres mal préparées.

M. MAHIEU.- Rassurez-vous, La prime sera attribuée non à l'hectare, mais au kilode filasse. Cela permettra, pendant 6 ans, de lutter contre le dumping russe et d'installer
en

en France des entreprises de rouissage-teillage ce qui évitera à nos producteurs du Nord, l'obligation d'envoyer leur lin chez les rouisseurs belges.

M. CAILLAUX.- Pourquoi ne rouissons-nous pas en France ? Et, sinon, quels inconvénients y a-t-il à faire rouir nos lins en Belgique ?

M. MAHIEU.- Dans la Seine-Inférieure et les Côtes-dû-Nord, on rouit . Dans le Nord, nous ne pouvons rouir , car nous n'avons qu'une rivière très courte, la Lys. Aussi, nos liniculteurs sont-ils obligés d'envoyer leurs lins aux rouisseurs belges installés tout le long du cours inférieur de la Lys .

Or, la Belgique qui ne produit pas de lin, ne fait rien pour se défendre contre le dumping russe. Elle achète, à bas prix, du lin en paille à la Russie, le rouit et le teille, et l'importe chez nous , à la faveur des droits de douanes préférentiels dont elle bénéficie .

Heureusement, on vient de découvrir un procédé de rouissage teillage mécanique . Deux usines viennent de se monter dans le Nord; il faut les encourager et susciter la fondation d'autres entreprises . Quand les Belges verront que nous les concurrençons , ils accepteront de s'entendre avec nous pour lutter contre le dumping russe .

C'est pourquoi , le projet, au lieu de prévoir l'attribution de la prime aux cultivateurs , en prévoit il l'attribution aux rouisseurs qui devront en ristourner une partie aux cultivateurs .

En outre, un autre projet de loi permettra aux rouisseurs d'obtenir des avances du Crédit agricole .

M. CHERON.....

M. CHERON.- Les conditions d'attribution de la prime sont réglées par l'article 2 qui est ainsi conçu ;

"Art.2.- Le taux des primes prévues à l'article 1er de la présente loi est fixé chaque année par arrêté du Ministre de l'Agriculture dans la limite d'une somme de 60 millions , d'après un barème qui tiendra compte des superficies ensemencées , des prévisions de récolte et de l'état du marché".

Un tel mode de calcul de la prime me semble dangereux ; il incitera les cultivateurs à semer de grandes surfaces sans se préoccuper d'améliorer le rendement .

M. CAILLAUX.- C'est ce qui se produisait autrefois dans la Sarthe où des primes étaient accordées à la culture du chanvre, en tenant compte uniquement des superficies ensemencées .

M. CHERON.- Il faudrait que M. MAHIEU , dans son commentaire, marquât la volonté nette de la Commission de voir attribuer les primes au rendement et non à la superficie.

M. MAHIEU.- Je le dirai dans mon avis .

M. CHERON.- D'autre part, l'article 4 du projet prévoit la nomination par le Ministre de l'Agriculture d'un Comité central de contrôle chargé de vérifier les demandes de primes. Il ne faudrait pas que les représentants des rouisseurs et des liniculteurs fussent en majorité dans ce Comité.

M. le RAPPORTEUR GENERAL.- Il faudrait , au contraire, que les représentants de l'administration y fussent en majorité.

M. CAILLAUX.- Le projet prévoit qu'un crédit de 60 millions sera consacré à l'attribution des primes. Il ne faudrait pas que, si les superficies ensemencées continuaient à diminuer , les quelques producteurs restant en arrivassent à se partager les 60 millions.

M. MAHIEU.- Soyez tranquille, si les surfaces diminuent, le crédit ne sera distribué que partiellement . Le projet

De

le prévoit expressément.

M. CAILLAUX.- Il faudrait que le montant de la prime n'excédât pas la différence entre les cours mondiaux du lin et le prix de revient aux producteurs français.

M. LE PRESIDENT.- Il faudrait obtenir des précisions, tant sur les conditions d'allocation de la prime que sur les règles qui présideront à l'emploi du crédit.

M. MAHIEU.- Je ferai préciser ces conditions, en séance, par MM. les Ministres de l'Agriculture et du Budget.

M. LE PRESIDENT.- Sous la réserve que des précisions formelles seront données à la tribune, M. le Rapporteur est autorisé à déposer un avis favorable à l'adoption du projet.

La séance est levée à midi 1/4.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES:

COMMISSION DES FINANCES2ème Séance du 3 Juillet 1931.-

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. JEANNENEY, Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. LEON PERRIER.

JEAN PHILIP. SERRE. JOSEPH COURTIER.

REBOUL. MAHIEU. REGNIER. ROY. BLAIGNAN.

HENRY CHERON. BETOULLE. BIENVENU-MARTIN.

FARJON. VALADIER. GALLET. GENERAL HIRS-

CHAUER. PIERRE ROBERT. GUILLAUME CHASTENET.

GENERAL STUHL. HENRY BERENGER. CAILLAUX.

=====

VITICULTURE ET COMMERCE DES

VINS.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la viticulture et au commerce des vins.

M. MARCEL REGNIER.- Nous ne sommes saisis d'aucun texte. Où est le rapport de la Commission de l'Agriculture ?

M. LE PRESIDENT.- Le texte du projet voté par la Chambre va vous être distribué mais nous n'avons pas le rapport de M. DONON.

M. MARCEL REGNIER.- Nous ne pouvons pas délibérer sans connaître ce rapport.

M. JOSEPH COURTIER, rapporteur.- Il m'a été communiqué. Il conclut à l'adoption pure et simple du texte de la Chambre.

M. LEON PERRIER.- Il n'y a pas de raison d'employer pour ce projet une procédure anormale. Attendons la distribution du rapport.....

rapport.

M. SERRE.- Il s'agit d'un projet très urgent. Il faut qu'il soit voté avant la clôture de la session.

M. LEON PERRIER.- S'il en est ainsi le gouvernement n'a qu'à retarder la lecture du décret de clôture. Le Parlement peut bien siéger une semaine de plus pour examiner les projets qui lui sont soumis. On nous demande une discussion écourtée et un vote brusque qui ne sont pas dignes du Sénat pour une question aussi grave.

M. SERRE.- De quoi s'agit-il pour notre commission ? Uniquement de rechercher quelles sont les répercussions financières du projet de loi. Or, il n'est pas besoin d'une longue discussion pour voir qu'il n'en a aucune.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est là en effet, ce que je compte faire ressortir dans mon avis.

M. HENRI ROY.- Dans ces conditions, je me demande pourquoi nous avons été saisis.

Si le projet n'a aucune incidence financière dessaisissons nous en tout simplement. Si nous gardons une responsabilité quelconque, alors étudions le projet en détail.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le projet doit être étudié par nous à cause de l'article 9 qui modifie la surtaxe sur l'essence et les conditions dans lesquelles les importateurs sont astreints à mélanger l'alcool à l'essence.

J'indique tout de suite, d'ailleurs, que je suis partisan de l'adoption de cet article qui permettra d'équilibrer le budget du futur office de l'alcool.

M. LE PRESIDENT.- Je dois faire connaître à la Commission que le ministre du Budget m'a signalé dans une lettre toute l'importance qu'il attache à l'adoption de cet article 9.

Au.....

Au cas où , pour une raison quelconque, le projet ne pourrait pas être adopté avant la fin de la session, le Ministre du Budget demande que l'article 9 en soit disjoint pour former un projet séparé, discuté et voté d'urgence (M. le Président donne lecture de cette lettre).

M. ALBERT MAHIEU.- L'article 9 est indispensable, en effet, pour le fonctionnement du régime de l'alcool. Sur ce point, viticulteurs et betteraviers sont entièrement d'accord.

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions entendre le rapport de M. JOSEPH COURTIER en priant ce dernier de limiter ses observations strictement aux répercussions financières.

M. LE RAPPORTEUR donne lecture de son projet d'avis.

M. HENRI ROY.- Le consommateur d'essence va faire les frais de la réforme.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La surtaxe nouvelle est de 0,05 par litre.

M. HENRI ROY.- Hélas ! Cela coûtera beaucoup plus cher. N'en doutons pas ! L'essence est devenue la bête de somme de nos budgets. On oublie trop que ce n'est pas à beaucoup près, une denrée de luxe, en surchargeant une chose qu'il faut que l'on sache bien.

M. MARCEL REGNIER.- Deux chiffres sont éloquentes. L'Etat perçoit 3 milliards 700 millions d'impôts sur les automobiles alors qu'il ne perçoit que 2 milliards sur les chemins de fer.

M. REBOUL.- A la Commission de l'Agriculture, M. DONON, le rapporteur a déclaré formellement qu'aucune augmentation du prix de l'essence ne résulterait de la disposition nouvelle.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est exact. Je l'ai précisé moi-même.

M. HENRI ROY.- Le texte est formel. Il réalise une augmentation de taxe. On pense bien qu'elle ne sera pas supportée par les importateurs.

La question est importante. Avant de nous prononcer, je demande que nous interroguions le Directeur du Service des alcools ou bien celui de l'office des combustibles liquides.

M. HENRI BERENGER.....

M. HENRY BERENGER.- J'appuie cette proposition.

L'idée du carburant national est excellente. Malheureusement sa réalisation impose à l'Etat des sacrifices de plus en plus lourds. En pareille matière, les répercussions sont difficiles à apercevoir. Avant de prendre une décision, nous avons le devoir de nous entourer de toutes garanties.

M. SERRE.- L'article 9 ne peut pas aggraver la situation du Trésor puisqu'il augmente le produit de la surtaxe.

M. HENRY BERENGER.- Il augmente la quantité d'alcool allant à la carburation. Or, cet alcool est vendu à perte.

M. SERRE.- En vertu de quel texte de loi ? L'article 4 de la loi du 19 avril 1930 dispose que l'alcool ne peut pas être rétrocédé à un prix inférieur à 70 % du prix d'achat. La perte est compensée par les bénéfices résultant de ces cessions pour d'autres usages que la carburation : vinaigrerie, vinage, mutage, etc...

M. LE RAPPORTEUR.- Pour comprendre, en effet, le régime de l'alcool il faut l'étudier dans son ensemble.

L'article 9 est complété par l'article 10. Les bénéfices réalisés par le service de l'alcool sur les eaux de vie prélevées seront considérables car ces eaux de vie seront acquises au prix de l'alcool de betteraves.

M. HENRI ROY.- Cela prouve combien on a eu tort d'introduire dans un projet sur la viticulture une disposition concernant l'alcool qui n'a rien à y faire.

M. LE PRESIDENT.- Je suis informé que M. PINEAU, directeur de l'office des combustibles liquides se tient à la disposition de la Commission. Nous pourrions peut être l'introduire?

(Assentiment).....

(Assentiment).

(M. PINEAU est introduit).

M. LE PRESIDENT lui demande d'exposer le fonctionnement de l'article 9 et d'indiquer quelle serait la répercussion de l'adoption de cet article sur le prix de l'essence.

M. LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES COMBUSTIBLES LIQUIDES.-
La loi du 28 février 1923 (art. 6) a soumis les importateurs d'essence à l'obligation d'acquérir de l'alcool et de l'incorporer à l'essence dans la proportion de 10 % en volume pour constituer le carburant national.

La même loi (art. 7) a institué une surtaxe de 5 francs par hectolitre d'essence, surtaxe dont le produit devait être affecté à l'abaissement du prix de l'alcool allant à la carburation.

Sur l'initiative de M. DELESALLE, la loi du 19 Avril 1930 (art. 4) a modifié cette dernière disposition en prescrivant qu'en aucun cas le prix de rétrocession de l'alcool à la carburation ne pourrait être inférieur à 70 % du prix d'achat d'alcool par l'Etat.

Tels sont les textes de base de la législation en vigueur du carburant national.

Or, à l'heure actuelle, l'alcool est cédé aux importateurs d'essence au prix de 240 francs l'hectolitre, en vertu de l'article 4 de la loi du 19 Avril 1930. Cet alcool est mélangé avec de l'essence poids lourds dont le prix de revient est en France d'environ 117 francs l'hectolitre. Du fait du peu d'empressement du consommateur, une prime de plus en plus importante doit être consentie à l'usage du carburant national. En outre, la livraison du carburant national comporte quelques frais généraux spéciaux.

Il résulte de cette situation qu'à chaque vente de carburant national correspondent des pertes que les importateurs.....

teurs d'essence n'hésitent pas à chiffrer aux environs de 100 francs par hectolitre de carburant national vendu. Ils ajoutent même qu'en présence des difficultés d'écoulement du produit, ce carburant ne connaît pratiquement plus de cours.

Les pertes dont il s'agit, réagissent nécessairement sur le prix de l'essence et la Commission consultative a dû accepter cette répercussion dans le calcul des prix-limites. Elle a admis, depuis plusieurs mois une augmentation de 5 francs 40 par hectolitre sur le prix de l'essence.

Qu'est-ce à dire sinon que l'on permet aux importateurs de prélever sur la consommation une sorte de surtaxe de 5,40 par hectolitre.

On a pensé qu'il était plus normal de remettre chaque chose à sa place, et, puisqu'une surtaxe de 5 Fr.40 était jugée nécessaire, de permettre à l'Etat de la percevoir: l'article 9 en discussion n'a pas d'autre objet.

M. LE PRESIDENT.- L'article aura-t-il une répercussion sur le prix de l'essence ?

M. LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES COMBUSTIBLES LIQUIDES.- Non puisqu'il régularise et consolide une situation de fait qui existe depuis plusieurs mois.

Les pétroliers se sont d'ailleurs formellement engagée à ne pas se servir de l'article 9 pour élever le prix de l'essence.

M. HENRI ROY.- Qui supportera la surtaxe nouvelle ?

M. LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES COMBUSTIBLES LIQUIDES.- Le consommateur qui supportait déjà une charge équivalente sous la forme d'une augmentation du prix de l'essence.

M. HENRI ROY.- Vous venez de nous exposer qu'avec le mélange.....

lange obligatoire à 10 % l'Etat faisait des pertes telles qu'il était obligé de les compenser par l'institution d'une surtaxe, et cette surtaxe est calculée dans l'hypothèse du mélange à 10 %. Mais l'article 9 va beaucoup plus loin puisqu'il rend obligatoire le mélange à 25 % au moins et 35 % au plus. Avec un pareil régime, les pertes vont s'accroître et la surtaxe ne suffira pas. Jusqu'où ira-t-on dans cette voie ?

M. LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES COMBUSTIBLES LIQUIDES.-

Il ne faut pas confondre la proportion du mélange et la proportion d'alcool achetée obligatoirement par les importateurs.

Ceux-ci devront, demain comme aujourd'hui acquérir un pourcentage minimum de 10 % en volume des quantités d'essence de benzols par eux dédouanés.

Cet alcool devra être mélangé mais exclusivement à l'essence poids lourds et cela dans une proportion variant entre 25 % et 35 %.

M. HENRI ROY.- Alors la surtaxe ne va porter que sur l'essence poids lourds ? Etrange conception !

M. LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES COMBUSTIBLES LIQUIDES.-

Non. La taxe frappera tous les consommateurs d'essence, sans distinction.

M. HENRI ROY.- En tout cas il faut que l'on sache bien que si la quantité d'alcool allant à la carburation augmente, la surtaxe ne suffira pas et qu'il faudra envisager des charges nouvelles.

M. LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES COMBUSTIBLES LIQUIDES.-

Personnel ne le nie, mais le projet actuellement en discussion n'a nullement pour but d'augmenter la quantité d'essence allant à la carburation.

M. ALBERT MAHIEU.....

M. ALBERT MAHIEU.- Cette question de l'augmentation de la consommation de l'alcool comme carburant se posera nécessairement lorsque viendra en discussion le projet instituant un office de l'alcool industriel. Nous pourrions alors examiner dans son ensemble ce vaste problème dont la solution intéresse au plus haut point les planteurs de betteraves.

M. HENRI ROY.- Quelle est l'utilité de l'alinéa 4 ?

M. LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES COMBUSTIBLES LIQUIDES.- C'est un texte d'initiative parlementaire. Il est d'ailleurs pratiquement inapplicable.

Si, en effet, on veut imposer le mélange de l'alcool à l'essence tourisme, il faudra pouvoir pratiquer ce mélange avec toute l'essence tourisme livrée à la consommation. Or, on manquera nécessairement d'alcool pour une opération d'aussi vaste envergure.

M. ALBERT MAHIEU.- On a eu tort de voter cette disposition à la Chambre. C'est une anticipation sur le régime de l'alcool que l'on instituera avec l'office proposé par M. TOURNON. A défaut de tout l'ensemble organisé par le projet de loi rapporté par M. TOURNAN, la disposition ne peut pas jouer.

M. HENRI CHERON.- Dans ces conditions, il vaut mieux dissocier cet alinéa.

M. ALBERT MAHIEU.- A quoi bon, puisqu'il est sans inconvénient de le laisser.

M. LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES COMBUSTIBLES LIQUIDES.- Il est en effet inapplicable.

M. LE PRESIDENT.- Je suis informé que M. HAGUENIN, Directeur des Contributions Indirectes est à la disposition de la Commission. Le Service des alcools étant placé sous sa direction, il y aurait peut être intérêt à l'interroger.

M. HAGUENIN.....

(M. HAGUENIN est introduit).

M. LE PRESIDENT.- Voulez-vous dire, M. le Directeur, quel est l'objet essentiel de l'article 9 ?

M. LE DIRECTEUR GENERAL DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.-
va
Cet article/nous permettre de sortir d'une situation irrégulière. On est obligé de tolérer une augmentation du prix de l'essence compensant la perte qui résulte pour les importateurs de l'obligation d'acheter de l'alcool à un prix excessif. Avec l'article 9 l'Etat percevra régulièrement une surtaxe mais le prix de l'essence ne se trouvera plus majoré.

M. HENRY BERENGER.- Les calculs qui ont abouti à la fixation de la surtaxe à 5 Fr.40 sont établis sur quelle quantité d'alcool ?

M. LE DIRECTEUR DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.- Sur 38.000.000 15.000.000 hectolitres .

M. HENRY BERENGER.- Quelle est la quantité allant actuellement à la carburation ?

M. LE DIRECTEUR GENERAL DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.- 1.500.000.

M. SERRE.- Est-ce que l'article 9 va augmenter les quantités d'alcool livrées au Service ?

M. LE DIRECTEUR GENERAL DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.- Non.

M. FARJON.- N'avez-vous pas trop d'alcool ? Etes-vous en mesure de stocker ?

M. LE DIRECTEUR GENERAL DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.- Le régime actuel ne peut pas durer. Il est très difficile d'écouler de l'alcool pour la carburation, et nous ne pouvons plus stocker indéfiniment.

M. CAILLAUX.....

M. CAILLAUX.- Quelles mesures envisagez-vous ? N'allez-vous pas continger la production ?

M. LE DIRECTEUR GENERAL DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.- Nous envisageons une baisse du prix d'acquisition au dessus de 1.700.000 hectolitres. Je ne crois pas que l'on soit obligé d'instituer un contingentement avant deux ans. Mais, il est évident qu'il faut chercher une solution nouvelle au problème de l'alcool.

M. HENRY BRERNER.- Comment interprétez-vous le § ajouté par la Chambre et qui est ainsi conçu :

"Dans les cas où l'application des dispositions prévues par le présent article ne permettrait pas l'emploi, en totalité, à la force motrice, des alcools repris par les importateurs, l'obligation de mélange sera immédiatement étendue aux essences "tourisme" par arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre du Budget."

M. LE DIRECTEUR GENERAL DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.- La Chambre a voulu, par ce texte, marquer qu'elle ne revenait pas sur la loi de 1923. Elle ne s'est pas aperçue que la disposition irait plutôt à l'encontre de ses intentions.

M. HENRY CHERON.- Voyez-vous des objections quelconques à la disjonction de ce texte ?

M. LE DIRECTEUR GENERAL.- Je n'en vois aucune du point de vue de la logique et de la clarté.

Il y en a cependant peut être du point de vue de l'opportunité car la Chambre paraît y tenir.

M. SERRE.- La loi va limiter la plantation de la vigne et par là même la production de l'alcool. La disposition que nous discutons n'aura donc pas à jouer. L'essentiel, c'est de voter la loi sans retard, et le meilleur moyen pour cela me paraît être de voter le texte de la Chambre sans modification.

M. REBOUL.....

M. REBOUL.- J'appuie l'observation de M. SERRE. Il importe que la loi soit mise en application avant les vendanges prochaines sous peine d'inconvénients graves.

A la rentrée, on présentera un rectificatif qui permettra de mettre le texte tout à fait au point.

M.M. les commissaires du gouvernement se retirent.

M. LE PRESIDENT.- Nous avons à nous prononcer sur l'article 9.

M. MARCEL REGNIER.- Je demande la disjonction de l'alinéa 4 dont on vient de nous dire qu'il est absolument inapplicable.

M. LE RAPPORTEUR.- Je combats cette proposition car je crois qu'il est avant tout indispensable de voter la loi, et que, dans la situation actuelle, le moindre retard peut rendre ce vote impossible.

La disjonction est prononcée par 12 voix contre 5.

M. LE RAPPORTEUR.- Au cas où la loi ne pourrait être votée dans son ensemble, il serait nécessaire de disjoindre l'article 9 pour en faire un projet spécial que l'on voterait immédiatement.

M. CAILLAUX.- Oui. Cela est indispensable.

M. LE PRESIDENT.- Nous examinerons cette question si cela est nécessaire.

Pour le moment, M. le Rapporteur devra se borner à indiquer que la Commission des finances n'a à se prononcer que sur l'article 9 et qu'elle donne un avis favorable à l'adoption de cet article sous réserve de la disjonction de l'alinéa 4.

M. LE RAPPORTEUR.- Je vais conclure dans ce sens.

CREDIT.....

CREDIT MUTUEL AGRICOLE AUX COLONIES.

La Commission adopté les conclusions du rapport de M. LEON PERRIER sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la Caisse nationale de crédit agricole à consentir aux institutions de crédit mutuel agricole de nos colonies, pays de protectorats et territoires sous mandat des avances ou des ouvertures de crédit à court terme (N° 692 - année 1931).

LEGION D'HONNEUR.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier, du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un contingent de croix de la Légion d'Honneur et de Médailles Militaires en faveur des militaires n'appartenant pas à l'armée active (N° 648 - année 1931).

M. ALBERT MAHIEU, Rapporteur donne lecture de son avis.

M. CAILLAUX.- Il s'agit bien de décorations sans traitement

M. ALBERT MAHIEU.- Les bénéficiaires n'auront droit à traitement qu'au fur et à mesure des disponibilités et dans l'ordre d'ancienneté.

M. CAILLAUX.- Précisez bien que nous refuserons tout crédit.

L'avis est adopté.

REGIME DOUANIER DU PAPIER.-

M. SERRE donne lecture d'un rapport sur le projet de loi relatif au régime douanier du papier.

Après un échange d'observations entre M.M. CHERON, CAILLAUX et M. le Président, ce rapport est adopté sous réserve que M. le Rapporteur précisera dans son rapport le sens des mots "ayant date certaine" en indiquant que ces mots doivent être entendus comme s'il était écrit "ayant date certaine selon les usages du commerce".

AJOURNEMENT.....

AJOURNEMENT.

Sur la proposition de M. CHERON, la Commission ajourne la discussion des conclusions du rapport de M. JEAN PHILIP sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés autorisant l'attribution à l'Université de Lille, d'une subvention destinée à l'acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis/^{et} à la construction de bâtiments à l'usage de l'institut français du Royaume-Uni de Londres.

La Séance est levée à 19 heures 10.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Scourney

COMMISSION DES FINANCES

3^e Séance du Samedi 4 Juillet 1931

La séance est ouverte à 2 heures du matin , sous la
Présidence de M. JEANNENEY , Vice-Président.

Présents: MM. JEANNENEY. GARDEY. BERENGER. CHERON.
GALLET. MAHIEU. REGNIER.

=====

CONTRIBUTIONS DIRECTES

Sur le rapport de M. GARDEY, Rapporteur Général,
la Commission adopte le projet de loi relatif aux contri-
butions directes (Impositions départementales et communales)

CONSTRUCTION D'UN HOTEL DIPLOMATIQUE

A WASHINGTON .

Sur le rapport de M. HENRY BERENGER , la Commission
adopte le projet de loi autorisant le Ministre de l'Instruc-
tion Publique à engager des dépenses s'élevant à la somme
de 26 millions de francs, applicables à la construction
d'un hôtel diplomatique à Washington, dont 12.500.000 frs
imputables au titre de la première annuité sur les crédits
de l'exercice 1931 - 1932.

Audition

AUDITION DE M. ROUSTAN, MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

M. LE PRESIDENT .- Vous avez demandé , Monsieur le Ministre, à être entendu par la Commission sur divers projets de loi que vous désiriez voir voter par le Sénat.

M. LE MINISTRE.- Il s'agit : 1° - d'un projet autorisant le Ministre de l'Instruction Publique à participer aux frais de trois grandes opérations scientifiques envisagées en 1932 et 1933 : année polaire 1932-1933, éclipse totale de soleil de 1932 , détermination des longitudes mondiales en 1933.

Ce projet comporte l'ouverture d'un crédit de 4 millions réparti sur plusieurs exercices.

Le second projet est destiné à permettre la reconstruction de l'Institut français du Royaume Unis à Londres. Cet Institut qui dépend de l'Université de Lille, s'élève sur un terrain appartenant au Gouvernement anglais et que celui-ci se voit dans l'obligation de nous reprendre.

Nous sommes donc contraints d'acheter un terrain et d'y construire. La dépense totale, à répartir en plusieurs exercices, s'élèvera à 15 millions . Dans cette somme, le prix du terrain à acquérir entre pour 6 millions.

Enfin, la Chambre a voté, sur la proposition de MM. PAINLEVE , BOREL et LOUCHEUR, un crédit de 800.000 frs pour la participation de la France au Congrès international d'électricité qui doit se tenir à Paris en 1932.

Telles sont les trois dispositions que je me permets de recommander à la bienveillante attention de la Commission des Finances .

M. LE PRESIDENT.- Nous vous remercions, Monsieur le Ministre.

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT.- Que devons-nous faire ?

Il ne me paraît pas qu'il y ait urgence à l'adoption de ces trois projets . M. PHILIP, Rapporteur Spécial de la Commission de l'Enseignement est absent. Nous pourrions, dans ces conditions, remettre l'examen de ces questions à la rentrée.

M. HENRY BERENGER.- Cela me paraît d'autant plus sage que la Commission de l'Enseignement voudra, certainement, formuler son avis sur ces projets.

- L'examen des trois projets est renvoyé à la session extraordinaire.

La séance est levée à 2 heures 10 du matin.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION des FINANCES:

J. Scouwen

COMMISSION DES FINANCES

et

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES REUNIES.

Séance du VENDREDI 13 Novembre 1931

La Séance est ouverte à 17 heures, sous la présidence de M. JEANNENEY, Vice-Président de la Commission des Finances, assisté de M. HENRY BERENGIER, pour l'audition de M.M. PIERRE LAVAL, BRIAND, FLANDIN et CATHALA.

PRESENTS : M.M. DEBIERRE. MILAN. HENRI ROY. RENOULT.
de JOUVENEL. CUMINAL. DESJARDINS. ECCARD.
GALLET. FERNAND DAVID. LEMERY. RENE BESNARD.
M. PLAISANT. VALADIER. LABROUSSE.
HUMBLLOT. P. BIGNON. CORNUDET. GENERAL
HIRSCHAUER. GENERAL STUHL. BRARD. FOURMENT
JOURDAIN. CHARABOT. FARJON. MESSIMY.
MANGEAU. BETOULLE. F. MERLIN. ANDRE LEBERT.
MOLLARD. BERGEON. HONORAT. GENERAL BOURGEOIS.
BLAIGNAN. FOURCADE. BOMPARD. HENRY
CHERON. SERRE. GUILLAUME CHASTENET. ORDINAIRE.
GARDEY. ARMBRUSTER. MILLERAND.
P. ROBERT.

.....

M. JEANNENEY.- La séance est ouverte.

Mes chers collègues, j'occupe ici la place d'un absent, M. Etienne CLEMENTEL par qui nous aurions été infiniment heureux de la voir reprise.

M. HENRY BRENGER. devait y suppléer lui-même le Président de la Commission des Affaires Etrangères au nom de qui la convocation avait été faite, de la santé de qui nous avions déjà, la semaine dernière, des nouvelles très alarmantes, mais vers qui se portaient, et de toute notre affection, nos souhaits et nos espérances de santé.

Je l'ai vu encore vendredi soir. J'avais trouvé en lui non seulement la lucidité, la cordialité que nous lui connaissions mais aussi toutes les marques de l'attention, de l'intérêt et de la passion avec laquelle il suivait nos travaux. Je l'avais quitté sur la promesse qu'il m'avait demandé de lui faire de le tenir au courant.....

courant des résultats de la séance d'aujourd'hui.

Vous connaissez la nouvelle de ce matin : Victor Bérard n'est plus !

J'ose dire que cette nouvelle a retenti profondément et douloureusement dans le Sénat tout entier (Marques d'approbation unanimes.) car Victor Bérard l'a honoré grandement par sa haute culture, par son éloquence à la fois spontanée et si riche, en même temps que par sa cordialité, par sa nature aimante que nous aimions tous, qui avait fait de lui un ami de chacun de nous.

Il ne m'appartient pas de retracer ici la carrière de notre collègue disparu; mais je crois que je méconnaîtrais les sentiments qui vous animent tous si je ne vous demandais de suspendre votre séance pendant quelques instants pour marquer la part que vous prenez au deuil de sa famille, de son département, du Sénat tout entier et des belles lettres elles-mêmes. (Applaudissements.)

S'il n'y a pas d'opposition, la séance est suspendue.

(La séance est suspendue pendant quelques instants.)

M. LE PRESIDENT. La séance est reprise.

(M. Pierre Laval, président du conseil, ministre de l'intérieur, M. Aristide Briand, ministre des affaires étrangères, M. Pierre Etienne Flandin, ministre des finances et M. Cathala, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur sont introduits.)

M. LE PRESIDENT. Monsieur le président du conseil, messieurs les ministres, il vous a paru normal comme à nous-mêmes qu'après une séparation de quatre mois, et en présence des événements

importants qui se sont produits pendant cette période dans le domaine de la politique extérieure, des conséquences financières qu'ils pouvaient avoir, le Sénat, par l'intermédiaire de ses commissions, fût instruit, comme l'avaient été les commissions de l'autre assemblée, ainsi que la convocation l'indique, de vos conversations à Berlin, à Londres et à Washington.

Nous vous remercions de l'empressement que vous avez mis à venir devant nous, au premier moment dont vous avez pu disposer.

Je vous indique tout de suite que nous désirons être instruits, non de ce que nous savons déjà, mais de ce que nous ne savons pas encore, de vos entretiens, de leur objet précis, d'abord, de leur consistance, s'il est possible, de leurs suites, de l'état présent des affaires extérieures sur les questions en cours, et, si vous ne le jugez pas indiscret, de l'orientation que vous envisagez ou que vous croyez susceptible de leur donner.

Je crois que ceci répond au sentiment de mes collègues.

Monsieur le président du conseil, vous avez la parole.

M. PIERRE LAVAL, président du conseil, ministre de l'intérieur. M. Jeanneney et M. Henry Bérenger présidents de vos deux commissions des finances et des affaires étrangères sont venus récemment me rendre visite et me demander s'il me paraissait opportun de venir devant vous exposer dans leur ordre chronologique les principaux événements qui se sont déroulés depuis la séparation des chambres.

J'ai aussitôt déféré à cette invitation. J'estime en effet que les deux commissions ont le plus grand intérêt à connaître ce qu'a été la politique du gouvernement pendant cette période où les Chambres n'étaient pas en session.

M. le président de la commission des finances me dit : ce que nous désirons surtout connaître, c'est ce que nous ne savons pas déjà.

J'ignore ce que vous savez déjà. Si je vous rappelle des faits que vous connaissez, vous voudrez bien m'en excuser.

M. LE PRESIDENT. Nous savons ce que tout le monde sait, ce qu'ont appris les communiqués, ce que la presse a répandu.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Les communiqués, j'aurai peut-être à les commenter. Les articles de journaux, je les ai lus comme vous; ils n'ont pas toujours emporté mon approbation parce qu'ils n'ont pas toujours donné un commentaire exact.

C'est au mois de juillet que nous nous sommes séparés. Vous vous souvenez que c'est au moment où le président Hoover venait de formuler sa proposition au sujet de laquelle des débats ont eu lieu devant les deux Chambres. C'est presque au lendemain du débat devant le Sénat que le décret de clôture de la session a été lu.

Il faut que je vous indique ce que le Gouvernement a fait à ce moment et que je vous rappelle d'un mot ce qu'était la proposition de M. Hoover.

M. Hoover était préoccupé par la gravité de la situation en Allemagne. Nous la connaissions de notre côté car si l'ambassadeur du Reich n'avait pas fait officiellement de démarche pour indiquer qu'il solliciterait le moratoire, il avait en tout cas fait connaître au Gouvernement l'état de gêne ou d'insolvabilité de son pays.

C'est le 7 juin - je me permets de rappeler ce détail que vous connaissez; dans l'ordre chronologique, il m'a paraît utile de le faire - que M. Brüning et M. Curtius s'étaient rendus en Angle-

terre à Chequers pour exposer la situation de l'Allemagne. Dans la période du 22 mai au 15 juin - ces renseignements sont utiles pour ce qui suivra - la réserve d'or et les devises de la Reichbank avaient diminué de 900 millions de marks; les retraits de dépôts et de crédits étrangers se précipitaient à une cadence et dans des proportions sans cesse accrues.

C'est en présence de cette situation que M. le président des Etats-Unis avait pris une initiative. On a beaucoup épilogué sur le point de savoir si, avant de prendre son initiative, il en avait référé aux autres gouvernements et spécialement au gouvernement français. On a reproché la carence de notre ambassade à Washington, l'insuffisance des renseignements du ministère des affaires étrangères.

A la vérité, le 18 et le 19 juin, M. Stimson secrétaire d'Etat aux affaires étrangères avait mis au courant M. Claudel, notre ambassadeur et lui avait fait connaître les intentions de M. Hoover.

A ce moment ou sur ces entrefaites parce que les événements se précipitaient en Allemagne, les retraits de devises et de crédits étrangers s'accéléraient encore, le maréchal Hindenburg, président du Reich avait adressé au président des Etats-Unis une lettre angoissée. Des indiscrétions avaient été commises dans la presse.

C'est alors que sans avoir pris d'autres précautions vis à vis des autres gouvernements et notamment vis à vis du gouvernement français, le président Hoover avait été amené à rendre publique l'initiative qu'il avait prise.

M. Hoover avait d'ailleurs pris une précaution vis à vis de son parlement : il avait convoqué un certain nombre de sénateurs et de députés, les principaux chefs de groupes, les présidents des

commissions et il avait reçu leur approbation.

Sa proposition consistait à suspendre purement et simplement pendant une année le paiement de toutes les dettes intergouvernementales.

Nous n'avions pas cru devoir la rejeter purement et simplement. En le faisant, nous aurions obéi aux sentiments irréfléchis de notre opinion publique; mais nous n'aurions pas fait acte de sagesse, car quelque temps après, on se serait aperçu que l'Allemagne n'étant pas en état de payer, nous n'aurions pas de ce fait amélioré notre créance et nous aurions eu à supporter tous les risques de l'isolement dans le monde.

Nous n'avions pas repoussé purement et simplement; nous n'avions pas davantage accepté purement et simplement, à l'inverse d'ailleurs des autres gouvernements. Un certain mécontentement - j'ai pu m'en rendre compte lors de mon récent voyage à Washington s'était manifesté non pas seulement dans les milieux politiques des Etats-Unis, mais d'une façon générale dans l'opinion publique américaine. On s'étonnait de cette résistance de la France, étant donné la gravité de la situation en Allemagne.

Il ne faut jamais oublier quand on parle des Etats-Unis et de l'Allemagne, ou de la France et des Etats-Unis au regard de l'Allemagne, que 13 millions d'Allemands vivent dans ce pays.

Nous avons fait une note en réponse à la proposition de M. Hoover. Je n'ai pas à vous la lire; vous la connaissez; elle a été portée à votre tribune.

Nous avons échangé un certain nombre de notes par l'entremise de nos deux interlocuteurs américains alors présents à Paris, M. Mellon, le secrétaire aux finances et M. Walter Edge, l'ambassa-

deur des Etats-Unis. A la suite de pourparlers qui furent laborieux et, à certains moments, assez pénibles parce que nous avons pris une position sur laquelle nous entendions rester ferme, nous avons abouti à un accord qui se place après le départ des Chambres.

C'est le 7 juillet que l'accord fut paraphé pour les Etats-Unis par M. Mellon et M. Edge, et pour la France par moi-même, par MM. Briand, Flandin, Piétri et François-Poncet.

Aux termes de cet accord, je tiens à le rappeler, la suspension du paiement des dettes intergouvernementales du 1^{er} juillet 1931 au 30 juin 1932 était admise; mais elle était subordonnée au versement effectif par la Reich du montant de l'annuité inconditionnelle. De son côté, le gouvernement français acceptait que les versements du Reich soient placés par la Banque des Règlements Internationaux en bons garantis des chemins de fer allemands. Tous les paiements suspendus sont productifs d'intérêts et amortissables en 10 annuités à partir du 1^{er} juillet 1933. Les mêmes conditions sont applicables aux bons émis par les chemins de fer allemands.

Voilà les principes que nous avons proclamés et ceux que nous avons fait prévaloir au cours de notre discussion avec le gouvernement des Etats-Unis.

Il était donc entendu que les paiements seraient suspendus mais que, ne voulant pas qu'une atteinte soit portée au plan Young, nous exigeons et nous obtenions que l'Allemagne continuerait de payer le montant de l'annuité inconditionnelle non différable, que le montant de cette annuité serait transféré à la Banque des Règlements Internationaux; mais que la France autorisait cette banque à réinvestir le montant de cette annuité inconditionnelle au profit de la Reichsbank, et la Reichsbank, en échange des sommes qu'elle recevait de la B.R.I. garantissait ces sommes au moyen de bons

qu'elle signait. De plus, le gouvernement français liait son engagement au projet de moratoire à un règlement des trois questions suivantes formulées dans la déclaration accompagnant l'accord.

1^{re} Une action concertée des principales banques centrales par l'intermédiaire de la B.R.I. sera organisée au profit des pays d'Europe qui se trouveraient particulièrement affectés par la suspension des paiements proposée.

Au cours des débats à la Chambre et au Sénat, il avait été fait allusion à la crise sévère qui existait non pas seulement en Allemagne, mais dans d'autres pays de l'Europe centrale. Nous avions demandé que le montant de l'annuité inconditionnelle et non différable transférée à la B.R.I. ne soit pas seulement réinvesti en Allemagne mais qu'il soit pour partie réinvesti dans certains de ces pays de l'Europe centrale.

Sur ce point, nous n'avions pas pu nous mettre d'accord avec le gouvernement des Etats-Unis. A lors, nous avons imaginé un autre système qui consistait pour les deux gouvernements à inviter les banques d'émission, les banques centrales à se concerter pour qu'une action puisse être envisagée à l'effet de venir au secours de ces pays de l'Europe centrale. Ce n'était qu'une recommandation; les gouvernements, pas plus le gouvernement des Etats-Unis que le gouvernement français n'ont d'autorité sur ces banques centrales.

Il ne faut donc retenir ce premier paragraphe que comme une recommandation faite aux banques.

Le deuxième point était beaucoup plus important. Nous nous étions préoccupés de savoir ce qui se passerait à l'expiration du moratoire et nous nous étions dit que si, au moins de juillet 1931 l'Allemagne n'était pas en état de reprendre ses paiements, il fallait nous préoccuper du fonds de garantie auquel nous sommes tenus par le plan Young. Vous savez qu'en cas de moratoire sollicité par

l'Allemagne, la France doit constituer un fonds de garantie de 500 millions de marks. Nous avons estimé que nous ne pouvions pas à la fois accepter la proposition Hoover et renoncer pour l'année 1931-1932 au paiement de l'annuité inconditionnelle et, du même coup, ne pas prendre de précaution pour le cas maintenant certain, ou à peu près certain, où l'Allemagne ne sera pas, au mois de juillet prochain en état de reprendre ses paiements et éviter à notre pays l'obligation de constituer ce fonds de garantie.

Notre discussion sur ce point fut longue, laborieuse, pénible; mais les délégués du gouvernement français étaient décidés à ne donner leur signature à l'accord que sous cette condition que nous jugeions essentielle. Nous l'avons emporté.

Le gouvernement américain ne pouvait pas se porter fort. Nous pouvions simplement dire : Une entente préalable devra intervenir entre la France et la B.R.I. pour que la France ne complète le fonds de garantie prévu en cas de moratoire du plan Young que par mensualités égales aux besoins de la B.R.I. à la suite des versements effectivement transférés par l'Allemagne.

Ultérieurement, le 15 juillet, le conseil d'administration de la B.R.I. prenait une décision conforme à la demande formulée par la France au sujet du fonds de garantie. Il était entendu que si la B.R.I. n'avait pas pris cette décision conforme, l'accord que nous avions signé n'existait pas.

Enfin, nous avons dit qu'un comité d'experts devrait étudier la question des réparations en nature et les divers ajustements techniques nécessaires, de manière à concilier les nécessités de fait avec l'esprit de la proposition du président Hoover.

Ce comité d'experts s'est réuni à Londres. Il a procédé à cette adaptation entre le moratoire Hoover et le plan Young.

Le 11 juillet - il faut que je rappelle un autre fait postérieur à la signature de notre protocole - la Danat, l'une des premières banques d'Allemagne, fermait ses guichets.

D'ordre de son gouvernement, l'ambassadeur d'Allemagne faisait une démarche pour annoncer qu'une catastrophe financière totale était à craindre à très brève échéance si un secours immédiat n'était apporté à la Reichbank par les banques d'émission étrangères. Un appel analogue était adressé à Londres et à Washington.

Le 13 juillet, le gouvernement allemand décrétait la fermeture des banques et des bourses.

Alors M. MacDonald qui depuis longtemps caressait l'idée de réunir à Londres une conférence des différents gouvernements intéressés à l'application du plan Young ou au sort de la situation allemande comme les Etats-Unis en ce qu'ils étaient eux-mêmes créanciers indirects, demandait au gouvernement français s'il acceptait de prendre part à cette conférence.

M. Henderson était venu à Paris pour visiter - en tout cas, c'était le prétexte - l'exposition coloniale. Au nom du gouvernement, d'accord avec tous les ministres, je déclarais à M. Henderson que le gouvernement français n'accepterait en aucune manière de se rendre à Londres et de prendre part à aucune conférence internationale avant qu'un contact direct ait été pris entre le gouvernement français et le gouvernement allemand.

M. Henderson qui, de Paris, devait se rendre à Berlin différer son voyage. Comme le chancelier Bruning avait, dans un message radiodiffusé exprimé le désir d'avoir cette conversation avec le président du conseil français et le ministre des affaires étrangères M. Curtius avec M. Briand, je pouvais, après l'entretien que nous avions eu avec M. Henderson, adresser à M. Bruning l'invitation que

vous savez. C'est le 18 juillet que M. Bruning et M. Curtius arrivaient à Paris. Avant leur arrivée et en prévision de la conférence de Londres pour laquelle tout obstacle était levé puisque la condition mise par la France a vait été acceptée par l'Angleterre, à savoir que cette conversation contradictoire entre Français et Allemands précéderait la conférence de Londres, nous avions demandé qu'une conférence préparatoire à celle de Londres eut lieu à Paris.

Ainsi, l'ambassadeur du Japon avait été convoqué. M. Grandi qui se rendait à Londres avait été prié de s'arrêter à Paris. M. Hymans avait été sollicité de faire un crochet par Paris avant d'aller à Londres.

Au cours de ces entretiens qui précédèrent l'arrivée de M. Bruning, tous les représentants des gouvernements présents à la conférence se demandaient quels remèdes pouvaient être apportés à la crise, quelle solution pouvait être envisagée. La gravité de la crise en Allemagne n'échappait à personne. Chacun se rendait compte à ce moment comme je me rends compte aujourd'hui que si la faillite, la catastrophe financière se produisait en Allemagne, les répercussions en seraient graves, non seulement pour l'Allemagne, mais pour tous les autres pays y compris la France.

Cette vérité me paraît encore aujourd'hui plus éclatante après les renseignements recueillis sur la situation dans nos rapports financiers avec l'Angleterre et de l'Angleterre avec l'Allemagne.

Je dois à la vérité de dire que consulté l'un après l'autre personne ne faisait de proposition. Aucun remède n'était apporté. M. Henderson se contentait de dire : nous examinerons ces questions à Londres.

Je souhaitais que la traversée donne à chacun de nous

- 12 -

- 20 -

beaucoup d'imagination car il ne me paraissait pas qu'à Paris, aucun des représentants des gouvernements n'ait une proposition à formuler.

C'est alors qu'après en avoir conféré dans un conseil des ministres, nous faisons une suggestion. Nous disions : alors qu'il devrait être le dernier en raison même de sa situation de créancier et de créancier avec comme créance les réparations, le gouvernement français est prêt à formuler des propositions de ce genre. Voici notre proposition : nous sommes prêts à envisager un prêt de 500 millions de dollars - nous ne disions pas que ce nombre était définitif; il n'était donné qu'à titre indicatif - sous trois conditions, c'est que cet emprunt serait garanti par tous les gouvernements, par le gouvernement anglais, par le gouvernement des Etats-Unis, par le gouvernement français, par tous les gouvernements présents à la conférence; - que cet emprunt serait gagé par des sûretés réelles; comme on nous demandait lesquelles, nous indiquions par exemple les douanes allemandes sans d'ailleurs faire de cette indication une condition absolue - Si vous trouvez d'autres gages réels disions-nous, nous les examinerons - Enfin, la troisième condition était une condition politique. Nous disions que la France ne pourrait participer à un emprunt et que les souscripteurs français ne se présenteraient aux guichets, malgré la garantie solidaire des gouvernements et malgré la sûreté des gages nouveaux que s'il y avait une autre atmosphère politique en Allemagne. Nous avons employé une formule.

Nous avions dit : " Et moyennant la certitude qu'une telle action de recours ne serait pas rendue vaine par des initiatives politiques de nature à troubler l'atmosphère européenne ."

Les représentants de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Italie et du Japon présents à cet entretien, ainsi que M. Stimon, disaient qu'il était peu vraisemblable que leurs Gouvernements pourraient donner leur garantie. Je répondis qu'il était possible d'envisager une autre formule : prendre, par exemple, une partie de l'emprunt émis aux Etats-Unis et pour laquelle les puissances précitées donneraient leur garantie si elles ne voulaient pas la donner pour la partie émise en France.

Voilà ce qui avait précédé l'arrivée des Ministres Allemands à Paris. Ils arrivent le 18 Octobre à Paris :

Les conversations se poursuivent le 18 et, le 19, un premier contact a lieu entre M. Bruning et moi, d'une part, et entre MM. Curtius et Briand, d'autre part.

Pendant plus d'une heure, M. Bruning, qui comprend et parle parfaitement le français, et moi, nous avons exposé un point de vue avec une entière franchise, sans nous dissimuler aucune des difficultés redoutables qui nous divisaient. J'ai fait part au Chancelier des intentions de la France, de l'adhésion donnée à la proposition Hoover, du désir qu'elle avait de venir au secours de l'Allemagne et des conditions qu'elle devrait poser. J'ai compris que M. Bruning n'y pourrait pas souscrire et je n'avais pas à pousser plus avant en ce qui concernait l'emprunt puisque la conversation de Paris n'était que préparatoire.

Le lendemain, il nous fallut rédiger un communiqué. Tâche toujours délicate que celle-là. Ces communiqués obligent

à une gymnastique ingrate, souvent pour ne pas dire grand' chose. L'élaboration de celui dont je parle nous demanda plusieurs heures. Je ne puis oublier ce qu'il y eût d'émouvant, à certains moments, dans nos entretiens avec les représentants du gouvernement allemand; malgré le besoin impérieux qu'avait l'Allemagne d'un secours car elle croyait alors - elle n'y croit plus aujourd'hui - qu'un secours même limité à 500 millions de dollars était de nature à la sauver, M. Bruning ne pouvait pas accepter tout ce que nous lui demandions. J'avais précisé la formule politique dont je vous ai donné tout à l'heure lecture, la proposition d'un moratoire politique. Je disais : Puisque nous sommes incapable de nous mettre d'accord sur certains problèmes délicats comme celui de l'Anschluss et celui du corridor, puisque vous émettez sans cesse la prétention de revenir sur le Traité de Versailles, acceptez que pendant un certain délai - je crois que j'avais indiqué 10 ans - l'Allemagne ne fera aucune action politique de nature à troubler l'atmosphère et les bons rapports des deux pays.

Même sur ce point, M. Bruning ne pouvait prendre un tel engagement et je n'ai pas insisté. Dans un Cabinet du Ministère de l'Intérieur, la scène fut émouvante. J'ai dit à M.M. Curtius et Von Bulow : " Je vous comprends, je n'insiste pas car, si vous donniez votre signature, peut-être que dans un an, dans un mois ou dans un jour, l'opinion allemande soutiendrait que c'est un nouveau dictat que vous n'auriez signé que sous l'empire de la nécessité".

Et j'entends encore M. Bruning me répondre : " Je suis triste, bien triste, Monsieur Laval, ce sera donc toujours la même tragédie entre nos deux pays, que nous ne pourrions jamais faire le même geste et prononcer la même parole en même temps."

Je

Je suis sûr de traduire l'impression du ministre des affaires étrangères et des finances en affirmant la sincérité de mon interlocuteur, que je crois le plus qualifié pour assurer les relations entre les deux pays.

La réunion de Paris était terminée. Le contact pris avec les représentants allemands n'avait pas été inutile. La Chancellerie et le Ministre des Affaires étrangères d'Allemagne avaient constaté non seulement la bonne volonté mais la volonté tout court du Gouvernement français de pratiquer une politique confiante et loyale avec le gouvernement allemand et si nous avions des deux côtés, reconnu l'impossibilité, en raison des circonstances, de trouver un accord, nous n'en avions pas moins trouvé le chemin de négociations ultérieures qui, peut-être conduiraient à un arrangement.

Le 20 juillet, s'ouvrait la Conférence de Londres. La proposition française comprenant l'octroi à l'Allemagne de crédits à long terme en liaison de garanties financières et politiques n'ayant pas été retenue à Paris, elle fut rappelée à Londres mais sans aboutir à de meilleurs résultats et je constatai que la traversée de la Manche n'avait pas donné plus d'imagination à nos interlocuteurs. La Conférence se borna à prendre acte de ce qui avait été fait et à échanger certaines considérations pour l'avenir. Ce fut un communiqué, celui-là, facile à rédiger, il a paru dans les journaux. Il mentionne le renouvellement pour une période de trois mois du crédit de 100 millions de dollars accordé au Reich par les banques centrales. Il mentionne également les mesures concertées en faveur du crédit de l'Allemagne.

La Conférence de Londres a repoussé la revendication de M. Brüning tendant à réformer ? et aussi la suggestion anglaise demandant une redistribution des crédits à

.....

court terme. Vous vous rappelez que M. Snowden - qui, lui, ne manque pas d'imagination - avait pensé à proposer à la France qu'elle prit sa part des crédits à court terme qu'Anglais et Américains avaient consentis aux Allemands. Je me suis permis de lui répondre avec amabilité que ces banquiers anglais et américains s'étaient procuré cet argent à un taux assez bas, qu'ils l'avaient prêté à un taux assez élevé et que c'était même l'élévation de l'intérêt qui les avait incitées à se montrer généreux vis-à-vis de l'Allemagne. Si donc l'opération était demeurée bonne, il est peu probable que M. Snowden eût demandé à la France d'y participer et il me paraissait difficile, maintenant que l'opération était devenue mauvaise, de m'adresser aux banquiers français.

La Conférence n'insista pas. On me faisait faire, je l'avoue, un singulier apprentissage et je pus constater toute l'étrangeté des propositions qui se formulent dans ces conférences :

C'est à la suite de cette conférence que le comité d'experts, qui avait été prévu à Paris pour l'adaptation du plan Hoover et du plan Young se réunit.

Je dois préciser qu'aux termes du protocole, les mensualités en devises, représentant la part inconditionnelle de l'annuité sont prêtées à la Reichsbank. Cette dernière, qui donne son assentiment, s'engage à assurer le remboursement en devises au moyen de 10 annuités, échelonnées du 1er juillet 1933, au premier juillet 1943 à 3 %. Ces obligations sont libellées au nom des Gouvernements intéressés et la Reichsbank s'engage à ne les rétrocéder qu'à des institutions de même nature. La part des annuités suspendues est donc représentée par des titres comportant le double engagement du Reich et de la Reichsbank. Quant au paiement de la part inconditionnelle, il comporte le même échelonnement et le même paiement calqué

sur le paiement des dettes de guerre et des réparations.

La Conférence de Londres avait recommandé à la Banque des Réglements Internationaux, de constituer un Comité d'experts. Ce Comité, présidé par M. Wigin, s'est réuni le 18 août, et a préconisé un certain nombre de mesures relatives aux crédits à long terme et l'établissement de relations politiques internationales sur la base d'une confiance mutuelle. Ainsi, ce sont les experts qui demandent aux Gouvernements de se réunir et leur recommandent des solutions.

A la suite du rapport Wigin, une convention bancaire est intervenue aux termes de laquelle les banquiers prêteurs ont consenti aux Allemands une prorogation de six mois des crédits à court terme. L'économie allemande se trouve donc actuellement sous le coup d'une doublé échéance ; le 15 février 1932, celle des engagements extérieurs privés, 8 milliard 1/2 de marks pour les crédits à court terme, et le 1er juillet 1932, celle des engagements extérieurs publics. Depuis le début de 1931, les difficultés que soulèvent les échéances ne cessent de s'entre-croiser, exerçant l'une sur l'autre des réactions réciproques. Avant le plan Young, l'Allemagne s'était déclarée hors d'état de payer des règlements extérieurs. Elle déclare aujourd'hui ne pouvoir éviter une faillite monétaire qu'en annulant ses engagements extérieurs, tant publics que privés. Le problème qui se pose depuis 1931, n'a pas encore reçu sa solution.

Voilà la situation de l'Allemagne. La seule solution possible implique la restauration du crédit et de la confiance. De tous les voyages que j'ai effectués, de tous les contacts que j'ai eus, de toutes les conversations que j'ai échangées, j'ai acquis la conviction qu'il n'y aura pas rétablissement de la confiance s'il n'y a pas une politique loyale et confiante

.....

entre l'Allemagne et nous. Cette politique est hérissée de difficultés et elle demande, de la part de ceux qui la veulent pratiquer, beaucoup de patience. Nous n'avons pas hésité, M. Briand et moi-même, à rendre à Berlin la visite que les ministres allemands nous avaient fait et c'est le 27 septembre que nous nous sommes trouvés à Berlin.

La conversation était rendue plus facile du fait que nous nous connaissions déjà. Nous avons, je ne dis pas épuisé le sujet, mais envisagé sous tous les aspects les différents problèmes nous intéressant. A Berlin, comme à Londres et à Paris, nous étions dans l'impossibilité de régler certaines difficultés d'ordre politique ou, plus exactement, nous voyions dans quelle impossibilité le gouvernement allemand se trouve d'aborder l'examen de certains problèmes politiques. Mais nous avons pensé, M. Briand et moi, que notre voyage devait pas être simplement une visite de courtoisie et qu'il y avait autre chose et mieux à faire. Nous avons donc repris une idée, dont il avait déjà été question à Paris et à Londres et avons demandé à M. Brüning d'envisager la création d'une Commission franco-allemande. J'ai même précisé l'objet de cette commission. Certains membres de votre commission, que j'aperçois ici, savent comment est née cette idée et que son éclosion a été facilitée par l'initiative de certains groupes, tant français qu'allemands.

Nous avons donc dit; nous allons constituer une commission franco-allemande qui aura pour mission d'étudier tous les problèmes économiques entre les deux pays et il est possible, vraisemblablement en tous cas, que lorsqu'on aura réuni l'élite de l'activité économique des deux pays, encadrés par les directeurs des Ministères du Commerce et des Affaires étrangères, puisqu'il a été possible à des industriels français et allemands d'établir des cartels qui n'ont été constitués que

pour des objets particuliers, il est possible, dis-je, que sur le plan officiel, on parvienne à revoir notre traité du commerce, à examiner certaines communautés d'intérêts et, débordant même le cadre des rapports entre la France et l'Allemagne, à envisager des études intéressant d'autres pays.

C'est ainsi que la Commission franco-allemande pourrait examiner les améliorations susceptibles d'être apportées aux traités, le moyen de les fortifier et de les étendre, de développer et de réglementer les transports par air et par mer, de consolider dans les deux pays les entreprises similaires et de rechercher en commun des nouveaux débouchés.

Séduits par cette idée, M. Bruning et ses collaborateurs, heureux d'avoir un moyen pratique et concret de collaborer avec la France, acceptèrent le principe de la commission et, là encore, nous avons rédigé un communiqué que vous connaissez. On m'a reproché à la Chambre des Députés de beaucoup parler des communiqués. J'y suis bien obligé puisque ce sont les seuls documents subsistants de ces entretiens.

Nous n'avons pas tardé à créer la commission visée par le communiqué. Dès notre retour à Paris, nous nommions les représentants des Administrations et, quelques jours après, les représentants de l'activité économique et de la confédération générale du travail. La première réunion de cette commission a lieu aujourd'hui et je suis allé souhaiter la bienvenue au Sous-Secrétaire d'Etat allemand et à ses collaborateurs. J'ai formulé le vœu que cette commission permette d'aboutir à des résultats concrets et je suis convaincu que les deux gouvernements ont la volonté de faciliter son travail par tous les moyens possibles. Si notre opinion publique à nous n'a pas besoin d'être stimulée, car elle est sage, l'opinion publique allemande, qui est mal informée ou qui, en tous cas,

a les reflexes toujours fâcheux d'un pays qui souffre, comprendra peut-être que ce contact entre les représentants des deux pays est de nature à défendre l'atmosphère et à faciliter la politique du rapprochement.

Vous avez vu dans le communiqué qu'il était question d'entente internationale, j'en veux dire un mot. J'ai dit à M. Bruning que, chaque fois que nous aurions la possibilité de trouver des points d'accord, nous ne les laisserions pas échapper. Je lui ai ~~dit~~ notamment cité en France la Compagnie Générale Transatlantique qui nous a coûté et nous coûtera des centaines de millions. En Angleterre, ils ont la Royal Mail qui a fait faillite. Aux Etats-Unis les Compagnies allemandes ne vont que parce qu'elles ont gagné là-bas un procès, relatif à la mise sous séquestre pendant la guerre, gain qui leur assure à peine une situation précaire et toute provisoire.

Nous n'avons pas le droit de poursuivre cette politique impérialiste ridicule dont les contribuables font finalement les frais, ai-je indiqué à M. Bruning. Nous avons le devoir d'amener les compagnies de navigation à étudier en commun leurs itinéraires et à s'interdire certaines constructions. Voici, par exemple, que nous allons construire un super: Ile-de-France, qui coûtera des milliards. L'Angleterre en voudra construire un autre, l'Allemagne n'acceptera pas de rester en arrière et les Etats-Unis diront que l'Europe ne doit pas leur donner des leçons de luxe ! Et comme les compagnies de navigation ne peuvent plus vivre et que ce sont les budgets des Etats qui font les frais des compagnies, j'ai crû ne pas outre-passer mes droits en suggérant à M. Bruning une politique nouvelle envisageant des conventions internationales pour protéger les contribuables de nos pays contre les excès de toutes les compagnies de navigation du monde.

Ce que je dis pour les compagnies de navigation, je le dis également pour les compagnies aériennes postales. J'ai dit à M. Bruning : Il y a des pays relativement petits qui, comme la Hollande, pratiquent dans le domaine aérien une politique nettement impériale. Je crois que nous pourrons là encore, donner l'exemple aux autres et, dans notre commission franco-allemande, jeter les bases ou, en tous cas, affirmer le principe d'accords nouveaux qui orienteront nos deux pays vers une politique de plus en plus nécessaire pour nos budgets.

Comme moi, M. Bruning estimait que cela était indispensable et c'est avec le plus grand empressement qu'il a accepté cette collaboration franco-allemande. Je souhaite que les travaux de la commission profitent à nos deux pays. Ils permettront de progresser dans l'organisation de la paix.

Je puis donc dire qu'à l'issue de nos conversations de Berlin et au moment du voyage à Washington, la situation pouvait se résumer ainsi :

L'Allemagne se trouve menacée d'ici à la fin mai d'une faillite qui, si elle arrivait, aurait la plus grave répercussion en Angleterre et aux Etats-Unis et aussi, je n'ai pas besoin de l'ajouter, en France.

Les Etats-Unis essaient de parer à ce péril par un moratoire.

Quant à la France, elle s'associe à toutes les mesures de portée limitée propres à limiter et, si possible, à empêcher l'effondrement de la Reichsbank. Si elle entend éviter toute perte de capitaux, toute diminution de sa réserve d'or, elle prend tout de même l'initiative de faire adopter une méthode de travail susceptible de réaliser une collaboration économique et elle affirme, en tout cas, sa bonne volonté à l'égard de l'Allemagne, de la solidarité internationale et de la paix.

.....

Telle était, résumée aussi exactement que possible, la situation avant mon départ pour Washington. C'est à cette entrevue de Washington que je dois maintenant me référer pour donner à aux commissions quelques renseignements.

Lorsque M. Walter Edge est venu de la part du président des Etats-Unis m'inviter à me rendre à Washington, mon premier mouvement, tout en remerciant le Président des Etats-Unis de son aimable invitation, a été de refuser, à cause de l'éloignement et de l'impossibilité, à raison même des circonstances, de quitter le gouvernement pour un aussi long temps. Puis j'ai consulté mes collègues, et ceux-ci ont estimé au contraire que cette visite était ~~très~~ indispensable.

Nous n'avions, pour cette entrevue, établi ~~aucun~~ aucun protocole, nous n'avions fixé aucun programme : au cours des entretiens que j'ai eus avec M. Walter Edge avant mon départ, il a été simplement entendu que nous aurions ainsi l'occasion, le président Hoover et moi, de faire un tour d'horizon, d'envisager les problèmes actuels, de dire franchement notre opinion et de rechercher ensemble, si possible, les moyens qui permettraient d'atténuer la crise.

L'accueil qu'on a fait au représentant du gouvernement français en Amérique montre à quel point le prestige de la France est grand aux Etats-Unis. On a dit que lorsque j'étais arrivé à New-York, l'accueil avait été assez froid. La vérité, c'est que j'y suis arrivé à huit heures et demie du matin, c'est-à-dire à une heure où les habitants ne sont pas dans les rues, pas plus à New-York qu'à Paris. D'ailleurs la température est allée montant tous les jours, et je n'oublierai jamais le charme de l'hospitalité américaine.

L'entretien que j'ai eu avec le président Hoover a été confiant et cordial. Nous n'avons été retenus, dans l'expression de notre pensée, par aucune contingence, puisqu'il était entendu que nous ne prendrions au nom de nos deux pays aucun engagement et qu'il s'agissait simplement d'un échange de vues. Nous avons cependant pris des décisions dont je vous parlerai tout à l'heure.

M. Hoover m'a demandé mon sentiment sur la situation actuelle en Europe. Je l'ai entretenu de la situation en Allemagne, dans les pays de l'Europe centrale et en France. Il s'est exprimé sur cette situation avec assez de pessimisme. Il ne semble pas que le traité de Versailles ait, aux Etats-Unis, beaucoup d'admirateurs.

M. Hoover et moi avons été d'accord, en ce qui concerne l'étalon or, pour proclamer que la France et les Etats-Unis le maintiendraient.

Nous avons été d'accord pour dire que les dettes intergouvernementales devraient faire l'objet, pour la période de dépression, d'un arrangement ~~xxxxxx~~ nouveau, arrangement dont les conditions et les termes étaient intégralement réservés par les deux gouvernements. Nous avons été d'accord pour dire que l'initiative de cet arrangement nouveau, dans la forme d'une convocation des experts, devrait être prise par les puissances européennes et que cet accord devrait intervenir dans le cadre du plan Young. Quand nous avons dit : les puissances européennes, c'est à l'Allemagne que nous nous sommes référés. Nous n'avons pas voulu dire que c'est l'Allemagne qui devrait prendre l'initiative de cette mesure, parce que l'Allemagne n'était pas présente à notre entrevue ; c'est pour

cela que nous avons dit : les puissances européennes et c'est ce qui explique que dès mon retour à Paris, le Conseil des ministres ayant été mis au courant, M. Briand ait fait convoquer M. Von Hoesch dans mon cabinet, pour que lui soit indiquée cette interprétation de notre communiqué de Washington.

Hier, à la Chambre, on m'a posé plusieurs questions, -- et je répondrai tout à l'heure à toutes celles que vous voudrez bien me poser, j'y répondrai parfois, je le regrette, avec quelque laconisme. On m'a dit : est-ce que vous avez lié les réparations et les dettes ? est-ce que M. Hoover a pris un engagement quelconque ? J'ai répondu à la Chambre ce que je dis aux commissions du Sénat : lisez le communiqué, il est clair, il a à peine besoin d'être interprété. Quand M. Hoover, chef du gouvernement des Etats-Unis, prend part à un entretien avec le chef du gouvernement français et que, ensemble, ils signent un communiqué visant les dettes inter-gouvernementales, c'est que, de toute évidence, M. Hoover a jeté sur le tapis de nos conversations les dettes de l'Amérique, sinon je n'aurais pas besoin d'un conseiller, ni, pour mon pays, d'un tuteur en ce qui concerne nos réparations. Ce que M. Hoover a fait, comme moi-même, c'est la deuxième phrase qui l'indique : arrangement dont les conditions et les termes ont été intégralement réservés par les deux gouvernements. La traduction est claire : cela veut dire que c'est seulement lorsque les experts auront déposé leur rapport, rapport qui doit, suivant l'article 420 du plan Young, concerner l'exposé de la situation allemande, que les gouvernements auront à se réunir, que le gouvernement français aura alors sa complète liberté d'action, que le gouvernement américain conserve naturellement, ainsi lui aussi, toute sa liberté, et que c'est à ce

mement-là seulement que nous aurons à discuter la question des dettes pour l'Amérique et la question des réparations pour nous.

L'arrangement nouveau s'impose. Tout à l'heure, M. Jeanneney me disait : il nous serait également agréable que vous nous disiez quelle politique vous comptez suivre. Eh bien, je ne voudrais pas faire la politique de l'autruche qui consiste à ne point voir les difficultés. Le moratoire Hoover vient à expiration le 1^{er} juillet 1932. Avant même que les experts aient fait leur travail, qu'ils aient examiné la situation allemande, tout ce que je sais de cette situation, tout ce que j'ai appris pendant ces ~~xxx~~ vacances, me fait craindre qu'à l'expiration du moratoire Hoover l'Allemagne ne soit pas en état de telle solvabilité que nous puissions espérer qu'elle reprendra ses paiements. Je dirai même, non pas que sa situation s'est aggravée, mais que la gravité de sa situation nous est encore mieux apparue depuis le mois de juillet dernier, avec la révélation, dans tous ses détails, de la question des crédits à court terme, telle qu'elle nous a été exposée à Londres.

Donc, nous avons convoqué M. Von Hoesch et nous lui avons demandé de faire part à son gouvernement du désir exprimé par la France et les Etats-Unis que l'Allemagne, suivant le plan Young, demande la convocation des experts. Je crois pouvoir vous dire que dans un délai assez prochain l'Allemagne aura formulé cette demande. C'est seulement au moment où les gouvernements se réuniront, après que les experts auront déposé leurs rapports, que le gouvernement se tiendra naturellement à la disposition des commissions et des assemblées, lorsqu'il connaîtra mieux l'état d'insolvabilité totale ou partielle de l'Allemagne; à ce moment-là, il fera connaître les propositions

qu'il compte formuler.

Mais il vous est apparu tout de suite qu'un avantage était résulté de nos entretiens avec M. Hoover. Nous sommes désormais à l'abri des initiatives du genre de celle du mois de juillet dernier. M. Hoover, je dois lui rendre cet hommage complet, ne s'est point fait prier. Si j'en eusse l'avais pas dit, il aurait lui-même suggéré qu'on devait revenir au plan Young; que c'est dans le cadre du plan Young, suivant la procédure de ce plan, que la situation allemande devait être de nouveau examinée.

Voilà, en résumé, ce que je peux dire. En ce qui concerne l'étalon or, il n'était pas nécessaire que j'y insiste : tout le monde a compris à la suite de quels entretiens avec M. Hoover nous avons abouti à cette conclusion. En ce qui concerne le paragraphe sur les réparations, il n'est pas non plus nécessaire que j'y insiste davantage, puisque j'explique que c'est seulement lorsque les experts auront déposé leur rapport que des questions pourront m'être posées par les commissions et les Chambres et qu'il serait de ma part fort imprudent, maladroit, et assez peu conforme à la conception que j'ai de mon devoir, de vous dire dès à présent, dans l'ignorance totale où je suis de ce que diront et révéleront les experts, les sacrifices que la France pourrait envisager.

Il y a cependant quelque chose que je peux dire, c'est que la France n'envisage en aucune manière de participer à un emprunt, de faire le moindre apport d'argent frais à l'Allemagne, et cela je tiens à le déclarer de la façon la plus nette. Je dois d'ailleurs dire que l'Allemagne ne sollicite plus de prêt et qu'elle ne fait pas à cet égard appel à

la France. L'ambassadeur me le confirmait ce matin. L'Allemagne se rend compte que l'emprunt à lui consentir serait de telle envergure et aggraverait encore à ce point ses charges que c'est une hypothèse qu'elle n'envisage pas. Elle se rend compte également, et surtout, qu'il ne serait impossible, sur aucune place dans aucun pays, de trouver des souscripteurs pour un emprunt dans les circonstances actuelles. Mais enfin je tenais à donner cette indication à la commission, parce qu'il me revient quelquefois que des représentants du pays sont inquiets et se demandent si la politique du gouvernement, d'un gouvernement désireux de pratiquer une collaboration confiante et loyale avec l'Allemagne, ne commettra pas l'imprudence de faire des offres de prêt d'argent à l'Allemagne. Rassurez-vous : il n'en sera pas question.

Nous aurons d'ailleurs, lorsque la conférence des gouvernements se réunira, à sauvegarder notre droit aux réparations. Il y a une chose à laquelle je n'accepterai pas de participer, pour ma part, c'est un plan nouveau. Depuis le traité de Versailles on a réuni tant de conférences qui ont consacré, chacune d'elles successivement, tant de mutilations de nos droits que je suis prêt, pour la période de dépression, qui sera, nous l'espérons, une période limitée, à examiner comment la France peut prendre sa part dans la collaboration nécessaire pour venir au secours, non seulement de l'Allemagne, mais du monde, parce que le sort de l'Allemagne met le sort du monde en cause, et peut-être le sort de notre civilisation — ce sont des formules que je ne crains point de répéter devant vous, parce que j'ai senti la gravité de la situation. A ce moment-là, le gouvernement prendra ses responsabilités, formulera ses

propositions et il sera soumis à votre contrôle.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le président Hoover de la question de la limitation des armements. Vous savez que cette question est très à l'ordre du jour en Amérique. Les Etats-Unis ont un budget qui doit être en déficit, cette année, de 25 milliards de francs au moins. La limitation des armements, chez eux, n'est pas seulement l'objet d'un désir correspondant, comment dirai-je ? à leur volonté de participer à cette mesure, mais aussi une chose intéressante et utile au point de vue de leur budget. J'ai, aussi fortement que je l'ai pu, souligné la situation de la France au regard de la limitation des armements, rappelé les sacrifices qu'elle avait consentis dans ce domaine, indiqué notamment qu'elle avait réduit de trois ans à un an la durée de son service militaire, indiqué surtout la volonté pacifique de notre peuple. Les paysans, les ouvriers, tous les français, ont la haine de la guerre et il ne peut en être autrement dans un pays qui compte quinze cents mille morts et dix départements ravagés. J'ai dit qu'en ne voyait pas chez nous ce que l'on pouvait constater en Italie, en Allemagne, dans d'autres pays : toute la jeunesse instruite, éduquée dans un sentiment d'agressivité, — et que s'il y avait en France des groupements de ce genre, ils tomberaient sous la réprobation publique ; j'ai indiqué que tous les crédits de la défense nationale étaient utilisés pour la défense et non point pour l'attaque, qu'il suffissait de voir nos fortifications pour constater que c'était en vue de la défense et non point de la agression que ces fortifications étaient construites. J'ai dit à M. Hoover que si je me voulais ruser avec lui, il me serait commode de lui promettre, dans un temps prochain, de

réductions de budget. Par exemple, en 1934, lorsque les jeunes gens nés pendant la guerre seront appelés sous les drapeaux, notre natalité pendant les années de guerre aura été si faible que nous serons bien obligés, par la force des choses, de réduire notre budget, puisque nos effectifs seront réduits. Il est possible aussi, la crise gagnant notre pays où elle commence à sévir, que nous nous trouvions gênés budgétairement et contraints dans certains cas de ne point faire certaines dépenses. Mais je n'ai pas eu à insister beaucoup. M. Hoover a été très intéressé par l'exposé que j'ai fait de la position du gouvernement français, de l'état de notre opinion publique au regard de la limitation des armements. Je lui ai dit : notre pays, à l'inverse du vôtre, connaît les invasions. J'avais pris une précaution. Dès mon débarquement à New-York, j'ai eu à prendre la parole à City-Hall, à la mairie de New-York, et j'avais, dans une petite allocution, bien marqué la position du gouvernement que je représentais là-bas au regard de la limitation des armements. L'accueil fait à cette allocution était sympathique et j'ai compris que la franchise des propos était agréable aux Américains. J'ai dit à M. Hoover : des français ont pu redouter, lorsque je suis venu à Washington, que je me livrerais ici à je ne sais quel marchandage où, au fur et à mesure que vous réduiriez votre créance sur la France, j'accepterais de limiter de plus en plus nos armements ; la France restera maîtresse de sa sécurité aussi longtemps que la paix n'aura pas reçu une organisation solide et durable. Et j'ai fait allusion à certains pays qui, actuellement, font preuve verbalement d'un pacifisme très actif, très agissant, ajoutant que la France avait montré par des actes autrement que par des discours sa volonté de limiter les armements toutes les fois

qu'elle le pouvait.

J'ai aussi acquis la certitude que nous ne devons pas compter que le gouvernement des Etats-Unis puisse signer des pactes, prendre des engagements écrits, que l'opinion américaine ne s'y prêterait pas, ce qui ne veut pas dire que les Etats-Unis n'interviendront pas chaque fois que leur présence sera nécessaire ~~xxx~~ pour éviter un conflit : ils sont intervenus récemment à l'appel de M. Briand à Genève, à l'occasion du ~~du~~ conflit sino-japonais ; ils interviendraient demain, s'il le fallait, dans d'autres circonstances ; mais j'ai l'impression, la certitude qu'ils ne signeront pas de pacte et qu'ils ne prendront pas d'engagement de ce genre ; ce qu'ils feront, ils le feront sans avoir signé de contrat préalable.

M. Hoover m'a donné l'impression qu'il avait parfaitement compris l'attitude que j'adoptais devant lui et la position du gouvernement français.

M. Stimson m'a parlé de l'accord naval, de son regret de ne ~~xxx~~ point le voir aboutir avec l'Italie. Je lui ai dit que la France ne pouvait pas accepter la parité, que l'étendue de nos côtes et notre domaine colonial nous mettaient dans l'impossibilité d'accepter les prétentions italiennes. M. Stimson estime que nous étions près de nous entendre, il croit que si la France le voulait, elle pourrait faire cet accord. Je lui ai indiqué le contraire.

En résumé, en ce qui concerne la question de la limitation des armements, vous avez lu le communiqué : il est laconique, il exprime le vœu que la conférence de limitation des armements aboutisse à l'organisation solide et durable de la paix. C'est laconique, mais c'est précis. Ce sont les termes mêmes qui constituent la conclusion du memorandum français à

la Sod é-

té des Nations. J'ai tenu à reprendre dans le communiqué les termes du memorandum que le gouvernement a signé.

Je crois vous avoir tout dit, en tout cas, je crois vous avoir dit l'essentiel.

J'aurai fini lorsque j'aurai souligné qu'en m'a reproché un jour d'avoir, à la Chambre, tenu un propos très imprudent pour un chef de gouvernement. J'ai dit que je n'engagerais jamais la signature de la France sans l'assentiment des Chambres. On m'a dit dans les couloirs qu'un chef de gouvernement ne devait pas limiter ainsi l'autorité du ~~gouvernement~~ pouvoir exécutif. Cette parole, je l'ai prononcée, je ne la regrette pas. Je l'ai respectée. Pendant les vacances des événements importants sont survenus ; nous avons eu souvent, le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le gouvernement tout entier, à faire face aux événements diplomatiques les plus importants. Nous n'avons rien fait qui ne laisse au Parlement français sa pleine liberté. De même que M. Hoover peut dire, à la suite de l'entretien que j'ai eu avec lui, que le Congrès des Etats-Unis est libre, de même j'ai le droit de dire que le Parlement français est libre. Lorsque le moment sera venu de faire des propositions, et ce moment viendra lorsque les experts auront déposé leur rapport, quand il s'agira de fixer l'attitude de la France, pour la période de dépression, relativement à l'arrangement nouveau, le gouvernement français fera ses propositions et le Parlement sera libre de les accepter ou de les rejeter.

En terminant, je m'excuse d'avoir été si long.

M. LE PRESIDENT. - Vous avez à vos côtés, Monsieur le Président du Conseil, le ministre des affaires étrangères

et le ministre des finances. Pouvons-nous recevoir d'eux quelques autres explications complémentaires, si vous le jugez convenable et utile ?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES. - En ce qui me concerne, comme ministre des affaires étrangères, j'ai participé à toutes les conversations dont vous a entretenus M. le Président du Conseil et je suis ici le témoin de la fidélité de ses souvenirs et de l'exactitude avec laquelle il a bien voulu les communiquer aux deux commissions. S'il y avait des points particuliers sur lesquels des commissaires désireraient recevoir des explications à d'autres points de vue, je serais entièrement comme ministre des finances, je n'ai pas besoin de le dire, à leur disposition.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. - Je n'ai rien à ajouter à l'exposé de M. Le Président du Conseil, si ce n'est, éventuellement, des précisions de chiffres, au cas où elles intéresseraient les commissions.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?

M. LE PRESIDENT. - Nous vous remercions des explications que nous venons d'entendre. Vous savez dans quel sentiment je vous avais demandé de les faire aussi complètes que possible c'est une façon de rendre plus sûre notre collaboration. Il est très possible que par la suite nous ne nous ~~satisfais~~ contentions pas, dans nos commissions, de ce que vous venez de dire et que sur certains points des renseignements supplémentaires deviennent nécessaires. Mais il appartiendra à chaque commission, respectivement, d'établir un questionnaire et de vous entendre sur ces points. Nous nous en tiendrons, pour aujourd'hui, à ce que vous nous avez dit, et nous vous en remercions.

La séance est levée.

(La séance est levée à 18 h. 25 minutes.)

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

D. Scruven

COMMISSION DES FINANCES

Séance du 18 Novembre 1931

La séance est ouverte à 15 heures , sous la
Présidence de M. JEANNENEY.

Présents: MM. JEANNENEY. ABEL GARDEY. ANATOLE MANCEAU.
ANDRE LEBERT. HENRY CHERON. GELENRAL STUHL.
JEAN PHILIP. HENRI ROY. MARCEL REGNIER.
VALADIER. REBOUL. BIENWENU-MARTIN. HENRY
BERENGER. SCHRAMECK. FARJON. LEON PERRIER.
GENERAL HIRSCHAUER. ARMBRUSTER. BETOULLE.
PIERRE ROBERT. ALFRED BRARD. CAILLAUX.

AUDITION DE M. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

(Estuaire de la Seine)

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'audition
de M. le Ministre des Travaux Publics sur les conclusions
du rapport de M. BRINDEAU sur le projet de loi, adopté
par la Chambre des Députés, relatif à l'aménagement de
l'estuaire de la Seine .

M. DELIGNE, Ministre des Travaux Publics est introduit
accompagné de M. WATIER, Directeur des Voies navigables et
des Ports maritimes.

.....

Séance du Mercredi 18 novembre 1931.

COMMISSION DES FINANCES

Présidence de M. Jeanneney

La séance est ouverte à 15 heures.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appellerait l'audition de M. le Ministre de la Marine marchande sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, accordant la garantie de l'Etat pour un emprunt de 160 millions de francs de la Compagnie générale transatlantique.

Mais notre collègue, M. Chéron, obligé de se retirer, a exprimé le désir que vienne tout d'abord l'audition de M. le Ministre des Travaux publics sur le projet de loi relatif à l'aménagement de l'estuaire de la Seine.

S'il n'y a pas d'opposition, il en est ainsi décidé.

M. HENRY CHERON.- Je remercie M. le Président et la Commission.

AUDITION DE M. DELIGNE,
Ministre des Travaux Publics
sur le projet de loi relatif à l'aménagement de
l'estuaire de la Seine.

M. le Ministre des Travaux Publics est introduit dans la salle de délibération de la Commission.

M. LE PRESIDENT.- Monsieur le Ministre, la Commission des Finances, avait, en juillet, procédé à l'examen du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, concernant l'aménagement de l'es-

tuaire de la Seine. Il n'a pas dépendu d'elle de poursuivre cet examen. Elle reprend aujourd'hui l'affaire. Je vous fais part, Monsieur le Ministre, de l'objection qui concerne l'article 5; à savoir la responsabilité éventuelle de l'Etat pour les dommages directs qui pourraient être causés ^{soit} aux ports ou aux plages du Calvados, soit au port autonome du Havre, pour lesquels l'Etat devrait réparer les dommages et empêcher qu'ils se renouvel-
lent.

Vous devinez notre embarras en présence du caractère exceptionnel de cette disposition. Nous serions heureux de vous entendre sur ce point.

M. DELIGNE, Ministre des Travaux Publics.- Sur cet article 5, nous avons fait quelques objections au Rapporteur, M. Brindeau. Il a alors proposé de modifier son texte et de lui donner la forme suivante:

" Au cas où les travaux exécutés au titre de la présente loi occasionneraient des dommages à des particuliers ou des collectivités, les dépenses afférentes à la réparation de ces dommages, telles qu'elles résulteraient soit d'accords amiables, soit de jugements de la juridiction compétente, incomberaient pour moitié à la Chambre de Commerce de Rouen ".

Ce texte a reçu l'agrément du Ministère

des Travaux publics. Il est précis en ce qui concerne la responsabilité qu'il pourrait encourir l'Etat en cas de dommages causés aux plages et aux ports du Calvados. Il y a là un silence qui permettra au droit commun de s'appliquer. Le texte a un avantage: La Chambre de Commerce de Rouen sera tenue pour moitié de la réparation du dommage.

M. MANCEAU.- La Chambre de Commerce accepte-t-elle ?

M. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.- Elle accepte, la jurisprudence subsiste.

M. GARDEY, Rapporteur général.- Dans l'exposé des motifs, le Gouvernement a indiqué que les travaux envisagés ne pouvaient pas entraîner d'inconvénients graves. Pouvez-vous confirmer cette affirmation ?

M. LE PRESIDENT.- Nous voudrions savoir quelle est l'éventualité de ces dommages ? Y a-t-il un risque que l'on peut considérer comme réel ou s'agit-il simplement d'une crainte ?

M. LE SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS.- J'ai été chargé pendant huit ans de ce service d'amélioration de l'estuaire de la Seine. J'ai la conviction que les plages et les ports du Calvados ne risquent rien du fait des

travaux

travaux en question qui, au contraire, sont favorables à la côte du Calvados et au port de Honfleur. Il semble qu'à la lueur des transformations de cet estuaire, les intéressés se rendent compte de l'intérêt que le vote du projet de loi peut présenter pour eux.

M. LE PRESIDENT.- Vous ne voyez pas d'inconvénient que nous invoquions au besoin cette déclaration ?

M. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.- Aucun inconvénient.

M. HENRY CHERON.- Je prends acte de cette déclaration. Dans ces conditions, je ne fais pas d'opposition à l'adoption du projet de loi.

M. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS se retire.

AUDITION DE M. DE CHAPPEDELAINE, MINISTRE DE LA MARINE

MARCHANDE

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'audition de M. le Ministre de la Marine Marchande sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés accordant la garantie de l'Etat pour un emprunt de 160 millions de francs à la Cie Gle Transatlantique .

J'indique

J'indique à la Commission que nous avons été saisis de ce projet au début de juillet. La séparation des Chambres ne nous a pas permis de l'examiner. A ce moment, M. le Ministre du Budget et son collègue de la Marine Marchande sont venus voir le Président et le Rapporteur général de la Commission des Finances en leur demandant s'ils verraient un inconvénient à ce que, bien que le vote ne fût pas acquis, le projet fût exécuté.

Il va de soi que votre Président et votre Rapporteur général ont fait aux Ministres la seule réponse possible, à savoir qu'ils n'étaient pas autorisés à donner pareil consentement, qu'il était irrégulier, qu'il dépendait même du Gouvernement de laisser au Sénat le moyen d'examiner le projet en ne renvoyant pas les Chambres prématurément. Et nous en sommes restés là.

Voilà le dernier point de l'affaire telle que je la connais.

Quel est son état actuel ?

M. DE CHAPPEDELAINE, Ministre de la Marine Marchande. Je dois m'excuser de venir aussi tardivement devant la Commission des Finances. M. le Président vient de vous dire pourquoi: le projet que je vous demande d'examiner a été voté en effet par la Chambre des Députés le dernier jour de la session ordinaire. Je suis venu apporter moi-même ici, au cours de la nuit, le texte qui avait été adopté par l'autre Assemblée. M. le Président du Sénat m'a fait dire, à ce moment, que l'heure

était trop tardive pour que l'on puisse l'examiner. Nous sommes venus, M. Piétri et moi, le lendemain exprimer nos regrets à M. le Président de la Commission des Finances et à son Rapporteur général qui ont pris acte de la démarche.

Si le Gouvernement a cru devoir passer outre, cela tient à la situation déplorable dans laquelle se trouvait à ce moment la plus grande de nos Compagnie de navigation. S'il n'était pas venu à son aide, elle allait déposer son bilan.

Je tiens à rendre hommage au travail qui a été exécuté au cours des vacances par M. Germain Martin, Président de la Commission d'études dont je vous parlerai tout à l'heure et qui a fourni au Gouvernement le rapport le plus complet et le plus détaillé sur la question. J'ai ici un exemplaire de ce travail et je demanderai à M. le Président la permission de vous le laisser, en m'excusant de ne vous remettre que deux exemplaires, l'un pour M. le Président et l'autre pour M. le Rapporteur général. Nous voulons que rien ne soit dissimulé et que la Commission des Finances, comme le Sénat, puissent juger en connaissance de cause. Ce rapport viendra compléter mes observations.

Les difficultés qui ont assailli la Compagnie générale transatlantique ont deux causes: d'abord la crise économique mondiale, ensuite la mauvaise gestion de la Compagnie.

Première cause: la crise mondiale qui secoue le monde a eu naturellement une répercussion sur l'armement et l'armement français a été frappé comme tous les autres. En France, aujourd'hui, sur

3.500.000 tonneaux, nous avons 590.000 tonneaux qui sont désarmés, par conséquent, à peu près le sixième. En Italie, sur 3.500.000 tonneaux, plus de 600.000 sont désarmés. Ce pays est plus frappé que nous. L'Angleterre a 20 millions de tonneaux, dont 3.500.000 sont désarmés. En Norvège, le pourcentage est supérieur encore. Dans l'ensemble du monde, plus de 10 millions de tonneaux sont aujourd'hui désarmés.

Donc, la Compagnie générale transatlantique ne pouvait pas éviter les effets de cette situation.

Le chiffre de ses recettes, au cours de la dernière année, montre la façon dont elle a été frappée. En 1928, les recettes brutes s'élevaient à 1.020 millions; en 1931, elles s'élevaient à 720 millions; soit 300 millions de différence.

Chiffre des passagers pour la ligne principale, la ligne impériale, celle du Havre à New-York: En 1929, 27.000 passagers; en 1931, 15.000. Presque la moitié en moins.

Sur 100 navires qui constituent la flotte de la Compagnie, 32 sont désarmés dans le port du Havre.

J'arrive à la seconde cause des difficultés de la Compagnie: sa mauvaise gestion. Elle est incontestable. D'abord, elle a distribué des dividendes trop élevés. De 1919 à 1929, ils ont été de 10 à 15% du capital. La Compagnie a constitué

une réserve et une prévision insuffisantes. Elle a créé une filiale: la Société des voyages et hôtels Nord-africains. ^{Elle} ~~Cette affaire~~ a causé une perte de 48 millions. Cette affaire est en voie de règlement, de façon que la Compagnie n'ait plus à intervenir désormais dans les difficultés que pourrait connaître cette Société filiale. Des commandes de matériel ont été passées au cours des derniers exercices, sans que la Compagnie se soit préoccupée des ressources nécessaires. 321 millions d'échéances ont été accumulés sur 1931 pour payer des dépenses de premier établissement. Des marchés ont été conclus à des conditions trop onéreuses; notamment des marchés d'alimentation passés à New-York.

Je souligne le chiffre de 321 millions. C'est cette énorme somme qui est la cause essentielle de tout le mal.

En résumé, quand l'ancien Conseil d'administration est venu en Mai trouver le Ministre de la Marine Marchande, la Compagnie avait à faire face pour la fin de 1931, c'est-à-dire pour les huit derniers mois, à des échéances se chiffrant à un total de 441 millions, soit 321 millions dont j'ai parlé comme dépenses de premier établissement, plus 120 millions représentant le déficit de ~~premier~~ l'exploitation.

J'arrive au premier projet de renflouement étudié d'accord entre le Gouvernement et l'ancien Conseil d'administration. Le Gouvernement, quand il

a été saisi des doléances de la Compagnie, s'est immédiatement préoccupé de faire face aux difficultés. Il a été entendu que la Compagnie ferait appel à certaines banques et à certains armateurs pour se procurer 210 millions. L'Etat devait apporter un concours financier sur lequel je reviendrai tout à l'heure.

En juin, alors que la Compagnie avait laissé le Gouvernement s'engager à fond sur ce premier projet, aller devant la Commission des Finances et celle de la Marine marchande de la Chambre des Députés, brusquement, le 20 juin, certains membres de l'ancien Conseil d'administration sont venus me trouver et m'ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas continuer dans cette voie car, parmi les banques qui s'étaient engagées à fournir des capitaux devant s'élever à 210 millions, deux établissements étaient défaillants pour 23 millions.

J'ai soumis une nouvelle proposition à M. le Président du Conseil et je lui ai demandé si le Gouvernement ne pouvait pas s'engager à boucher ce trou en apportant pour 1931, une avance remboursable de 25 millions. M. le Président du Conseil était d'accord avec moi.

J'en ai fait part au Conseil d'administration de la Compagnie qui a déclaré ne pouvoir accepter cette combinaison.

Dans ces conditions, nous ne pouvions continuer les négociations. Quelques uns des Ministres intéressés se sont réunis et ont adressé un ultimatum à la Compagnie. Cet ultimatum exigeait

la démission du Conseil d'administration, la cession à titre gratuit des actions à vote plural détenues par la Société financière transatlantique, la réunion de l'Assemblée générale pour la nomination d'un nouveau Conseil d'administration et un moratoire de deux ans pour les dettes de la Compagnie envers les Chantiers de Saint-Nazaire, soit 541 millions. C'est le premier créancier après l'Etat.

Si vous voyez dans l'ultimatum figurer ce moratoire imposé à Penhoet, c'est parce que son Président, M. René Fould est vice-président de la C.G.T.

Moyennant l'exécution de ces conditions, le Gouvernement acceptait de donner sa garantie à un emprunt de 160 millions faisant l'objet de ce projet de loi.

A ces 160 millions viennent s'ajouter 40.900.000 francs que la Compagnie avait le droit de dépenser, car cette dernière somme lui avait été précédemment accordée au moment de la construction de " l'Ile de France ". A ce moment, elle n'avait pas fait jouer la convention pour ces 40.900.000 francs.

En outre, l'Etat consentait un moratoire de cinq ans pour les différentes créances qu'il avait sur la Compagnie, soit 25 millions pour les bénéfices de guerre, et une annuité de 35 millions pour d'autres créances.

L'Etat n'a pas consenti ces avantages sans prendre des hypothèques de premier rang sur les navires et les immeubles et au cas où on en aurait des doutes sur l'efficacité de cette mesure

je rappellerai qu'au moment où cette garantie d'intérêts a été votée par la Chambre des Députés, la situation hypothécaire de la Compagnie était la suivante: 60 millions étaient libres sur les immeubles; 337 millions étaient libres sur les navires. Cette somme est donc " au vent de notre bouée ", comme disent les marins.

Le projet déposé sur le Bureau de la Chambre à cette époque, n'a pas été voté intégralement par cette Assemblée. Il comprend deux articles. L'article premier a été voté tel quel. Dois-je vous le rappeler ? Il est ainsi conçu:

" Le Ministre des Finances est autorisé à donner la garantie de l'Etat au service, en intérêt et en amortissement, d'un emprunt à contracter, dans la limite d'un maximum de 160 millions de francs, par la Compagnie générale transtalantique.

" En contre-partie de cette garantie et pour son montant total, l'Etat prendra des hypothèques sur les immeubles ou navires, ou recevra en nantissement le porte-feuille de la compagnie. "

Cet article revient au Sénat; nous vous demandons de l'adopter. L'article 2 du projet primitif a été modifié par la Chambre. Il vous a certainement été distribué. Je me dispense donc d'en donner lecture.

Il y a certaines différences entre le texte déposé par le Gouvernement et celui voté par la Chambre. Un des points principaux visé par les modifications de la Chambre consiste dans le transfert

des actions à vote plural aux mains de l'Etat. Elle a, d'autre part, décidé la nomination d'un nouveau Conseil d'administration dans lequel figureront un représentant du personnel ouvrier et administratif. Cette mesure n'existait pas dans le projet du Gouvernement. Enfin, il y a une clause importante et il y a intérêt à la maintenir. C'est la suivante:

Aucun administrateur ne pourra être administrateur des Sociétés filiales ou des Sociétés administrant des Etablissements fournisseurs de la Compagnie générale transatlantique. Il est nécessaire de voter cela.

La mesure ne devrait pas être prise seulement pour cette Compagnie. En effet, depuis que je suis à la tête de la Marine marchande, j'ai constaté que c'était de ce côté que se consumaient les abus. Quand on a eu la pensée de faire subventionner une Compagnie par l'Etat et d'obtenir que l'Etat couvrira le déficit, on a un chevet très mol pour se reposer, on n'a plus qu'à créer des filiales pour la construction, pour l'ameublement, pour les peintures et vernis, pour l'alimentation.

Si nous considérons les ~~membres~~ administrateurs de la C.G.T, nous voyons qu'ils font partie de toutes ces filiales. C'est de ce côté qu'on gagne de l'argent; c'est la source de tous les abus. En effet, si la Compagnie subventionnée a intérêt à faire des économies, l'intérêt des fi-

liales est de pousser à la consommation. Voilà pourquoi la clause dont il s'agit doit être maintenue.

Nous avons procédé à des réformes importantes depuis le vote de la Chambre des Députés. Le Gouvernement a créé immédiatement une commission d'études dont j'ai parlé au début de mes explications. Elle est composée de M. GermainMMartin, Président, de M. Lebecq, Inspecteur des Finances, Commissaire du Gouvernement à la Marine Marchande, de M. Laur, Inspecteur des Finances, qui contrôle les finances des comptes de la Compagnie, de M. Cangardel, nommé depuis Directeur de la Compagnie, de M. Jungle, expert-comptable du Ministère des Finances.

Je ne saurais trop rendre hommage au travail de cette commission. Dans les premiers jours qui ont suivi la clôture de la session ordinaire, le Conseil d'administration a donné sa démission et l'Assemblée générale des actionnaires a nommé un nouveau Conseil. Nous n'avons accepté que la nomination de sept administrateurs; ce sont: MM. Cangardel, Fabre, Nazy, de Savoulin. J'ai voulu, en effet, que les grandes Compagnies de navigation fussent représentées dans ce Conseil. Il y a certaines Compagnies que j'aurais voulu voir représentées, mais elles ont décliné cet honneur.

Il y a également des représentants de l'industrie. Ce sont MM. Dautry, Directeur du réseau de l'Etat, René Fould, et du Pasquier.

- 14 -

à 20

Pourquoi avons-nous demandé à l'Assemblée générale de ne désigner que sept membres et non seize comme elle avait droit de le faire. C'était par déférence pour le Sénat, afin d'attendre qu'il se pronçât sur l'article 2, remanié par la Chambre et qui règle la question des administrateurs.

Autre réforme: réorganisation des services de la Compagnie. Cette réforme est commencée; suppression et réaménagement des lignes. ~~Ceci~~ Ceci est de nature à faire réaliser de très importantes économies qui se chiffreront par une vingtaine de millions.

A ce propos, je dois dire que nous prévoyons l'organisation d'un service bananier entre les Antilles et la France, service qui fait défaut absolument aujourd'hui, ce qui prive la France de l'importation sur son sol des produits de ses colonies, alors que nous arrivent en masse des produits de même nature provenant des colonies anglaises.

J'étais ces jours-ci au Havre et j'ai vu justement arriver ces ~~bananiers étrangers~~ bananiers étrangers qui nous apportent en masse les bananes des colonies anglaises. Pas un ne venait de nos Antilles françaises. Il est d'autant plus désirable que ce service soit organisé que M. Dautry, directeur du réseau de l'Etat, à qui j'ai demandé d'être administrateur et même président du nouveau conseil d'administration, a équipé des trains admirablement conçus pour le service des bananes.

C'est d'autant plus intéressant que le port du Havre a réussi ce tour de force d'enlever complètement à Rotterdam le marché des bananes qui viennent chez nous.

M. HENRY BERENGER. Voilà cinq ans, Monsieur le ministre, que je fatiguais la commission des finances de mes interventions à ce sujet. Je suis très reconnaissant au premier ministre de la marine marchande que j'entends de venir nous apporter ces espérances pour nos finances publiques comme pour la Guadeloupe et la Martinique. Cette lacune a été un scandale de cette gestion de la Compagnie générale transatlantique.

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Je vous affirme que ces espérances vont dans quelques mois se transformer en réalités.

M. HENRY BERENGER. Je vous en remercie.

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Enfin, une mission importante a été confiée à mon collaborateur M. Lebecq à New-York, ensuite de quoi le nouveau conseil d'administration envisage une réorganisation de son service à New-York, dont il attend une économie d'une dizaine de millions.

J'en arrive à ma conclusion. Le Gouvernement demande au Sénat de bien vouloir voter le projet que j'ai l'honneur de lui soumettre. Je vous ai exposé en quelque sorte les malheurs de la Transatlantique. Il ne faudrait pas rester sur cette impression. Pour juger ce que peut être la Transatlantique dans l'avenir, il faut voir ce qu'elle a été dans le passé.

On peut dire que cette compagnie a toujours été administrée d'une façon déplorable; c'est le moins qu'on puisse dire, surtout pour ces dernières années. Malgré cette mauvaise gestion, et-je ne crains pas d'employer un mot trop fort - malgré la véritable gabegie de ces dernières années, elle a encore trouvé moyen de réaliser de superbes bénéfices.

C'est ainsi que nous voyons pour 1926 84 millions de bénéfice net, toutes charges déduites, tous frais payés; en 1927, 37 millions; en 1928, 78 millions; en 1924, 44 millions. Si la Compagnie générale transatlantique a été touchée comme l'ont été toutes les autres compagnies depuis deux ans, - elle a été moins touchée, mais elle l'a été cependant, - il faut ~~expliquer~~ faire une discrimination en considérant sa gérance. Elle a été mal gérée. Il n'en est pas moins vrai qu'elle a toujours eu des équipages excellents, des agents de service excellents, et ce je ne sais quoi qui en a fait en quelque sorte le prototype de toutes les grandes compagnies qui desservent l'Amérique. Si elle a été touchée comme les autres,

elle ressent de façon moins brutale que les compagnies étrangères les effets de la crise. Les navires français sont, chacun dans sa classe, ceux qui ont le mieux résisté et qui ont conservé le plus haut pourcentage d'utilisation des places.

Ainsi l'Ile de France, qui dans l'ordre du tonnage vient seulement au huitième rang, au point de vue de l'utilisation des places, occupe le premier rang. Le Paris, neuvième par la taille, est le cinquième dans le pourcentage des places occupées. La France, le plus petit des grands liners, est le quatorzième à ce point de vue ; au point de vue du tonnage, ~~il~~ il vient au ~~vingt~~-neuvième rang. Nous avons cette supériorité d'un ensemble de qualités qui ont fait dire de nos paquebots qu'ils étaient les ambassadeurs du ^{goût} ~~monde~~ français : confort, ~~monde~~ élégance, cuisine, tout cela réuni crée une ambiance qui les fait rechercher par la clientèle ~~étrangère~~ américaine. Les sacrifices consentis par l'Etat sont peu de chose en regard de l'aide apportée par les autres Etats maritimes à leurs compagnies de navigation.

Faut-il citer les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie ? Et ici on peut faire cette remarque en passant, que la protection aujourd'hui accordée par les Etats à certaines industries qui revêtent à leurs yeux un caractère national aboutit à fausser complètement toutes les données de l'économie. On a dit avec raison que la marchandise suit le pavillon. Je me permettrai en effet, en terminant, de vous poser cette question : Si ces grands paquebots allaient cesser de nous relier avec l'Amérique du Nord, en particulier, qu'arriverait-il ?

Vous savez le rôle que joue chez nous l'industrie touristique. Pensez-vous que, si les étrangers, les Américains qui viennent visiter notre pays, au lieu de venir sur des paquebots français, faisaient la traversée sur des paquebots étrangers, pensez-vous qu'ils viendraient aussi nombreux chez nous ? Chacun de ces paquebots est une attraction, c'est la meilleur des réclames pour notre pays. Vous y voyez partout des annonces en faveur de nos grands magasins, de nos villes d'eaux.

Et puis, le fait qu'ils viennent en France est une raison pour que les étrangers s'y arrêtent. N'oublions pas que les rentrées invisibles, parmi lesquelles figurent au premier chef les sommes laissées chez nous par les touristes étrangers, sont absolument nécessaire pour parer au déficit de notre balance commerciale. Cet argent, dans certaines périodes d'invasion, se chiffre par plus de 12 milliards, dont 6 pour les seuls Américains. Voyez la quantité d'impôts du commerce qui jouent sur cet argent laissé chez nous de la sorte. Ce serait un véritable désastre si ces paquebots devaient cesser de rouler entre la France et l'Amérique.

Il y a quelques jours, je rencontrais un des membres de l'ancien conseil d'administration, M. Du Pasquier. Il me disait : "Si dans le passé la Transatlantique avait été gérée comme elle est aujourd'hui par un nouveau conseil d'administration, jamais, malgré le malheur des temps, elle n'aurait connu les extrémités qu'elle connaît en ce moment."

Je conclus. Le devoir du Gouvernement n'est pas de se préoccuper seulement du ~~renflouement~~ renflouement de la Compagnie générale transatlantique. A l'égard de nos compagnies de navigation, il a un autre devoir plus haut. On ne peut pas continuer dans cette course aux armements pacifiques, il faut une limite. Autrement, si on persévère dans cette voie de la concurrence acharnée, on ne sait pas où nous irons. J'ai

demandé à M. Lebecq, quand il est allé en Amérique, de sonder les Américains à ce sujet. Je dois dire qu'il a rencontré là-bas un échos excellent.

J'ai donné mission à mon collaborateur M. Arbeicher, qui me représentait au sein de la commission franco-allemande, de s'occuper de cette question. La commission franco-allemande, saisie de la question hier, lui a fait, elle aussi, un accueil excellent.

Il s'agit de s'entendre pour limiter d'une part le tonnage et d'autre part pour régler les départs, les horaires, les frets. Je crois que dans cette voie nous pouvons arriver et nous devons arriver à éviter de véritables catastrophes.

Messieurs, je m'excuse d'avoir été un peu long...

M. LE PRESIDENT. Du tout, Monsieur le ministre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Je vous prierai, Monsieur le ministre, de bien vouloir indiquer à la commission le procédé qu'a employé le Gouvernement pour venir en aide directement à la Compagnie en l'absence des Chambres. Les 160 millions ont été avancés ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Ils ont été avancés. Voici le décret:

"Arts. 1er. - Est autorisé le paiement

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Je voudrais demander à M. le ministre de la marine marchande si la somme de 160 millions lui paraît nécessaire pour assurer le renflouement de la Compagnie générale transatlantique, et si d'autres mesures ne sont pas dès à présent envisagées.

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Ces 160 millions sont absolument nécessaires pour gagner la fin de l'année 1931. Ils sont nécessaires, mais ils ne seront certainement pas ~~xxx~~ dépassés. C'est le vote ~~même~~ de ces 160 millions qui fait l'objet même du projet qui vous est soumis. Il y a cet article 2 qui envisage d'autres questions, mais c'est cela l'essentiel de ce que nous vous demandons ; c'est de ratifier le vote de la Chambre.

Mais ces 160 millions ne seront pas suffisants pour l'avenir. Ils seront suffisant pour cette année 1931. Avec cette somme, à laquelle il convient d'ajouter encore les 40 millions 900 mille francs provenant de l'emprunt précédent auquel elle n'avait pas eu recours pour la construction de l'Ile de France, la C.G.T. pourra gagner la fin de l'année.

Mais il résulte des études faites et qui ont été poussées très à fond, qui font l'objet des rapports que je vous laisserai tout à l'heure, qu'il sera nécessaire pour l'Etat de faire d'autres sacrifices dans les années à venir.

Je viens de dire que ces 200 millions ne sont pas un sacrifice. C'en serait un au cas seulement où la Compagnie serait défaillante. Elle payera l'intérêt. Ce n'est pas 160 millions que nous allons demander au trésor de décaisser, nous ne prenons à notre charge que la garantie d'intérêts.

Mais qu'avons-nous envisagé pour l'avenir, pour permettre à la Compagnie de sortir des embarras où elle se trouve, de doubler le cap de la crise économique ? Ceci a fait l'objet de nos préoccupations.

Je suis en train de rédiger un projet qui répond à cette idée nouvelle. Je pense pouvoir le déposer à bref délai sur le bureau de la Chambre. En voici les grandes lignes :

D'abord une observation, au sujet de la convention de New-York. Vous savez que l'aide de l'Etat à la C.G.T. pendant longtemps, il faut le dire, a été insignifiante. M. Dal Piaz en tirait une certaine fierté, avec raison : on lui donnait 4 millions de subvention par an. Depuis, cette subvention a été de 21 millions.

Que va prévoir le projet dont nous nous occupons ? Pour la ligne de New-York au Havre, 30 millions. D'autre part, il sera nécessaire de reviser aussi la convention des Antilles. C'est de la sorte que nous pourrions organiser ces lignes de la manière dont je parlais tout à l'heure. Là, il s'agira d'une subvention d'environ 26 millions. Ce sont des subventions.

A côté, il sera nécessaire, pour les toutes premières années, de verser à la Compagnie certaines avances remboursables annuelles, soit pendant trois ou quatre ans.

Ces avances annuelles monteront aux environs de 50 millions par an, mais, bien entendu, je le répète, il s'agit d'avances remboursables.

D'autre part, au cas où le déficit de la Compagnie diminuerait, ces subventions, ces avances remboursables diminueraient aussi. Moyennant cela, nous sommes persuadés que la Compagnie pourra sortir de la crise qui frappe tout l'armement mondial.

Restent les dépenses de premier établissement. Nous allons en avoir dans les années qui vont venir, parce que, comme je le disais tout à l'heure, nous avons demandé un moratoire. D'une part, il y a certaines échéances qui vont venir dans les années qui suivent, et d'autre part il y a des échéances qui vont venir en 1931 et dont nous avons obtenu le moratoire.

subventions
Ces ~~dépenses~~ de premier établissement, à mon sens, il faudrait les stabiliser, et au moyen d'obligations.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Si j'ai bien compris, c'est tout un projet d'ensemble qui est envisagé par le Gouvernement ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Oui, nous avons été d'abord au plus pressé. La Compagnie ~~sst~~ venue me dire : "Nous allons déposer notre bilan si nous ne pouvons faire face à certaines échéances." Ces échéances étaient de 200 millions. J'ai obtenu de la Chambre le vote du moratoire, et je m'excuse de n'être pas venu plus tôt devant vous.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Ne pensez-vous pas que ce projet pourrait être relié au projet d'ensemble ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Je m'en remets à votre jugement. J'ai cru de mon devoir de venir devant la commission des finances le plus tôt possible, étant donné le retard qui s'était produit. Je demande un vote avant la fin de l'année; puis nous reviendrons dans un court délai avec d'autres projets qui considéreront l'ensemble. Le Sénat doit-il d'abord délibérer et voter sur cette garantie de 200 millions...?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Garantie de l'Etat aux intérêts et amortissements .

M. LE PRESIDENT. Vous avez dit que la garantie demandée à l'Etat ne touchait que l'intérêt sans porter sur le capital?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Oui, les intérêts et les amortissements, au cas où la Compagnie serait défail-
lante.

M. LE PRESIDENT. Eventuellement : la garantie n'est jamais qu'une éventualité.

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Oui, mais, encore une fois, je suis persuadé que, si le Parlement adopte les mesures dont je viens de l'entretenir, la C.G.T. ne fera pas faillite et pourra continuer. Nous avons largement calculé les subventions et les avances.

M. HENRY BERANGER. Je voudrais demander si ces 160 millions qu'on nous demande de voter sont déjà dépensés, ou bien s'ils ont trait aux réformes qu'on nous a exposées et que, avec beaucoup de sévérité, mais avec autant de justice M. le ministre a déclarées indispensables au fonctionnement de la Compagnie ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Ces 160 millions avaient pour but de faire des paiements à des chantiers de construction. La majeure partie en est déjà dépensée, et le reste sera dépensé d'ici la fin de l'année.

M. HENRY BERANGER. Par conséquent, ce qui concerne le programme du service bananier que vous envisagez n'est pas compris dans cette dépense ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Non, c'est autre chose.

Je dois dire qu'au plan d'outillage national on a compris la construction du bateau bananier.

M. HENRY BERENGER. Je veux rappeler à la commission que la France perd sur sa balance commerciale 450 millions par an par le fait de la carence de la C.G.T., qui se refuse systématiquement de la culture bananière à la Guadeloupe et à la Martinique. Malgré cela, les planteurs de ces îles ont fait un admirable effort, parvenant à produire 1200 mille régimes par an, alors ~~qu'ils n'en produisaient que 500 mille au moment de la guerre~~ qu'ils n'en produisaient que 500 mille au moment de la guerre. Ils ne sont limités que par le transport. Si le transport avait été organisé, 450 millions que nous payons aujourd'hui en pesetas et en dollars iraient grossir l'actif de notre balance commerciale, déficitaire de ~~14~~ 14 milliards.

Ce serait un avantage aussi intéressant que celui que nous apportent en passant les touristes américains, et nous aurions organisé aux Antilles françaises une culture qui ne sera ~~pas~~ pas sujette au contingentement, comme est le rhum aujourd'hui.

J'ai exposé déjà ce problème à la commission des finances, je ne veux pas la fatiguer, mais je prends acte des déclarations de M. le Ministre de la marine marchande, qui a parfaitement compris ce problème : il est dramatique au point de vue des finances publiques, comme au point de vue du développement de nos Antilles ~~et j'espère que~~ ^{et j'espère que} dans les projets qui nous seront apportés, un des premiers sera celui qui se rapporte à la création de ce service bananier entre les Antilles et la France.

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. J'en prends l'engagement.

M. LEON PERRIER. Monsieur le ministre, vous nous avez indiqué que la situation difficile de la C.G.T. provenait d'une mauvaise gestion. Cette compagnie a toujours été largement subventionnée par l'Etat : elle a donc été contrôlée. Comment est-elle donc arrivée à cette situation sans que le Gouvernement en ait été avisé ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE . La Compagnie n'a pas été largement subventionnée par l'Etat. Elle l'était au contraire très parcimonieusement : 4 millions, alors que certaines lignes comme la Sud-Atlantique reçoivent 60 millions. Les années précédentes, non seulement il n'y avait pas déficit, mais il y avait bénéfice. J'ai eu la malchance d'arriver à la tête de la marine marchande au moment des vaches maigres.

M. LEON PERRIER. Comment expliquez-vous qu'il y a quelques années, au moment de la création de ces hôtels dans l'Afrique du Nord, l'Etat, qui exerce son contrôle sur la Compagnie, ne lui ait pas ouvert les yeux sur la situation difficile où elle s'engageait par cette création ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. De 1928 à 1931 vous constatez une chute de 300 millions dans les recettes. Vous voyez que c'est brusquement que la situation a changé . Vous avez les chiffres dans le projet.

M. LEON PERRIER. Alors, pourquoi avez-vous dit que c'était la mauvaise administration...

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Il y a eu, je l'ai dit, deux causes. L'une est le malheur des temps qui a frappé la C.G.T. et l'armement français, comme il a frappé tous les Etats.

M. HENRY BERENGER. La dépression - le mot est à la mode.

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. La dépression économique mondiale. J'ai montré que notre pays est encore un des moins touchés, moins touché que la Norvège, que l'Italie et que l'Angleterre. Mais nous avons été touchés, et la C.G.T. a été touchée comme toutes nos autres compagnies de navigation. Et une des raisons pour lesquelles elle a été précisément plus touchée que d'autres, c'est que nous avons d'autres compagnies de navigation qui sont subventionnées et que l'Etat a commis l'imprudence - je m'excuse du mot devant mes prédécesseurs - de garantir contre le déficit.

M. HENRY BERENGER. C'est tout à fait exact, nous l'avons dit souvent ici.

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Donc, première cause, le malheur des temps. Seconde cause : gestion insuffisante de la Compagnie. Je l'ai indiqué dans la première partie de mon exposé.

D'abord, on a payé des dividendes trop élevés. Ils se sont montés de 10 à 15 p.100 pendant une dizaine d'années.

M. LEON PERRIER. Jusqu'à quelle année ?

M. SCHRAMECK. Pourquoi ? Pour faire des emprunts obligataires avantageux, ou pour augmenter les paiements ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. L'Etat à ce moment versait une subvention minime. Je pourrai vous indiquer ce qui a été ~~payé~~ payé exactement année par année, de 1917 à 1929.

M. LEON PERRIER. Jusqu'à quelle année a-t-on payé ces dividendes, exactement ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Jusqu'en 1929.

Voici les chiffres totaux :

En 1917, 4 millions; en 1918 8 millions; en 1919 millions; en 1920 14 millions; en 1921 8 millions; en 1926 16 millions, en 1927 18 millions; en 1928 23 millions; en 1929 16 millions.

M. BIENVENU MARTIN. Alors, le Gouvernement subventionnait largement ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Non, il ne subventionnait pas largement. Ces chiffres sont ceux des dividendes payés. Je ne veux pas défendre la gestion de la Compagnie. Je viens au contraire la mettre en accusation. ~~Et~~ Et, comme je l'ai dit, les fautes de la Compagnie expliquent pourquoi je lui ai enjoint de démissionner l'ancien conseil d'administration.

M. LEON PERRIER. J'aborde une seconde question. Vous mettez dans le projet de loi que les actions de l'Etat pourront atteindre 35 p.100 du montant total des voix. Par conséquent la gestion va rester entre les mains de la Compagnie. Qui garantit que cette gestion sera meilleure demain qu'hier ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. L'histoire des sociétés nous apprend que, lorsqu'un porteur a en mains 35 p.100 des voix, il est ^{le}/maître, d'autant que les autres actions sont divisées à l'infini

M. SCHRAMECK. Maintenez-vous les actions à vote plural ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Nous les maintenons; et, au cas où le projet supprimant les actions à vote plural serait adopté, nous demanderions qu'un article spécial fasse exception, soit pour toutes les entreprises où l'Etat détient des actions à vote plural, soit spécialement pour la C.G.T.

M. SCHRAMECK. C'est l'Etat qui les détiendra ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Oui, et c'est par là qu'il maintiendra son contrôle. Vous voyez que ce n'est pas illusoire. Quand une assemblée générale se tiendra, les administrateurs qui seront nommés seront ceux qui seront agréés par le Gouvernement. Il en a été nommé sept; il en reste à nommer neuf. Ces neuf seront nommés avec l'agrément du Gouvernement.

M. LEON PERRIER. Ainsi, vous pensez qu'avec 35 p.100 de représentation au sein des assemblées générales, vous avez en fait le contrôle assuré de la société ?

M. SCHRAMECK. Comptez-vous 35 p.100, actions à vote plural comprises ?

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Sans ces actions, au cas où le vote plural disparaîtrait. En comptant le vote plural, nous avons 43 p.100 des voix.

M. ANATOLE MANCEAU. Je comprends, vous avez des administrateurs choisis par l'Etat....

M. LE MINISTRE. Agréés.

M. ANATOLE MANCEAU. Mais vous savez comme moi que, dans un conseil d'administration, les administrateurs suivent les directives de deux personnes : le président du conseil d'ad-

ministration et l'administrateur-délégué. Je ne vois pas dans votre projet que l'Etat se réserve le droit de faire choisir le président du Conseil d'administration ou, à défaut, l'administrateur délégué parmi les administrateurs ~~agx~~ agréés par l'Etat. J'aurais voulu voir cela, c'est une garantie.

M. HENRI ROY. Il y a le contrôle des commissaires.

M. ANATOLE MANCEAU. Le contrôle des commissaires est bien secondaire dans ces administrations.

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE. Etant donné les pouvoirs de l'Etat, les 43 p.100 des voix qu'il a et les 35 p.100 qui lui resteraient encore si les actions à vote plural étaient supprimées, je crois que la garantie est suffisante pour que le président du conseil d'administration et l'administrateur délégué ne soient pas nommés sans son agrément.

Pour le moment, l'administrateur délégué est nommé : c'est le directeur général M. Cangardel. Je tiens à dire que jusqu'à présent nous avons toute satisfaction. Nous n'avons pas nommé de président du conseil d'administration. M. le Président du Conseil avait demandé à M. Germain Martin d'accepter la présidence du conseil d'administration. M. Germain Martin a travaillé comme s'il était président du conseil d'administration. Il était d'ailleurs président de la commission d'études, et il s'est occupé de l'affaire ~~xxxx~~ d'une façon tout à fait gracieuse, avec un zèle dont je lui suis reconnaissant. Mais, pour des raisons de convenance personnelle, étant donné qu'il veut conserver son mandat politique, il a décliné l'offre que nous faisons. Nous l'avons regretté, et pour l'instant nous n'avons pas nommé de président du conseil d'administration. Nous croyons préférable, vis-à-vis du Parlement, d'attendre que le projet soit entièrement voté pour compléter ce conseil d'administration.

Il a jusqu'à présent un vice-président M. Dautry, un administrateur délégué M. Cangardel, et les autres administrateurs que j'ai nommés. J'ai tenu à faire représenter d'une part l'armement, les grandes compagnies. On n'aurait pas compris que l'armement ne soit pas représenté, - et d'autre part nous avons pris des hommes comme MM. Dautry, Cangardel et Fould.

D'autre part, nous avons pris des hommes comme M. Dautry, Cangardel et Fould.

~~Mxxkxxk~~

M. LE GENERAL STUHL.- Vous avez dit, Monsieur le Ministre, que la Compagnie avait distribué pendant quelques années de larges dividendes. D'autre part, vous avez envisagé les subventions de l'Etat beaucoup plus importantes qu'autrefois. C'est, je crois, nécessaire. Jusqu'à quel point irez-vous ? Nous le verrons dans la suite. Mais si vous donnez de fortes subventions et si les affaires reprennent, les intérêts des actionnaires recommenceront à être répartis. On reprendra de nouveau la distribution des dividendes qui aura pu se faire grâce aux subventions.

Ne prévoyez-vous pas une autre manière de procéder qui permette de laisser les actionnaires faire pénitence pendant quelque temps, car ils ont touché de gros dividendes pendant de longues années.

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE.- Je suis de votre avis. Nous entendons dire, dans un de nos projets, que les dividendes ne seront servis aux actionnaire que le jour où les avances de l'Etat auront été intégralement remboursées.

Je vous remercie d'avoir posé la question.

M. HENRI ROY.- Je fais remarquer à M. Manceau que l'Etat disposant de 35% au minimum et

vraisemblablement de 43%, si nous conservons les actions à vote plural dans la Société, l'Etat en est réellement le maître. D'autre part, les Commissaires dont il a parlé ne sont pas les Commissaires aux comptes. Ils sont nommés par le Gouvernement et ils ont le droit d'assister à toutes les réunions du Conseil d'administration. Ils peuvent s'opposer à toute résolution qui leur paraîtrait contraire à l'intérêt de l'Etat. Ce sont des dispositions analogues à celles qui figurent dans le contrat passé avec la Compagnie des Pétroles.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Seulement, d'après notre texte, ces Commissaires n'ont que des pouvoirs provisoires.

M. HENRI ROY.- Nous verrons. En tout cas, il faut les maintenir à titre provisoire.

M. FARJON.- M. le Ministre nous a parlé des hôtels nord-africains, source de grosses charges pour la Compagnie. Leur création a été pourtant fort heureuse; elle a permis le développement du tourisme dans l'Afrique du Nord. Que deviendra cette organisation lorsqu'elle sera séparée de la Compagnie. L'affaire va-t-elle subsister ?

M. LE MINISTRE.- L'Algérie, un des plus beaux hôtels de la Compagnie, à Alger, a été vendu. En effet, dans cette ville, il y a beaucoup d'hôtels assez confortables pour que l'exploitation de l'Algeria ne s'impose pas. Au contraire, au Maroc, notamment, d'autres hôtels subsisteront. Des précautions sont prises pour que ne se reproduisent plus ces pertes occasionnées à la Compagnie transatlantique. L'idée de M. dal Piaz était excellente. Ces bateaux doivent transporter des marchandises, des passagers surtout, qui sont des touristes. Pour avoir des touristes, il est nécessaire de les loger convenablement. Seulement, on a prévu trop beau: il y avait là un peu de mégalomanie.

M. BERENGER.- La Transatlantique est faite pour transporter des voyageurs et non pour les héberger dans des hôtels. Aujourd'hui, il n'y a plus de touristes, mais il y a les hôtels.

M. FARJON.- Dans la réorganisation projetée, un certain nombre de lignes seront modifiées.

M. LE MINISTRE.- L'aménagement des lignes et leur réorganisation restent en dehors du projet en discussion. C'est là une affaire d'administration. Il y aura des remaniements et des suppressions de lignes et je ne veux pas procéder à ces suppressions

de lignes sans avoir mis au courant les Commissions de la Chambre et du Sénat. Cela touche à trop d'intérêts. Je tâcherai de vous prouver à ce moment-là que certaines compressions, que je déplore, sont rendues nécessaires. Il faudra choisir entre des Compagnies qui se tiennent, qui peuvent marcher, ou bien faire naviguer des bateaux vides en perdant de l'argent. Je me suis attaché, comme ministre de la Marine marchande, à maintenir nos grandes Compagnies de navigation et à demander au Parlement l'effort nécessaire.

Mais le prestige d'un pays ne tient pas seulement au fait de promener le pavillon national sur des bâtiments vides, il tient surtout à la bonne gestion de ses finances. C'est cela qui nous vaut de surnager au milieu des autres pays qui s'écroulent.

M. FARJON.- Ces 321 millions d'échéances étaient pour 1931 ?

M. LE MINISTRE.- Les dépenses de premier établissement étaient pour 1931. On ne saurait trop s'élever contre une pareille gestion d'une Compagnie qui laisse accumuler toutes ses échéances sur la même année.

M. FARJON.- Et les 120 millions de déficit ?

M. LE MINISTRE.- Ceci concerne l'exploitation et ~~xx~~ non le premier établissement.

Mes avances et mes subventions ont été prévues largement.

M. FARJON.- 160 millions, 40 millions, 25 et 35 millions d'autre part, cela fait 260 millions. Cette somme constitue l'allègement des charges pour cette année.

M. LE MINISTRE.- Plus 141 millions de moratoire de Penhoet.

L'emprunt de 160 millions dont nous vous demandons de voter la garantie s'ajoutera aux 40 millions. Cet emprunt a pour but de payer des dépenses de premier établissement et une certaine partie du déficit d'exploitation.

M. REBOUL.- J'ai été frappé au moment du lancement de " l'Ile de France " de voir dans les journaux la description de la prodigalité de luxe et l'énumération des dépenses formidables qu'avaient nécessitées ces bateaux. Je comprends qu'avec un pareil luxe, certains de ces bateaux étaient dans l'impossibilité de faire un voyage avec bénéfice. Voilà une des causes du déficit d'exploitation. Jamais les recettes d'un voyage n'amortiront les dépenses de traversée.

Il y a là, je le sais, une question de prestige devant laquelle nous ne devons pas rester insensibles. Cependant, devons-nous laisser une Compagnie faire des dépenses aussi somptuaires, lorsqu'elle recourt à nous.

L'observation

M. LE MINISTRE.- ~~Exposition~~ de M. Re-

boul me permet de répondre à des questions qui me sont posées sans cesse. On s'élève contre le luxe de certains de ces paquebots qui desservent nos lignes impériales. C'est malheureusement une nécessité; ce n'est pas seulement une question de prestige. Nos lignes seraient complètement désertées si en face des magnifiques navires allemands, " l'Europa " et le " Bremen " en face des navires de la " Cunard Line " , des navires italiens qui vont être lancés tels que le " Conte di Savoia " et le " Rex ", nous n'avions pas des navires similaires d'un luxe égal, mais où, en plus, l'on trouve cette cuisine qui constitue une supériorité sur les autres. " L'Ile de France " est surtout un bâtiment de grand confort, aussi les Américains le préfèrent-ils aux bâtiments similaires étrangers.

M. HENRY BERENGER.- En êtes-vous bien sûr ?

M. LE MINISTRE.- Non seulement ce bâtiment n'a pas été une perte, mais il a été la principale source de nos bénéfices dans les années passées. Il a coûté 206 millions - aujourd'hui ce serait 400 millions- Pendant les années normales, tous frais déduits, et les charges de l'amortissement payés, il a rapporté net 60 millions par an.

M. SCHRAMECK.- Il y a un autre navire en construction. Que compte-t-on en faire ? Etant donné que ce bateau doit entraîner de lourdes dépenses, sait-on

si on le construira ou non ou bien si on le transformera de manière à en tirer un parti quelconque, mais à moins de frais.

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE.-

C'est la question du " Super Ile de France ". La construction de l' " Ile de France " a été commencée sous un autre Gouvernement. S'il y avait donc des griefs à adresser, on ne pourrait le faire au ministre actuel. Cependant, si un grief doit aller à un de mes prédécesseurs, je me permettrais d'invoquer la solidarité ministérielle et de prendre sa défense. Ce n'est pas une erreur d'avoir mis en chantier le " Super Ile de France " et cela pour les raisons que j'ai données tout à l'heure en ce qui concerne " l'Ile de France ". Les étrangers ont mis en service des bâtiments supérieurs à " l'Ile de France " . " L'Europa " et le " Bremen " sont des navires de 52.000 tonneaux et filant 27 noeuds; le " Conte di Savoia " et le " Rex " font 55.000 tonneaux et environ 28 noeuds. ~~C'est le~~
mis
~~fix~~ Un bâtiment en construction par la Cunard Line dépassera le " Super Ile de France ", lequel doit être de 58.400 tonneaux, alors que le bâtiment de la Cunard atteindra 70.000 tonnes. ~~De quelle façon~~

De quelle façon la construction du " Super Ile de France " sera-t-elle financée ? Aux termes de la nouvelle convention et de l'avenant du 23 juin 1923, l'Etat prend à sa charge la garantie d'intérêt des emprunts. Ces emprunts sont faits à la Caisse des dépôts et Consignations à 20%. L'amortissement est entièrement à la charge de la Compagnie. Le maximum

du versement de l'Etat sera d'environ 11 millions par an, amortissement compris.

Tel est le financement du bâtiment.

Je répète que tout ceci est en dehors du projet qui nous occupe.

M. SCHRAMECK.- Ceci est indépendant des dépenses que pourrait faire la Compagnie.

M. LE MINISTRE.- En cas de déficit.

M. SCHRAMECK.- Mais si nous nous retrouvions dans une période de prospérité, la Compagnie vous rembourserait.

M. LE MINISTRE.- La période actuelle est épouvantable au point de vue économique. Nous pouvons cependant espérer que les choses iront en s'améliorant. Si elles vont mal, ce ne sera pas seulement à la Transatlantique qui s'écroulera, mais toutes les Compagnies.

M. PIERRE ROBERT.- M. le Président nous a parlé du projet consistant à faire un " Super Ile de France " de 800 millions. Si nous entrons dans cette voie, le jour où la Cunard Line mettra en chantier un bateau de 2 milliards, devrons-nous la suivre ?

Ne pourrait-on prendre des garanties pour que la Compagnie que nous aidons ne se livre pas à des constructions par trop somptuaires?

M. LE MINISTRE.- Je suis allé au-devant de votre préoccupation. Tout à l'heure dans mon exposé, j'ai dit que le Gouvernement ne pense pas que son devoir est seulement de renflouer la Compagnie, mais qu'il consiste à montrer le chemin aux autres pays et à les orienter vers une sorte de Washington de l'armement du commerce, autrement on s'en ira à des folies. Comme le disait votre Président, *il* ne restera plus, après cela qu'à faire voyager les continents.

Il n'y a pas seulement à se préoccuper de ces énormes constructions; il faudrait envisager les ports, les dragages, les bassins de radoub. J'ai été heureux, à ce point de vue, de rencontrer du côté des Américains et du côté de la Commission franco-allemande un accord très favorable.

M. HENRY BERENGER.- Il faut savoir quelle politique nous allons suivre. On a parlé du " Bremen ". Qui l'a payé ? Ce sont les Américains et les Anglais qui ont subventionné les Allemands et ce sont les Français qui ont subventionné les Anglais. Donc, c'est la Banque de France qui a payé une partie du " Bremen ". De même pour la Cunard Line. Il existe une sorte de consortium international qui se sert du budget pour faire la course à la ruine.

Aujourd'hui, nous n'avons pas le moyen d'assurer nos transports commerciaux. Cependant, on fait une politique de magnificence, de mégalomanie, aussi bien que pour les hôtels dont on parlait, et ces navires splendides qui servent à des milliardaires. Cependant, le transport de nos produits agricoles et le mouvement commercial de la modeste France, de celle qui a fait son

bas de laine, n'existent plus; tout cela à cause^z de la mégalomanie des administrateurs des grandes Compagnies de tous les pays.

M. Pierre Robert a bien posé le problème. Je veux savoir quelle est la politique du Gouvernement.

M. le Ministre nous dit: Je vais essayer un Washington international de l'armement commercial. Il y aurait quelque chose aussi à faire: ce serait de savoir si on les subventionne indirectement ou non. Tout cet argent français qui va en Angleterre ou en Allemagne, c'est une saignée faite à notre épargne. Y a-t-il une politique cohérente du Gouvernement ? M. Pierre Laval nous a parlé avec admiration de ces navires et il a envisagé un " Super Ile de France " de 800 millions. Ce n'est pas là la politique de la France. Elle doit être non pas une politique terre à terre, mais une politique de mer à mer.

M. LE MINISTRE.- Il faut distinguer deux questions: En premier lieu, celle de nos constructions et celle des constructions des bâtiments étrangers. Ceux-ci, dit M. Bérenger, seraient indirectement subventionnés par nous.

M. HENRY BERENGER.- Ce n'est pas douteux.

M. LE MINISTRE.- Pour la première question, celle de nos propres bâtiments, je me suis expliqué. Aussi longtemps que les étrangers construiront ces navires, nous serons obligés, comme on dit, de tenir le coup, ou

bien les passagers étrangers n'iront pas chez nous. Au Havre, il vient des navires magnifiques, appartenant à des Compagnies étrangères. Ils ont même une gare splendide, bien mieux organisée que celle de la Transatlantique. Cette gare étrangère a un splendide salon d'attente.

Cherbourg est devenu un grand port d'escale pour les Compagnies étrangères. Nous sommes donc obligés, tant que nous n'aurons pas réalisé cette entente, qui n'est pas un rêve, car je la ferai aboutir, je l'espère, et avec plus de facilité que le Washington de la marine de guerre, car là il n'y a pas en cause, la vie des Etats, leur prestige, leurs ambitions, etc..., nous sommes donc obligés, dis-je, de nous maintenir au niveau, tout au moins, des autres nations. En ce qui concerne l'accord que j'envisage, il n'est pas un vain projet; je m'y attelle de toutes mes forces.

Quant à l'autre question, je veux parler de cet argent qui serait venu de France, de la Banque de France et qui servirait à subventionner des Compagnies étrangères qui tentent de nous concurrencer, je remercie M. l'Ambassadeur de sa suggestion. Je la transmettrai à mon collègue des Finances, M. Flandin, et je lui demanderai de prendre les renseignements nécessaires; j'en parlerai également à M. le Président du Conseil car il y a là une question essentiellement d'ordre gouvernemental, de manière qu'ils avisent au moyen d'arrêter cette hémorragie. Je tiendrai, je le

répète, le plus grand compte de sa suggestion.

M. LE PRESIDENT.- Permettez-moi de préciser la position à laquelle vos explications viennent de nous conduire. Nous aurons à rechercher si nous devons rapporter de suite devant le Sénat le projet dont nous sommes saisis, qui est partiel ou fragmentaire, ou bien si, au contraire, nous ne devons pas attendre d'être renseignés complètement sur la situation de la Compagnie, pour le voter.

Y a-t-il indiscretion à nous demander si vous savez à peu près quelles sont les garanties supplémentaires qui, au-delà de 1931, pèseront sur la Compagnie et rendront nécessaire une nouvelle intervention du Trésor et de l'Etat.

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE.- Il faut distinguer deux ordres de choses. D'une part, l'exploitation, et, d'autre part, le premier établissement.

L'exploitation: Il sera nécessaire de réviser les deux conventions des Antilles et de New-York. La convention des Antilles nous obligera à aller jusqu'à une subvention de 26 millions et la convention de New-York exigera une subvention de 30 millions. Il sera, d'autre part, nécessaire d'envisager des avances remboursables et non plus des subventions.

M. LE PRESIDENT.- Avances nécessaires pour faire face aux échéances de la Compagnie.

M. LE MINISTRE.- Non, au déficit d'exploitation. Parce que, tout en restant optimiste sur l'avenir de l'ensemble du pays, comme de la Compagnie, cependant il faut se montrer prudent. Je pense que peut-être en 1932, 1933, ou même 1934, nous souffrirons encore de ce régime de dépression économique.

~~Extrême~~ La prudence commande d'assurer la Compagnie que, pendant ces quatre années au moins, nous lui viendrons en aide sous forme de ces avances qui seront évidemment remboursables. Elles le seront, étant donné qu'on ne servira pas aux actionnaires un seul centime de dividende tant que ces avances n'auront pas été remboursées.

M. LE PRESIDENT.- A combien évaluez-vous les sacrifices supplémentaires, tant à fonds perdu que remboursables ?

M. LE MINISTRE.- Je préfère que l'on m'accuse aujourd'hui de prodigalité et que, plus tard - je ne serai plus ministre - ^(ne) on vienne ^(pas) m'accuser d'avoir fait des prévisions insuffisantes. Car si je ne suis plus au Ministère, vous pourrez toujours me trouver dans les couloirs. Il faut donc chiffrer au grand maximum le sacrifice à 140 millions par an dans les années qui vont venir, tout compris. Je ^{veux} parler du déficit d'exploitation de la Compagnie, uniquement.

Ensuite, il y a les dépenses de premier établissement.

M. LE PRESIDENT.- Je voudrais faire un bloc de tout cela.

M. LE MINISTRE.- Les dépenses d'exploitation, nous y faisons face par la révision des conventions, par les avances remboursables et par une subvention postale que la Compagnie n'a jamais reçue jusqu'ici.

A ce propos, je vous fais observer que tout à l'heure on parlait de ces larges subventions dont la Compagnie profitait. On lui devait, pour le service postal, 4 millions en tout, ~~maintenant qu'elle a~~ ~~fait le transport des correspondances~~ Et elle assurait même le service du transport des correspondances entre la France et l'Amérique, gratuitement. Maintenant ...

M. MANCEAU.- La Cunard Line, il ya 35 ans, touchait 25 millions pour le service postal.

M. LE MINISTRE.- Et la Compagnie générale transatlantique, O. Il faudra lui donner 10 millions: c'est ce qu'elle demande.

M. LE PRESIDENT.- Nous disons donc, 140 millions pour les dépenses d'exploitation.

M. LE MINISTRE.- Dépenses de premier établissement: Pour 1932 - mais nous nous permettons de penser que jusqu'au 1er juillet 1933 il y aura à faire face à des échéances de premier établissement -

ces dépenses s'élèveront à 200 millions. Pour y faire face, dans mon esprit, on devra recourir à l'émission d'obligations.

M. LE PRESIDENT.- Ensuite.

M. LE MINISTRE.- Il y aura le moratoire de Penhoet, qui devra être remboursé en 1933. Cela représente 155 millions, intérêts compris. En 1934: nous tombons; je ne vois plus que 19 millions. En 1935, cinq millions.

M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie sur ce point.

Sommes-nous maintenant bien d'accord sur la nature de l'opération faite pendant les vacances. Le projet nous demandait la garantie en intérêts et amortissement d'un emprunt de 160 millions. Ce projet n'a pas été voté et l'emprunt n'est pas réalisé. Vous auriez, par une procédure dont nous aurons à parler, pris un décret autorisant une avance de 160 millions, sauf à régulariser. L'avance a été faite.

Nous comprenons que lorsque le projet aura été voté, les fonds provenant de l'emprunt auront pour but de permettre le remboursement au Trésor de ces 160 millions. Si nous retenons le projet, que se passera-t-il ? Tout à l'heure, vous paraissiez envisager sans difficulté, que nous pouvions réserver le vote du Sénat pour le moment où la situation de la Compagnie
serait bien établie.

Ceci prendra quelques mois, peut-être un semestre. Que se passera-t-il dans l'intervalle ?

M. LE MARINE DE LA MARINE MARCHANDE.-
Il y aura une avance à régulariser.

M. LE PRESIDENT.- L'avance à régulariser est de trésorerie. Vous la ferez couvrir par le budget.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Dans un collectif.

M. LE MINISTRE DE LA MARINE MARCHANDE.-
Nous n'avons pas envisagé cela. Nous pensions que le Sénat voterait le projet.

M. HENRY BERENGER. - Vous avez le Conseil d'Etat avec vous, gardez-le.

M. LE PRESIDENT.- Nous sommes bien d'accord sur les conséquences si le projet n'est pas voté ou s'il est voté.

M. HENRY BERENGER.- Une question.

Nous n'avons presque rien de la Chambre sur ce projet. Il y a simplement un avis de M. Régis qui comporte trois pages; mais il n'y a pas de rapport au fond.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il y a un rapport de M. Candace qui n'a pas été imprimé.

M. LE MINISTRE.- Je laisse ici quelque chose de beaucoup plus important que tous les rapports qui pourraient venir de la Chambre, c'est l'étude complète de la Commission présidée par M. Germain Martin. Après sa lecture, il est impossible de ne pas connaître complètement toute la situation que j'ai imparfaitement résumée devant vous.

M. LE PRESIDENT.- Nous vous remercions, Monsieur le Ministre, de vos explications et du dépôt de ces documents.

(M. le Ministre de la Marine Marchande se retire à 16 heures 30.)

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT .- Nous venons d'entendre M. le Ministre des Travaux Publics au sujet du projet relatif à l'aménagement de l'estuaire de la Seine et M. le Ministre de la Marine Marchande sur le projet de loi relatif à l'emprunt de 160 millions de la Cie Générale Transatlantique , la Commission entend-elle engager aujourd'hui la discussion de ces deux projets ?

Je rappelle que le projet relatif à l'aménagement de l'estuaire de la Seine a déjà été étudié avant la clôture de la session ordinaire.

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.- Je crois que les explications que vient de nous donner M. le Ministre et le nouveau texte qu'il propose sont de nature à donner tous apaisements aux inquiétudes qui s'étaient manifestées précédemment , lors du premier examen du projet. Je propose donc à la Commission de m'autoriser à déposer un rapport favorable au nouveau texte sous la réserve bien entendu que la preuve de l'engagement formel de la Chambre de Commerce de Rouen dont a parlé tout à l'heure M. le Ministre, me sera apportée avant la discussion.

M. HENRY CHERON.- L'accord de la Chambre de Commerce de Rouen n'est pas douteux.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pour dégager la responsabilité de la Commission, je demande que mon dossier soit complété par une preuve écrite de cet engagement.

Sous la réserve indiquée par M. le Rapporteur Général, le projet de loi est adopté.

M. LE PRESIDENT.- Allons-nous discuter le projet relatif à l'emprunt de la Cie Transatlantique ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL...

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je demande un ajournement de cette discussion pour me permettre d'étudier le rapport de la Commission de Contrôle qui vient seulement de m'être communiqué par M. le Ministre .

La discussion de ce projet est ajourné à une séance ultérieure.

SUBVENTION A L'UNIVERSITE DE LILLE.

M. LE PRESIDENT .- L'ordre du jour appelle l'examen pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'attribution à l'Université de Lille, d'une subvention destinée à l'acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis et à la construction de bâtiments à l'usage de l'Institut français du Royaume-Unis à Londres et portant ouverture au Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 2.500.000 frs à titre de subvention à ladite Université.

M. JEAN PHILIP, Rapporteur, donne lecture de son rapport qui est adopté.

PARTICIPATION DE LA FRANCE A TROIS GRANDES
OPERATIONS SCIENTIFIQUES.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts à participer aux frais des trois grandes opérations scientifiques, envisagées en 1932 et 1933.....

et 1933 , année polaire 1932-1933, éclipse totale de soleil de 1932, détermination des longitudes mondiales en 1933 et portant ouverture des crédits afférents à cette participation .

M. JEAN PHILIP, Rapporteur, donne lecture de son Rapport qui est adopté.

DOMMAGES DE GUERRE EN ALSACE ET LORRAINE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. LUGOL sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre le bénéfice de la loi du 17 Avril 1919 à plusieurs catégories de sinistrés alsaciens et lorrains

M. ANDRE LEBERT, Rapporteur, donne lecture de son avis qui est adopté.

MONOPOLE DE L'ALCOOL INDUSTRIEL.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle une communication de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés instituant le monopole de l'alcool industriel.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Depuis l'adoption de mon avis sur le projet de loi instituant le monopole de l'alcool industriel , M. TOURNAN a déposé en Juin un rapport supplémentaire présentant un texte nouveau. D'autre part', la loi sur la viticulture contient plusieurs dispositions modifiant le régime de l'alcool . Dans ces conditions, je considère qu'il est nécessaire de modifier les termes de mon avis et, pour vous permettre de vous prononcer sur ces modifications, je vous ferai parvenir une épreuve de mon

texte

texte. La Commission sera appelée à en délibérer ultérieurement.

La séance est levée à 16 heures 35 .

Le PRESIDENT de la COMMISSION des FINANCES:

J. Jouvenot

COMMISSION DES FINANCES

Séance du MERCREDI 25 Novembre 1931.-

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. JEANNENET, Vice-Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. GARDEY. BERENG ER. PHILIP.
FARJON. STUHL. BETOULLE. CUMINAL.
REGNIER. BRARD. BIENVENU-MARTIN. VALADIER.
LEON PERRIER. BLAIGNAN. CAILLAUX. FRANCOIS
SAINT-MAUR. ANDRE LEBERT. ARMBRUSTER.
SCHRAMECK. HENRY CHERON. ALBERT MAHIEU.
MILAN.

INCIDENT

M. BIENVENU-MARTIN.- Lors de la dernière réunion de la Gauche Démocratique, certains membres du groupe ont protesté contre la tendance qu'aurait la Commission des Finances à réclamer que lui soient renvoyés, pour examen au fond, des projets qui, normalement relèveraient de l'examen des Commissions techniques. Et de citer le projet sur le renflouement de la Transatlantique et le projet relatif à l'outillage national qui, normalement ont-ils dit, auraient dû être renvoyés pour examen au fond à la Commission de la Marine et à la Commission des Travaux Publics au lieu de ne leur être renvoyés que pour avis.

J'ai tâché de calmer les protestataires, mais je crois devoir vous signaler l'incident.

M. LE PRESIDENT.- Nous ne cherchons nullement à empiéter sur les attributions des autres commissions. La question qui se pose, lorsqu'un projet est déposé sur le bureau du Sénat est uniquement de savoir quelle est la caractéristique dominante de ce projet.....

~~projet qui, normalement, relèverait de l'examen des Commissions techniques~~

projet . Si le caractère financier l'emporte sur le caractère technique et politique, nous avons non seulement le droit, mais le devoir de réclamer le renvoi du projet, pour examen au fond, à la Commission des finances, sans d'ailleurs nous opposer à ce qu'il soit renvoyé pour avis à la ou aux commissions techniques compétentes.

Dans le cas contraire, nous sommes les premiers à demander le renvoi au fond à ces Commissions. Je ne veux citer pour exemple que le projet d'emprunt pour le Cameroun qui nous avait été renvoyé d'office par la Présidence du Sénat et dont nous avons consenti bien volontiers à nous dessaisir au profit de la Commission des Colonies. Mais dans le cas du projet de renflouement de la Transatlantique il est bien évident que c'est l'aspect financier du problème qui est essentiel. Nous ne saurions donc accepter de nous en dessaisir au profit de la Commission de la Marine.

M LEON PERRIER.- Il en doit être de même pour le projet d'outillage national. Quand la première tranche de ce projet fut soumise au Sénat, elle fut renvoyée pour examen au fond à la Commission des finances et la Commission des Travaux Publics n'en fut saisie que pour avis.

CONSTRUCTION DE DIVERS HÔTELS DIPLOMATIQUES

M. LE PRÉSIDENT. - L'incident est clos, L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères des crédits nécessaires : 1° à l'achat et à l'installation d'hôtels diplomatiques à Varsovie, Budapest et Oslo; 2° à l'achat d'un terrain destiné à la construction ultérieure d'un hôtel diplomatique à Ottawa.

M. HENRY BERENGER.....

M. HENRY BERENGER, Rapporteur Spécial donne lecture d'un rapport concluant à l'adoption de ce projet dont il souligne l'intérêt car il importe que la représentation de la France dans le monde soit à la hauteur de celle des grandes puissances comme l'Allemagne, l'Angleterre.

M. CAILLAUX sans s'opposer au principe même des dépenses envisagées, fait observer qu'il est de mauvaise méthode d'ouvrir, à l'époque tardive de l'année où nous sommes, des crédits pour travaux de construction et d'installation crédits dont il est de toute évidence qu'ils ne pourront être engagés sur l'exercice en cours.

M. LE PRESIDENT s'associe à cette observation et demande à M. le Rapporteur Spécial de la mentionner dans son rapport.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL déclare qu'il le fera bien volontiers.

Les conclusions du rapporteur sont adoptées.

EMPRUNT DE LA COMMISSION DU DANUBE

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi autorisant le ministre des Finances à accorder la garantie de l'Etat et l'exonération fiscale à la tranche française de l'emprunt de 8.500.000 Frs suisses que la Commission européenne du Danube se propose de contracter.

M. HENRY BERENGER, Rapporteur Spécial donne lecture d'un rapport concluant à l'adoption de ce projet.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Quelles seront les exemptions fiscales dont bénéficieront les titres de l'emprunt que l'on se propose d'émettre ?

M. CAILLAUX.....

M. CAILLAUX.- On suivra sans doute la même règle que pour les rentes sur l'Etat, c'est-à-dire que les coupons des titres seront exemptés de l'impôt cédulaire mais non de l'impôt global.

M. FRANÇOIS SAINT MAUR.- Cet emprunt constituera un placement avantageux. Comment sera-t-il émis ? J'espère qu'il ne le sera pas uniquement au bénéfice de la banque émettrice.

M. CAILLAUX.- Etant donné son montant très faible je pense qu'il ne fera pas l'objet d'une émission publique et que l'Etat se bornera à le faire souscrire par la Caisse des Dépôts et Consignations.

M. LE PRESIDENT.- M. le Rapporteur voudra bien s'assurer que les titres émis ne bénéficieront pas d'autres exemptions fiscales que celles qui sont de droit commun pour les rentes françaises.

Les conclusions du rapporteur sont adoptées.

Sur le rapport de M. HENRY BERENGER, la Commission adopte le projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant approbation des avenants à la convention et au cahier des charges du 18 mars 1914, relatifs à la concession du chemin de fer de Tanger à Fez et autorisant le Commissaire Résident général de la République française au Maroc à conclure avec la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fez, sous réserve de l'approbation du Ministre des Finances et, en ce qui concerne les zones espagnoles et tangéroise du Maroc, d'accord avec les autorités de ces zones, tous avenants portant modification aux tarifs insérés à l'avenant au cahier des charges susvisé, ainsi qu'aux conditions d'application de ces tarifs et aux imputations prévues par l'avenant à la convention pour les approvisionnements, le fonds de roulement et le fonds de réserve.

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. SARI sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, créant une caisse d'avances aux départements et aux communes pour le perfectionnement de l'outillage national, départemental et communal,

M. SCHRAMECK, Rapporteur Spécial.- Le Gouvernement a saisi le Sénat de ce projet, à la veille de la clôture de la session ordinaire. Et il exprimait le désir qu'il fût voté immédiatement sur de simples rapports verbaux lus à la tribune.

La question nous ayant paru mériter un examen approfondi, nous ne pûmes déférer au désir du Gouvernement et cet examen fût renvoyé à la rentrée. Dès le jour de celle-ci, soit le 12 Novembre, nous fûmes mis en possession du rapport de M. SARI, au nom de la Commission d'administration générale, départementale et communale à qui le projet avait été renvoyé pour examen au fond. Ce rapport concluait à l'adoption sous réserve de diverses modifications. J'en entrepris immédiatement l'étude et je suis en mesure, aujourd'hui 25 Novembre, de vous faire connaître mes conclusions sur le texte proposé par la Commission d'Administration. Vous voyez donc que nous avons fait toute diligence et que l'on ne saurait accuser la Commission des Finances d'avoir retardé la mise à l'ordre du jour de ce projet.

Mais, dans l'intervalle, le Gouvernement a déposé à la Chambre un projet de loi relatif à l'outillage national et la Commission des Finances de cette Assemblée a jugé expédient d'incorporer à ce projet, les dispositions du projet précédemment voté par elle, concernant la caisse d'avances aux départements et aux communes.

Voici.....

Voici comment, d'après le compte-rendu analytique, s'exprimait hier, devant l'Assemblée, M. LAMOUREUX, Rapporteur Général :

"Le projet gouvernemental ne comportait aucune disponibilité qui permit aux collectivités locales de financer le projet, pour la part qui leur incombe. Si nous avions, à cet égard, suivi le Gouvernement, il en serait résulté une sorte de paralysie partielle du projet.

"Sans doute, le Gouvernement nous a indiqué qu'il existait un projet de caisse d'avances que la Chambre aurait voté, et qu'il allait demander au Sénat de le voter à son tour sans plus de retard. Cet engagement nous a paru insuffisant. Aussi la commission demande-t-elle que, dans le projet dont vous être saisis, soit inclus le projet de la caisse d'avances déjà voté par nous, étant bien entendu que nous conditionnons l'adoption du premier par l'adoption du second (Très bien ! très bien ! à gauche).

"Le projet de caisses d'avances que nous avons voté a été disjoint du projet STEEG par le Sénat.

"Un nouveau projet a été établi, dont le rapport a été confié à M. SARI, Sur deux points essentiels le Sénat est en désaccord avec la Chambre.

"Nous avions prévu, nous, une dotation initiale de 300 millions, dont 250 devaient permettre l'attribution d'avances à bas intérêt à des départements pauvres et à de petites communes et 50 devaient être utilisés sous la forme de bonifications d'intérêt profitant à tous les départements et communes sans aucune distinction.

"Les Commission du Sénat ont supprimé cette discrimination.....

c

discrimination et décide que les 300 millions seraient uniquement utilisés sous la forme de bonifications d'intérêt. Dans un esprit de transaction, votre commission des finances accepte, sur ce point, les vues du Sénat. Autre divergence : le Sénat s'est opposé à toute espèce de catégorisation entre départements et communes.

"Ici, notre Commission des finances ne saurait suivre le Sénat. Elle estime, en effet, que s'il n'est point tenu compte de la situation particulière des départements et communes pauvres, il est à craindre que certains grands projets, comme ceux, par exemple, du département de la Seine et de Paris, ne suffisent à épuiser, à eux seuls, même sous la forme de bonifications d'intérêt, la totalité des sommes disponibles (Applaudissements).

"C'est pourquoi la commission des finances vous demande de rétablir la catégorisation que nous avons envisagée dans le cadre des bonifications d'intérêt, suivant un système un peu complexe sur lequel je vous demande la permission de ne pas m'étendre pour l'instant."

Dans ces conditions, je me demande s'il ne serait pas préférable d'attendre que la Chambre nous ait renvoyé le projet qu'elle discute actuellement.

M. CAILLAUX.- Je crois que ce ne serait ni habile ni politique.

M. LE PRESIDENT.- Le Sénat est régulièrement saisi d'un projet voté par la Chambre; je pense qu'il convient que nous l'étudions comme c'est notre droit et notre devoir.

M. CAILLAUX.- Vous avez tout à fait raison.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.....

d

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- En quoi le texte de M. LAMOU-REUX diffère-t-il de celui voté précédemment par la Chambre ?

M. LE PRESIDENT.- Il supprime le système des avances à bas intérêt qui eût présenté l'inconvénient d'absorber presque immédiatement la dotation de la caisse et il le remplace par un système de bonifications d'intérêts. D'autre part, il divise les collectivités appelées à bénéficier de ces bonifications d'intérêts en deux catégories afin que certaines collectivités très importantes, comme la ville de Paris et le département de la Seine ne viennent pas, par des demandes massives, épuiser d'un seul coup les disponibilités de la caisse et, ce, au détriment des petites communes.

M. CAILLAUX.- Cela me semble très raisonnable. Mais sur la question de procédure, j'estime qu'il est dangereux d'inclure les dispositions relatives aux avances aux communes dans un projet aussi vaste que celui relatif à l'outillage national dont la discussion sera nécessairement longue et donnera lieu à des allées et venues entre les deux Assemblées.

M. LE PRESIDENT.- En fait, il semble bien que la Commission des Finances de la Chambre en proposant d'incorporer le projet qui nous occupe au projet d'outillage national, veuille faire pression sur le Sénat pour l'inciter à se hâter et je suis convaincu que si nous votons le projet dont nous sommes régulièrement saisis, elle n'insistera pas.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL, veuillez donner lecture de votre projet d'avis.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL donne lecture de son avis exposant l'économie du texte tel qu'il résulte des délibérations.....

tions de la Commission d'Administration et indiquant quelles sont les ressources dont bénéficiera la caisse et les charges auxquelles elle est appelée à faire face.

M. HENRY CHERON.- M. le Rapporteur vient de nous dire que la caisse d'avances aux départements et aux communes qui devient d'ailleurs plutôt une caisse chargée d'accorder des bonifications d'intérêts aux collectivités emprunteuses, recevrait une dotation provenant du produit des jeux. Mais le produit des jeux servait à faire vivre certaines œuvres sociales. Que deviendront celles-ci si on leur retire leurs ressources pour les donner à la Caisse ?

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- On ne leur retire rien. Elles continueront à recevoir, par préciput, les subventions auxquelles elles ont droit sur le produit des jeux. La Caisse d'avances aux communes ne recevra que le reliquat de ce produit, soit 48 % qui jusqu'à présent, tombait dans le budget de l'Etat.

M. HENRY CHERON.- Autre question que je me permets de vous poser en ma qualité de président de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites. Cette caisse tire une grande partie de ses ressources des prêts qu'elle consent aux départements et aux communes. A-t-elle été consultée sur le projet qui nous occupe.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Elle ne l'a pas été et elle n'avait pas à l'être. Le projet ne touche pas à ses ressources, il ne peut, au contraire que contribuer à les augmenter car les départements et les communes bénéficiant de bonifications d'intérêts recourront plus largement à l'emprunt qu'ils ne le faisaient auparavant.

M. CAILLAUX.- Je ne comprends pas le projet ou je le comprends trop. Il ne nous conduit à rien de moins qu'à nous engager à verser pendant 40 ans à la Caisse que nous créons.....

f

créons, une subvention de 30 millions. Et si l'on était sûr, encore, de ne pas dépasser ces 30 millions ! Mais qui ne voit que ces facilités d'emprunt vont constituer un encouragement pour toutes les collectivités locales à recourir à l'emprunt pour l'exécution de travaux qui ne présenteront pas toujours un caractère d'utilité incontestable. Nous institutons une prime à la dépense et au gaspillage et nous serons submergés par les demandes de bonifications d'intérêts qui surgiront de tous côtés. Le budget de l'Etat qui, en définitive, fait les frais de ces bonifications n'y résistera pas si l'on n'établit, dès maintenant, un solide barrage.

Et puis, que signifie la création de cette caisse nouvelle ? Comme si nous ne souffrions pas déjà trop de cette maladie née de la guerre qui a consisté à créer toutes sortes d'offices qui vivent des fonds du budget de l'Etat, mais dont la gestion échappe à son contrôle. Pourquoi créer une Caisse à qui, chaque année, on délèguera une subvention de 30 millions ? N'est-il pas plus clair de dire simplement : "On inscrira chaque année, au budget, une somme de 30 millions dont le montant servira à accorder des bonifications d'intérêts aux départements et aux communes qui auront recours à l'emprunt pour l'exécution de certains travaux" ?

Je vous en prie, arrêtons-nous dans la voie de ces délégations de recettes qui ne riment à rien et qui risquent de mettre un jour le budget en grave péril.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Vous avez raison, mais à côté de ces 30 millions que vous proposez d'inscrire au budget, il faudrait prévoir quelque chose qui correspondît au milliard et demi prévu pour la part des collectivités

locales.....

locales dans le plan d'outillage national.

M. CAILLAUX.- Je ne m'oppose pas à ce que l'on fasse quelque chose d'analogue d'ordre budgétaire et qu'à côté des 30 millions prévus, on inscrive un second crédit de 40 ou 50 millions représentant la charge de la part du plan d'outillage national dont doivent bénéficier les départements et les communes.

M. ANDRE LEBERT.- Ces bonifications d'intérêts vont bénéficier aux communes qui recourront à l'emprunt pour l'exécution de certains travaux; c'est très bien. Mais il est des communes qui n'ont pu attendre jusqu'au vote du présent projet pour faire exécuter certains travaux indispensables et urgents, tels que construction d'écoles, réparation de routes, etc. Ces communes ont dû emprunter à plus de 5 % soit au Crédit Foncier, soit à la Caisse des dépôts et consignations. Vont-elles bénéficier des facilités prévues à l'article 2, c'est-à-dire va-t-on leur permettre d'emprunter à taux réduit à la Caisse d'avances pour pouvoir rembourser par anticipation les emprunts onéreux qu'elles ont dû contracter et qui les grèvent lourdement ?.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.....

A)

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- NON. M. SARI , dans son rapport , s'exprime très nettement sur ce point qui a d'ailleurs fait l'objet d'un débat à la Chambre .

Le Gouvernement a pris l'engagement d'intervenir auprès de la Caisse des dépôts et du Crédit foncier pour qu'ils allègent les conditions des prêts consentis par eux aux collectivités locales . Des résultats ont été obtenus en ce qui concerne le premier de ces deux établissements mais les négociations entreprises avec le second ont échoué , le Crédit foncier ayant, en effet, fait observer que les fonds qu'il avait prêtés aux communes, il avait dû lui-même les emprunter auprès du public , à des taux élevés .

M. MILAN.- Pourtant le Crédit foncier a déjà procédé à des conversions d'emprunts et il n'a pas fait bénéficier ses propres emprunteurs des avantages qu'elles lui procuraient.

M. BETOULLE.- Comme M. CAILLAUX , j'accepte que l'on vienne en aide aux départements et aux communes au moyen de bonifications d'intérêts , mais j'estime qu'il convient de le faire par des inscriptions budgétaires sans avoir recours à la création d'organismes compliqués .

L'Administration française succombe sous le poids de ces organismes parasitesque, sous les prétextes les plus divers on a créés depuis quelques années .

Mais j'accepterais difficilement que, pour l'octroi de ces bonifications d'intérêts , on établît une discrimination entre les départements et les communes .

A quoi rime cette distinction entre communes riches et communes pauvres . Comme si telles communes réputées riches parce qu'elles ont un centime élevé n'étaient pas en réalité pauvres, plus pauvres que de toutes petites communes .

Dans

Dans la ville que j'administre , le chômage sévit. Nous avons dû voter 3.500.000 francs pour secourir les chômeurs . Mais pour payer ces secours , nous n'avons pas d'argent . J'en suis réduit à ne pas payer les fournisseurs de la ville et à surseoir au règlement d'indemnités d'expropriation.

Vous comprenez bien que cette situation ne pourra pas durer et que je vais être contraint d'emprunter pour ^{la} liquider.

Et si la crise continue , croyez-vous qu'il sera possible à une collectivité , quelle que soit sa population, de faire face à ce que je considère comme une charge sociale devant être supportée par l'Etat ?

Au surplus, les petites communes sont-elles tant à plaindre ? Elles bénéficient déjà d'une quantité de subventions auxquelles ne peuvent prétendre les grandes villes . Lorsqu'elles font des travaux d'adduction d'eau , l'Etat vient à leur aide . Pour les besoins de Limoges , j'ai fait établir un plan d'adduction d'eau qui coûtera 21 millions et pour la réalisation duquel nous ne devons compter que sur nous-mêmes.

Une ville n'est pas riche parce qu'elle est peuplée . Limoges, ville de près de 100.000 habitants , a une population presque exclusivement ouvrière et comme les deux industries qui font vivre cette population sont des industries de luxe ou de demi-luxe , nos ouvriers sont touchés par toutes les crises. Et pourtant, c'est à eux que je devrai réclamer les suppléments d'impôts que nous devons voter pour le service des emprunts que nous serons contraints d'émettre .

Cet exemple vous montre l'injustice que l'on commettrait en créant des catégories entre les communes .

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- A la proposition faite par M. CAILLAUX et qui consiste à inscrire un crédit au budget,

on

c)

on ne manquera pas d'objecter que c'est 30 millions de plus qu'il faudra inscrire chaque année et qu'au bout de 40 ans c'est 1.200 millions que l'on demandera au budget.

M. CAILLAUX .- Que vous preniez l'argent d'un côté ou de l'autre, c'est toujours la même chose .

Où je vois un danger , c'est dans l'objection soulevée par M. LEBERT , Il est à craindre, si l'on n'établit pas, dès maintenant , des règles très strictes , que les communes qui ont contracté antérieurement des emprunts onéreux ne viennent demander à émettre des emprunts bénéficiant des bonifications d'intérêts pour rembourser ces emprunts antérieurs. Si cela était possible nous arriverions à des chiffres illimités et il n'est pas de budget qui pourrait y résister .

Ceci dit, je ne méconnaiss pas que la situation des communes gravement obérées ne mérite notre sollicitude et je crois qu'il faudra , s'inspirant de l'exemple de Colbert qui fonda la dette des communes dans celle de l'Hôtel de Ville , - en arriver à fonder la dette des collectivités locales dans celle de l'Etat , c'est-à-dire substituer le crédit de l'Etat à celui de ces collectivités . Ce n'est que comme cela que l'on liquidera le passé .

M. FARJON.- Il serait regrettable d'abandonner, dans ce projet , ce qui avait trait à la Caisse d'avances proprement dite, c'est-à-dire à la dotation de 300 millions permettant de venir immédiatement en aide aux communes .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je me rallie pleinement à la proposition de M. CAILLAUX consistant à régler la question par voie budgétaire ; mais il faudra bien séparer ce qui a trait à la réalisation du plan d'outillage national, de ce qui

a

D)

a trait aux travaux d'outillage départemental et communal à effectuer dans l'avenir . Sur ces questions , je crois qu'il est nécessaire que nous entendions le Gouvernement.

M.CAILLAUX .- Parfaitement .

M. BIENVENU-MARTIN.- J'appuie la proposition faite par M. le Rapporteur Général d'entendre le Gouvernement .

Une distinction s'impose en effet entre les travaux résultant du plan d'outillage national , travaux présentant un caractère d'urgence incontestable et pour lesquels j'admets que l'Etat vienne largement et immédiatement en aide aux collectivités intéressées , et les travaux d'outillage départemental et communal . Pour ces derniers, je ne crois pas, moi non plus , qu'il soit sage de créer une caisse , car il est certain que cette création ^{les communes à emprunter} encouragera de telle sorte qu'en peu d'années les fonds de la Caisse seront dévorés et que l'Etat devra couvrir le déficit .

Pourquoi ne pas appliquer à ces travaux de caractère départemental ou communal les mêmes règles que l'on applique en matière d'adduction d'eau ou d'habitations à bon marché ?

Quant aux emprunts antérieurement contractés par les collectivités locales , auprès de la Caisse des dépôts, il ne peut être question d'obtenir de celle-ci qu'elle consente à en réduire le taux . Elle est, en effet, tenue de verser à ses propres prêteurs qui sont les caisses d'épargne et la caisse nationale des retraites un intérêt fixé à un certain taux . Comment pourrait-elle le faire si elle accordait à ses emprunteurs les adoucissements que l'on réclame pour eux ?

M. LE PRESIDENT.- Le sentiment qui me paraît se dégager des observations qui viennent d'être formulées est qu'il

convient

convient d'entendre sans retard MM. les Ministres des Finances et du Budget (Assentiment).

Nous leur dirions que la Commission ne voit pas d'intérêt à la création d'une caisse spéciale d'avances aux communes qu'elle recule devant le système proposé et qui aboutirait à imposer au budget de l'Etat des charges illimitées et enfin qu'elle reconnaît que pour les travaux dépendant du plan d'outillage national un système spécial pourrait être envisagé .

L'audition de MM. les membres du Gouvernement pourrait avoir lieu demain aussitôt après la séance du Sénat .(Assentiment).

M. CAILLAUX.- J'ai à prendre les directives de la Commission au sujet d'une demande que m'ont faite M.M. les Ministres des Colonies et des Affaires Etrangères, à propos du projet de loi sur les actions à vote plural.

Ils voudraient que nous introduisions dans le texte de ce projet une disposition permettant d'accorder, dans toutes les sociétés qui se fonderont dans les colonies, pays de protectorat et pays sous mandat, un droit de vote privilégié sans limitation du nombre de suffrages aux actions détenues par les collectivités publiques. ~~xxx~~ Mon avis est de ne pas accepter une telle disposition et de répondre au Gouvernement : "Chaque fois que vous croirez que l'intérêt public commande d'accorder un privilège sortant du droit commun aux actions que les collectivités publiques des colonies souscriront dans une société quelconque, il nous appartiendra d'en saisir le Parlement et de lui demander d'accorder ce privilège par un texte spécial (Assentiment).

Toutefois, si le Sénat passait outre à mon opposition, je vous demanderais de m'autoriser à déposer un amendement spécifiant que les sociétés en question ne pourraient jamais exercer leur activité en dehors des colonies et que l'octroi du privilège ne pourrait avoir lieu que par un décret rendu après avis conforme du Conseil d'Etat. (Assentiment).

La Séance est levée à dix sept heures dix minutes.

Le PRESIDENT de la COMMISSION DES FINANCES :

J. Scourvy

COMMISSION DES FINANCES.

Séance du JEUDI 26 Novembre 1931.-

La Séance est ouverte à 18 heures sous la présidence de
M. JEANNENEY, Vice-Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABELGARDEY. JEAN PHILIP. H
HENRY CHERON. MARCEL REGNIER. HENRI ROY.
HENRY BERENGER. MILAN. GENERAL STUHL.
BIENVENU-MARTIN. FRANCOIS SAINT-MAUR.
CAILLAUX. FOURCADE. VALADIER. ALBERT MAHIEU.
MAHIEU. SCHRAMECK. BRTOULLE. BLAIGNAN.
ANDRE LEBERT. SERRE. ALFRED BRARD. CUMINAL.
FARJON. PIERRE ROBERT.

=====

CAISSE D'AVANCES AUX COMMUNES.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'audition de
M.M. les Ministres des Finances et du Budget sur les conclusions du rapport de M. SARI sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, créant une Caisse d'avances aux départements et aux communes pour le perfectionnement de l'outillage national, départemental et communal. (N° 639 - année 31).

Il est procédé à cette audition.

M.M. P.E. FLANDIN, Ministre des Finances et PIETRI, Ministre du Budget sont introduits.

AUDITION.....

de M. R. FLANDIN, Ministre des Finances et PIETRI, Ministre du Budget.

M. LE PRESIDENT.- Messieurs les ministres, vous nous aviez demandé de faire diligence pour examiner le projet sur l'outillage national, solidaire de celui qui concerne la caisse d'avances aux communes. Nous en avons délibéré hier même. C'est pour aller plus vite que nous nous sommes permis de vous convoquer d'extrême urgence aujourd'hui.

M. LE RAPPORTEUR vous expliquera les embarras que nous avons éprouvés en présence de ce projet.

Ce projet est passé par deux phases essentielles. Tout d'abord il se présentait comme un projet de caisse d'avances, avec une dotation essentielle de 300 millions dont 250 millions, avancés par le Trésor, devaient être employés en avances proprement dites et d'autre part 50 millions ~~à employer~~ en bonifications d'intérêts. C'est un système clair, qui cependant n'a pas été accepté par la commission d'administration qui lui a substitué celui dont nous sommes saisis. Celui-ci comporte une ressource initiale de 300 millions à employer intégralement en bonifications d'intérêts. Ce n'est plus une caisse d'avances mais une ~~caisse~~ de crédit dont les ressources annuelles vont en augmentant, allant de 12 millions la première année pour ~~et~~ atteindre 130 ou 135 millions la cinquième année.

Voici la ~~difficultés~~ qui nous est apparue.

Il sera impossible d'exécuter tout de suite un volume énorme de travaux. Mettons-nous en présence de ceux qui sont inscrits dans le projet d'outillage national à la charge des collectivités locales c'est-à-dire un peu plus d'un milliard.

M. SCHRAMECK, rapporteur.- Un milliard et demi.

M. LE PRESIDENT.- Prenons une bonification moyenne d'intérêts de 3 p. 100. Ce serait 30 à 35 millions à employer la première année. Si l'opération doit se continuer suivant ce rythme puisque le projet impose des obligations pour 40 ans, l'année suivante les ressources à employer par la caisse seront 30 ^{millions} ~~xxxix~~ de la première plus 30 ^{millions} ~~xxxix~~ de la seconde, soit 60 millions; la 3e année 90 millions; la 4e année 120 millions; la 5e année 150 millions. Si nous négligeons pour l'instant les ressources annuelles de la Caisse et que nous nous tenions à son fonds de dotation, au bout de cinq années le fonds de 300 millions sera épuisé en entier. Cependant les obligations auxquelles on aura à satisfaire dureront encore 35 ans si l'on veut continuer l'opération. D'où l'obligation pour le Trésor de venir en aide annuellement à la Caisse pour des chiffres qui deviendront énormes avec le temps, faute de quoi son fonctionnement serait arrêté.

J'ajoute une seconde considération. Comme il s'agit de simples bonifications d'intérêt, la nécessité n'est pas apparue de créer une caisse autonome de plus. Le fonctionnement normal de ce système comporterait simplement l'inscription annuelle au budget de crédits spéciaux destinés à assûer la bonification d'intérêts, calculés suivant les ressources du Trésor, sans qu'il y ait aucun autre engagement.

Voilà, Messieurs les ministres, les embarras que nous avons éprouvés et sur lesquels nous serions heureux d'avoir vos explications.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Messieurs, lorsque les premières études ont été faites nous nous trouvions en présence d'un programme d'outillage national de 5 milliards répartis sur cinq ans. On pouvait donc prévoir que les ressources de la ~~caisse~~ Caisse d'avances aux communes seraient suffisantes pour financer la part des collectivités, compte tenu du système des bonifications, en raison de l'espacement du projet sur cinq ans.

Vous savez les raisons qui nous ont conduits à accélérer le rythme des travaux d'outillage national puisque la 2e tranche actuellement en discussion devant la Chambre porte sur trois milliards de travaux ~~et~~ pour la part de l'Etat et va entraîner une participation d'un milliard et demi environ à la charge des ~~communes~~ collectivités. Il faut trouver un moyen d'aider les collectivités à supporter cette charge. Les finances départementales et communales sont dans un état tel que le simple recours à l'emprunt normal, aux conditions habituelles au Crédit foncier ou à la Caisse des dépôts ^{ne peut} ~~puisse~~ leur permettre de supporter la charge qui va leur incomber du fait du programme d'outillage national. D'accord avec la commission d'administration générale du Sénat, le Gouvernement a pensé que la Caisse d'avances ou, comme vous venez fort bien de le dire, la Caisse de crédit, devait permettre aux collectivités de contracter des emprunts qui ne représentent pas une charge trop lourde pour leur budget.

Les calculs ont été soumis à M. le rapporteur et il a été tenu compte de diverses hypothèses. Malheureusement nous sommes dans le domaine de l'hypothèse puisqu'il s'agit de ressources d'un rendement variable. Il semble que le calcul du rendement de la taxe sur les

cercles et sur le jeu, dans les casinos, qui avait été donné à M. Sari, doit être révisé d'après les résultats connus de cette année.

On peut concevoir que si la crise diminuait, le produit de ces taxes augmenterait et que les $2/3$ du prélèvement sur les sommes engagées au pari mutuel urbain pourraient subir un rythme plus rapide, mais ce serait encore une hypothèse.

Restait aussi la question de savoir comment seraient employés les 300 millions, dotation initiale prévue par le projet. Lorsque les calculs ont été donnés à M. le rapporteur nous estimions que, pour éviter le recours futur à la subvention budgétaire, ce ne sont pas les 300 millions mais les intérêts de ces 300 millions qu'on utiliserait. En fait, le conseil d'administration de la caisse plaçait les 300 millions à 5 p. 100, ce qui donnait 15 millions et ^{la possibilité/} de financer, par bonifications d'intérêts, un volume d'emprunts de 690 millions environ auxquels s'ajoutait les possibilités de financement provenant de la part ~~provenant~~ des prélèvements sur les jeux et le pari mutuel urbain.

A la commission des finances de la Chambre on m'a déjà fait observer que, surtout la première année où les travaux devront être effectués, le produit des bonifications ne permettrait qu'un financement insuffisant. Ce n'est pas certain et, quelle que soit l'activité déployée, je doute que les trois milliards de travaux puissent être fait dans l'année et encore moins effectivement payés. Il est beaucoup plus normal de prévoir que l'effort des collectivités pourrait être réparti sur deux

ans, étant donné que, la deuxième année, le montant du prélèvement sur les jeux augmente en pourcentage.

Mais ici intervient une seconde considération.

Etes-vous sûrs que, la crise ne continuant pas en 1933, ce gouvernement ou son successeur ne déposera pas une nouvelle tranche d'outillage national? Nous avons le devoir d'examiner cette hypothèse. Il est évident qu'alors l'ensemble des ressources qui avaient été prévues s'avèrerait insuffisant. C'est la raison pour laquelle nous serons amenés à nous résoudre à une formule intermédiaire et à examiner l'utilisation de la dotation nationale non plus en tant qu'intérêts produits par elle mais quant à sa répartition sur un certain nombre d'années, à la discrétion du conseil d'administration de la Caisse. C'est la raison pour laquelle - je réponds ici à l'observation faite tout à l'heure par M. le Président - je crois désirable que cette Caisse fonctionne avec une certaine indépendance. Si nous avons uniquement une dotation budgétaire il n'y aurait pas la même élasticité, en ce qui concerne la gestion des ressources, que si la caisse fonctionne avec la dotation initiale et les produits des taxes.

Telles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement préfère s'en tenir au texte établi par la commission d'administration générale du Sénat, réserve faite d'une disposition que nous ne pouvons accepter, relative au taux d'intérêt, qui ne tient aucun compte des réalités du marché et paralyserait toutes les opérations. (Marques d'approbation.)

M. LE PRÉSIDENT.- La parole est à M. le rapporteur.

M. SCHRAMECK, rapporteur.- Messieurs, mon cher

M. SCHRAMMECK, rapporteur.- Messieurs, mon cher ministre, le projet qui nous est soumis - en admettant qu'on ne s'occupe plus que de la bonification et de la dotation initiale de 300 millions - comporte un double objet: faire face, par ses bonifications, aux travaux que, chaque année, les communes et les départements entreprennent et qui sont d'environ 1 milliard par an. J'ai indiqué à la commission qu'il me paraissait impossible qu'on le fît en un an et que le milliard et demi qu'on avait envisagé comme devant constituer la participation des communes et des départements à l'outillage national faisait un milliard chaque année et 750 millions pour les deux premières années du fonctionnement de la Caisse.

Avec cette dotation de 300 millions et en prenant les chiffres fournis par le ministre des finances, soit 10 millions provenant du pari mutuel urbain, la Caisse devait donner 30 millions la première année. La première année, la Caisse se trouve à la tête de 257 millions. Chaque année, elle sera obligée de décaisser des sommes telles qu'à la 4e année elle se trouvera en déficit, puisque la première année elle donne 30 millions, la seconde année 60, la 3e 90 et ainsi de suite.

Nous nous sommes posé la question de savoir quelles seraient les ressources de la Caisse qui sera obligée de servir ces annuités pendant 40 ans. Ces 1200 millions à échéance de 40 ans font que, au moment où la Caisse consentirait une bonification de 30 millions correspondant au milliard annuel de travaux, elle s'endetterait selon un intérêt de 4 %, de 593 millions, pour un intérêt de 4 1/2 %, de 552 millions, et pour un intérêt de 5 %, de 514 millions.

En présence de cet endettement et du déficit au bout duquel nous arrivions au bout de la 4^e année, nous vous demandons avec quels moyens financiers la Caisse continuera à fonctionner.

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. le ministre des finances.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Voici les derniers calculs qui ont été établis et qui vous ont été communiqués. Laissant de côté la dotation, voyons simplement les ressources permanentes de la Caisse. Ces ressources sont: le prélèvement sur les jeux dans les casinos et le prélèvement sur les sommes engagées au pari mutuel urbain. Il a été prévu que ce dernier fournirait, la première année 10 millions, la 2^e année 10 millions, la 4^e année la 3^e année et ~~xxxxxxx~~ 12 millions. Nous n'avons pas prévu que ce montant puisse augmenter.

Le 2^e élément de recettes est une part progressivement augmentée sur la part de l'Etat dans le produit des jeux et de la taxe sur les cercles, soit le quart la 2^e année, la moitié la 3^e année, les 3/4 la 4^e année, la totalité la 5^e année.

Ceci répond à l'objection qui a été faite tout à l'heure, car si dès l'origine la dotation avait été à son plafond la Caisse aurait fonctionné un an et se serait arrêtée tout de suite. Nous avons chiffré le ^{produit} ~~quart~~ de la taxe à 30 millions pour la 2^e année, à 60 millions pour la 3^e, à 90 millions pour la 4^e, à 120 millions pour la cinquième.

M. LE RAPPORTEUR.- Sur quelle base?

M. LE MINISTRE.- Sur la base des réalités connues de l'exercice 1929.

M. LE RAPPORTEUR.- J'ai calculé sur les chiffres de 1931 et comme je ne connaissais qu'onze mois sur douze, j'ai calculé le 12e sur la moyenne des autres. J'arrive aux chiffres suivants:...

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Mon indication était historique. J'en viens à la rectification qui a été faite. En effet, la 2e année, nous avons réduit les prévisions à 24 millions, la 3e année, à 48 millions au lieu de 60, la 4e année à 72 au lieu de 90 et la 5e année, à 95 au lieu de 120.

C'est la nouvelle échelle établie par les services des finances.

Si nous ajoutons ces chiffres aux chiffres qui sont restés les mêmes en ce qui concerne le pari mutuel uré bainx nous arrivons aux ressources suivantes:

La première année nous n'avons que 10 millions.

La ~~première~~ 2e année 24 plus 10 millions du pari mutuel, soit 34 millions.

La 3e année, 48 plus 12, soit 60 millions.

La 4e année, 72 plus 12, soit 84 millions.

La 5e année, 95 plus 15, soit 110 millions qui représentent le plafond de la caisse.

Au bout de 5 ans on peut prétendre que les disponibilités de la caisse seront épuisées, tout au moins avec les prévisions actuelles et qu'il faudra aviser.

La question qui se pose est de savoir s'il faut prévoir dès maintenant un concours ~~permanant~~ aux collectivités pour une durée indéfinie ou si au contraire nous n'avons qu'à régler les cinq années à venir en tenant compte de deux faits: la crise économique et le fait que nous sommes assez en retard ~~à~~ cause de la guerre sur les programmes de travaux qui devaient être entrepris par les départements et les communes. Si nous allions au-delà de ces cinq années ce serait un financement

permanent...

M. LE RAPPORTEUR.- Pendant 40 ans.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Il est entendu que la durée des prêts sera de 40 ans, mais il s'agit de savoir si au bout de la 5e année vous continuerez le même système. (Exclamations.)

M. LE RAPPORTEUR.- Si vous ne le faites pas, jamais aucune commune ne consentira à emprunter dans ces conditions.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je me suis mal fait comprendre.

La bonification est consentie pour 40 ans et pendant 40 ans il ne peut pas y avoir la moindre difficulté. Mais l'objection est la suivante. On dit: la première année vous allez ~~xxxxxx~~ mettre à la disposition des communes une somme déterminée. Il faut que je tienne compte de cette somme pendant 40 ans. Donc, la 2e année, il faut que j'aie plus, si je veux faire un effort égal à la première et toujours ainsi progressivement. La question est de savoir si on doit suivre la progression annuelle pendant la durée des travaux.

Avec le programme que nous vous proposons nous arrivons à pouvoir presque doubler vos engagements d'une année sur l'autre. Vous passerez de 34 à 60 la 2e année, de 60 à 84 la 2e^{en}, de 84 à 110 la 3e, ce qui veut dire que si nous nous en tenons aux ressources d'ordre budgétaire nous avons tous les ans un disponible: la première année de 10 millions, la 2e année, de la différence entre 10 et 34; c'est-à-dire 16 millions, la 3e année

de 16 millions, la 4^e année de 24 millions, la 5^e, de 26 millions. Voilà le rythme auquel nous pouvez accorder des bonifications pendant 5 années, avec un montant qui s'élèvera chaque année pour aboutir au plafond final représenté par une ~~marque~~ ^{marque} de 110 millions à 2 % de bonification, ce qui représente 5 milliards de travaux.

Reste la dotation de 300 millions. On peut dire qu'on peut la supprimer ou la placer à 5 % ou faire une annuité amortissable des 300 millions en 40 ans et on se trouve ainsi majorer dès la première année la possibilité d'exécuter des travaux. Si vous prenez l'hypothèse de l'annuité correspondant à une dotation en 40 ans de 804 millions, vous pouvez arriver à financer la première ~~année~~ ^{année} 804 millions pour la dotation initiale plus 500 millions correspondant à la part qui est imputée sur les 10 millions du prélèvement sur le pari mutuel urbain, soit 1300 millions qui se rapportent à peu près au chiffre qui serait nécessaire pour la première année, si nous comptons que les 3 milliards du projet d'outillage national entrent en jeu. C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de maintenir cette dotation parce que, à cause des besoins considérables qui vont naître par l'outillage national, dans la première annuité, à la charge des collectivités locales, il nous faut prévoir une ressource supplémentaire à la ressource du prélèvement sur les jeux. Si vous ne voulez pas le faire vous serez obligés d'ajouter une subvention budgétaire directe ce qui peut avoir des inconvénients

Il y a un autre danger. C'est que vous risquez, d'année en année, de n'avoir plus que ce procédé commode pour alimenter la Caisse et de voir la dotation budgétaire augmenter tous les ans pour financer des travaux considérables. C'est la raison pour laquelle je préfère ne pas trop engager les communes à faire des travaux importants afin de limiter le recours à l'emprunt au profit des communes et des départements les plus pauvres et ne pas renoncer à cette forme de financement à laquelle ont recours départements et communes à l'heure actuelle, en tenant compte du taux d'intérêt du marché, pour les travaux qui ne seraient pas vraiment urgents.

J'attire un instant votre attention sur ce point. La caisse d'avances aux communes est nécessaire à cause de l'effort que nous leur demandons pour l'exécution des programmes d'outillage national. Elle n'est pas sans danger parce qu'il ne faudrait pas inciter les collectivités à se livrer à des dépenses exagérées grâce à un taux réduit d'intérêt, car cela conduirait les finances locales dans l'état où se sont trouvées les villes allemandes par l'engagement de travaux qui sembleraient légers aux contribuables à cause du taux réduit d'intérêt mais qui seraient une charge considérable en capital. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'administration de la Caisse d'avance aux communes peut faire un triage dans les projets qui lui seront présentés. C'est prévu dans le projet. On éviterait ainsi un endettement dangereux pour les communes et l'on maintiendrait, pour les travaux qui n'ont pas un caractère d'urgence exceptionnelle le recours à l'emprunt normal sans admettre a priori que parce qu'il s'agit d'une collectivité elle aura le droit absolu à une bonification sur les emprunts qu'elle aurait à émettre.

Voilà dans quelles conditions l'économie du projet a été calculée, à la fois par le jeu de l'avance directe pour compléter, la première année, les ressources insuffisantes et ensuite un échelonnement ~~XXXX~~ permettant d'engager pendant cinq ans des travaux qui correspondraient à 5 milliards pour la valeur fixe et à environ 800 millions en ce qui concerne la part provenant de l'annuité de la dotation de 300 millions. Soit au total environ 6 milliards.

M. LE RAPPORTEUR.- Sous réserve de quelque divergence dans les chiffres, il ne semble pas résulter de la lecture du rapport de M. Sari sur lequel vous nous avez fait parvenir une note, Monsieur le Ministre, cette limitation de la durée de la Caisse à cinq années. Je n'ai même pas trouvé une réserve de vous à ce sujet dans votre note. Ainsi, Sari examine comment, après la 26e année, en particulier, on sera obligé de prévoir des ressources nouvelles. Ce n'est donc pas du tout ainsi que la commission d'administration a envisagé....

M. JOSEPH CAILLAUX.- Elle a envisagé cette caisse comme quelque chose de définitif.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Il me semble qu'il résulte de l'examen des ressources mises à la disposition de la Caisse qu'incontestablement on ne pouvait pas penser qu'elles pouvaient assurer indéfiniment une progression annuelle.

M. JOSEPH CAILLAUX.- Nous avons été d'accord sur un premier point: un plafond à établir dans les avances aux communes.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Au bout de cinq ans. Nous n'avons même pas voulu fixer de plafond en

valeur parce que nous avons voulu limiter les ressources de la Caisse. Le plafond se déterminera de lui-même.

Abel GARDEY,

M. ~~LE~~ RAPPORTEUR GENERAL.- Il y a une importance des travaux. Il s'agit d'un programme d'outillage national proprement dit.

M. HENRY BERENGER.- Qui peut nous garantir qu'au bout de la 5e année il n'y aura pas une rallonge? Si nous faisons le premier pas il est probable que nous ferons le second.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je ne peux le garantir car le Parlement est souverain maître.

M. HENRY BERENGER.- Nous savons bien que le Parlement a des droits mais nous savons que si nous l'engageons dans une voie il est probable qu'il ira plus loin que nous.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- C'est pour cela que nous sommes opposés à la voie des subventions budgétaires. Si vous l'empruntez vous ne vous arrêterez pas. Si au contraire vous partez avec une dotation qui résulte non pas d'un chiffre déterminé mais simplement d'une participation dans les recettes des jeux et du pari mutuel urbain et d'autre part d'une dotation initiale de 300 millions nécessaire à cause de l'urgence des travaux à effectuer dès la première année, vous êtes aussi couverts qu'on peut l'être. Moins couverts que si vous ne faites rien, évidemment. Mais si vous ne faites rien il est impossible d'appliquer le programme d'outillage national.

M. JOSEPH CAILLAUX.- Quand avez-vous vu disparaître une caisse dans nos finances publiques?

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. Betoulle.

M. BETOULLE.- Messieurs, les explications extrêmement claires de M. le Ministre des finances ne me donnent nullement satisfaction. Je ne crois pas qu'elles soient de nature à donner satisfaction aux administrateurs des départements et des communes.

Vous vous rappelez qu'au Sénat, eurent lieu des interpellations au cours desquelles les représentants des départements et des communes clamèrent la grande détresse des finances communales et départementales. On a protesté contre certaines dépenses d'ordre national mises à la charge des départements et des communes. On a insisté pour que l'on donne davantage d'élasticité aux finances communales et départementales, pour qu'on fasse une ventilation et qu'on nous apporte des projets allégeant nos budgets.. Il a été indiqué aussi qu'il fallait venir en aide aux communes pour les travaux de toute nécessité qu'elles peuvent avoir à exécuter. On a cité que des départements et des communes avaient été dans l'obligation d'emprunter à des taux excessifs, ce qui pouvait les empêcher de donner suite à des projets nécessaires.

De là est venue l'idée de venir en aide aux communes et aux départements par bonification d'intérêts par l'Etat, après qu'il eût été question d'une caisse qui prêterait aux collectivités, idée qui a été abandonnée afin de ne pas immobiliser d'importants capitaux.

La commission d'administration générale du Sénat a élaboré un texte et la commission des finances l'a examiné. Il est venu à l'idée de nombreux membres de cette commission d'inscrire au budget de l'Etat la somme qui lui permettrait d'assurer la bonification d'intérêt.

Dans votre exposé, Monsieur le ministre, vous avez parlé de venir en aide aux communes et aux départements pauvres. Qu'entendez-vous par là? Tous les départements et toutes les communes sont pauvres. Plus elles sont importantes, plus elles ont de charges. Celle que j'administre depuis vingt ans est considérée comme une grande ville. C'est une population ouvrière, victime de toutes les crises économiques, et qui a besoin d'être aidée. Depuis le premier janvier de cette année j'ai fait voter 3 millions pour venir en aide aux chômeurs et j'ai utilisé pour cela des sommes qui avaient une destination tout autre. Je vais être obligé de contracter un emprunt et j'ai dû ajourner des travaux d'adduction d'eau. Sous prétexte que c'est une ville qui a un centime supérieur à celui qui a été prévu, allez-vous l'écarter du bénéfice de cette Caisse? Allez-vous écarter les départements qui ont fait des sacrifices pour l'électrification, qui sont venus en aide aux petites communes? Telle la Haute-Vienne qui a emprunté 2.500.000 francs pour subventionner l'électrification des petites communes. Allez-vous secourir les départements qui ont un centime moins élevé peut-être parce qu'ils n'ont pas fait ces travaux et demandé aux contribuables le même effort que d'autres?

Je crois que vous décevriez tous ceux qui ont mis quelque espoir dans les promesses qui ont été faites, si cette caisse de bonification d'intérêts ne devait pas profiter à toutes les communes.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Que nous prenions la formule~~x~~ de l'annuité budgétaire ou toute autre, si vous voulez ~~ma~~ maintenir pour l'éternité ou en tout cas pour 40 ans votre effort, les annuités iront en progressant tous les ans pendant 40 ans. C'est seulement au bout de 40 ans que les prêts redeviendront disponibles que vous aurez la possibilité de financer des travaux nouveaux. Par conséquent, ~~xx~~ vous pouvez prévoir une annuité croissante sous une forme budgétaire ou sous une autre, mais elle devra croître pendant 40 ans, et la 40e année elle sera 40 fois plus importante que la première. Si vous partez de 50 millions la première année, il faudra prévoir deux milliards la 40e année pour maintenir le même rythme.

Dans notre situation, cette hypothèse m'effraierait énormément. Il ne serait pas prudent de s'engager dans cette voie. Nous avons prévu un système qui se répartit sur 5 ans. Il faut choisir entre 40 ans ou 5 ans. Il n'y a pas d'intermédiaire. Prenez 5 ans parce que cela correspond au programme d'outillage national ou allez jusqu'à 40 ans mais alors mesurez jusqu'où cela vous entraînera.

S'il y a eu la moindre ambiguïté quand j'ai parlé des communes pauvres, je m'en excuse. Je me suis référé à l'article du projet qui est ainsi conçu:

"Un décret déterminera un barème tenant compte , pour la fixation des emprunts, de la situation financière et des ressources des emprunteurs

(lecture)

ainsi que de la nature des travaux."

Je veux bien admettre que toutes les collectivités

locales sont pauvres. Ce n'est pas tellement sûr en ce qui concerne certaines communes, notamment certaines communes rurales propriétaires de forêts et qui ont des ressources assez abondantes, mais elles sont l'exception. Mais ~~même~~ même en admettant leur pauvreté générale, M. Betoulle me permettra de lui dire qu'il y a des degrés dans la pauvreté et qu'il y a tout de même des départements dont les centimes sont tout de même plus nombreux qu'ailleurs.

M. JOSEPH CAILLAUX.- Il ne faut pas non plus donner une prime aux mauvaises gestions.

M. le ministre des finances. - Je connais des villes qui ont augmenté leurs centimes jusqu'à un point dangereux. Le Conseil d'administration pourra apprécier. ~~Il~~ et Il est normal de mettre un ordre de priorité dans les travaux et ^{que} là où il y aura les distributions d'eau et l'électrification faites, où les bâtiments seront en bon état on ne donne rien à une collectivité qui voudrait construire une salle des fêtes ou un théâtre alors qu'à côté un chef-lieu de canton n'aura pas fait son électrification ou n'aura pas d'adductions d'eau.

M. BETOULLE.- J'accepte fort bien qu'on discerne la nature des travaux à exécuter.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Si vous voulez aboutir à un minimum de justice il faut laisser au conseil d'administration le soin de faire des ventilations nécessaires dans l'attribution des crédits.

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. Henry Chéron.

M. HENRY CHERON.- Messieurs, l'honorable ministre des finances vient de dire tout à l'heure d'une façon précise qu'il envisageait que la caisse pourrait ne pas faire de nouveaux prêts au bout de cinq ans. Le texte qui nous est soumis n'a pas du tout le caractère qui vient de nous être défini.

On s'en rend compte par la lecture des articles 2 et 5.

(M. Henry Chéron donne lecture de ces articles.)

On ne fait d'exception qu'en ce qui concerne les travaux d'électrification.

Croyez-vous, Monsieur le Ministre des finances, qu'en créant un établissement public de cette nature, avec cette solennité, on ne va pas faire naître dans l'esprit des administrateurs des communes une espérance à laquelle il sera complètement impossible de mettre fin au bout de cinq ans?

Je crois que c'est la préoccupation d'un grand nombre de membres de cette assemblée. (Marques d'approbation.)

Vous allez peut-être me répondre: "Qu'est-ce que vous voulez?"

Je réponds: ~~X~~ Je veux qu'on ne fasse rien de permanent, de durable. Le jour où nous aurions créé un établissement public de cette nature il nous sera impossible, au bout de cinq ans, de dire: "Nous ne donnerons plus rien." Vous ne serez plus le maître.

M. FRANÇOIS SAINT MAURX.- Messieurs, après les paroles de M. Chéron, j'ai peu de chose à ajouter. Il me semble qu'il y a, à la base de cette discussion, un malentendu. On envisage une caisse qu'on avait considérée comme une ~~caisse~~ d'avances aux communes. D'après ce que dit M. le ministre des finances il s'agit simplement de financer un bloc de travaux qui s'élève à 6 milliards. Il faut savoir comment aménager le financement et savoir s'il faut un organisme permanent pour cela ou s'il suffirait d'un organisme temporaire...

M. JOSEPH CAILLAUX.- La Caisse des dépôts.

M. FRANÇOIS SAINT MAUR.- ... au ministère, de façon à ne pas faire naître des espérances que l'on ne pourra pas réaliser.

Beaucoup de présidents de conseils généraux, de maires ont cru qu'ils auraient droit à la bonification d'intérêts alors que certains travaux bénéficieront d'un rythme de faveur.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Dans la pensée du gouvernement il s'agit simplement d'une rallonge au programme d'outillage national. (Très bien!)

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Il est certain que le programme vise une certaine rallonge au programme d'outillage national, mais il n'est pas non plus certain que les bonifications ne joueront que pour les travaux d'outillage national. Ainsi, en se plaçant au point de vue de la lutte contre le chômage, tels travaux peuvent être retenus par le conseil d'administration de la caisse bien que ne faisant pas partie des travaux d'outillage national. On peut fort bien concevoir

une ville ou un département qui n'ait pas à participer au programme d'outillage national et bénéficiant de la bonification d'intérêts pour d'autres travaux. Il faut prévoir que ces bonifications pourront être accordées en dehors du programme d'outillage national. (Très bien!)

Je veux être franc avec la commission. J'ai dit que la pensée du Gouvernement était de prévoir, pour 5 ans un volume de travaux qui représente six milliards. avec des bonifications d'intérêts portant sur des emprunts de 40 ans. C'est parfaitement exact. Je n'ai jamais eu la pensée qu'au bout de cinq ans ce serait complètement fini et je ne crois pas que la Chambre des Députés accepte jamais que ce soit fini au bout de cinq ans. Mais il ne faut pas légiférer pour l'éternité. Rien, en ces matières qui change plus vite, qui demande des solutions plus souples que cette question. Dans cinq ans le législateur verra ce qu'il doit faire. Il est, à mon avis, certain qu'il continuera un effort en faveur de cet organisme. De quelle nature sera l'effort? De quelle ampleur sera-t-il? qui peut le dire? Si on prend l'habitude d'une dotation budgétaire, l'habitude étant plus forte que les circonstances, vous conduira tous les ans à majorer d'une somme au moins égale et probablement supérieure, étant donné l'esprit démagogique des Chambres...(Exclamations.)

Je parle de la Chambre.(Sourires.)

Voilà l'inconvénient du procédé. Tandis que, dans cinq ans, vous verrez ce qu'il y a de mieux à faire.

Que donneront les ressources du prélèvement sur les jeux? Nous venons d'indiquer un plafond. mais il pourra être dépassé. Le crédit mutuel urbain peut augmenter -pour ma part, je ne le souhaite pas-, les res-

ressources ~~nouvelles~~ permanentes peuvent augmenter, peut-être y aura-t-il une dotation nouvelle, si la Trésorerie est à l'aise. Toutes les possibilités restent ouvertes et vous n'aurez pas pris une décision qui vous engage automatiquement. C'est la raison pour laquelle je me permets d'insister. J'ajoute enfin que la Chambre a repris, dans le projet d'outillage national, le texte intégral créant la Caisse d'avances aux communes. Je crois pouvoir dire que c'est la partie du projet ~~qui~~ à laquelle elle paraît le plus attachée. Faut-il aller au-devant d'un conflit entre les deux assemblées sur une question de cet ordre qui ne peut pas vraiment être considérée comme ayant une importance déterminante au point de vue des sacrifices finaux de l'Etat[?] On peut envisager ~~une~~ qu'une solution quelconque engagerait des sacrifices égaux ou plus grands. Je suis obligé d'insister auprès de la commission pour lui redire toute l'urgence de faire aboutir la nouvelle tranche d'outillage national. Le Sénat est parfaitement libre de choisir une autre voie que celle choisie par la Chambre mais je craindrais une sorte de conflit entre les deux Assemblées qui se résoudrait probablement au plus grand dommage des finances publiques.

Pour bien montrer dès maintenant ^{ce} ~~un~~ désir de voir des ressources permanentes attribuées pendant 40 ans et au-delà, on nous demanderait, à l'origine, des dotations budgétaires. Je ne crois pas que ce soit ce résultat auquel veuille aboutir la commission des finances du Sénat, vigilante gardienne des deniers publics. Le projet constitue le moindre mal, dans les circonstances présentes. Tout autre projet conduirait à un conflit certain avec la Chambre des Députés.

M. ALBERT MAHIEU.- Dans ces conditions, vous faites une caisse pour cinq ans.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- J'assure ses ressources pour cinq ans.

M. MAHIEU. Faut-il un projet de loi spécial⁹? C'est dangereux si vous créez, par une loi spéciale, cette caisse, sans dire qu'elle ne durera que cinq ans.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Elle peut durer plus.

M. MAHIEU.- Il faut le dire. Vous allez soulever dans toutes les communes une émotion considérable.

Il faut un organisme permanent ou, si, vous voulez garder la caisse, l'incorporer au programme d'équipement national.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- C'est ce que la Chambre a fait.

M. MAHIEU.- Ce n'est pas du tout ce que nous avons devant nous.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- L'organisme permanent est créé. Ses ressources sont assurées pour cinq années. (Exclamations.)

M. MAHIEU.- C'est contradictoire. Comme vous l'avez dit vous-même, il ne faut tromper personne et surtout pas les 38.000 maires de ~~la~~ France. De deux choses l'une: ou cela dure cinq ans et doit être incorporé au plan d'outillage national ou nous trouvons une autre formule.

M. LE RAPPORTEUR.- Le ministre verrait-il un inconvénient à ce que la partie de l'outillage national qui représente 1500 millions fût détaché des exigences habituelles des travaux entrepris par les communes et les départements. On comprendrait mieux ainsi l'incorporation dans le projet sur l'outillage national.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Non! Je fais toutes réserves à cause de la position prise par la commission des finances de la Chambre qui certainement n'adoptera pas une solution comme celle-là.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- A l'heure actuelle la position est un peu équivoque.

M. MAHIEU.- C'est ce que j'ai dit.

M. PIETRI, ministre du budget.- Je voudrais répondre à M. Mahieu, ce qui permettra de résumer ce qui a été dit et de dissiper peut-être le malentendu sur la question de temps et de somme qui paraît planer sur le débat. On ne peut pas dire que c'est une organisation faite pour cinq ans. C'est une organisation fermée pour financer un bloc de travaux ou de contributions à des travaux qui représentent cinq ou six milliards: 1 milliard et demi pour la contribution aux travaux d'outillage national, en tant que la Caisse voudra recourir à la Caisse d'avances et le reste en travaux communaux et départementaux.

On tombe dans le malentendu au moment où on dit: "C'est une organisation faite pour cinq ans."

M. FARJON.- La formule établie ne dure pas cinq ans mais quarante ans.

M. LE PRESIDENT.- Si je comprends bien la pensée du Gouvernement, le projet qui nous est ~~est~~ soumis est limité à un objet déterminé: l'exécution des travaux qui paraissent urgents. Il a fixé un chiffre de cinq milliards.

Le projet serait limité lui-même dans le temps. Je ne le crois pas, parce que la Caisse que vous voulez créer comporte des ressources annuelles indéfinies dont il faudra chercher l'emploi même au moment où ses opérations auraient été arrêtées.

En tout cas, nous avons la pensée du Gouvernement. La commission en délibérera. Mais vous reconnaîtrez que, dans une certaine mesure, vos déclarations constituent une véritable révélation pour nous et qu'elles n'étaient pas superflues. (Marques d'approbation.)

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je remercie la commission de nous avoir entendus. Je crois ~~en~~ lui avoir dit exactement ce qui est, c'est-à-dire que nous avons le désir de faire aboutir le plus tôt possible le programme d'outillage national et que cette méthode nous a paru la plus adéquate pour financer la part des collectivités et pour accorder aux collectivités qui ne sont pas directement intéressées par ce programme, les ressources suffisantes pour faire face à leurs travaux urgents.

M. LE PRESIDENT.- Etes-vous certain que les sommes dont vous nous avez parlé peuvent assurer le financement des cinq milliards des travaux envisagés?

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je le pense.

M. LE PRESIDENT.- Je n'en suis pas convaincu.

M. LE RAPPORTEUR.- Nous sommes d'accord sur ces chiffres? 1 milliard et demi de travaux d'outillage national et 1 milliard par an pour les travaux communaux et départementaux annuels?

Cela ferait donc une durée de trois ans.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Pour le premier chiffre, 1 milliard 1/2 correspondant à l'outillage national, il faudra, je crois, ajouter quelque chose parce qu'il y a déjà une tranche d'outillage national dont on ne tient pas compte. Cela ferait un peu plus d'un milliard et demi.

En plus il y aurait 3 à 4 milliards de travaux purement départementaux et communaux.

M. LE RAPPORTEUR.- Et comme on évalue le rythme à environ un milliard par an, cela fait trois ans.

Cela fait, au total, les cinq milliards dont vous nous avez parlé.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Je suis plutôt pour le chiffre faible. J'aime mieux la seconde répartition que la première. La première ne paraît pas cadrer avec le produit des jeux.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est le capital qui fera le ~~x~~ plafond.

M. LE MINISTRE ~~DES FINANCES~~ DU BUDGET.- C'est le capital débité en annuités quarantennaires, si l'on peut dire.

M. LE PRESIDENT.- Messieurs les ministres, nous vous remercions.

(M.M. les Ministres se retirent.)

M. LE PRESIDENT.- Je pense que la Commission jugera bon de renvoyer la discussion du projet créant une Caisse d'avances aux communes à une séance ultérieure. La question est trop importante et trop complexe pour que nous puissions en discuter ce soir.

M. ABEL GARDEY.- Je demande le renvoi.

M. HENRY CHERON.- Il est évident que nous ne pouvons pas engager ce soir une discussion sur la création de la Caisse d'avances aux communes.

Je me borne à indiquer quelle sera ma position dans cette discussion :

Je soutiendrai que nous ne devons pas créer un organisme permanent qui ne serait qu'une amorce et que nous devons réduire le projet aux mesures nécessitées par l'exécution du plan d'outillage national en ce qui concerne les départements et les communes.

M. SCHRAMECK, Rapporteur.- Il n'est pas douteux, d'ailleurs, que la Chambre va incorporer la création de la Caisse d'avances aux communes dans le projet relatif à l'outillage national.

M. HENRY CHERON.- Dans ces conditions, la position que je viens d'indiquer, sera la seule logique.

M. ALBERT MAHIEU.- Quand la Commission doit-elle se réunir ?

M. LE PRESIDENT.- Il est nécessaire qu'elle se réunisse demain pour examiner les deux projets votés ce matin par la Chambre concernant les reports et les ouvertures et annulations de crédits. Sur ma demande, le Sénat tiendra une séance lundi afin de voter ces deux projets. Pour que les rapports puissent être distribués en temps utile, il est indispensable que.....
xx

que nous siégeons demain.

M. ALBERT MAHIEU.- Je demande qu'il soit bien entendu que nous ne discuterons pas demain le programme d'outillage national. Il serait imprudent de nous saisir de ce projet avant le vote définitif de la Chambre.

M. CAILLAUX.- Rien n'est plus exact !

M. LE PRESIDENT.- Nous sommes d'accord. L'ordre du jour de la séance de demain ne comprendra que les reports et les ouvertures et annulations de crédits.

La Séance est levée à 19 heures 20 minutes.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Scruveny

COMMISSION DES FINANCES.

Séance du Vendredi 27 Novembre 1931.-

La Séance est ouverte à 16 heures 30, sous la présidence de M. JEANNENEY, Vice-Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. GARDEY. SERRE. PHILIP. CUMINAL
HENRY CHERON. GALLET. STUHL. GUILLAUME
CHASTENET. ALFRED BRARD. HENRI ROY.
MARCEL REGNIER. LEBERT. BLAIGNAN. LEON
PERRIER. FRANCOIS SAINTMAUR.

OUVERTURE ET ANNULATION DE CRÉDITS (Exercice
1930-31)

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1930-1931, au titre du budget général et des budgets annexes.

M. GARDEY, Rapporteur Général donne lecture de son rapport sur ce projet de loi. Il conclut à l'adoption.

M. HENRY CHERON.- Au cours de son exposé, M. le Rapporteur Général vient de nous donner une situation provisoire de l'exercice 1930- 31 de laquelle il résulte que cet exercice se solde par un déficit de 2.642 millions. Or, un peu plus haut , à propos du présent cahier de crédits, il avait dit : "Nous exprimons notre satisfaction de voir les annulations l'emporter sur les ouvertures". Ne pourrait-il modifier cette phrase car il est à craindre que ceux qui liraient son rapport et qui y verraient l'indication d'un déficit de plus de 2 milliards et demi ne trouvent que nous nous satisfaisions bien facilement ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Si vous voulez je remplacerai les mots exprimant la satisfaction par les mots : "Nous constatons."

M. HENRY CHERON.- Je vous en remercie. Je voudrais faire une autre remarque. Les chiffres donnés par M. le Rapporteur Général font ressortir un accroissement continu des dépenses d'assistance médicale gratuite. Pourtant, ces dépenses devraient diminuer depuis la mise en application de la loi sur les assurances sociales.

M. HENRI ROY.- Vous avez tout à fait raison, il y a là un abus intolérable.

M. HENRY CHERON.- Dans mon département des gens refusent de se conformer à la loi sur les assurances et ils viennent ensuite réclamer des secours au titre de l'assistance.

M. HENRI ROY.- Parfaitement. Et c'est inadmissible.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Les crédits additionnels que l'on nous demande au titre de l'assistance médicale s'expliquent par ce fait qu'en prévision de l'application de la loi sur les Assurances Sociales, on avait diminué les crédits inscrits au budget dans une proportion qui, à l'expérience, s'est révélée trop forte.

M. HENRY CHERON.- Je sais. Dans mon département, nous avons, au Conseil Général réduit les crédits pour l'assistance et nous avons dû les relever car les dépenses se sont révélées plus importantes qu'elles ne l'avaient jamais été. Je vous demande de vouloir bien étudier cette question et de faire les observations nécessaires.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'étudierai la question.
Le projet de loi est adopté.

REPORT DE CREDITS DE 1930-1931
sur 1931-1932.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du
projet.....

jet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1930-31 à l'exercice 1931-32.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport sur ce projet de loi. Il conclut à l'adoption.

M. HENRY CHERON.- M. le Rapporteur Général dans son commentaire, s'élève contre la tendance des administrations à exagérer les reports de crédits. Je lui demande de souligner les raisons techniques de notre hostilité à cet accroissement des reports. Le développement qu'a prise la procédure du report des crédits aboutit à créer une véritable confusion des exercices. Il est impossible de savoir quelle est la masse de dépenses que l'exercice prendra à sa charge par rapport à celles qu'il lègue aux exercices suivants.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je ferai volontiers l'observation que vous demandez.

M. ANDRE LEBERT.- Au chapitre 74 du ministère des Travaux Publics, je vois figurer un report de 8 millions, avec le libellé suivant : "Travaux de reconstruction et de réparation d'ouvrages dans les 10 départements des régions libérées et les 9 départements de l'ancienne zone des armées." Ce crédit a-t-il pour objet de parer à la carance de l'Allemagne en ce qui concerne le paiement des réparations ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Non, il s'agit d'un crédit budgétaire qui n'a rien à voir avec les obligations mises à la charge de l'Allemagne.

Le projet de loi est adopté.

La Séance est levée à 17 heures 1/4.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

D. Scrueney

COMMISSION DES FINANCES

Séance du 1^{er} Décembre 1931.

La Séance est ouverte à 16 heures 30 sous la présidence de
M. JENOUVRIER, président d'âge.

PRESENTS : M.M. JENOUVRIER. JEANNENEY. BIENVENU-MARTIN.
ABEL GARDEY. JEAN PHILIP. HENRY CHERON.
MARCEL REGNIER. HENRI ROY. HENRY BERENGER.
MILAN. GENERAL STUHL. FRANCOIS SAINT-MAUR.
CAILLAUX. FOURCADE. VALADIER. ALBERT MA-
HIEU. SCHRAMECK. BETOULLE. ANDRE LEBERT.
SERRE. ALFRED BRARD. CUMINAL. FARJON.
PIERRE ROBERT. HUMBLLOT. GUILLAUME CHASTE-
NET. GENERAL HIRSCHAUER. ALBERT SARTI.
GALLET.

EXCUSE : M. ARMBEUSTER.

NOMINATION DU PRESIDENT ET DU BUREAU

M. LE PRESIDENT D'AGE.- Avant de déposer des pouvoirs éphémères que je tiens d'âge que personne n'envie, j'ai le devoir de remplir une double mission .

J'aurai satisfait à la première lorsque j'aurai adressé à celui qui hier était notre Président aimé et respecté l'expression de nos regrets unanimes et l'assurance que son souvenir restera vivant parmi nous.

M. CLEMENTEL nous quitte par excès de scrupule. S'il l'avait voulu, il aurait pu sans inconvénient, demeurer des nôtres. Nous aurions alors très volontiers prolongé le régime qui durait depuis plusieurs mois.

Ma.....

Ma seconde mission est de souhaiter la bienvenue à M. SARI. Il appartient à un groupe où l'on compte de nombreuses compétences financières. Ce groupe ne pouvait mieux faire que de nous envoyer le maire d'une grande ville, rompu à toutes les difficultés des questions financières par l'exercice même de ses fonctions.

Messieurs, j'en ai fini. Il ne nous reste plus qu'à constituer le bureau de la Commission des Finances. J'ai toujours eu en horreur la candidature officielle et je l'ai combattue quand elle fleurissait, mais, sur mes vieux jours, je me trouve souvent porté à la recommander. Aujourd'hui, sûr de votre assentiment, je vais vous proposer de nommer à la présidence de notre Commission un homme que nous avons vu à l'oeuvre au milieu de nous où il a déjà exercé ces fonctions avec maestria, unissant l'amabilité à la compétence et à l'autorité. Je tiens à lui rendre cet hommage avec vous tous. Je vous propose la nomination par acclamation de notre collègue JEANNENEY comme président de la Commission des Finances (Approbation unanime et vifs applaudissements).

Les applaudissements qui accueillent ma proposition montrent combien il est inutile de procéder par scrutin à une élection qui est faite à l'unanimité.

Je proclame M. JEANNENEY, président de la Commission des finances (Vifs applaudissements).

Monsieur le Président, je vous invite à prendre ma place à ce fauteuil où vous appellent l'estime et l'amitié de tous vos collègues.

M. JEANNENEY est donc élu président à l'unanimité.

PRESIDENCE.....

PRESIDENCE DE M. JEANNENEY.

M. JEANNENEY.- Mes chers Collègues, le grand honneur que je reçois de vous, avec cette précieuse unanimité, ne me touche pas seulement, il m'émeut profondément, si même il ne me trouve un peu troublé.

Souffrez que, pour l'instant, je me borne à vous dire "merci" du fond du coeur . Par la suite, je m'efforcerai de me rendre digne de votre choix bienveillant. Ne sera-ce pas le meilleur moyen de vous témoigner ma gratitude infinie.

Je suis, vous le savez, loin d'avoir souhaité la constance qui me fait votre président.

Depuis un an que je supplée ici notre ami si affectionné Etienne CLEMENTEL, il n'est pas un d'entre nous qui, de semaine en semaine, et de toute son âme, n'ait désiré le voir reprendre une place qu'il avait tenu avec une si haute distinction, qu'il avait marqué de tant d'affabilité et de talent
(Très bien, très bien).

Notre.....

Notre espoir a été déçu. La confiance nous reste. Quant à moi, la plus belle satisfaction que cette présidence puisse me donner, c'est de demeurer intérieur et de la retourner bientôt à celui qui lui a donné tant d'éclat (vifs applaudissements).

Les nobles et chaleureuses paroles par lesquelles notre cher Doyen, M. JENOUVRIER, exprimait tout à l'heure nos souhaits à M. CLEMENTEL, devançaient les miennes ... A mon tour, je ferai part à notre ami et de notre fervent espoir et de notre fidèle attachement (Nouveaux et unanimes applaudissements).

.....

M. ABEL GARDEY est réélu à l'unanimité rapporteur général (Vifs applaudissements).

M. HENRI ROY est nommé rapporteur du budget des chemins de fer, en remplacement de M. JEANNENEY.

M. LE PRESIDENT.- Cette désignation rend vacant le rapport de la Justice et des services pénitentiaires qui avait été précédemment confié à M. ROY. Y a-t-il des candidats pour ce rapport ?

M. JENOUVRIER.- Je m'en chargerais volontiers.

M. FOURCADE.- J'aurais posé ma candidature, si M. JENOUVRIER n'avait pas manifesté le désir de prendre ce rapport. Je m'efface volontiers devant lui.

M. VALADIER.- J'ai posé depuis longtemps ma candidature au premier rapport vacant. Je le maintiens en particulier pour le rapport du budget de la Justice.

M. JENOUVRIER.- Dans ces conditions, je n'insiste pas. M. VALADIER est nommé rapporteur du budget de la Justice et des Services pénitentiaires en remplacement de M. HENRI ROY.

M. SARI.....

M. SARI est nommé rapporteur du budget de l'Imprimerie nationale en remplacement de M. VALADIER.

A la suite de ces diverses désignations, la liste des rapporteurs est dressée comme suit pour l'examen du budget de l'exercice 1932 :

.....

COMMISSION DES FINANCES

Chargée de l'examen du Budget de l'Exercice 1932

Rapporteur Général..... M. ABEL GARDEY

Budgets spéciauxRapporteurs

MM.

Finances.....	MARCEL REGNIER
Justice- Services judiciaires.....	} VALADIER
Justice - Services pénitentiaires.....	
Affaires Etrangères.....	HENRY BERENGER
Intérieur.....	SCHRAMMECK
Service d'Alsace et Lorraine.....	HUMBLLOT
Guerre (Ministère de la Guerre et Défense des territoires d'Outre-Mer).....	ALBERT MAHIEU
Marine.....	FARJON
Instruction Publique - 1 ^{re} Section : Instruction Publique - Education Physique.....	JEAN PHILIP
Instruction Publique - 2 ^{re} Section : Beaux-Arts...	GUILLAUME CHASTENET
Instruction Publique - 3 ^{re} Section : Enseignement Technique - Budget-Annexe de l'Ecole Centrale.....	CUMINAL
Travaux Publics - Personnel et Frais généraux Routes et Ponts - Navigation Ports maritimes.....	MILAN
Travaux Publics - Forces Hydrauliques - Distri- bution d'Energie électrique et Mines.....	BLAIGNAN
Travaux Publics - Chemins de fer.....	HENRI ROY
Travaux Publics - Régions Libérées.....	LEBERT
Commerce et Industrie.....	SERRE
Agriculture.....	ALFRED BRARD
Colonies	LEON PERRIER
Travail et Prévoyance sociale.....	ANATOLE MANCEAU

MM.

Pensions.....	GENERAL STUHL
Air	GENERAL HIRSCHAUBER
Postes et Télégraphes - Budget-Annexe de la Caisse d'Epargne.....	PIERRE ROBERT
Marine Marchande.....	JENOUVRIER
Santé Publique.....	ARMBRUSTER
Budget-annexe des Poudres.....	JOSEPH COURTIER
Budget annexe des Monnaies et Médailles.....	GUILLAUME CHASTENET
Budget annexe de l'Imprimerie Nationale.....	EMILE SARI
Budget annexe de la Légion d'Honneur.....	FRANCOIS ST-MAUR
Algérie.....	FOURCADE.

La Séance est levée à 16 heures 50.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Courau

COMMISSION DES FINANCES

Séance du VENDREDI 4 Décembre 1931.-

La Séance est ouverte à 17 heures, sous la présidence de
M. JEANNENEY, Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. GARDEY. REBOUL. VALADIER.

CAILLAUX. BRARD. PHILIP. SERRE. LEON PER-
RIER. HENRY CHERON. ANDRE LEBERT.

HIRSCHAUER. SCHRAMECK. GENERAL STUHL.

=====

RENOI DE L'ORDRE DU JOUR A LA SEANCE

SUIVANTE.-

M. LE PRESIDENT.- En raison du petit nombre de membres
présents, - le plus grand nombre de nos collègues étant rete-
nus à la séance publique, la question se pose de savoir si
nous devons entamer l'examen des questions figurant à notre or-
dre du jour, questions dont deux au moins sont de la plus grande
conséquence, savoir : Le projet d'emprunt de la Compagnie Tran-
satlantique et l'exposé de M. le Rapporteur Général sur la si-
tuation budgétaire.

M. LEON PERRIER.- Je crois qu'il serait sage, en effet,
de renvoyer l'examen de ces questions à une prochaine séance
(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- Dans ces conditions, nous pourrions nous
ajourner à mercredi prochain, avec l'ordre du jour suivant :

(M. le Président donne lecture de l'ordre du jour qui com-
porte notamment l'examen du projet de loi relatif au monopole
de l'alcool industriel.)

M. HENRY CHERON.- Je demande que nous ayons le temps d'exa-
miner les épreuves du rapport de M. le Rapporteur Général sur
cette importante question avant qu'elle ne soit inscrite à l'or-
dre du jour.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Vous allez ~~recevoir~~ ce soir
ou demain les épreuves de mon rapport.

M. HENRY CHERON.- Je demande que nous ayons le temps de
les lire avant que le projet ne soit inscrit à notre ordre
du jour.

La Séance est levée à 17 heures 1/4.

Le PRESIDENT de la COMMISSION:

J. J. J. J. J.

COMMISSION DES FINANCES

Séance du 9 Décembre 1931.

La Séance est ouverte à 14 Heures 30, sous la présidence de M. JEANNENEY, Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. GARDEY. JENOUVRIER. ALFRED BRARD. GENERAL STUHL. FRANÇOIS SAINT-MAUR. GALLET. HENRI ROY. ALBERT MAHIEU. CUMINAL. ANDRE LEBERT. HYMBLOT. ANATOLE MANCEAU. SERRE. SCHRAMECK. REBOUL. VALADIER. BIENVENU-MARTIN. GENERAL HIRSCHAUER. HENRY CHERON. HENRY BERENGER. VLAIGNAN. FARJON. SAIR. ARMBRUSTER. MARCEL REGNIER. MILAN. LEON PERRIER. PIERRE ROBERT.

EXCUSES : M.M. JEAN PHILIP. GUILLAUME CHASTENET.

=====

JAUGEAGE ET FRANCISATION DES
NAVIRES.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier supplémentaire, des conclusions du Rapport de M. BRINDEAU, relatif au projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant rattachement au Ministère de la Marine Marchande des services de jaugeage et de francisation des navires de mer (n° 690, année 1931).

M. JENOUVRIER, Rapporteur, donne lecture de son avis dont les conclusions sont adoptées.

FORETS DOMANIALES EN ALSACE ET LORRAINE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'ouverture par décrets des crédits supplémentaires.....

mentaires ou extraordinaires nécessaires pour l'exploitation et l'aménagement des forêts domaniales en Alsace-Lorraine (n° 659, année 1931).

M. ALFRED BRARD rapporteur donne lecture de son rapport dont les conclusions sont adoptées.

CONGRES INTERNATIONAL DE L'ELECTRICITE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 800.000 francs en vue de sa participation aux frais d'organisation du Congrès International de l'Electricité qui doit se tenir en 1932 (n° 753 - année 1931).

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, donne lecture du rapport présenté par M. JEAN PHILIP lequel s'est excusé de ne pouvoir assister à la séance.

Les conclusions de ce rapport sont adoptées.

JEUX OLYMPIQUES DE 1932.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'engagement de dépenses et d'ouvertures de crédits applicables à la participation de la France aux Jeux Olympiques de 1932 (n° 813 - année 1931).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture du rapport présenté par M. JEAN PHILIP.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

DROITS DE MUTATION SUR LES TERRAINS A

BATIR.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi, adoptée par la
Chambre.....

Chambre des Députés, tendant à proroger jusqu'au 1^{er} Juillet 1933, l'effet des dispositions des articles 37 de la loi du 13 Juillet 1928 et 25 de la loi du 30 Décembre 1928 accordant une diminution des droits de mutation sur les terrains à bâtir (n° 670 - année 1931).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport dont les conclusions sont adoptées.

EXONERATION DES DROITS SUR LES BATIMENTS DE
GUERRE CONSTRUITS POUR L'ETRANGER.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à exonérer des droits de douane et de la taxe sur le chiffre d'affaires les bâtiments de guerre construits pour des puissances étrangères (n° 735 - année 1931).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport concluant à l'adoption .

M. SERRE.- J'appuie les observations de M. le Rapporteur Général. La taxe sur le chiffre d'affaires ne frappe pas les articles d'exportation; or, des navires construits pour des puissances étrangères ne sont pas autre chose que des articles d'exportation.

M. ALBERT MAHIEU.- Nous avons déjà perdu des commandes de certains états Balkaniques à cause des charges fiscales qui grèvent la construction navale en France. Il n'est que temps de réagir pour encourager l'exportation et redonner un peu d'activité à nos chantiers.

M. HENRI ROY.- La solution proposée s'impose. Ce qui est extraordinaire c'est que le gouvernement se soit désintéressé de cette question si importante et qu'il ait fallu une proposition.....

sition.....

sition pour sauver notre construction navale qui a besoin pour vivre des commandes étrangères. Cela prouve une fois de plus la carence gouvernementale !

Les conclusions du rapport sont adoptées.

AMENDES PRONONCEES PAR LES TRIBUNAUX ALLEMANDS
EN ALSACE ET LORRAINE.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'accorder la remise des amendes et des frais de justice non encore acquittés, résultant de condamnations prononcées en matière pénale par les tribunaux allemands, avant le 11 Novembre 1918, à l'égard de certains alsaciens et lorrains (n° 769 - année 1931).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport concluant à l'adoption du projet.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Le vote de ce projet mettra fin à une situation tout à fait inadmissible.

Les Alsaciens et Lorrains, les plus patriotes se sont efforcés pendant toute la guerre de gêner les réquisitions. Ils ont encouru de nombreuses condamnations pour dissimulation de vivres ou de récoltes. Eh bien ! le Trésor français poursuivait, avec sa férocité habituelle le recouvrement des amendes résultant de ces condamnations. Le patriotisme se trouvait donc en quelque sorte pénalisé !

Tous les représentants des départements recouvrés sont heureux de voir cesser enfin de pareils abus.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

REPARATION.....

REPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE
POUR LES ETRANGERS.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LUGOL, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre le bénéfice de la loi du 17 Avril 1919 à plusieurs catégories de personnes ayant perdu ou n'ayant pas encore acquis la nationalité française au jour du dommage (n° 151 - Année 1931).

M. ANDRE LEBERT. Rapporteur donne lecture de son projet de rapport.

Il rappelle que la loi du 17 avril 1919 avait prévu des conventions de réciprocité permettant aux sinistrés étrangers de recevoir la réparation de leurs dommages de guerre. Mais ces conventions n'ont pas été passées et de nombreux étrangers, qui aux termes de la loi, ont fait constater leurs dommages de guerre par les organismes compétents se sont vu jusqu'ici dénier tout droit à indemnité.

Le Ministre des Finances consulté a déclaré dans une première lettre qu'il ne faisait pas opposition au vote de la proposition. Dans une seconde, il a fait certaines réserves et indiqué que les services du Ministère des Régions Libérées n'avaient pu chiffrer la dépense probable d'une manière certaine.

Dans l'incertitude de la dépense que les services ont évalué cependant comme ne pouvant pas être inférieure à 100 millions, M. le Rapporteur s'abstient de conclure laissant à la Commission le choix de la décision.

M. LE GENERAL STUHL.- Il est inadmissible que les services ne puissent pas chiffrer la dépense puisque les sinistrés étrangers ont, comme les Français, fait des déclarations dans les délais impartis. Nous devons obtenir ce renseignement qui est absolument indispensable pour statuer.

Je.....

Je signale que la proposition intéresse un grand nombre de Lorrains ou d'Alsaciens mariées à des étrangers avant le régime nouveau qui permet aux françaises mariées de conserver leur nationalité.

~~M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Il ne faut pas oublier que les Lorraines ou Alsaciennes mariées à des étrangers avant le régime nouveau qui permet aux françaises mariées de conserver leur nationalité.~~

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Il ne faut pas oublier que les Lorraines ou Alsaciennes qui avaient épousé des allemands avant l'armistice, sont restées allemandes après le traité de Versailles.

M. LE RAPPORTEUR.- Cette anomalie a été corrigée depuis.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Il n'a pas été tenu compte du nouveau statut pour les dommages de guerre.

En tous cas, il me paraît juste de faire quelque chose pour réparer certaines injustices.

On nous dit que l'on ne sait pas à quoi la proposition nous entraînerait. Soit ! Mais alors limitons le risque en indiquant le crédit global que l'on entend consacrer aux dommages de guerre des étrangers. Ainsi, il n'y aura plus de surprise.

M. HENRI ROY.- Je me refuse à statuer avant que nous ayons une indication exacte de la dépense et avant que nous ayons entendu le ministre des Finances.

Du reste, la proposition a été déposée à la Chambre en 1924. La Chambre a mis six ans pour l'examiner. Nous pou-

vons.....

vons bien nous réserver quelques semaines.

M. ALBERT MAHIEU.- Il ne suffit pas, dans cette question, d'interroger le ministre des Finances . Il importe aussi de recueillir l'avis du ministre des Travaux Publics, chargé du service des Régions libérées.

M. LE RAPPORTEUR.- Ce dernier avis est d'autant plus nécessaire que M. DELIGNE paraîtrait admettre pour les étrangers le droit de présenter encore des demandes alors que tous les délais fixés par la loi de 1918 sont largement épuisés.

M. ALBERT MAHIEU.- Il serait infiniment dangereux de s'engager dans une pareille voie. Le bénéfice de la loi doit être strictement limité aux étrangers qui ont pris des mesures conservatoires.

Ceci dit, il faut reconnaître qu'il existe de nombreux cas intéressants. Il serait juste d'indemniser des Luxembourgeois ou des Suisses. Invoquer l'absence de conventions de réciprocité avec leur pays pour ne rien payer à ces étrangers est un peu ridicule. Comment pourrait-on passer de pareilles conventions avec des pays qui n'ont souffert d'aucune dévastation du fait de la guerre ?

M. FRANÇOIS SAINT MAUR.- La proposition est peut être juste mais je ne la voterai que quand on m'aura dit ce qu'elle peut coûter.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'ajournement s'impose jusqu'à ce que le gouvernement ait fait chiffrer la dépense.

M. SERRE.- Le principe même de la proposition est très contestable.

Voici une française qui s'est mariée avant la guerre avec un allemand, lequel est venu se fixer en France pour exploiter la ferme de sa femme. La guerre survient. L'allemand rentre dans son pays, et, il contribue dans l'armée
du.....

du Kaiser à détruire cette ferme. Va-t-il maintenant recevoir une indemnité de l'Etat français pour ce beau travail ?

M. LE RAPPORTEUR.- Non. Car les ennemis sont exclus du bénéfice de la loi. Pour conclure, je demande l'ajournement jusqu'à ce que les services compétents aient chiffré la dépense et que le ministre des finances ait été entendu.

L'ajournement est prononcé.

CREDITS POUR LA SOCIETE DES NATIONS.-

Sur la demande de M. HENRY BERENGER, Rapporteur, la Commission ajourne l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit pour les manifestations artistiques françaises organisées par le Comité des festivals internationaux de Genève à l'occasion de la réunion de la Société des Nations en 1930 (n° 777 - année 1930).

EXPOSE SUR LA SITUATION FINANCIERE.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'exposé de M. le Rapporteur Général sur la situation budgétaire et financière.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Au moment où notre commission recommence ses travaux, il est indispensable de jeter un regard d'ensemble sur la situation budgétaire et sur la situation de la Trésorerie.

Je vais indiquer les points essentiels.

LA.....

LA SITUATION BUDGETAIRE.

=====

I - CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES LE BUDGET DE 1931-1932 A ETE
EXAMINE.-

Le déficit réapparaît dans nos budgets avec l'exercice 1930-1931.

- Il ne faut pas pour cet exercice, en rechercher les causes dans les moins-values fiscales :

à la date du 13 Novembre 1931, les recettes fiscales étaient en plus-value

de : 1.273 millions

Il y a eu une masse énorme de crédits additionnels (qui, pour bon nombre, étaient la conséquence d'une politique antérieure) :

3.300 millions.

Déficit total : 2.600 millions, sauf les rectifications qui interviendront d'ici la loi de règlement.

- Comment se présentait le projet de budget pour l'exercice 1931-1932 ?

a/ - Il était en augmentation de 2 milliards environ sur le précédent;

b/ - Il ne réalisait l'équilibre que grâce au transfert à la Caisse d'amortissement d'une masse de dépenses équivalentes, consacrées à l'amortissement contractuel de la dette publique.

Nos efforts ont eu un double but :

1°.- Extirper du budget des dépenses tout nouveau germe de charges.

2°.-.....

2° - Eviter tout impôt nouveau.- Nous y sommes parvenus sans détour.- Aucun aménagement fiscal n'a eu pour conséquence indirecte d'augmenter les charges pesant sur la Nation.

II - EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 1931-1932.-

Sommes votées : RECETTES..... 50.643.485.395

DEPENSES..... 50.640.509.352

EXCEDENT..... 2.976.043

=====

Perspectives sur ce budget.-

A.- DEPENSES.-

a/ - Effort du Sénat pour que les prévisions serrent aussi près que possible la réalité.

Exemple.- Allocation du combattant, primitivement inscrite au projet pour : 480 millions.
portée au budget pour: 739 millions.

b/ - Le Gouvernement s'est engagé à s'opposer, dans toute la mesure possible, à l'ouverture de crédits additionnels;

c/ - Malgré les efforts de sincérité budgétaire déployés et en dépit des promesses gouvernementales, l'exercice en cours sera lui aussi faussé par les crédits additionnels, sans que ceux-ci toutefois atteignent ceux des exercices précédents;

- à la fin de la session ordinaire:

Lois de crédits supplémentaires votées : 133 millions

- pendant les vacances, le Gouvernement

a ouvert, par décrets en Conseil d'Etat... 141 -

supplémentaires.

- projets de lois, g énérateurs de dépenses en instance..... 83 -

- Dès.....

Dès maintenant : 357 millions à inscrire dans la colonne des crédits additionnels.

Il paraît prudent de prévoir un supplément de dépenses de 1 milliard compte tenu des annulations, dont le champ se trouve rétréci :

(les évaluations sont plus rigoureuses;
(le contrôle des dépenses engagées
(permet de pourchasser les disponibles en fin
d'exercice.

B.- RECETTES.-

Une observation un peu superficielle conduirait à l'optimisme. En effet, les statistiques mensuelles du Ministère des Finances (et relatives aux recettes fiscales autres que les impôts directs) accusent :

+ 310 millions d'après les statistiques au 7ème mois.

Si du point de vue strictement budgétaire, ces constatations sont réconfortantes, elles n'autorisent pas néanmoins grand espoir en ce qui concerne un excédent de recettes.

a/ - D'abord, il faut noter que la plus-value constatée jusqu'ici représente une balance entre des augmentations et des diminutions. Cette balance s'établit schématiquement comme suit :

Augmentations.....

Augmentations	(- droits de douane (tout ce que versait la douane).....	1.092 millions	(
	(- Contributions indirectes et monopoles.....	252 -)1.375 millions
	(- Timbre.....	31 -)
Diminutions	(- Enregistrement.....	293 millions	(
	(- Opérations de bourse.....	98 -	(
	(- Taxe sur le revenu des valeurs mobilières.....	144 -)1.065 -
	(- Chiffre d'affaires.....	530)

310millions
=====

- Ainsi, la plus-value finale de 310 millions provient essentiellement des plus-values considérables constatées au titre des droits de douane.

La satisfaction qu'on pourrait en éprouver au point de vue strictement budgétaire, est fortement atténuée par l'évolution fâcheuse ainsi manifestée de nos échanges commerciaux avec l'étranger; cette augmentation des droits de douane est due également pour une bonne part au relèvement à peu près général des droits, notamment sur les denrées agricoles, dont l'importation a été accrue par la médiocrité des récentes récoltes.

Ces constatations sont, en définitive, peu satisfaisantes pour notre économie nationale.

Et puis revenant au point de vue budgétaire proprement dit, pouvons-nous affirmer que du côté des recettes le budget en cours ne nous réserve pas des mécomptes ?

b/ - Les statistiques mensuelles que nous invoquons ne comportent pas les impôts directs, perçus par voie de rôles nominatifs.

De.....

De ce côté, il y a eu des réserves de la part de la Commission des Finances :

1.- le montant des rôles émis n'atteindra pas le chiffre prévu ;

2.- Réduction prévisible du fait des cotes irreouvrables , plus nombreuses cette année : crise économique.

Au 31 Octobre, le montant des rôles émis (contribution foncière comprise) atteignait 8.296 millions, - alors que le produit escompté est de 9.400 millions.

Le montant des rôles émis dépasse assez sensiblement les évaluations pour :

- (- la cédule des traitements;
- (- la cédule des professions non commerciales.

Mais au 31 Octobre : (l'émission des rôles n'est toutefois pas encore terminée.) il faut noter les insuffisances suivantes :

- (- Cédule des bénéfices industriels et commerciaux..... 702 millions
- (- impôt général sur le revenu..... 252 millions

(sur le rendement de ces deux impôts, la Commission des Finances avait cru devoir appeler l'attention du Gouvernement).

En résumé, du côté des recettes fiscales (impôts indirects et impôts directs) pas de plus-value à escompter. Ce serait même un beau résultat si l'on n'avait pas de moins-values à enregistrer.

c/ - Il n'y a pas d'autre part que les recettes fiscales.

Le budget 1931-32 porte en recettes : 50.643 millions
or, les ressources fiscales, y compris les
revenus des monopoles et ceux du domaine,
ne s'élèvent qu'à: 44.250 millions

Reste donc une masse de 6.400 millions,
qu'il.....

qu'il faut analyser, si l'on veut dégager les véritables perspectives budgétaires pour l'exercice 1931-32.

3 éléments ^{dans} / cette masse de recettes :

I - Recettes d'ordre.-

.I - Produits divers du budget.-

III - Ressources exceptionnelles.-

- Recettes d'ordre - évaluées à 2.740 millions.

Ce sont :-les recettes en atténuation de dépenses (par exemple:

les retenues pour pensions civiles et militaires),

au total : 2.422 millions;

-les recettes d'ordre proprement dites : 318 millions.

Il est difficile d'apprécier dans quelle mesure la réalité confirmera les prévisions : ces recettes comportent 120 articles; - seul le Gouvernement a en mains les éléments d'information .

II - Produits divers du budget évalués à : 3.412 millions.

De ce côté, voici quelques postes qui donneront lieu à mécomptes:

1° - Excédent provisoire des recettes sur les dépenses du budget annexe des P.T.T. , estimé à 365 millions.

A combien , en réalité, s'élèvera cet excédent ? Ne faut-il pas en vérité prévoir une moins-value ? - Pour les 7 premiers mois de l'exercice : les recettes des P.T.T. accusent une moins-value de 101 millions.

2° - Produit de l'impôt sur le produit brut des jeux dans les casinos, évalué à 113 millions.

En raison de la médiocre saison des principales stations thermales, ne faut-il pas prévoir un sérieux abattement ?

3° - Versements de l'Allemagne , en exécution du plan Young, soit : 1.960 millions.

Le.....

Le moratoire Hoover a suspendu pour un an, à partir de l'échéance de juillet 1931 incluse, le paiement des dettes intergouvernementales : le budget de 1931-32 n'aura bénéficié que d'une très petite partie des recettes prévues à ce titre.

Sans doute, en comptabilité, il ne s'agit pour la France que d'un paiement différé; la part de la France dans l'annuité inconditionnelle a été portée au compte de notre pays, puis retransférée par la B.R.I. à la Reichsbahn qui s'en est constituée débitrice; mécanisme parfait en théorie.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'une créance à terme d'une qualité douteuse a été substituée au paiement au comptant.

Dans ces conditions, est-il prudent de continuer à supputer le déficit du budget sans tenir compte de la carence allemande ? Il y a, de ce chef une source possible de déficit : 1.700 millions correspondant aux paiements allemands moratoriés dont l'échéance tombe au cours de l'exercice 1931-32.

III - Ressources exceptionnelles.

- Contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.....	150 millions
- Liquidation des stocks.....	15 "
	<hr/>
	165 millions

Ces produits ne seront certainement pas atteints.

Pour les 7 premiers mois de l'année :

- contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.....	34.000.000
- liquidation des stocks.....	712.000

En.....

En définitive, le budget en cours ne paraît pas devoir se solder dans des conditions plus satisfaisantes que le précédent, sous réserve d'un redressement économique survenant à bref délai, hypothèse peu vraisemblable.

Telles sont les perspectives du budget pour le présent exercice (Et encore, il convient de rappeler que le transfert à la Caisse d'amortissement des sommes consacrées à l'amortissement contractuel a allégé de 2 milliards ce budget).

II

M. CAILLAUX.- A quel chiffre évaluez vous le déficit budgétaire probable ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- A deux milliards, sans tenir compte du moratoire Hoover.

M. CAILLAUX.- Cela représentera donc environ quatre milliards.

III -

III .- LE PROJET DE BUDGET POUR 1932.

Le Gouvernement a distribué son projet de budget le 12 Novembre .

- Retard dans ce dépôt : risque supplémentaire à l'encontre du vote du budget en temps utile .

Pour faire revivre l'atmosphère dans laquelle ce projet de budget a été préparé et présenté, il faut se souvenir d'une campagne menée en faveur de la reconduction .

- elle aurait prorogé pour 9 mois le budget du présent exercice , sauf modifications indispensables.

Deux raisons mises en avant :

- a) - Le retour à l'ancien cadre budgétaire implique un budget de transition de 9 mois ;
- b) - Crainte selon laquelle la Chambre se livrerait à une surenchère démagogique, susceptible d'enfler les dépenses, à la veille d'une consultation électorale.

Le Gouvernement a été amené à répudier le système de la reconduction , qui est en vérité un système de paresse :

- le déficit budgétaire a provoqué de véritables ravages chez des peuples voisins;
- plus que jamais , dans les circonstances présentes, la Nation doit être dotée en temps utile d'un budget sincèrement établi et rigoureusement équilibré.

Mais, un fait s'impose à nous : par suite de la distribution tardive du projet de budget, la Commission des Finances de la Chambre vient à peine d'en entamer l'examen; - la discussion publique ne pourra pas commencer avant Janvier 1932 .

Comment

Comment se présente le projet de budget ?

Caractéristique essentielle : il ne comporte qu'une durée de 9 mois (1er Avril 1932 - 31 Décembre 1932).

Quelle est la raison invoquée pour cette présentation exceptionnelle ?

- Inconvénients multiples soulevés par la loi de report du 30 Décembre 1929, - et nécessité pour revenir à l'ancien cadre budgétaire d'adopter une période transitoire de neuf mois .

Résumé des inconvénients invoqués contre la loi de report :

a) - Inconvénients d'ordre parlementaire:

- 1° - Le report n'est pas un remède absolu contre les douzièmes.
- 2° - Le travail parlementaire est encombré par la discussion de la loi de finances .
- 3° - La session extraordinaire est sacrifiée.
- 4° - Le Sénat ne dispose pas de plus de temps pour la discussion du budget .

c) - Inconvénients proprement budgétaires:

- 1° - Impossibilité pratique de rapprocher, autant qu'il eut été désirable , les époques où sont faites les évaluations du début de l'exercice, en raison de la période estivale durant laquelle l'administration mène une vie ralentie .
- 2° - Risque grave en ce qui concerne l'exécution des travaux publics , au cas de douzièmes provisoires.
- 3° - Retards obligatoires dans l'établissement des documents préalables à l'élaboration de la loi de règlement .

Mais

Mais voici que l'abrogation proposée de la loi de report, fournit le moyen de résoudre partiellement le difficile problème budgétaire.

- la réalisation de l'équilibre se trouve facilitée puisqu'aux dépenses de 9 mois correspondent des recettes fiscales, qui, pour les impôts directs, sont celles de 12 mois.- Autrement dit, pour l'équilibre de son budget de 9 mois le Gouvernement bénéficie d'une recette supplémentaire théoriquement égale au quart du rendement présumé des impôts directs, soit 2.250 millions environ. Mais pour que ce chiffre fut exact, il faudrait que les dépenses fussent régulièrement échelonnées sur les 12 mois de l'année. Il n'en est pas ainsi.

- parce que les travaux publics ne s'effectuent pas par parties égales, chaque mois;

- parce que les échéances de la dette publique ne sont pas uniformément réparties sur les 12 mois.

En réalité, le bénéfice, après analyse des dépenses serait de 2.250 millions - 950 millions = 1.300 millions.

Au point de vue technique, le procédé ne soulève pas d'objection :

- il faut se remémorer que lorsque fut votée en 1929, la loi de report, le budget de 1929 a été prolongé de 3 mois, tant au point de vue des dépenses qu'à celui des recettes, sauf en ce qui concerne les impôts directs. Ceux-ci ont été intégralement affectés à l'exercice 1930-1931, bien qu'au point de vue fiscal ils correspondent à l'année civile 1er janvier - 31 décembre 1930.- Ainsi les dépenses du 1er trimestre de l'année civile 1930 ont été couvertes sans qu'il soit fait état des impôts directs. Une sorte de réserve a été constituée, dont bénéficiera le premier budget qui n'aura que neuf mois.

Comme on le voit le Gouvernement s'approprie une aubaine,

qui a été constituée le jour où l'on a fait un budget de 15 mois couvert notamment par 12 mois d'impôts directs.

Ici, toute une série de questions sur lesquelles nous aurons ultérieurement à délibérer et que pour le moment il suffit de poser :

a.- Est-il opportun de proposer le retour immédiat à l'ancien cadre budgétaire, c'est-à-dire d'utiliser dès maintenant la réserve qui s'offrait au gouvernement ?

b.- N'eût-il pas été de meilleure politique financière de présenter, cette fois encore, un budget de 12 mois, afin de placer sous les yeux du pays, la situation budgétaire réelle ?

c.- Y a-t-il lieu de souscrire à la thèse selon laquelle la Chambre actuelle aurait à peine le pouvoir ou le droit de prendre les mesures importantes qu'exigerait la situation ?

d.- Est-il sage de reporter, sur la prochaine législature, la lourde tâche de redresser les finances publiques, la prochaine législature ne pouvant plus disposer de l'aubaine léguée par le budget de 15 mois et de certaines autres appropriations ?

Le projet de budget se présente dans les conditions suivantes :

Recettes :.....	41.037.290.741 francs
Dépenses :.....	<u>40.935.018.566 francs</u>
Excédent :..	102.272.175 francs.

DEPENSES.- Le Gouvernement s'est efforcé de faire barrage à l'inflation. Il n'a pu cependant éviter les augmentations qui ont leurs germes dans des lois organiques ou dans des budgets précédents. Au total (calcul pour 12 mois) : augmentation de dépenses de 1.948 millions, dont :

.....

401 millions pour la retraite du combattant,
300 millions pour les assurances sociales,
180 millions pour les dépenses militaires (service d'un an),
200 millions pour les routes nationales,
164 millions pour les subventions aux Compagnies de navigation,
150 millions pour le programme naval.

RECETTES. - A ce point de vue, il a été tenu compte des observations présentées lors du dernier budget par la Commission des finances:

- des abattements sérieux ont été faits en ce qui concerne les recettes fiscales évaluées selon la méthode directe. Ex.:
- le produit de la cédule des bénéfices industriels et commerciaux a été estimé à 3.211 millions contre 4.238 millions pour le budget en cours (- 1.027 millions).

pour l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, l'abattement n'est que de 600 millions. Il est peut-être insuffisant.

Comment le Gouvernement a-t-il réalisé l'équilibre entre une masse de dépenses croissantes et des recettes en diminution?

Rappelons que l'abrogation de la loi de report allégerait le budget d'environ 1.300 millions. Pour le reste, le Gouvernement propose 3 mesures:

1° - La première consiste en une aggravation fiscale, qui consiste essentiellement en une augmentation de la taxe à l'importation.

2° - La deuxième mesure est l'appropriation pour le compte du prochain budget de sommes importantes et disponibles ayant déjà une destination:

700 millions à prélever sur le solde créditeur des opérations réalisées par le service des alcools;

376 millions à provenir des bénéfices de frappe sur les monnaies d'argent.

.....

3°- Le projet de budget fait état en recettes, comme le budget en cours, des versements de l'Allemagne : 1.178 millions.

On peut être d'accord, - puisque l'habitude en a été prise - pour les inscrire au budget; à cet égard, on ne saurait concevoir à l'heure actuelle une modification, dans l'état des relations internationales.

Mais, dans l'établissement du budget, ne devrait-on pas tenir compte de la précarité de ces recettes ? Ne devrait-il pas y avoir une marge de sécurité ?

Si nous additionnons toutes les sommes, qui ont permis au Gouvernement, d'équilibrer son budget, mais qui ne présentent pas un caractère de permanence absolue, nous arrivons au total suivant:

Pour un budget de 9 mois :

- abrogation de la loi de report:	1.300 millions
- alcools.....	700 millions
- bénéfices de frappe	335 millions
Versement de l'Allemagne.....	<u>1.178 millions</u>
	3.513 millions

Pour un budget de 12 mois :

- abrogation de la loi de report:	1.300 millions
- alcools	700 millions
- bénéfices de frappe	335 millions
- versements de l'Allemagne	<u>1.900 millions</u>
	4.235 millions

C'est donc une somme de 4 milliards 235 millions qu'il faudrait dégager dès maintenant, si le budget de la France était présenté dans toute sa rigueur.

En tous cas, c'est cette somme, que sous une forme ou une autre, il faudra retrouver lors de l'élaboration et le vote du budget pour 1933.

.....

A noter que M. Lamoureux a chiffré le déficit véritable à 6 milliards, car il a fait entrer en ligne de compte des augmentations de dépenses, jusqu'à concurrence de 1 milliard 1/2 environ.

B.- LA TRESORERIE.-

La situation de la Trésorerie exige de son côté les plus grands ménagements.

Une observation s'impose toujours lorsqu'on parle de la situation de la Trésorerie.

Dans l'état actuel de notre comptabilité publique, il est impossible de dégager l'actif du bilan de l'Etat.

Tout ce qu'il est possible de faire, c'est de dégager une situation dé caisse.

Sous le bénéfice de cette observation, nous analyserons sommairement l'évolution de la trésorerie depuis un an.

Au 31 Octobre 1930, la situation de la trésorerie se présentait ainsi :

Actif :	En caisse	11.673 millions
	Créances.....	<u>3.586 millions</u>
		15.259 millions
Passif :	<u>6.204 millions</u>
Solde net :	9.055 millions

A noter que ces chiffres (et cette observation vaut pour les situations suivantes) ne comprennent pas :

- le montant des encaisses détenues par le Trésor dans les banques coloniales:
- le passif permanent du trésor (dépôts des trésoriers payeurs généraux, des départements, des communes, comptes de chèques postaux, avances permanentes de la Banque de France).

.....

Au 31 Octobre 1931, la situation était la suivante :

Actif : Encaisses	4.981 millions
Créances	<u>5.956 millions</u>
	10.337 millions
Passif :	<u>7.278 millions</u>
Solde net ;.....	3.059 millions.

Ainsi, d'une année à l'autre, le solde net a diminué de : 5.996 millions.

Quelles sont les raisons de cette différence ?

A.- La diminution provient pour une large part de ce que le Gouvernement présente aujourd'hui des situations plus complètes:

- Au passif, sont inscrites, non seulement des dépenses engagées, mais aussi celles dont le principe seulement est engagé et qui pèseront ultérieurement sur la trésorerie: Ex. dépenses pour l'aménagement défensif des frontières inscrit pour 2.527 millions au passif de la situation du 31 octobre 1931, tandis qu'il n'était porté que pour un montant sensiblement inférieur jusqu'au début de 1931.

B.- Charges assumées par la trésorerie depuis un an :

1 - Paiement à la Caisse autonome sur l'excédent du budget de 1929 (paiement qui n'a été effectué que fin 1930).

2 - Déficit du budget de 1930-31.

3 - Déficit du budget en cours d'exécution, dans la mesure ou il est déjà comblé.

C.- La trésorerie - le fait est aujourd'hui patent - à subvenu à certaines opérations:

- aide à des gouvernements étrangers,

- aide à certains établissements privés.

Sur ces opérations, nous ne possédons pas encore une documentation suffisante. Nous l'avons demandée. Dès que j'aurai pu étudier les dossiers qui me seront fournis, je ferai un exposé complémentaire à la Commission.

M. CAILLAUX.- Quelle va être l'attitude de la commission des finances mardi prochain lors de l'interpellation de M. CAVILLON sur la politique financière nous n'avons pas eu la possibilité d'étudier des questions aussi importantes que celle des avances aux Etats étrangers et à certaines banques puisque notre rapporteur général lui-même n'a pas encore en main tous les documents. Il est inadmissible qu'un débat pareil puisse s'engager sans que la commission des finances ait été mise en mesure d'y prendre part.

M. LE PRESIDENT.- Je n'ai pas attendu cette observation si juste de M. CAILLAUX pour élever une protestation. M. le Ministre des Finances s'est excusé d'avoir accepté l'interpellation sans m'avoir consulté au préalable et M. CAVILLON m'a précisé, dans une lettre, que, s'il avait pris cette initiative, c'était sur la demande instante des représentants qualifiés du commerce et de l'industrie. Son interpellation, m'a-t-il dit ne vise nullement la politique financière dans son ensemble. Il entend limiter son intervention à la nécessité qui s'impose de donner au commerce et à l'industrie plus de facilités d'escompte.

S'il en est ainsi, je crois que nous pouvons accepter un pareil débat limité au problème de l'escompte.

M. CAILLAUX.- Il est bien difficile de limiter un débat semblable car, en fait, c'est toute l'action de la Banque de France qu'il faut évoquer pour comprendre le problème.

Si le commerce et l'industrie souffrent d'un resserrement général des crédits c'est que la Banque de France s'obstine à conserver un taux d'escompte trop bas. Pourquoi? Parce que la dernière convention, celle de juin 1928, est tellement.....

tellement mal faite qu'elle lui assure des bénéfices d'autant plus élevés que le taux de l'escompte est plus bas...

Et c'est ainsi que pour ses intérêts propres, notre grand institut national sacrifie la vie économique du pays.

Il n'est pas possible, au moment où nous sommes, de traiter un point particulier touchant à la situation financière et économique sans évoquer le problème dans toute sa complexité. C'est pourquoi je regrette l'initiative prise par M. CAVILLON et l'acceptation du ministre des Finances. Ce débat doit avoir lieu, mais seulement lorsque la commission des finances, suffisamment informée, pourra y prendre sa part.

M. SERRE.- Je ne comprend pas l'émotion soulevée par la demande d'interpellation de M. CAVILLON à laquelle je m'étais associé comme Président de la Commission du Commerce, avec l'intention d'intervenir en cette qualité.

La situation est angoissante pour les commerçants et les industriels. Des maisons qui offrent toutes les garanties possibles, même des garanties immobilières, ne trouvent plus de crédits. On réduit leur marge d'escompte en invoquant simplement le besoin pour les banques de conserver "des liquidités".

A l'approche de l'échéance de fin d'année, il importe d'ouvrir un débat sur cette question vitale pour le commerce et l'industrie.

Si les Banques continuent à diminuer les crédits d'escompte, il est facile de prévoir un nombre considérable de faillites pour une date très prochaine ce qui, entre autres conséquences, augmentera singulièrement le nombre de chômeurs.

M. HENRI ROY.....

M. HENRI ROY.- Je crois que nous discutons un peu dans le vide, car, si mes renseignements sont exacts, l'interpellation de M. CAVILLON ne sera pas discutée mardi prochain.

M. HENRI BERENGER.- Souhaitons le, car il serait inadmissible que le gouvernement profite de cette interpellation pour traiter devant le Sénat la question des avances aux pays étrangers et pour obtenir par surprise le vote d'un ordre du jour approuvant ces opérations sans que les commissions compétentes aient pu étudier les dossiers.

Si l'on veut tenter une pareille manoeuvre, notre devoir est de la déjouer.

M. CAILLAUX.- La manoeuvre est "cousue de fil blanc". Le Ministre des finances cherche un vote de couverture du Sénat.

M. SERRE.- S'il y a manoeuvre, je ne la connais pas. J'affirme au contraire que l'intervention de M. CAVILLON est provoquée par des groupements de producteurs qui envisagent avec crainte les conséquences de la restriction toujours plus grande des crédits d'escompte.

M. HENRI BERENGER.- Nul ne vous suspecte, mon cher ami. Mais le libellé de l'interpellation de M. CAVILLON est si vaste qu'il permettra au ministre d'exposer toute sa politique financière et un débat pour lequel nous ne sommes pas prêts, se trouvera bel et bien engagé.

M. HENRI CHERON.- Voilà le danger. Quelles que soient les intentions de M.M. CAVILLON et SERRE, le débat pourra être élargi, notamment par le ministre.

M. CAILLAUX.- Que M. CAVILLON réduise sa demande à une question !

M. HENRI BERENGER.- Même sous la forme d'une question, nous ne sommes pas assurés contre l'ouverture d'un très vaste débat qui sera prématuré tant que nous n'aurons pas eu sous les.....

les yeux les documents dont parlait tout à l'heure M. le Rapporteur général.

On va demander un accroissement de l'escompte. Mais est-ce qu'une pareille politique ne viendrait pas, en restreignant les "liquidités" des banques, porter atteinte à la confiance des déposants ?

Est-ce que les Banques de Dépôts ne se trouveraient pas compromises dans leur sécurité ?

Encore une fois, un débat portant sur l'ensemble du problème est nécessaire, mais il ne pourra venir que lorsque la commission des Finances sera complètement éclairée.

M. SERRE.- Les intérêts des Banques de dépôts sont respectables, mais il ne faut pas oublier qu'avant tout le rôle économique des Banques consiste à assurer du crédit à la production et au commerce. Je respecte les scrupules de mes collègues en ce qui concerne les prérogatives de la commission des finances, mais je ne peux pas ne pas jeter un cri d'alarme quand je vois ce qui peut se passer à la fin de l'année si l'on ne donne pas plus de facilités d'escompte.

Le débat désiré par M. CAVILLON est urgent. Qu'il ne vienne pas mardi, soit ! Mais il faut qu'il puisse venir très prochainement.

M. LE PRESIDENT.- M. le Ministre des finances, sur mes observations, a déclaré qu'il accepterait sans difficulté l'ajournement de l'interpellation de M. CAVILLON.

M. ALBERT MAHIEU.- Le Gouvernement se préoccupe de cette très grave question de l'escompte et il envisage une combinaison ingénieuse à l'aide du Crédit national.

Il serait bon qu'un débat à la tribune permit d'apporter aux commerçants qui vivent dans l'angoisse des échéances prochaines la promesse d'une amélioration prochaine des conditions.....

ditions de crédit.

Il importe de relever la confiance dans certains milieux que je connais bien et où les difficultés présentes engendrent un découragement complet.

Prenons garde ! La région industrielle du Nord est à la veille de la faillite si l'on ne vient à son aide en lui donnant un peu de crédit. Si l'on ne fait rien dans ce sens, il y aura 1 million de chômeurs au 1^{er} Janvier.

M. HENRY BERENGER.- Je ne nie pas tout cela, mais je demande que la Commission des Finances soit mise par le Gouvernement en mesure de remplir son devoir de contrôle.

Nous ne fuyons pas un grand débat, mais nous ne voulons pas que ce débat vienne à l'improviste et sans que nous ayons pu étudier la question auquel il se rapporte.

M. CAILLAUX. Il est évident que la discussion de l'interpellation de M. CAVILLON doit être retardée....

M. SERRE.- Vous verrez plus tard les inconvénients de ce retard.

M. CAILLAUX.- Ce retard est préférable pour tout le monde et même pour les intérêts que nous défendez, mon cher ami. Car si le débat vient mardi, personne ne pourra m'empêcher d'intervenir et de dire ce que je pense du rôle de la Banque de France et de la politique financière du gouvernement.

Vous obtiendrez ainsi peut être un résultat diamétralement opposé à celui que l'on recherche.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je répète que je vais étudier toutes les questions que soulève l'interpellation de M. CAVILLON dès que le Gouvernement m'aura fourni tous les documents indispensables. Je ferai diligence et la Commission ne tardera pas à être éclairée.

M. HENRY BERENGER.....

M. HENRY BERENGER.- Je vous demande, Monsieur le Rapporteur Général, de ne pas oublier de faire porter vos investigations sur la composition des avoirs de la Banque de France.

Il est essentiel, notamment, que nous sachions quelle est, dans les 64 millions d'or de la Banque, la part qui a été déposée par des étrangers. Vous sentez l'importance de ce renseignement. On parle toujours des 64 millions d'or de la Banque. Mais est-ce qu'une part importante de cet or ne peut pas, d'un instant à l'autre, être retirée par des propriétaires étrangers ? Est-ce que le mécanisme de notre circulation monétaire qui paraît si solide n'est pas sous la menace d'un brusque retour de manivelle qui peut faire sauter la machine ?

M. FARJON.- Je partage les préoccupations de M. HENRY BERENGER quand je vois les encaisses-or de la Banque augmenter à un moment où pourtant la balance des comptes est largement déficitaire pour nous. Il n'est pas douteux que les caves de la Banque abritent de nombreux avoirs étrangers.

M. FRANÇOIS SAINT MAUR.- Je m'étonne de voir mes collègues prendre à ce point au sérieux l'annonce de l'interpellation de Mardi prochain.

Pour moi, il me suffit de voir que l'interpellation de M. CAVILLON a été jointe à celle de M. Dominique DELAHAYE pour penser que l'une et l'autre seront renvoyées aux calendes (sourires).

Ceci dit, je me permets d'inviter la Commission à agir très prudemment dans une pareille question. La confiance est un sentiment tellement fugitif et la panique peut résulter, dans la période trouble que nous traversons, de très peu de choses !

La.....

La question de l'escompte est étroitement liée à celle des dépôts. Prenons garde par un communiqué mal interprété, ou par un débat imprudent de provoquer une panique des déposants qui serait aussi grave que le marasme du commerce et de l'industrie qu'évoquaient tout à l'heure M.M. SERRE et ALBERT MAHIEU.

M. HENRY BERENGER.- La Commission a le devoir d'étudier le problème; ce qu'elle peut faire avec toute la discrétion désirable.

M. REBOUL.- On a parlé de panique. Ce sont certaines banques qui risquent de provoquer la panique en invitant le public à acquérir de l'or. Cette odieuse propagande se fait beaucoup dans les campagnes. Ne pourrait-on pas l'empêcher ?

M. CAILLAUX.- Un ministre des Finances conscient de ses devoirs devrait convoquer dans son cabinet les dirigeants des Banques qui se livrent à un pareil trafic et leur tenir un langage un peu rude.

M. LE PRESIDENT.- Pour en finir avec cette discussion j'indique que je renouvellerai mes observations que j'ai déjà présentées au Ministre des Finances au sujet de l'interpellation de M. CAVILLON. Je lui rappellerai que la politique financière du gouvernement ne peut faire l'objet d'un débat au Sénat avant que la Commission ait été renseignée complètement sur tous les éléments de cette politique.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Si une documentation complète nous manque nous n'en connaissons pas moins l'étendue des diverses avances consenties par le Trésor.

Une lettre adressée par le Ministre des Finances à M. MALVY, président de la Commission des Finances de la Chambre des Députés, le 19 Novembre 1931, et qui, sur notre demande formulée le 23 Novembre 1931, a été communiquée à notre commission le 5 Décembre vise 3 catégories d'avances:

I - Avances en devises à divers (par application de l'article 120 de la loi du 16 Avril 1930 : réseaux de chemins de fer, compagnies de navigation subventionnée...). Ces avances sont portées sous la rubrique : créances, des situations mensuelles.

II - Avances à des gouvernements étrangers :

a - Avances en comptes-courants prévues par les lois spéciales du 8 Janvier 1924 (Pologne-Yougoslavie).

b - Avances consenties pendant les récentes vacances parlementaires.

1 - Yougoslavie (Oct. 1931) : 250 millions

2 - Hongrie (Août 1931) : 354 millions.

M. SERRE.- Il est bon que l'on sache que, malgré ses avances, les Hongrois qui ont fait des achats divers en France se refusent à en solder le montant.

Le commerce avec la Hongrie et la Yougoslavie ne s'en est trouvé nullement amélioré.

M. SCHRAMECK.- Aucune garanties n'ont donc été prises par le Gouvernement au moment où il a consenti ces avances. Voilà bien ce qui est grave !

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous étudierons cette question lorsque le moment sera venu.

Je reprends mon exposé.

III - Avances pour diverses banques.

a - Banque d'Alsace-Lorraine (opération commencée le 19 Janvier 1931) : 910 millions.

b - Banque Nationale de crédit (opération commencée le 28 Septembre 1931) : 1.062 millions.

M. HENRY BERENGIER.- Le Trésor a-t-il donné la garantie à la Banque de France en ce qui concerne les avances faites à la Banque nationale de crédit ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'étudierai la question.

Il.....

Il semble résulter des débats de la Chambre (séance du 27 Novembre 1931) que les sommes ont été prélevées sur les encaisses du Trésor à l'étranger.

Des discussions se sont élevées à propos de la légalité des avances :

L'article 131 de la loi de finances du 16 avril 1930 n'a-t-il pas été violé ?

M. LE PRESIDENT.- La violation formelle de la loi n'est pas contestable.

M. CAILLAUX.- Je ne peux m'empêcher de penser que nos grand'pères ont fait la révolution de 1789 justement pour que la loi s'impose à tous, même aux gouvernements, et aussi pour que l'Etat ne puisse pas, sans contrôle dépenser l'argent des contribuables ! Que sont devenus les grands principes de notre droit public ?

M. LE PRESIDENT.- Hélas ! ce n'est pas la première fois que la loi est violée par le Gouvernement.

M. CAILLAUX.- Je ne connais pas de précédent plus grave que celui-là.

Il est arrivé qu'un gouvernement a dû pour des motifs de défense nationale engager d'urgence des dépenses sans crédits régulièrement ouverts. Mais, dans ce cas, on a toujours pris la précaution de se couvrir en prenant l'avis des présidents et des rapporteurs généraux des commissions financières et en déposant un projet de loi.

C'est ainsi que j'ai procédé lors de l'alerte de 1906. Ici le Gouvernement a agi seul et il n'a rien fait pour faire partager au Parlement la responsabilité de sa décision.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous avons dit que le solde net de la Trésorerie avait diminué.

D'autre part, la composition de l'actif s'est sensiblement modifiée, au détriment de la liquidité des ressources de Trésorerie.

Au.....

Au 31 Octobre 1931, les encaisses ne s'élevaient qu'à 4.381 millions contre 11.673 millions un an auparavant.

Dans le même laps de temps, les créances sont passées de 3.486 millions à 5.950 millions.

Même si on suppose que toutes les créances de la trésorerie sont de bonne qualité, la situation au 31 octobre 1931 appelle plusieurs observations :

1°- Le poste de l'actif "Devises étrangères" est décompté pour sa valeur au pair, et il n'y avait pas moyen de faire autrement. Seulement, une déduction devrait être faite pour tenir compte de la baisse de la livre, dans la mesure, que nous ignorons d'ailleurs, où le trésor détient encore des devises libellées en livres sterling.

2°- Dans l'hypothèse évidemment théorique où la moitié des dépenses publiques de l'exercice auraient été payées au 31 octobre 1931, il y aurait lieu d'inscrire au tarif la moitié du déficit probable de l'exercice, soit, en tenant compte du moratoire Hoover, une somme de l'ordre de 1.500 millions environ.

3°- Comme le budget pour l'exercice 1932 ne sera, dans l'hypothèse la plus favorable, équilibré qu'avec le secours des versements de l'Allemagne, c'est là un nouvel aléa pour le Trésorerie.

En résumé, la marge disponible au 30 septembre 1931 appelle les plus sérieux ménagements en raison de perspectives précises.

Sans doute, faut-il tenir compte inversement de la lenteur inusitée avec laquelle, cette année, par suite du marasme des affaires, les contribuables ont acquitté leurs impôts directs.

La période des "basses eaux" a pu se prolonger jusqu'en octobre ou même novembre. Il est permis d'en trouver la manifestation dans l'accroissement sensible des encaisses entre le 30 septembre et le 31 octobre : = 511 millions.

.....

CONCLUSION GENERALE SUR LA SITUATION DE LA TRESORERIE :

Il est impossible de songer à un secours pour le financement d'un plan d'outillage national.

Dans son état actuel, elle possède tout juste assez d'élasticité pour pourvoir aux besoins normaux d'une saine exécution du budget.

Et encore, le Gouvernement lui-même n'est pas persuadé, puisqu'il a inscrit au projet de budget une somme de 75 millions pour subvenir au service des Bons à émettre.

9 décembre 1931.

M. LE PRESIDENT.- Je pense être l'interprète de la Commission toute entière en remerciant M. le Rapporteur Général de son exposé si complet et si clair.

Cet exposé contient des renseignements indispensables pour chacun de nous, aussi serait-il tapé et envoyé à chacun des membres de la Commission.

M. HENRY CHERON.- Je me permets d'indiquer que dans le calcul de l'équilibre budgétaire, il faudra tenir compte de l'avantage réalisé par le Trésor du fait que les paiements au Gouvernement Britannique résultant de l'accord Caillaux-Churchill doivent être faits en livres sterling. La baisse de la livre laissera une marge de bénéfice au Trésor.

M. CAILLAUX.- C'est exact.

A ce propos je proteste contre la façon de procéder du ministère des finances qui a réduit les coupons du 4 % 1925 en se basant sur la baisse de la livre.

L'économie dérisoire que l'on a réalisée ainsi est obtenue par un procédé malhonnête. Quant le 4 % 1925 a été émis, on a voulu garantir au prêteur un revenu ne pouvant être affecté par la baisse du franc. On n'a pas voulu viser expressément la nation de franc-or, mais en calculant le coupon sur le cours de la livre, on a entendu donner une garantie or.

On aurait pu aussi bien prendre le cours du dollar, comme base. Aujourd'hui le gouvernement ne devrait pas se servir de l'abandon de l'étalon or par les Anglais, pour renier des engagements incontestables et qui devraient être sacrés.

M. HENRY BERENGER.- J'étais rapporteur Général en 1925. Je confirme complètement ce que vient de dire M. CAILLAUX. L'emprunt 4 % a été dans l'esprit de ceux qui l'ont émis, non.....

non un emprunt basé sur le cours de la livre mais un véritable emprunt-or.

M. SCHRAMECK. - M. le Rapporteur Général n'a pas fait état dans le calcul de l'équilibre budgétaire de la nouvelle convention avec la Banque de France.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est une question, nous le verrons, qui n'a rien à voir avec le budget.

M. LE PRESIDENT.- Je pense répondre aux préoccupations qui ont été exprimées par plusieurs de nos collègues en proposant de ne faire allusion dans le communiqué à la presse qui suivra notre séance de la discussion sur l'interpellation de M. CAVILLON, sur la question du crédit et sur celle des avances aux gouvernements étrangers (Assentiment).

Notre communiqué, visera donc simplement l'exposé de M. le Rapporteur Général.

AVANCES A LA COMPAGNIE TRANSATLANTIQUE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle la suite de l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant la garantie de l'Etat pour un emprunt de 180 millions de francs de la Compagnie Générale Transatlantique (N° 736 - Année 1931).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Donne lecture d'un rapport préparatoire concluant à l'ajournement de la question.

Il étudie les raisons qui ont entraîné les difficultés actuelles de la Compagnie Transatlantique.

Il analyse les diverses pièces du dossier, notamment les bilans de la Compagnie, la correspondance échangée entre la direction de la Compagnie et le Ministre de la Marine Marchande, le rapport de la Commission de Contrôle et celui de M. GERMAIN MARTIN.

Il montre que le vote par le Sénat du projet actuel n'offre aucun caractère d'urgence, la garantie de l'Etat qu'il.....

qu'il doit autoriser ayant été donnée déjà.

Il signale que le gouvernement a déposé à la Chambre un projet concernant la réorganisation de la Compagnie Générale Transatlantique et réglant pour l'avenir les relations de l'Etat avec cette Compagnie. Il propose d'ajourner le vote du projet actuel jusqu'au moment où le Sénat sera saisi de ce dernier, ce qui permettra un examen d'ensemble.

M. LE PRESIDENT.- J'ai félicité tout à l'heure M. le Rapporteur Général. Son second exposé est aussi excellent que le premier. Je lui renouvelle nos félicitations et nos remerciements.

M. CAILLAUX.- Je me range entièrement à l'avis de M. le Rapporteur Général. Nous ne devons pas aborder la question de la réorganisation de la Compagnie Générale Transatlantique sans avoir en mains tous les éléments du problème.

En ce qui concerne la gestion de l'ancien conseil d'administration, il me paraît que l'erreur commise a consisté dans l'extension trop considérable donnée à l'affaire par rapport à son capital action. Il eût été sage de procéder, en temps utile à une augmentation de capital.

M. HENRY CHERON.- Le Gouvernement a cru pouvoir venir en aide, pendant les vacances, à la Compagnie Transatlantique, en se servant de la procédure des avances à régulariser. Je tiens à faire observer que cette procédure introduite dans notre droit financier par M. RIBOT, n'a pas été créée pour venir en aide à des entreprises privées. Le Gouvernement a donc commis une irrégularité contre laquelle nous avons le devoir de protester.

Par ailleurs, le ministre de la Marine marchande a fait allusion dans l'exposé des motifs du décret autorisant l'avance à la loi de 1922. Or, la loi de 1922 n'a pas été faite pour une pareille situation.

Cette.....

Cette loi de 1922, nous la connaissons bien ici où nous l'avons faite, M. HENRY BERENGER étant Rapporteur Général.

Elle a pour unique objet de permettre d'engager certaines dépenses nécessaires à la défense nationale ou bien d'attribuer du secours aux sinistrés en cas de calamité publique, sous la réserve d'une régularisation immédiate par le dépôt d'un projet de loi.

Cette question de l'irrégularité de la façon dont le gouvernement a procédé est grave. Si nous laissons ainsi violer la loi, que deviendrait notre contrôle ?

Il n'est pourtant pas de matière dans laquelle notre contrôle soit plus nécessaire. Il faudra bien que nous examinions dans son ensemble le politique des renflouements que l'on pratique en ce moment et qui heurte les bon sens et l'esprit d'équité du Français moyen.

Comment faire comprendre à ce Français moyen que l'Etat qui laisse mettre en faillite chaque jour tant de petits commerçants qui n'ont commis souvent aucune faute, soutient des grandes entreprises pour les empêcher de suivre le même sort.

La question est grave. En viendra-t-on à dire en France que la faillite n'est que pour les petits ?

M. HENRY BERENGER.- Je confirme absolument tout ce que vient de dire M. CHERON concernant la loi de 1922 dont le gouvernement paraît avoir fait un abus scandaleux.

Il s'organise, semble-t-il, un véritable fascisme financier. En marge de toutes nos lois s'est établie la politique nouvelle des renflouements. Le bureau de la Commission a le devoir impérieux de faire des objurgations au gouvernement afin que cessent de pareilles irrégularités.

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT.- Ces objurgations ont été faites déjà et avec beaucoup d'énergie. Nous devons aller plus loin et proposer des remèdes.

M. HENRY BERENGER.- Le remède, en tous cas, ne peut pas consister dans l'abrogation de la loi de 1922, car cette loi est indispensable.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En l'espèce, le gouvernement n'a pas appliqué la loi de 1922. Il a seulement indiqué dans l'exposé des motifs du décret-comme pour donner la couverture légale à son opération - qu'il pourrait invoquer cette loi.

M. HENRY BERENGER.- Nous ne protesterons jamais avec assez d'énergie contre ce fascisme financier qui tend à supprimer le contrôle tutélaire des commissions.

Ceci dit, j'approuve les conclusions de M. le Rapporteur Général tendant à l'ajournement. Mais, à la faveur de cet ajournement, le gouvernement va-t-il pouvoir continuer à faire des avances à une Compagnie dont la ruine actuelle n'est que la rançon d'une mégalomanie condamnable ?

L'Etat va-t-il se faire le complice d'un grand programme de mégalomanie et de munificence que poursuivait la Transatlantique et dont les inspireurs étaient sans doute les principaux bénéficiaires ?

En ce qui me concerne je proteste contre ce programme et je demande que l'on oriente enfin nos compagnies de navigation vers une politique plus sage ayant pour objet essentiel l'exploitation de nos colonies.

La Compagnie Générale Transatlantique n'hésitait pas à dépenser 800 millions pour construire un bateau qui ne pourra être utilisé que par les milliardaires tandis qu'elle laissait sans les transporter faute de moyens appropriés les babanes pourrir dans nos ports des Antilles.

Eh.....

Eh bien ! Il faut que de pareilles pratiques cessent.

M. CAILLAUX.- Il est prudent, en effet, d'inviter le gouvernement à ne faire aucune avance supplémentaire à la C.G.T. sans consulter le Parlement.

Je suis de ceux qui considèrent comme un scandale la façon dont le gouvernement puise dans les Caisses du Trésor sans autorisation légale ou parlementaire.

Nous devons tout faire pour faire disparaître de semblables pratiques et le moyen existe. Il suffit de compléter la loi de 1922 par une formule inspirée de celle du décret du 31 Mai 1862 et déclarant cocussionnaire tout ministre qui ne se conformera pas strictement à la loi pour les ouvertures de crédit.

M. LE PRESIDENT.- L'idée est excellente. Il faudra s'efforcer de la réaliser dans la pratique.

M. FARJON.- Je ne m'oppose pas à l'ajournement proposé par M. le Rapporteur Général, mais je fais observer toutefois qu'il ne faudrait pas retarder trop longtemps la fixation du statut nouveau de la Transatlantique.

Un régime d'instabilité et d'incertitude ne vaut rien pour une Compagnie de navigation qui doit ^{déjà} faire face à de sérieuses difficultés. Je ne me place pas en disant cela au point de vue des dirigeants de la Transatlantique. Je pense à tous ceux qui vivent de l'activité de cette société et qui seraient réduits au chômage si cette activité se ralentissait.

J'ajoute, pour répondre à une observation présentée tout à l'heure par M. BERENGER que la Compagnie ne doit pas être blâmée d'avoir voulu posséder des navires de luxe pour desservir la ligne des Etats-Unis. Sur une pareille ligne, le luxe est une condition vitale. Si nous n'avions mis en service.....

service que des paquebots modestes ou vieilliss, toute la clientèle nous eut abandonné pour les luxueux paquebots anglais ou allemands.

M. PIERRE ROBERT.- Lorsque nous discuterons le projet de réorganisation de la Compagnie Générale Transatlantique je présenterai quelques observations sur la façon dont, à l'heure actuelle, cette Compagnie assure le service postal j'aurai hélas ! plus de critiques que d'éloges à formuler.

Les conclusions de M. le Rapporteur Général sont adoptées.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En notifiant cette décision à M. le Ministre de la Marine Marchande, je lui indiquerai en même temps la volonté formelle de la Commission qu'aucune avance ne soit faite à la Compagnie Transatlantique avant que le Parlement ait statué sur le projet soumis à la Chambre des Députés.

M. HENRY BERENGER.- Allez-vous déposer un rapport concluant à l'ajournement.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Non. J'attendrai pour déposer mon rapport que nous soyons saisis du nouveau projet. Nous lierons alors les deux questions, qui, on l'a vu, ne peuvent pas être séparées sans inconvénient.

La Commission s'ajourne à vendredi pour l'examen du projet relatif à l'outillage national.

La Séance est levée à 17 heures 50 minutes.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Berenger

+++++

COMMISSION DES FINANCES

Séance du VENDREDI 11 Décembre 1931.

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. JEANNENEY, Président,

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. CAILLAUX. HENRY CHEROIS. FRANCOIS SAINT MAUR. BLAIGNAN. SARI. LEBERT. GENERAL STUHL. ALBERT MAHIEU. ALFRED BRARD. PIERRE ROBERT. HUMBLLOT. VALADIER. REBOUL. LEON PERRIER. GALLET. MARCEL REGNIER. CUMINAL. SCHRAMECK. HENRI ROY. BIENVENU-MARTIN. FOURCADE. JENOUVRIER. MILAN. HIRSCHAUER. MANCEAU. JOSEPH COURTIER. SERRE. HENRY BERENGER.

+*+*+*****+*+*+*+*+*+*+*+*+*

COMMUNICATION DE M. LE PRESIDENT.-

M. LE PRESIDENT.- J'ai deux communications à faire à la Commission. La première concerne l'interpellation de M. CAVILLON sur la politique financière du Gouvernement, dont la Commission a pensé que la discussion n'était pas opportune.

M. le Ministre des Finances que j'ai vu hier, s'est rendu sans difficulté aux raisons que je lui exposais et il a été entendu qu'on laisserait les interpellations venir en discussion mais que lorsque viendrait le tour de parole de M. CAVILLON, le ministre demanderait lui-même le renvoi de l'interpellation à une date ultérieure.

Reste l'interpellation de M. DOMINIQUE DELAHAYE, vieille de plusieurs années, sur la protection de l'épargne et les emprunts étrangers en francs or. Au sujet de cette interpellation la Commission des finances avait reçu un mandat et elle avait chargé M. HENRI ROY d'étudier la question et d'intervenir.....

venir en son nom. M. HENRI ROY, voudra donc bien, mardi prochain, remplir la mission qui lui avait été confiée.

M. HENRI ROY.- Quand la Commission m'a confié cette mission, on était préoccupé des conséquences que risquait d'entraîner l'arrêt de la Cour de Paris déboutant les porteurs d'obligations de la ville de Tokio de leur prétention de réclamer que le service de ces obligations leur fût fait à la parité du franc d'avant-guerre.

M. DOMINIQUE DE LAHAYE demandait que le Parlement se substituât au juge et déclarât que la loi de stabilisation de 1928 ne portait aucune atteinte aux contrats antérieurement conclus et que le service des emprunts étrangers d'avant guerre devait être fait en francs-or. Les porteurs déboutés par la Cour de Paris s'étaient d'ailleurs pourvus en cassation. Dès que j'eus reçu de notre Rapporteur Général d'alors, M. CHARLES DUMONT, le dossier, j'ai vu le Ministre des Finances, qui était à ce moment notre collègue M. CHERON, et le Garde des Sceaux à qui j'exposai qu'il était préférable d'obtenir à bref délai de la Cour de Cassation qu'elle statuât sur le pourvoi dont elle était saisie. Si comme on était en droit de l'espérer, l'arrêt de la Cour suprême cassait celui de la Cour de Paris, cette solution judiciaire aurait incontestablement une valeur supérieure à une solution législative. M. le Garde des Sceaux me promit d'intervenir auprès du Parquet de la Cour de Cassation pour qu'il obtint de celle-ci qu'elle fit diligence. La Cour se hâta, - avec la lenteur qui convient toutefois -, puisqu'elle rendit son arrêt au bout de 18 mois seulement. Cet arrêt, donnant satisfaction aux auteurs du pourvoi, cassala sentence de la Cour de Paris et renvoya les parties devant la Cour de Dijon qui condamna définitivement la ville de Tokio à faire le service de ses obligations.....

bligations en francs tels que les définit la loi de Germinal. Dans ces conditions, la mission que m'avait donnée la Commission est remplie, la question étant réglée.

M. LE PRESIDENT.- Vous voudrez bien fournir ces quelques explications au Sénat lors de la discussion de l'interpellation de M. DOMINIQUE DELAHAYE.

La seconde communication que j'ai à faire à la Commission a trait, à un entretien que j'ai eu hier, avec M. TARDIEU, ministre de l'Agriculture, sur sa demande. A cet entretien assistaient, outre M. ALFRED BRARD, rapporteur du budget de l'Agriculture, M. le Président de la Commission de l'Agriculture, M. CASSEZ et FERNAND DAVID, membres de cette commission.

M. le Ministre nous a exposé qu'un grand nombre de caisses régionales privées de crédit agricole se trouvaient en de très sérieuses difficultés, que des dépôts s'élevant à une cinquantaine de millions de francs étaient menacés et qu'en outre, 50 autres millions étaient nécessaires pour remettre à flot les caisses en difficultés. Pour parer à cette situation, le Gouvernement avait préparé un projet de loi permettant d'accorder à concurrence d'un montant total de 100 millions et par prélèvement sur les fonds du Trésor, des avances aux caisses de crédit agricole.

M. TARDIEU m'ayant demandé mon sentiment sur ce projet, je lui répondis que je ne voyais pas très bien l'objet ni la portée de sa démarche, que l'adhésion qu'il nous demandait, à M. le Rapporteur et à moi-même, de donner à son projet, ne saurait, en aucune manière, lier la commission. Qu'au surplus, comme simple Sénateur, j'avais toute une série d'objections à faire à son projet, que, notamment, ce n'était pas sans appréhension que je voyais la Trésorerie devenir la providence de toutes les affaires en difficulté et que du train

où.....

où l'on allait, les avoirs du Trésor ne dureraient pas longtemps. Par ailleurs, s'agissant de porter secours, non aux caisses officielles de crédit agricole dont la situation est saine, mais à des organismes privés, il convenait de distinguer soigneusement entre ceux qui avaient fait des opérations honnêtes et ceux qui s'étaient livrés à des opérations moins recommandables et qu'en aucun cas, l'aide de l'Etat ne devait aller à ceux-ci.

M. le Ministre me répondit qu'il se réservait de faire cette discrimination; je lui répliquai qu'il convenait, à mon sens, qu'elle fût faite par un Comité spécialement constitué à cet effet.

Notre entretien a pris fin sur ces paroles.

M. ALFRED BRARD.- Vous l'avez très exactement rapporté, Monsieur le Président. J'ajoute que M. le Ministre de l'Agriculture a déclaré qu'il entendait se réserver d'une façon absolue la faculté de faire la discrimination dont vous avez parlé et que tant qu'il serait ministre, il n'accepterait point qu'elle fût confiée à un comité quelconque.

OUTILLAGE NATIONAL.

M. LE PRESIDENT.- Nous allons passer maintenant à l'examen de notre ordre du jour qui comporte la discussion du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant : 1° à la réalisation immédiate de certains travaux relatifs au perfectionnement de l'outillage national; 2° à la création d'une caisse de crédit aux départements et aux communes pour le perfectionnement de l'outillage national, départemental et communal.

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général. lit son rapport sur ce projet de loi.

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT.- lui adresse ses félicitations pour la façon dont son travail remarquable va faciliter la tâche de la Commission. Puis il déclare la discussion générale ouverte.

DISCUSSION GENERALE.-

M. LE RAPPORTEUR GENERAL pour la partie du texte qui concerne la caisse de crédit aux communes, propose, - et ceci afin de ne pas épuiser en quelques années les ressources de la caisse -, de limiter le montant des emprunts pour lesquels les collectivités locales pourront recevoir des bonifications d'intérêts. Je crains que, sur ce point, il n'entre en conflit, avec le gouvernement qui, préoccupé d'apporter un remède au chômage, envisage surtout un gros effort immédiat.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il me semble avoir prévu votre objection puisque je fixe à 1 milliard pour la première année et à 750 millions pour la seconde, le montant des emprunts pouvant être bonifiés. Ce n'est qu'à partir de la 3ème année que j'abaisse sensiblement ce montant, de façon que les disponibilités de la Caisse ne soient pas absorbées en 5 ans.

M. CAILLAUX.- Ne pourrait-on dire que le montant des emprunts bonifiés sera de 1 milliard pour 1932 et que, pour les années suivantes il sera fixé, chaque année, par la loi de finances. Ce système aurait plus de souplesse.

M. LE PRESIDENT.- M. le Président du Conseil m'a dit hier que, si l'on veut combattre efficacement le chômage, il faut, au moins deux milliards la première année.

M. ALBERT MAHIEU.- Le plafond de 1 milliard proposé par M. le Rapporteur Général me semble, en effet, trop faible. Il vaudrait mieux un milliard et demi pour la première année, quitte à réduire le montant des emprunts susceptibles d'être bonifiés au cours des années suivantes.

M. SCHRAMECK.....

M. SCHRAMECK.- Le projet du gouvernement prévoyait, en effet, des chiffres plus élevés pour les premières années.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mais la caisse devra, - ses disponibilités étant épuisées - , suspendre ses opérations, au bout de quelques années.

M. SCHRAMECK.- Il appartiendrait alors au Parlement, s'il estime que ces opérations doivent continuer, de voter chaque année, au budget, les crédits nécessaires.

M. HENRY CHERON.- Le caractère permanent que l'on veut donner à la Caisse me semble une mauvaise chose. Il ne s'agit en somme que d'une oeuvre temporaire : permettre aux départements et aux communes, par le moyen de bonifications d'intérêts, de participer au plan d'outillage national.

Je crains que la permanence de la caisse ne constitue un encouragement à la dépense, donné aux collectivités locales.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vous rappelle que dans une séance antérieure, la Commission s'était inquiétée de voir la caisse obligée d'arrêter ses opérations au bout de quelques années. C'est, pour parer à ce danger d'un épuisement trop rapide de la dotation de la caisse et pour empêcher qu'on ne recourre au budget, pour l'alimenter que j'ai eu l'idée d'inscrire dans la loi, les maxima que je vous propose.

M. ALBERT MAHIEU.- Il faut, en effet, assurer la pérennité de la Caisse, sur quoi comptent tous les départements et toutes les communes.

M. SARI.- Il ne faut pas perdre de vue que l'idée primitive a été la création d'une Caisse permanente destinée à venir apporter une aide aux départements et aux communes pour les emprunts qu'ils étaient amenés à contracter.

Puis l'idée s'est modifiée, par suite de la survenance de la crise économique et le gouvernement a eu l'idée d'utiliser la Caisse pour lutter dans la plus large mesure, possible.....

ble, contre le chômage.

Comment, dans ces conditions, conserver à la caisse ce caractère permanent que nous estimons indispensable ? Il me semble qu'il suffira de dire qu'elle ne bonifiera que les intérêts d'emprunts à court terme, dix ans au plus. De cette façon, son fonds de roulement sera rapidement reconstitué.

D'ailleurs, il est permis d'espérer qu'on obtiendra, dans l'avenir, pour la caisse, des ressources hors budget. La création du pari-mutuel urbain a apporté des ressources sur lesquelles on ne comptait pas. Il n'est pas défendu d'espérer, dans l'avenir des ressources du même genre.

M. SCHRAMECK.- Le pari-mutuel urbain a procuré des ressources nouvelles, mais il a provoqué la diminution des ressources fournies par le pari-mutuel sur les champs de courses.

M. SARI.- La diminution du montant des paris sur les champs de courses n'est nullement la conséquence de la création du pari-mutuel urbain. Elle est uniquement due à la crise économique.

M. BIENVENU-MARTIN.- Il n'est pas douteux que l'idée qui a inspiré le projet a été la création d'une caisse permanente. Il faut que cette caisse ait toujours des ressources, c'est pourquoi je suis partisan de l'établissement d'un plafond. Au surplus, le système du compartimentage qui prévoit que les communes seront classées suivant leur importance, en trois catégories et que, chaque catégorie, ne pourra recevoir qu'une part prédéterminée du montant total des bonifications accordées chaque année, permet de penser que les ressources de la caisse ne s'épuiseront pas aussi rapidement qu'on le craint, car les petites communes qui ne connaissent pas le chômage ne seront pas obligées de se lancer tout
de.....

de suite dans des travaux importants.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- S'il s'agit uniquement de financer un programme d'outillage national, point n'est besoin de créer une caisse; mais si, au contraire, on tient à créer une caisse de crédit aux communes, il faut que cette caisse soit permanente. C'est pourquoi, je suis partisan de l'établissement d'un plafond de manière à empêcher l'épuisement de la dotation de la Caisse.

Par ailleurs, pour accélérer le rythme du renouvellement des ressources de la caisse, il serait bon de dire que les bonifications, au lieu d'être accordées pour des emprunts d'une durée de 40 ans comme on le propose, ne pourront être accordées que pour des emprunts dont la durée n'excèdera pas 25 ans.

M. HENRI ROY.- Toute la difficulté vient de ce que l'on ne sait pas ce que l'on veut et que l'on essaie d'amalgamer deux idées contraires.

Il y a 5 ans, on a déposé un projet portant création d'une caisse d'avances destiné à venir en aide aux communes. Ce projet a trainé et, aujourd'hui on veut le transformer en un projet d'outillage national et de lutte contre le chômage. On aboutit ainsi au texte bâtarde que nous discutons.

De grâce ne mêlons pas les questions ! Votons un projet de lutte contre le chômage et ensuite, créons la caisse. Faisons l'un ou l'autre, mais pas l'un et l'autre à la fois.

M. MILAN.- Les dotations prévues aux articles du projet concernant le plan d'outillage proprement dit sont réparties, par ministères et par chapitres. Est-ce que l'administration sera tenue, comme en matière budgétaire, par la règle de la spécialisation par chapitres, ou bien pourra-t-elle, si les crédits prévus pour un chapitre ne sont pas épuisés, en virer le reliquat à un autre chapitre et l'affecter ainsi à un autre objet.....

jet que celui pour lequel il avait été prévu ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 4 dit expressément que de tels virements ne pourront avoir lieu.

M. CAILLAUX.- Cet article était nécessaire, car nous sommes en matière extraordinaire, non en matière de budget ordinaire, et, à défaut d'un texte l'interdisant, les virements entre chapitres sont parfaitement licites.

M. REBOUL.- Dans son exposé, M. le Rapporteur Général a dit que les crédits que nous allons voter et qui s'élèvent à 3 milliards et demi permettraient de donner du travail à 400.000 personnes pendant un an. A-t-il tenu compte, dans son calcul, du prix des matériaux que devront nécessairement mettre en oeuvre ces 400.000 personnes ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Les sommes consacrées au plan d'outillage s'élèveront en tout à environ 5 milliards sur lesquels on peut admettre que les dépenses de main-d'oeuvre entreront, pour 3 milliards 1/2.

M. LE PRESIDENT.- La discussion générale est terminée. Nous allons passer à l'examen des articles.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de l'article 1^{er} ouvrant un crédit de 3.476 millions et de l'état annexé à cet article.

ARTICLE 1^{er} (Examen des chapitres)

Les différents chapitres de l'état annexé sont adoptés sans observations, à l'exception des chapitres ci-après qui donnent lieu à des échanges d'observations.

INTERIEUR.- Chapitre 2.- Subventions aux départements pour la construction de routes à l'usage des communes enclavées: 40 millions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose l'adoption de ce chapitre.

M. CAILLAUX.....

M. CAILLAUX.- 40 millions ! N'est-ce pas excessif ? Et puis, qu'est-ce exactement qu'une commune enclavée ?

M. MILAN.- C'est une commune qui n'est desservie par aucune voie carrossable.

M. JENOUVRIER.- L'expression est vicieuse.

M. SARI.- Je demande que les crédits que nous votons soient affectés à l'achèvement des travaux de désenclavement déjà commencés.

M. MILAN.- Comme M. SARI, je représente un département qui compte des communes où l'on ne peut accéder que par des chemins muletiers. Dans le seul arrondissement de St Jean de Maurienne, il y a 14 communes dans ce cas. Les habitants de ces communes sont soldats comme les autres citoyens, comme les autres citoyens, ils paient l'impôt. Ils ont le droit qu'on les dote de routes permettant le passage de voitures à deux roues.

M. SCHRAECK.- Comment a été calculé le chiffre de 40 millions qui nous est proposé. J'espère que ni ce chiffre ni celui d'aucun des autres chapitres n'a été établi à la légère et qu'il a fait l'objet d'une estimation sérieuse.

M. LEON PERRIER.- Ce crédit, comme la plupart de ceux qui nous sont demandés doit servir, en réalité à suppléer à l'insuffisance des dotations budgétaires.

Dans le canton que je représente trois communes sont dans le cas de celles dont a parlé M. MILAN, il faut voter le crédit qui permettra de faire cesser leur isolement.

M. CAILLAUX.- Mais est-ce que l'entretien des routes dont vous réclamez l'établissement ne constituera pas une charge trop lourde pour les communes en question et n'est-ce point la perspective d'une telle charge qui, jusqu'à présent a fait reculer devant la construction des routes ?

M. LEON PERRIER.....

M. LEON PERRIER.- Non. Ce qui a fait reculer les départements et les communes, c'est l'importance des frais de premier établissement de ces routes de montagne. Avec les 40 millions que nous allons voter, on pourra achever le programme de désenclavement de toutes les communes françaises.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En effet, le programme de désenclavement établi en 1931 comporte 50 millions de travaux et le ministère de l'Intérieur ne dispose que d'un crédit de 10 millions.

M. FOURCADE.- J'appuie les observations de mes collègues. Le désenclavement de ces communes est un moyen d'éviter que leur population ne les abandonne.

M. HENRY CHERON.- Il est bien entendu que, pour la répartition du crédit, on se conformera aux termes de l'article 209 de la dernière loi de finances qui donne la définition des communes enclavées.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Oui.

Chapitre 3.- Subventions aux communes pour les travaux bénéficiant de la part du produit des jeux répartie par le département de l'Intérieur : 30 millions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vous propose de rejeter ce crédit qui a été introduit par la Commission des Finances de la Chambre et qui m'apparaît comme une amorce de dépenses ultérieures.

M. MILAN.- Oui, mais à la condition de reporter ces 30 millions au chapitre 1^{er} concernant les chemins de grande communication et les chemins vicinaux.

M. MARCEL REGNIER.- Je demande, au contraire, le maintien du crédit. Il s'agit de permettre le paiement de travaux en cours d'exécution et que les communes ne peuvent payer parce qu'elles ne reçoivent pas les sommes sur lesquelles elles étaient en droit de compter, le produit des jeux ayant baissé
cette.....

cette année.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est une voie dangereuse que celle dans laquelle on veut nous engager. Il faudra désormais prévoir au budget, un crédit pour parer à l'insuffisance éventuelle du produit des jeux.

M. LE PRESIDENT met aux voix le crédit de 30 millions voté par la Chambre.

Ce crédit est adopté par 11 voix contre 8.

Chapitre 4.- Subventions aux communes pour leur matériel d'incendie : 5 millions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose le rejet de ce crédit.

M. LEON PERRIER.- J'accepte, mais à la condition que le montant des taxes prélevées expressément pour cet objet sur les compagnies d'assurances soit attribué intégralement aux communes.

Le crédit, mis aux voix, est repoussé.

TRAVAUX PUBLICS.-

Chapitre 1^{er}. - Subventions pour les constructions scolaires de l'enseignement primaire : 406 millions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le gouvernement demandait un crédit de 280 millions. La Commission des finances en proposait un de 350 millions et c'est la Chambre qui l'a porté à 406 millions. Je vous propose de revenir au chiffre proposé par la Commission, chiffre suffisant pour permettre de répondre à tous les besoins.

M. ALBERT MAHIEU.- Le chiffre demandé par le gouvernement était manifestement insuffisant, le ministre de l'Instruction publique ne se rendant pas un compte exact de la situation des constructions scolaires dans les départements.

Dans.....

Dans le département du Nord dont la population s'accroît sans cesse, nous avons établi, pour 1931, 118 projets de constructions scolaires. Sept seulement d'entre eux requerront l'approbation et furent subventionnés. A la suite de nos protestations énergiques on accorda une subvention pour 82 projets. Et ce n'est pas suffisant.

Dans la commune que j'administre l'école des filles compte 600 élèves réparties à raison de 60 à 70 par classe et nous sommes dans une situation enviable par rapport à certaines communes voisines.

Je demande le maintien du crédit voté par la Chambre.

M. HENRI ROY.- Le vote du crédit a donné lieu, à la Chambre, à une discussion confuse. Ne nous mettons point, sur cette question, en conflit avec la Chambre. Votons le crédit et s'il ne peut être employé en totalité, eh bien ! la portion non utilisée tombera en annulation.

M. CAILLAUX.- Vous avez raison. Ne nous donnons pas l'apparence de rogner les crédits destinés aux constructions scolaires.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mais il n'y a pas de quoi employer tous ces crédits !

M. SERRE.- C'est bien étonnant. Dans ma commune, j'ai construit une école; il y a 4 ans, je n'ai pas encore touché la subvention qui m'a été accordée.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- J'appuie la demande de maintien du crédit. Dans les communes industrielles de la Moselle, les écoles sont surpeuplées, des constructions nouvelles sont indispensables.

M. FRANÇOIS SAINT-MAUR.- S'agit-il de subventionner des travaux à faire ou de régler des subventions accordées
pour.....

pour des travaux déjà terminés comme ceux dont a parlé M. SERRE? Dans ce dernier cas il sera bien difficile de prétendre que les crédits que nous votons permettront de lutter contre le chômage.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Les subventions pour travaux faits seront réglées au moyen des crédits régulièrement inscrits au budget.

Le Chapitre est adopté, avec la chiffre de 406 millions, voté par la Chambre.

CHAPITRE 6.- Bibliothèque nationale.- Aménagement et édification d'un dépôt à Versailles : 10 millions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- propose une réduction de 2 millions que l'administration elle-même, reconnaît possible.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Il n'y a vraiment pas lieu de construire un dépôt pour les périodiques, alors qu'il suffiait d'aménager l'hôpital militaire de Versailles, devenu inutile par suite de la réduction de la garnison.

Le chapitre est adopté avec la réduction proposée, par M. le Rapporteur Général.

Le CHAPITRE 8.- Musée d'ethnographie du Trocadéro, est adopté avec une réduction de 2 millions proposée par M. le Rapporteur Général.

CHAPITRE 9.- Muséum d'histoire naturelle.-Office national des recherches scientifiques et industrielles et des inventions.-Musée pédagogique et observatoire de Paris.- Aménagement : 15 millions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le Gouvernement s'était borné à demander 4 millions, pour la reconstruction de la Singerie du Museum. La Commission des Finances de la Chambre a élevé le crédit à 15 millions, le surplus devant servir à compléter les collections du Museum.

La.....

La Chambre a voté ce crédit de 15 millions, mais en lui donnant une autre affectation; 3 millions devant aller au laboratoire du froid, 1 million au musée pédagogique et une somme à déterminer devant être affectée à la construction en Haute-Provence, d'une station d'essai de l'observatoire de Paris. Je vous propose de rejeter cette dernière création pour laquelle aucun programme n'a été établi. Pour le surplus, étant donné que les dirigeants du Museum font savoir que les crédits affectés à cet établissement, doivent être employés suivant un programme différent de celui indiqué par le Gouvernement et par la Chambre, je vous propose d'entendre le Ministre de l'Instruction Publique.

M. LE GENERAL STUHL.- Notre collègue, le Général BOURGEOIS m'a prié d'insister auprès de la Commission pour qu'elle accorde les 15 millions dont il m'a assuré qu'ils sont nécessaires.

Les crédits sont adoptés, en principe, conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général. La Commission décide d'entendre M. le Ministre de l'Instruction Publique.

CHAPITRE 13.- Construction, restauration et aménagement de bâtiments civils, de palais nationaux et de monuments historiques: 23.750.000 Frs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose de réduire ce crédit des 4 millions dont a été doté le chapitre 9 (museum).

M. ALFRED BRARD.- Je demande à la Commission d'opérer une réduction de 1.000 Frs indicative de notre désir de voir la Chambre reprendre le crédit de 2.500.000 Frs qu'elle a cru devoir écarter et qui était destiné à la reconstruction du bâtiment destiné à abriter le service des renseignements agricoles, service extrêmement important et qui est logé dans des conditions déplorables.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il serait dangereux de demander le rétablissement de ce crédit, la Chambre ayant rejeté.....

jeté tous les crédits d'aménagement réclamé qu'on la saisisse sur cette question; d'un programme d'ensemble. Au surplus, si la Commission accepte ma proposition de réduction de 4 millions, point n'est besoin de réduction indicative. Le chapitre retournera à la Chambre qui rétablira le crédit dont vous parlez, si elle le juge à propos.

Le Chapitre est adopté, avec le chiffre de 19.750.000 Fr proposé par M. le Rapporteur Général.

HYGIENE.-

M. LEON PERRIER.- La Chambre a doté le chapitre 1^{er} (Constructions hospitalières) d'un crédit de 180 millions et le chapitre 2 (Création agrandissements et aménagement d'établissements destinés à lutter contre les fléaux sociaux : tuberculose, cancer, syphilis, mortalité infantile.- Institut du radium), d'un crédit de 170 millions. Je demande, comme se proposait de le faire mon collègue M. ARMBRUSTER, malheureusement absent de cette séance, qu'on réduise de 50 millions le crédit inscrit au chapitre 2 et qu'on augmente d'égale somme, la dotation du chapitre 1^{er}.

Nos constructions hospitalières générales sont dans un état lamentable, et s'il est très bien d'établir, à grands frais, des hôpitaux spéciaux, j'estime qu'il est meilleur encore d'avoir des hôpitaux où recevoir convenablement les malades.

M. ALFRED BRARD.- Vous avez tout à fait raison et j'appuie votre proposition.

M. HENRY CHERON.- Pour lutter contre la tuberculose on a établi un programme de création d'établissements où les malades recevront les soins que réclame leur état et s'achemineront vers la guérison. Ce serait une lourde responsabilité que nous prendrions en opérant une réduction de crédit qui entraverait...

traverait l'exécution de ce programme.

M. LEON PERRIER.- La lutte contre la tuberculose, au moyen de sanatoria, créés à grands frais a donné des résultats à peu près nuls. C'est d'autre façon qu'elle doit être menée.

Et avant de gaspiller les millions dans la création de ces établissements spéciaux, il conviendrait de doter d'abord nos grandes villes d'hôpitaux convenables où les ouvriers malades pourraient être hospitalisés et recevoir les soins qui leur sont nécessaires.

M. SARI.- M. LEON PERRIER a raison. Dans plusieurs grandes villes, il n'y a pas d'hôpitaux convenables.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je demande le maintien du crédit qui permettra de mener à bien le programme en cours.

M. LEON PERRIER.- C'est une erreur. Les 180 millions du chapitre 1^{er} ne permettront pas de mener à bonne fin les projets en cours.

Le Chapitre 1^{er} est adopté, avec le chiffre de 180 millions, par 9 voix contre 3.

Le Chapitre 2 est adopté, avec le chiffre de 170 millions.

Chapitre 3.- Réfection de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains : 30 millions.

M. LE GENERAL STUHL.- Cet établissement nous coûte bien cher. Ne pourrait-on l'affecter comme Vichy ?

M. MILAN.- Il fait partie du domaine privé de l'Etat. C'est une honte, pour notre pays que de le laisser dans l'état où il se trouve. Si l'on ne se hâte, il tombera en ruines.

M. LE GENERAL STUHL.- Qu'on le reconstruise, soit ! mais ensuite qu'on l'affecte.

Le.....

Le CHAPITRE 3 est adopté.

CHAPITRE 4.- Camps de vacances : 5 millions.

M. LEON PERRIER.- Ce crédit s'applique bien aussi aux colonies scolaires ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL .- Oui.

Le CHAPITRE 4 est adopté.

Le CHAPITRE 5.- Crédit thermal : 15 millions est rejeté.

AIR.-

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Le chapitre 1^{er} comporte un crédit de 6 millions pour le centre d'essais d'Orléans. Je demande que le Ministre soit entendu sur cette question. J'estime que la création d'un centre d'essais à Orléans ne s'impose pas, Orléans étant trop près de Paris. Ce centre serait mieux à sa place, soit dans la région Bourges , Nevers, soit même dans la région méditerranéenne.

M. REBOUL.- J'appuie la demande d'audition du Ministre de l'Air. Un projet plus important de création d'une école de l'air est à l'étude. Plusieurs villes ont demandé que cette école fût créée sur leur territoire. Parmi elles , Montpellier est en bonne place. Je ne voudrais pas que l'on prît brusquement une décision qui nous soit défavorable et que nous nous trouvions placés en présence du fait accompli.

M. SCHRAMECK.- Quelles sont les raisons qui ont déterminé le choix d'Orléans ?

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Je les ignore. On ne m'a pas tenu au courant de la question.

M. HENRI ROY.- Les dépenses concernant ce centre d'essais sont engagées. Il faudra qu'elles soient payées, soit au moyen du présent crédit, soit par la voie budgétaire.

L'administration.....

l'Administration a acheté 600 hectares de nos meilleures terres à blé pour y installer le centre d'essais et elle les a achetées dans des conditions singulières. Au lieu d'effectuer l'opération elle-même, elle s'est adressée à un intermédiaire qui a obtenu des propriétaires, des options sur leurs terrains, options qu'il a revendues à l'Etat, avec un bénéfice, vous le pensez bien. J'ai fait des observations sur cette manière d'agir et l'on m'a répondu que si l'administration n'avait point employé ce procédé, elle aurait dû recourir à la procédure de l'expropriation comme elle l'a fait à CHATEAUDUN où elle a dû payer l'hectare 24.000 Frs, tandis qu'ici, il lui est revenu à 12.000 Frs. J'ai répliqué que rien n'empêchait l'administration d'acheter les terrains, de gré à gré, directement et que si elle avait agi ainsi, elle ne les eût certes pas payés plus de 6.000 Frs l'hectare.

Pour renseigner la Commission, je puis lui dire que le centre d'essais d'Orléans aura pour objet de dégorger celui de Villacoublay.

Le Chapitre est réservé.

CHAPITRE 3.- Aménagement de ports aériens.. 75 millions

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le Gouvernement avait demandé 25 millions pour le commencement des travaux d'infrastructure; la Commission a porté ce crédit à 75 millions, pour permettre d'accroître le nombre des aéroports civils. Etant donné qu'aucun programme ne nous est communiqué, je vous propose le rejet du crédit.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Mais il y a des projets qu'on n'exécute pas, faute de crédits.

M. HENRY CHRON.- Tout cela paraît improvisé. Depuis de longues années, nous réclamons des programmes et nous ne les obtenions.....

obtenions pas. Je demande que l'on réserve toute la section du Ministère de l'Air jusqu'après audition du Ministre.

Il en est ainsi décidé.

TRAVAUX PUBLICS.-

CHAPITRE 4.- Suppression et amélioration de passages à niveau : 30 millions.

M. SCHRAMECK.- Avec ces 30 millions, combien compte-t-on supprimer de passages à niveau ? Un programme a-t-il été établi, avec un ordre d'urgence des travaux à exécuter ? Il y a des passages à niveau particulièrement dangereux. Je citerai notamment ceux de Miramas. Cette ville est coupée par une voie ferrée où passent 300 trains par jour; c'est dire qu'il est, à peu près impossible de passer d'une partie de la ville dans l'autre. L'existence des passages à niveau se compranait au temps où il ne passait que quelques trains par jour; leur maintien, à l'heure actuelle, est un scandale.

M. MILAN.- Le nombre des passages à niveau à supprimer est de 2.500. Un programme de première urgence, concernant les 250 passages les plus dangereux a été établi. Ce programme ne pourra évidemment pas être entièrement réalisé avec un crédit de 30 millions.

M. SCHRAMECK.- Alors, je demande que les sommes dont nous réduirons les autres chapitres soient reportées sur celui-ci afin d'accélérer l'exécution du programme. Et je demande qu'on réclame du gouvernement la liste des passages à supprimer et l'indication des bases sur lesquelles cette liste a été dressée.

M. MILAN.- La suppression d'un passage à niveau remient, en moyenne à 2 millions; il faudrait donc 500 millions pour supprimer les 250 passages dangereux.

D'ailleurs.....

D'ailleurs, les Compagnies opposent une très grande résistance à la suppression des passages.

M. LE PRESIDENT.- Parce qu'elles voudraient que la part des dépenses qui leur incombe fût couverte par des surtaxes temporaires.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je ferai miennes les observations qui viennent d'être présentées.

Le CHAPITRE est adopté.

MARINE MARCHANDE.-

CHAPITRE 3 - Construction de bateaux garde-pêches et de vedettes pour la chasse aux bélugas.... 7.500.000 Frs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vous propose de réduire ce crédit de 4.500.000 Frs, en raison du peu d'efficacité de la chasse aux bélugas, par des vedettes.

M. ALFRED BRARD.- Je vous demande au contraire, de ne pas réduire le crédit. Nos pêcheurs tiennent beaucoup à ce qu'on intensifie la chasse aux bélugas qui détruisent leurs filets.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je n'insiste pas.

Le CHAPITRE est adopté.

MARINE

CHAPITRE 5.- Contribution de l'Etat dans les dépenses d'adduction d'eau de la ville de Toulon : 20 millions.

M. SCHRAMECK.- Pourquoi l'Etat participe-t-il à de tels travaux ? C'est contraire aux errements habituels.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Parce que l'Etat se réserve, pour les besoins de l'Arsenal, une importante partie de l'eau que la ville de Toulon va capter.

M. SCHRAMECK.....

M. SCHRAMECK.- Sans doute s'agit-il de la captation des sources de Fontaine L'évêque. C'est là une grosse question qui intéresse trois départements. Il ne faudrait pas qu'ils se trouvassent subrepticement dépossédés au profit de la ville de Toulon.

M. SERRE. s'associe à la protestation de M. SCHRAMECK.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- donne lecture d'une note de laquelle il résulte qu'il ne s'agit pas de la source de Fontaine L'évêque.

M.M. SCHRAMECK et SERRE se déclarent satisfaits et n'insistent pas.

Le CHAPITRE est adopté.

M. LE PRESIDENT.- L'examen des chapitres est terminé.

M. ANATOLE MANCEAU.- La Chambre a supprimé un crédit de 5 millions destiné à encourager le commerce d'exportation. M. le Rapporteur Général ne consentirait-il pas à le rétablir

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Non.

M. LEON PERRIER.- Nous avons réalisé d'importantes économies. Pouvons-nous reporter les sommes ainsi économisées sur d'autres chapitres ?

M. MILAN.- Cela ne fait pas de doute.

M. HENRY CHERON.- En droit, nous avons toute latitude de le faire puisque nous ne dépassons pas le montant total des crédits votés par la Chambre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mais la Chambre n'a pas voté ces crédits globalement; elle s'est prononcée sur chaque chapitre séparément.

M. LE PRESIDENT.- Nous ne sommes point ici, en matière budgétaire notre liberté est donc complète.

M. HENRY CHERON.....

M. HENRY CHERON.- J'ajoute que notre droit est plus étendu que vous ne semblez le supposer, puisque nous avons parfaitement le droit de majorer les crédits votés par la Chambre ou de rétablir des crédits qu'elle a supprimés. La seule limitation que la Constitution apporte à nos prérogatives financières est de réserver à la Chambre le droit d'examiner avant nous, tous les projets financiers. Reste la question de fait : savoir s'il est sage de reporter sur d'autres chapitres les sommes économisées sur certains.

M. LEON PERRIER.- Je demande que les sommes ainsi économisées soient affectées aux constructions hospitalières.

M. MILAN.- Et à la suppression des passages à niveau. A combien s'élèvent nos réductions ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- A 44 millions.

M. MILAN.- Eh bien ! donnons 30 millions pour les hôpitaux et 14 millions pour les passages à niveau.

M. GALLET.- Il est à craindre que la Chambre n'accepte les majorations que vous proposez et ne rétablisse les crédits que nous avons réduits.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je m'oppose à la solution proposée par M.M. MILAN et LEON PERRIER. Il n'est pas dit que le total des crédits qui ont été votés par la Chambre soit intangible.

Nous avons le droit de faire des économies. Et c'est une mauvaise méthode que celle qui consiste à majorer les crédits demandés par le Gouvernement, sans savoir comment celui-ci, utilisera les sommes que nous mettons à sa disposition, ni même s'il pourra les utiliser.

M. MILAN.- Vos objections reviennent à dire que nous n'avons aucun droit. Du reste, vous savez bien que les crédits que nous proposons pourront être utilisés.

Je.....

Je demande que notre proposition soit mise aux voix.

La proposition de M.M. MILAN et PERRIER est repoussée par 9 voix contre 4.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 2 qui est ainsi conçu :

"Le compte prévu par l'article premier ci-dessus sera soldé dans les conditions fixées par les lois de règlement et par dérogation en tant que de besoin à l'article 6,5° de la loi du 7 Août 1926. Toutefois, le Ministre des Finances est autorisé à couvrir les dépenses susvisées en portant au crédit de ce compte le produit soit de la mobilisation d'annuités afférentes à des contrats de prestations en nature, soit d'avances de la Caisse des dépôts et consignations dans les conditions fixées par l'article 74 de la loi du 30 mars 1929, soit éventuellement d'émissions d'obligations du Trésor à trente ans.

"Les émissions d'obligations devront être autorisées par une loi."

M. CAILLAUX.- Pourquoi le Gouvernement limite-t-il, par avance, ses facultés d'émission, en s'interdisant l'émission d'obligations d'une durée autre que 30 ans, alors qu'au moment où il sera amené à émettre des obligations, les conditions du marché conviendront peut-être à des emprunts à plus court terme ?

M. MILAN.- Les émissions d'obligations devront être autorisées par une loi. Et si le Parlement refuse de voter cette autorisation, qu'arrivera-t-il des travaux exécutés ou en cours d'exécution ?

M. LE PRESIDENT.- On ne paiera pas les entrepreneurs et les fournisseurs.

M. JENOUVRIER.- C'est le cas des rentiers qui ont prêté de l'argent à l'Etat. Chaque année, il faut que le Parlement vote les crédits nécessaires au paiement de leurs rentes. Si le Parlement refusait de le faire, c'est absurde, mais c'est ainsi.

M. LE PRESIDENT.....~~Ci-dessus~~.....

M. LE PRESIDENT.- Votons cette disposition. Ce n'est pas le moment de réduire le contrôle parlementaire sur la gestion, par le Gouvernement, des fonds du Trésor.

M. HENRY CHERON.- En réalité, comme l'a fait remarquer M. le Rapporteur Général dans le commentaire qu'il nous a lu au début de la discussion, ce texte est d'une rédaction critiquable. Il serait aisé, toutefois, de l'améliorer sur le point qui a donné lieu à l'observation de M. CAILLAUX, en modifiant la phrase relative aux obligations, de la façon suivante :

"..... d'obligations du Trésor amortissables dans un maximum de 30 ans".

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'accepte .

L'ARTICLE est adopté avec la modification proposée par M. HENRY CHERON.

Les articles 3, 4 et 4 bis sont adoptés.

M. LE PRESIDENT.- ARTICLE 4 ter.-

"Dans les adjudications ou marchés de gré à gré, passés au nom de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics de bienfaisance et d'assistance, ainsi que des établissements reconnus d'utilité publique, ayant un caractère hospitalier ou de bienfaisance, les petits artisans remplissant les conditions fixées à l'article 42, §2, du décret du 15 octobre 1926 sont dispensés de fournir un cautionnement lorsque le montant prévu des travaux et fournitures faisant l'objet du marché ne dépasse pas : 50.000 Frs dans les villes de 10.000 à 100.000 habitants; 100.000 Frs dans les villes de 100.001 à 200.000 habitants; 124.000 Frs dans les villes de 200.001 à 300.000 habitants; 150.000 Frs dans les villes de 300.001 habitants et au-dessus. Le maximum est porté à 200.000 Frs pour la ville de Paris. En cas ~~d'adjudication~~ d'adjudication, les artisans devront produire un certificat délivré par le contrôleur des contributions directes de leur domicile indiquant qu'ils sont imposés à l'impôt sur les traitements et salaires. Les acomptes sur les ouvrages exécutés ou sur les fournitures livrées sont payés tous les quinze jours aux artisans sauf les retenues prévues par les cahiers des charges. Les artisans sont soumis aux clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux ou fournitures en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire à la présente loi.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vous propose de disjoindre cet article qui faisait l'objet d'une proposition spéciale et que la Chambre a incorporé au présent projet où j'estime qu'il n'est pas à sa place.

M. SERRE.- Pardon ! Le projet que nous votons a pour objet de permettre d'exécuter immédiatement d'importants travaux, afin de pallier dans la mesure du possible à la crise de chômage. Parmi les travailleurs menacés ou atteints par le chômage, les artisans ne sont pas les moins intéressants. Un grand nombre d'entre eux ne pourraient prendre part aux adjudications si l'on exigeait qu'ils versassent un cautionnement. On a déchargé les coopératives de l'obligation de verser un cautionnement; il serait étrange que l'on refusât aux travailleurs isolés, aux humbles, ce que l'on accorde aux coopératives.

M. COURTIER.- J'appuie les observations de M. SERRE et j'estime que, contrairement à l'opinion de M. le Rapporteur Général, cette disposition rentre bien dans le cadre de la loi que nous votons.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Eh bien . Soit ! j'accepte le maintien de l'article 4 ter.

L'article est adopté.

L'examen des articles suivants, concernant la Caisse de crédit aux communes est renvoyé à la prochaine séance qui aura lieu demain, après l'audition de M.M. les Ministres de l'Instruction Publique et de l'Air.

M. HENRY CHERON.- Un dernier mot ! Par le présent projet, nous portons une double atteinte aux prérogatives de la Caisse autonome d'amortissement, puisque d'une part, il est dit que les dépenses que nous votons pourront être soldées sur les excédents de trésorerie et que, d'autre part, nous prévoyons.....

prévoyons le recours à l'emprunt. La première atteinte est expressément prévue par l'article 2. Quant à la seconde, on ne manquera pas d'objecter qu'il n'est guère raisonnable d'amortir d'un côté et d'emprunter de l'autre. Il conviendrait peut-être, que M. le Rapporteur Général indiquât d'un mot qu'il s'agit là de quelque chose de tout à fait exceptionnel.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Vous avez raison, j'insérerai bien volontiers, dans mon rapport, une observation dans le sens que vous indiquez.

La Séance est levée à 18 heures 1/4.

Le PRESIDENT de la COMMISSION DES FINANCES :

J. Courmery

COMMISSION DES FINANCES

=====

Séance du 12 DECEMBRE 1931.

La séance est ouverte à 14 heures, 30, sous la Présidence de M. JEANNENEY, Président.

Présents: MM. JEANNENEY. ABEL GARDEY. BIENVENU MARTIN.
HENRY ROY. ALFRED BRARD. CUMINAL. MARCEL
REGNIER. REBOUL. VALADIER. HENRY CHERON.
FRANCOIS ST MAUR. FOURCADE. SERRE. MANCEAU.
JENOUVRIER. VALADIER. FARJON. MILAN.
BLAIGNAN. SARI. GALLET. CAILLAUX.

AVANCES A CERTAINES CAISSES DE CREDIT AGRICOLE.

M. LE PRESIDENT donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'agriculture demandant à la Commission de vouloir bien procéder dans le plus bref délai possible à l'examen du projet adopté par la Chambre des Députés ouvrant un compte spécial d'avances à la Caisse Nationale de Crédit agricole.

M. ROY.- Tout dépend des documents que l'on mettra à notre disposition. Nous statuerons lorsque nous en aurons les éléments.

M. BIENVENU-MARTIN.- Nous ne pouvons, en tous cas, prendre aucune disposition dès maintenant, car nous n'avons pas eu la possibilité de prendre connaissance des débats de la Chambre .

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions, dès à présent, désigner

gner un Rapporteur. Nous déciderons plus tard quand nous commencerons l'examen du projet. (assentiment).

M. ALFRED BRARD est nommé Rapporteur.

OUTILLAGE NATIONAL ET CAISSE D'AVANCES AUX COMMUNES ET
AUX DEPARTEMENTS.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle la suite de l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant :

- 1° - à la réalisation immédiate de certains travaux relatifs au perfectionnement de l'outillage national;
- 2° - à la création d'une Caisse de crédit aux départements et aux communes pour le perfectionnement de l'Outillage National, départemental et communal.

Je rappelle que l'audition de MM. les Ministres de l'Instruction Publique et de l'Air sur les crédits prévus pour les services du compte spécial se rattachant à leurs attributions respectives, figurant dans l'état annexé au projet de loi a été décidée à une séance précédente. Il va être procédé à l'audition.

M. J.L. DUMESNIL, Ministre de l'Air, est introduit.

.....

SEANCE DU SAMEDI 12 DECEMBRE 1931

AUDITION DE MM. LES MINISTRES DE L'AIR
& DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

sur les crédits prévus pour les services du compte spécial se rattachant à leurs attributions respectives ,
figurant dans l'état annexé au projet de loi sur
L'OUTILLAGE NATIONAL

A 14 heures et demie est introduit
M. J. L. DUMESNIL, Ministre de l'Air.

M. JEANNENEY, président. - Monsieur le ministre, la Commission des finances n'a statué sur aucun des chapitres de la section concernant votre ministère dans le projet de loi sur l'outillage national, car nous avons désiré avoir auparavant de vous quelques explications. M. le Rapporteur général va préciser les points sur lesquels la Commission serait heureuse d'être éclairée par vous.

M. ABEL GARDEY, Rapporteur général. - L'attention de la Commission, monsieur le ministre, a été appelée principalement sur trois chapitres des crédits prévus pour votre ministère: les chapitres 1 et 5 - que je grouperai - relatifs au centre d'essais d'Orléans et à l'atelier aéronautique d'Orléans, et le chapitre 3, visant l'aménagement de ports aériens.

A propos du chapitre 1^{er}, la commission désirerait savoir dans quelles conditions le centre d'essais d'Orléans a été voté, pour quelles raisons le centre d'essais de Villacoublay est ainsi déplacé, et un point particulier la préoccupe la région d'Orléans est-elle bien choisie pour y installer un centre d'essais de cette nature.

A propos du chapitre 5, la commission désirerait savoir dans quelles conditions l'atelier aéronautique d'Orléans est constitué et quelles dépenses cette création est susceptible d'entraîner.

M. J. L. DUMESNIL, ^{ministre de l'air.} - Messieurs, je défère bien volontiers au desir exprimé par M. le rapporteur général dans les deux questions qu'il vient de me poser.

On a reconnu depuis longtemps la nécessité, au point de vue technique, d'avoir un aérodrome d'essais et Villacoublay n'est pas un lieu que l'on puisse envisager comme devant rester dans l'avenir un aérodrome d'essais, et cela pour des raisons que je vais préciser.

Villacoublay, notre centre actuel d'essais, est, en même temps, un entrepôt pour le ministère de l'air et une piste d'essais pour certains constructeurs qui possèdent des terrains et des usines en bordure de cet aérodrome; d'autre part, les conditions climatologiques de la région parisienne ne sont pas très favorables pour des essais qui doivent être continués avec le maximum de régularité, et en fait on a été toujours d'accord - cela remonte à une date bien antérieure à mon arrivée au ministère de l'air, mais personnellement je partage cette manière de voir - qu'il convenait de reporter

ce centre d'essai en dehors de la région parisienne, pour les deux raisons auxquelles je viens de faire allusion

Ajoutez à cela que les aérodromes de la région parisienne, Le Bourget, Orly, Villacoublay, sont d'ores et déjà insuffisants et que la région parisienne est congestionnée.

Ce n'est pas à dire d'ailleurs que Villacoublay sera abandonné: l'aérodrome sera utilisé pour d'autres fins, mais avec le développement de l'aviation militaire et de l'aviation de tourisme il est, comme les autres champs, insuffisant: les vols d'essais pour lesquels il faut établir des bases de vitesse sont dangereux, étant donné l'encombrement du ciel; il n'y a pas que dans les rues de Paris que la circulation est à organiser et nous arrivons à une époque où il y aura à prendre dans l'air des mesures comme celles qui sont prises sur terre. Nous les avons envisagées déjà à l'avance, en prévision d'un futur qui n'est peut-être pas très éloigné.

Le transfert du centre d'essais de Villacoublay à Orléans est également dicté par des raisons de mobilisation. D'une façon générale - et c'est ce que s'efforce de faire le ministère de l'air - il convient de décongestionner les environs de Paris où l'on trouve trop de terrains et d'usines. La situation, en ce moment, est grave: les trois quarts de l'industrie aéronautique sont bloqués dans la banlieue immédiate de Paris; en temps de guerre, il suffirait d'un accident à la centrale électrique de Gennevilliers pour que des di-

zaines de mille, des centaines de mille ouvriers soient arrêtés.

Voilà la raison pour laquelle un effort général de décentralisation se poursuit en ce qui concerne les usines comme d'autres organisations.

S'agissant du transfert de l'aérodrome de Villacoublay, on a cherché une zone qui fût complètement dégagée, dans laquelle les conditions climatologiques fussent les meilleures, et offrant à la navigation aérienne le maximum de sécurité. L'aérodrome dont la construction est envisagée à Orléans - j'indique que les terrains sont déjà achetés sur des crédits votés dans la loi de finances - doit permettre d'expérimenter dans les meilleures conditions les machines nouvelles du fait que l'atterrissage sera possible à tout instant, pour ainsi dire, dans une région très étendue.

Le départ et l'arrivée se font sur les terrains d'aviation, tout comme c'est là que sont installées les bases de vitesse; mais il arrive constamment que les avions débordent le terrain. A cet égard quiconque connaît Villacoublay sait combien la région est envahie par les lotissements de la vallée de Chevreuse et des environs de Versailles et se rend compte que le terrain ne peut pas convenir indéfiniment aux progrès de l'aviation.

Et puis ce centre d'essais doit rester aussi un centre important d'études techniques et l'on ne saurait l'installer trop loin d'une grande ville; lorsque l'on a prévu les ravitaillements de tous ordres dont on a besoin, on se rend compte qu'un centre d'essais ne peut être organisé en plein bled, ni non plus être trop éloi-

gné de Paris, en sorte que la direction, les ingénieurs puissent en quelques heures de voiture, en quelques quarts d'heure d'avion se rendre sur le terrain.

Telles sont, messieurs, les raisons qui ont motivé le choix de la région d'Orléans pour y transférer l'organisme qui est actuellement installé à Villacoublay.

Ainsi que je le disais tout à l'heure, le crédit inscrit au budget de cette année a été employé par moi à l'acquisition des terrains. Le crédit demandé au titre de l'outillage national est destiné à la construction de trois hangars dont les dimensions sont considérables: 130 mètres de longueur sur 60 mètres de largeur, d'un type nouveau, de hauteur peu élevée et ne dépassant pas 11 mètres; nous évitons de pousser la maçonnerie à une hauteur inutile et nous nous efforçons de ne pas perdre de place.

Telles sont, messieurs, les explications que je puis donner en ce qui concerne le centre d'essais; je suis d'ailleurs tout prêt à répondre aux questions plus précises qui pourraient m'être posées sur des points particuliers.

Pour ce qui est de l'atelier aéronautique d'Orléans, je me suis trouvé en face d'une décision prise par le Parlement avant mon arrivée au ministère, d'un crédit destiné à l'installation d'un atelier d'Etat qui fonctionnera comme atelier-témoin permettant de contrôler les prix demandés par les industriels.

Nous avons pensé qu'il y avait intérêt à ce que cet atelier ne soit pas installé isolément, qu'il devait, au contraire, être établi sur le même terrain que

le centre d'essais d'Orléans. Pourquoi ? D'abord, pour des raisons d'économie indiscutables et aussi pour des raisons de disponibilité de main d'oeuvre, notamment de main d'oeuvre militaire.

En effet, supposons quel'on installe le centre d'essais dans un endroit déterminé, l'atelier aéronautique dans un autre, c'est déjà un double gardiennage à assurer; en outre, en ce qui concerne certaines expérimentations de vol, il y a intérêt à rapprocher ceux qui essaient de ceux qui utilisent.

J'indique d'ailleurs - c'est une question de mobilisation, mais ici tout peut être dit, tout doit être dit - que, sur l'avis conforme du conseil supérieur de l'air, nous envisageons dans un certain avenir de transporter à Orléans le régiment de Thionville ou celui de Strasbourg qui ne peuvent plus rester sur leurs emplacements actuels. A quelques mètres de la frontière, ces régiments verraient, dès le premier jour d'une mobilisation, leurs installations détruites instantanément. Ajoutez-y que nous avons la crainte constante de difficultés: quelle que soit l'expérience des pilotes, il en est qui, perdus dans les nuages, survolent le territoire allemand et parfois même y atterrissent, ce qui donne naissance à des incidents fréquents.

La commission voit par là la politique que nous suivons et que je crois sage, et qui consiste à ne pas éparpiller les efforts. Aussi bien, lorsque nous aurons sur ce terrain d'Orléans un régiment, l'atelier aéronautique et le centre d'essais, le nombre des postes de surveillance n'en sera pas accru; nous aurons plusieurs

parties prenantes, si je puis ainsi parler, elles s'aideront l'une l'autre; le régiment pourra fournir de la main d'oeuvre, si cela est nécessaire, d'autre part, des appareils pourront être mis à sa disposition.

Je n'ai d'ailleurs parlé du déplacement du régiment qu'à titre d'indication, mais il faudra en venir là; mais tout ce que je viens de dire montre quelle a été notre directive quand nous avons pensé à grouper sur le même terrain le centre d'essais et l'atelier aéronautique.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - La commission s'est aussi demandé si la région d'Orléans était bien choisie, par rapport à la région parisienne, pour cette installation du centre d'essais et de l'atelier, mais je crois avoir compris que les terrains étaient déjà achetés....

M. LE MINISTRE DE L'AIR. - La question a été engagée à la suite d'une décision du Parlement et une décision de principe était déjà intervenue lorsque je suis arrivé au ministère de l'air; j'ajoute que, pour le choix des terrains, l'accord a été unanime entre les techniciens et les militaires. J'ajoute encore que, après avoir procédé moi-même à une enquête, j'ai considéré ce choix comme judicieux les terrains sont à proximité de Paris, dans de bonnes conditions climatologiques, il y a un immense espace d'atterrissage; ils ne sont pas non plus très loin d'Orléans où les officiers et les ingénieurs trouveront des facilités de logement, en même qu'un milieu intellectuel intéressant.

Je dois dire, d'ailleurs que, si j'étais libre d'agir, si je disposais de crédits suffisants, je mettrais toute l'aviation française au sud de la Loire, ou sur la Loire, mais pas plus au nord.

M. LE PRESIDENT. - M. le général Hirschauer - qui s'excuse de ne pouvoir assister à notre séance - était même d'avis que, à Orléans, ce terrain était trop près de la frontière et il aurait désiré que l'organisation de Villacoublay fût transférée plus au sud.

M. LE MINISTRE DE L'AIR. - Je comprends le sentiment de votre collègue, mais il faut aussi voir la carte de France et les possibilités qu'elle peut offrir.

Le centre s'installe à Orléans: il y a un régiment d'aviation à Tours... .

M. ANATOLE MANCEAU. - Il y en a un à Angers.

M. LE MINISTRE DE L'AIR. - Et puis, comme je l'ai dit, je ne pouvais plus en face d'une question qui fût entière; j'ai bien signé certains contrats d'achat mais l'affaire était engagée depuis plusieurs années; je poursuis l'exécution d'un programme qui était engagé à mon arrivée au ministère.

M. CAMILLE REBOUL. - Toutes ces installations prévues à Orléans ont-elles quelque rapport avec un projet de création d'une école de l'air? J'ai entendu dire qu'il serait question de créer une école de l'air à Montpellier et c'est en me parlant de ce projet que M. le général Hirschauer me signalait l'importance de crédits dont il s'émouvait pour le centre d'Orléans.

M. LE MINISTRE DE L'AIR. - Il n'y a là aucune corrélation; ce sont deux questions absolument distinctes. Quelque région que l'on ait choisie pour y transférer l'organisation de Villacoublay, ce choix est sans rapport avec la création d'une école de l'air.

Les projets de loi organiques du ministère de l'air ~~est~~ en instance devant la Chambre des députés; M. Ossola a déposé son rapport et la discussion est inscrite à l'ordre du jour, et j'espère que dans peu de semaines le Sénat pourra être à son tour saisi du projet. Le jour où ne nous vivrons plus sous le régime des décrets, où le ministère aura sa charte constitutive, à la base du statut du personnel - qui est la question primordiale - et avant même qu'on précise les conditions de carrière de ce personnel, il y aura la formation dudit personnel, et par conséquent, la création d'une école de l'air.

Et le Parlement aura à se prononcer sur le principe même de cette école qui sera pour les aviateurs l'équivalent de Saint Cyr ou de l'Ecole Polytechnique pour l'armée de terre, de l'Ecole navale pour l'armée de mer. Mais il va de soi que, le jour venu, cette école ne sera pas installée sur un terrain d'essais. Ce sera une école comme celles auxquelles je viens de faire allusion, avec un peu d'extériorisation puisqu'il s'agira de former des navigateurs de l'air.

Pour ce qui est de son emplacement, la décision appartiendra au Parlement, de même que la liberté du ministre de l'air de l'époque reste entière; mais pour moi, je verrais volontiers cette école installée dans

dans une région de beau temps, de préférence près de la mer; il y a une formation des pilotes, même de ceux qui sont destinés aux forces aériennes de terre, notamment au point de vue de la navigation, qui ne peut être donnée utilement qu'au-dessus de l'eau.

En même temps, il conviendra que cette école soit en contact direct avec une ville d'université, étant donné la complexité des études

M. JENOUVRIER. - Tout cela, c'est Rennes.

M. LE MINISTRE DE L'AIR. - Sans être grand clerc, j'ai cru comprendre que M. Reboul disait: tout cela, c'est Montpellier. (Sourires.)

Le ministre de l'époque qui aura l'honneur de faire des propositions au Parlement s'inspirera, la commission peut en être certaine, de l'intérêt de l'Etat et de l'avenir de l'aviation.

M. VALADIER. - J'ai déjà eu l'honneur de m'entretenir avec M. le sous-secrétaire d'Etat du ministère de l'air du camp d'aviation de Chateaudun, pour lequel on a dépensé, il y a trois ans, une somme de 5 millions et qui n'est pas occupé. On a délogé les cultivateurs, on a débarrassé les terrains: quel sera l'état d'esprit des populations de cette région quand elles verront qu'à quelques kilomètres de ce terrain inoccupé on aménage un terrain d'aviation.

J'ai demandé à mon interlocuteur les raisons de cet abandon des terrains de Chateaudun où, à côté d'un camp de munitions, un immense espace reste vide; il m'a

répondu que l'on s'était aperçu, un peu tard, que, pour installer une école de pilotage, mieux valait un terrain situé sous un climat plus favorable, qu'on ne pouvait pas faire un assez grand nombre d'essais dans une région comme celle-là. Or, Orléans n'est pas loin de Chateaudun: ne risque-t-on pas de se heurter aux mêmes inconvénients qui ont fait désertir Chateaudun sans même que le terrain ait été occupé?

M. LE MINISTRE DE L'AIR. - Ce terrain de Chateaudun n'avait pas été envisagé pour y installer pour y installer le centre d'essais que l'on doit déplacer de Villacoublay; il n'avait pas été envisagé pour une organisation technique, mais pour une organisation militaire... et le dernier mot n'est pas dit. D'autre part, je sais que l'on reconnaît certains inconvénients au terrain d'Orléans pour l'installation d'un centre d'essais, par exemple, en ce qui concerne la nature du terrain et je m'excuse de n'avoir pas sous les yeux le plan détaillé que je pourrais communiquer à la commission, mais l'affaire date déjà de deux ou trois ans.

M. VALADIER. - La conclusion c'est qu'on a dépensé 5 millions pour rien à Chateaudun.

M. LE MINISTRE DE L'AIR. - Je puis parler librement de cette question, puisque ce n'est pas moi qui ai acquis les terrains de Chateaudun, ni qui ai décidé de ne pas y faire ce qui avait été prévu. Mais nous avons un certain nombre de regroupements de mobilisation à envisager et Chateaudun n'est pas exclu de ce plan de l'état-major général.

-358-

Et ce jour-là, si l'on a acquis un peu plus de terrains qu'il n'était nécessaire, il sera toujours possible de les revendre sans entraîner une perte comme celle que représenterait la construction d'un bâtiment inutile.

M^r HENRI ROY. - L'Etat ne revendra pas les terrains au prix où il les a payés.

M. LE MINISTRE DE L'AIR. - A Orléans, l'hectare de terrain, y compris les indemnités aux fermiers sortants, a été payé de 10 500 à 11 000 frs: excusez moi si je me trompe de quelques centaines de francs; toute cette acquisition - et j'en rends hommage à mon prédécesseur - a été faite directement par les services du ministère de l'air; à Chateaudun, les achats ont été faits par l'intermédiaire du génie, je crois et le terrain a été payé 20 000 ou 22 000 frs l'hectare.

M. HENRI ROY. - Les terrains d'Orléans ont cependant été achetés par l'intermédiaire d'une agence de propriétés.

M. LE MINISTRE DE L'AIR. - En effet, c'est la maison Bernheim qui agissait au nom du ministère pour que celui-ci ne parût pas lorsque l'on préparait des options. C'est le moyen d'éviter une hausse des prix.

M. HENRI ROY. - Nous nous trouvons donc, si je ne me trompe, en face de trois crédits: 6 millions pour acquisition des terrains, 6 millions pour la construction de hangars et 8 millions pour installation des ateliers: est-ce là l'ensemble des dépenses qui seront faites sur ces terrains d'Orléans ?

M. LE MINISTRE DE L'AIR. - Il n'y a pas trois crédits prévus dans le projet de loi sur l'outillage national. Il y a un crédit de 6 millions pour construction de trois grands hangars en ciment armé: ce prix est normal; puis un crédit de 8 millions pour les installations d'ateliers. Le Gouvernement avait demandé 9 millions pour les ateliers, la Chambre n'a voté que 8 millions, avec lesquels nous ferons face à la construction des bâtiments, à l'installation de la force motrice et des machines-outils, et à la construction de logements d'habitation.

M. HENRI ROY. - Ces deux crédits représentent-ils des amorces de dépenses ou comportent-ils le paiement de la dépense totale ?

M. LE MINISTRE DE L'AIR. - Ils comportent le paiement de la dépense totale: c'est pourquoi nous avons demandé ces crédits dans le plan d'outillage national. J'ajoute que tout est prêt, que les plans sont au point et qu'il n'y a qu'un ordre à donner si le Parlement met ces crédits à ma disposition.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Au chapitre 3, le Gouvernement avait demandé 25 millions pour aménagement de ports aériens; la Chambre a porté ce crédit à 75 millions. Le chiffre demandé par le Gouvernement devait permettre de faire les travaux répondant aux besoins les plus pressants

M. LE MINISTRE DE L'AIR. - C'est exact.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - En élevant ce cré-

dit à 75 millions, la Chambre a marqué son desir de voir s'accroître le nombre des aéroports civils.

Or, la commission a été frappée de ce fait que, pas plus dans la demande du Gouvernement que dans la décision prise par la Chambre, il n'y a pas l'indication, ou plutôt la preuve qu'il s'agisse de travaux formant un tout complet; et, d'autre part, il ne semble pas que ces travaux soient assortis d'un programme d'ensemble.

M. LE MINISTRE DE L'AIR. - Voici, messieurs, comment se présente la question de l'infra-structure.

Les crédits que nous avons demandés ne sont qu'une très petite fraction de ce qui sera nécessaire pour organiser l'infra-structure en France; en réalité, pour doter la France et les colonies d'une infra-structure correspondant au développement puis au fonctionnement normal de l'aviation, les crédits nécessaires seraient de l'ordre de 2 ou 3 milliards.

Que ce chiffre ne vous effraie pas, messieurs. En effet, il s'agira là de crédits payants en ce sens que les installations auxquelles il sera procédé permettront un développement rapide de l'aviation. Notre infra-structure actuelle est faite un peu au hasard, on éparpille les travaux sur la carte à la manière de billes que l'on jetterait sur une table et qui roulent où elles peuvent; tant que l'on n'aura pas un grand réseau d'installations répondant à un plan bien étudié, terrains d'atterrissage, hangars, balisage, phares de signalisation, l'aviation, aussi bien l'aviation de transport que l'aviation de tourisme, ne pourra pas se développer.

Comment ai-je alors envisagé le problème ?

Si nous demandons à des crédits inscrits annuellement dans les budgets le moyen de réaliser cette infrastructure, nous n'arriverons au but que dans quinze ou vingt ans, peut-être davantage; si, au contraire, nous obtenons du Parlement le vote d'un projet de loi spécial nous ouvrant les crédits nécessaires pour mener ce grand travail à bien en trois, quatre ou cinq ans,, nous donnerons à l'aviation les moyens de se développer dans un temps normal et utile.

Mes services achèvent, en ce moment, la mise au point d'un projet de loi pour lequel je n'ai qu'un accord de principe car les conversations sont engagées avec le ministère des finances. : le procédé envisagé consisterait à émettre un ou plusieurs emprunts, d'accord avec les collectivités locales, chambres de commerce, municipalités, conseils généraux, dont le produit permettrait de réaliser en peu d'années, selon un plan d'ensemble auquel toutes les parties prenantes auraient pu donner leur accord, le programme prévu.

nous pourrions trouver dans les chapitres du budget consacrés aux travaux, aux immeubles, aux installations à terre, dont le total s'élève à 175 millions par an les ressources nécessaires pour garantir l'emprunt sans surcharge pour le budget et pour assurer la participation de l'Etat au paiement de l'annuité, les collectivités en prenant également leur part.

En attendant le vote de ce projet, qui nécessitera des mois d'études et de discussions dans le Parlement, qui répond d'ailleurs aux idées de ceux qui considèrent qu'il ne faut pas attendre vingt-cinq ans pour

terminer cette infra-structure, j'avais préparé, lors de la mise sur pied du projet de loi relatif à l'outillage national, une tranche de travaux représentant un total de 200 millions: 170 millions pour équipement d'aéroports civils, 26 millions pour routes,, organes de transmission, balisages, 5 millions pour équipement météorologique. Lorsque je me suis présenté devant le conseil des ministres avec ce projet, j'en'ai pas eu - cela ne surprendra pas la commission - tout le succès que j'espérais.

Aussi bien, mon collègue des finances, qui ne voulait pas dépasser un chiffre total de 3 milliards, a-t-il imposé à chacun de nous des abattements. Je me suis incliné, moi aussi, et je n'ai plus présenté qu'un crédit d'amorce de 25 millions.

Ce crédit a été porté à 75 millions par la Chambre des députés; si ces 75 millions étaient maintenus au chapitre 3, comme je me permets de le demander à la commission, ils seront employés dans le cadre de cette tranche de 200 millions que j'avais envisagée, en donnant évidemment la priorité à tous les projets actuellement en état.

Je pars en effet de ce principe qui est celui du Parlement que des crédits d'outillage national doivent être employés à des travaux immédiatement réalisables. Or, nous avons de nombreux projets qui sont prêts et qu'un ordre permettra de mettre en route immédiatement

Je suis bien entendu à la disposition de la commission pour lui faire connaître la liste des terrains auxquels je fais allusion; je puis dire ici ce que je ne

voudrais pas inscrire dans un projet de loi car alors on verrait, dès le lendemain de la distribution de ce projet les hommes d'affaires s'assurer des options sur les terrains autour des villes. Mes dossiers sont ouverts à la commission mais elle comprend comment, dans un exposé public, je suis obligé d'être discret.

Nous avons un plan très étudié. J'ai d'ailleurs mis à la tête d'une commission intérieure du Ministère, pour suivre la question avec toute l'énergie désirable, mon collaborateur M. RICHE, qui a groupé tous les représentants civils et militaires de mon administration, et nous avons établi un plan à la réalisation duquel nous pourrions affecter les 75 millions si on veut bien nous les donner.

M. LE PRESIDENT.- Vous parlez d'un plan étudié, mais non encore adopté par le Parlement ?

M. LE MINISTRE.- Il y a le projet de loi pour faire l'emprunt, mais le mode d'exécution du programme est encore à l'étude, et sera soumis au Parlement. Il s'agit là du grand problème de l'infrastructure pour la France et les colonies. Si vous me donnez demain 200 millions, j'ai la possibilité de les utiliser selon un programme déjà étudié. A plus forte raison, pourrai-je, si vous ne me donnez que 75 millions, en trouver immédiatement l'emploi. Je me permets d'insister sur ce fait que l'urgence est très grande, parce que l'avenir de l'aviation dépend de l'infrastructure.

M. JENOUVRIER.- Dans ma région, les collectivités auxquelles le Ministre faisait tout à l'heure allusion, se sont empressées de prendre les devants en l'assurant
de

de leur collaboration. Dans une région que mon collègue BRARD connaît bien, nous avons un camp d'aviation militaire, Saint Gaël , Les collectivités auxquelles je fais allusion envisageraient de créer un aéroport civil qui serait, bien entendu, utilisé pour les besoins militaires , et elles apporteraient, si un emprunt était fait dans ce sens, le concours le plus actif.

M. CHERON.- M. le Ministre vient de s'expliquer sur trois chapitres. Je vais envisager l'ensemble de la dépense qui nous est soumise. La Commission des Finances, a de nombreuses reprises, a manifesté sa volonté que le Ministère de la défense nationale eût un programme pour tous les travaux extraordinaires qu'il se propose d'accomplir. Je voudrais savoir s'il est bien entendu que les diverses dépenses qui nous sont demandées ici procèdent d'un programme méthodique destiné à des résultats efficaces.

M. LE MINISTRE.- Votre préoccupation a été toujours la mienne. Je résume ce programme d'un mot: actuellement, nous n'avons pu envisager certaines dépenses parce qu'il faut boucler un budget et arriver à un chiffre déterminé. Il y a certaines dépenses qui ne peuvent pas rentrer dans un budget , mais qui trouvent leur emploi dans un programme d'outillage national. C'est ainsi que j'ai demandé 25 millions pour la soufflerie de Chalais-Meudon, et 5 millions pour les laboratoires.

Pour Chalais-Meudon, il s'agit de la réalisation d'une oeuvre qui s'impose depuis plusieurs années. Nous avons à Issy-les-Moulineaux une soufflerie, c'est-à-dire une espèce de tunnel dans lequel on fait passer une véritable

ble tempête sur des maquettes d'avions, ce qui permet de définir , au point de vue aérodynamique, la façon dont se comportera l'avion . Il y a là toute une mise au point très longue et souvent fort délicate, tandis que, si l'on pouvait disposer d'une soufflerie telle que l'expérience soit faite sur un avion grandeur naturelle, on aboutirait à des résultats analogues à ceux qu'obtiennent les Américains, et cela constituerait un énorme progrès pour l'aviation .

M. LE PRESIDENT.- Personne n'a de questions à poser ? Nous vous remercions, Monsieur le Ministre.

M. LE MINISTRE.- Avant de me retirer, et puisqu'on a parlé de Villacoublay , voulez-vous me permettre, Messieurs, de vous rappeler que je vous ai adressé, il y a quelques jours , une lettre pour vous dire qu'une présentation sera faite Mercredi prochain, de tous les appareils en essai? Je serais très honoré de vous voir en aussi grand nombre que possible, et vous pourriez constater sur place quel est l'encombrement de ce terrain de Villacoublay, où les constructeurs font leurs essais, où nous avons une grande réserve de matériel, et où le ciel est encombré de telle façon que trop d'accidents en résultent.

M. LE PRESIDENT.- S'il y a des absents Mercredi, Monsieur le Ministre, n'en accusez que le Gouvernement, qui impose actuellement à la Commission des Finances un travail extrêmement pénible.

M. LE MINISTRE DE L'AIR se retire.

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT.- Nous allons statuer sur les chapitres réservés du Ministère de l'Air.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je propose l'adoption des chapitres 1 et 5 pour lesquels M. le Ministre nous a donné des explications suffisantes .

Les Chapitres 1 et 5 sont adoptés.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En ce qui concerne le crédit du chapitre 3, M. le Ministre nous a indiqué qu'il s'agissait d'une anticipation sur un projet spécial concernant l'aménagement de l'infrastructure . Avant d'engager des dépenses - dont nous ne contestons d'ailleurs pas l'utilité - il serait nécessaire que nous connaissions le programme d'ensemble envisagé par le Gouvernement.

Je propose, en conséquence, le rejet du crédit.

M. FARJON.- Je crois qu'une mesure aussi radicale serait dangereuse . L'adoption du programme général des travaux d'infrastructure ne pourra être adopté par le Parlement que dans un temps assez long. Or, pendant l'examen de ce programme par les Commissions compétentes, il importe de commencer à exécuter les plus urgents.

M. HENRY CHERON.- On peut envisager un moyen terme. Le Gouvernement avait demandé 25 millions que la Chambre a porté à 75 millions . Il me semble que nous pourrions nous en tenir au chiffre demandé par le Gouvernement.

M. FOURCADE.- Je ne comprends pas très bien la proposition de M. CHERON . Si l'on admet que l'on ne doit engager des dépenses pour l'infrastructure que lorsqu'un programme aura été définitivement accepté par le Gouvernement , il faut

rejeter.....

rejeter le crédit tout entier comme le propose M. le Rapporteur Général.

Si l'on est décidé au contraire à exécuter tout de suite les travaux urgents, alors, pourquoi ne pas accorder au Ministre 75 millions, puisqu'il nous a dit lui-même qu'il avait un programme étudié s'élevant à 200 millions.

Pour ma part, je suis prêt à voter le crédit .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il est très dangereux d'engager par avance l'exécution d'un programme. Qui nous dit que le programme du gouvernement sera définitivement adopté ?

Dans ce cas, on aura fait pour 75 millions de travaux dont beaucoup qui n'auraient eu leur utilité que dans un plan d'ensemble , auront été exécutés en pure perte.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- L'argumentation de M. le Rapporteur Général serait exacte s'il ne s'agissait pas de travaux qui' en tout état de cause, seront indispensables. Il est impossible d'avoir une aviation prospère sans aménagement de l'infrastructure.

M. CAILLAUX.- Nous discutons dans le vide, car ce n'est pas à nous à bâtir des programmes. Le Ministre de l'Air a estimé, les de l'établissement du projet , que 25 millions suffisaient pour faire les travaux les plus urgents. Eh bien ! bornons - nous à voter ces 25 millions.

M. ANATOLE VANCEAU.- Il ne faut pas oublier que les travaux d'infrastructure doivent être exécutés pour partie par les villes, départements ou Chambre de Commerce. Déjà de nombreux programmes sont dressés d'accord avec ces collectivités qui ont pris des mesures pour financer leur part. Il convient de ne pas arrêter des travaux par une réduction trop considérable du crédit du chapitre 3.

Le Ministre.....

Le Ministre nous a dit qu'il avait un programme portant sur 200 millions et que, s'il s'était contenté d'un crédit de 25 millions, c'était uniquement pour tenir compte de la volonté du Ministre des Finances de limiter le projet pour des raisons tirées de l'état de la Trésorerie et du marché financier. Peut-être ce chiffre de 25 millions est-il insuffisant eu égard à l'effort correspondant des collectivités intéressées et serait-il sage d'adopter le chiffre de la Chambre, soit 75 millions.

M. FARJON.- J'appuie d'autant plus les observations de M. MANCEAU que l'on ne peut, sans risquer de provoquer une spéculation effrénée sur les terrains susceptibles d'être acquis autour des villes pour devenir des aéroports, retarder indéfiniment l'exécution de travaux indispensables et pour lesquels l'appui financier des collectivités est acquis.

M. SERRE.- Rien n'est plus exact.

M. CAILLAUX.- Votons donc 25 millions comme l'a demandé primitivement le Ministre de l'Air. S'il avait de bonnes raisons pour faire majorer le crédit, il aurait dû les développer auprès de ses collègues du conseil des Ministres.

N'allons pas plus loin que le Ministre responsable.

Le Chapitre 3 est adopté avec le crédit de 25 millions.

M. LE PRESIDENT.- Notre ordre du jour appelle l'addition de M. le Ministre de l'Instruction Publique.

M. MARIO ROUSTAN, Ministre de l'Instruction Publique est introduit.

AUDITION.....

AUDITION DE M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

M. LE PRESIDENT.- Avant de statuer sur divers chapitres relevant de vos services, Monsieur le Ministre, nous avons voulu vous entendre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La Commission des Finances désirerait connaître l'utilisation des crédits votés par la Chambre des Députés en ce qui concerne le Muséum . Le projet primitif prévoyait une somme de 4 millions réclamés au titre des Beaux-Arts et destinés à la singerie du museum et aux galeries de botanique. La Commission de la Chambre des Députés avait ensuite voté, au titre du Ministère de l'Instruction Publique, un crédit de 15 millions, et il semblait que ce crédit s'appliquât également à la singerie et aux galeries de botanique. En séance, trois millions ont été distraits pour le laboratoire du froid, un million pour le musée pédagogique, et 5 millions pour une station annexe de l'Observatoire de Paris de telle sorte que 3 millions seulement restaient pour le Museum. Il nous a semblé qu'il y avait une certaine divergence entre le programme indiqué par le Ministère de l'Instruction Publique, et un autre programme, non pas officiel mais quelque peu officieux, dont il a fait état en ce qui concerne le Museum . Notamment les crédits primitifs proposés par la Commission des Finances de la Chambre, seraient appliqués, non plus seulement à la singerie et aux galeries de botanique, mais aussi à certains autres travaux, comme l'achèvement de la nouvelle singerie, la transformation des fosses aux ours, la restauration de la rotonde, des serres, etc.

Il nous a semblé qu'il n'y avait pas concordance.

M. LE MINISTRE.- Il est très exact que la question s'est présentée.....

M. LE MINISTRE.- Il est très exact que la question s'est présentée comme M. le Rapporteur vient de vous l'exposer. On avait besoin, pour le Museum, d'une somme de 15.150.000 frs. Là-dessus, en séance, nous nous sommes trouvés en présence de la proposition que vous savez, à savoir une attribution de 5 millions à une station annexe de l'Observatoire de Paris et une proposition émanant de M. BRETON, et d'un certain nombre de ses collègues qui ont demandé 3 millions pour l'institut du froid, et un million pour le musée pédagogique. En ce qui concerne ce dernier million, je crois qu'il sera bien employé, si vous voulez bien penser que le musée pédagogique tombe en ruines et que l'homme qui est devant vous, au cours d'une inspection, n'ayant prévenu personne, car si la Presse parle de ces inspections, ce n'est jamais par moi qu'elle les connaît -, est entré dans le musée pédagogique par une sorte de fissure qui donne sur la rue, a pénétré à l'intérieur sans être arrêté par personne, a pu transporter de ci de là ^{certain} un/nombre d'objets, et laisser une carte de visite qui portait à peu près ces mots "M. le Directeur du Musée, j'ai l'honneur de vous informer qu'on entre chez vous comme dans un moulin, et que vous devriez bien mettre une petite barrière en bois".

Les trois millions du froid, j'avoue que je n'en ai pas été prévenu. Il paraît qu'ils sont indispensables étant donné les progrès scientifiques de l'industrie du froid et la nécessité de lui donner de l'extension.

Restent enfin les cinq millions dont nous avons parlé et je serai très sincère. Je dirai ici ce qu'il me sera difficile de dire en assemblée, car la Chambre a voté à une grosse majorité.

Nous

Nous avons vu surgir une proposition de 5 millions tendant à créer une annexe de l'Observatoire en Haute-Provence, à Maïson. Je crois que c'est le pays d'origine du Directeur de l'Observatoire actuel (sourires) . Mais je dis cela sans aucune ironie, et pour indiquer seulement que cette particularité lui donnait une raison de plus de savoir ce que valait l'emplacement. La revendication a été très ardemment défendue par M. Ernest LAFONT , qui a essayé de me faire dire formellement que cette annexe serait de toute nécessité en Haute Provence. Je ne vois aucun inconvénient pour ma part, si les savants me disent que c'est là qu'il faut le faire. On a voté 5 millions pour une affaire qui, je le répète, m'est encore totalement inconnue.

M. HENRY ROY.- Personne ne la connaît.

M. LE MINISTRE.- Je n'ai trouvé dans le dossier, comme pièce vraiment intéressante , qu'un engagement de vente de 4 hectares pour une somme de

Si vous votez ces 5 millions, il est bien entendu que toutes les garanties seront prises, et que nous confierons le soin de mener cette opération, non pas à un fonctionnaire si respectable soit-il, et si en dehors de tout calcul qu'il paraisse , mais à une commission technique chargée d'étudier l'emplacement, ainsi que la façon d'installer cette annexe de l'Observatoire . Il est de l'intérêt de tous qu'une pareille affaire soit entourée de complètes garanties.

M. ROY.- Ce n'est qu'une amorce.

M. LE MINISTRE.- Voulez-vous mon avis ? Il n'est pas douteux que l'Observatoire actuel de Paris ne corresponde pas aux besoins de la cartographie moderne. Le jour viendra où moi,

ou

un un de mes successeurs, devra se présenter devant la Chambre avec un programme complet.

M. JENOUVRIER.- A la bonne heure, pour le moment, nous n'allons pas nous lancer comme cela.

M. LE MINISTRE.- Je me suis trouvé à la Chambre, devant une assemblée qui voulait à toute force faire quelque chose et comme l'outillage national paraissait le permettre

M. ROY.- Les 5 millions serviront uniquement à donner un abri à un instrument qui est, paraît-il, le meilleur qu'on connaisse et dont il n'est pas possible de se servir dans la région parisienne. Et c'est tout.

M. CAILLAUX.- Ce n'est pas sérieux.

M. LE MINISTRE.- J'ai fait savoir aux auteurs du projet que celui-ci m'ayant été remis dans les derniers jours de Novembre, je ne savais rien. Je ne savais pas si le terrain est à l'abri de certains courants défavorables; tout ce que je sais, c'est que ces braves gens du museum, que certains d'entre vous ont pu rencontrer dans les couloirs, sont navrés de voir qu'on prend sur leurs 15 millions pour une affaire aussi aléatoire. Vous verrez à l'Officiel, qu'un Député est allé jusqu'à demander qu'on prit un million sur ce crédit pour construire des silos de blé.

J'ai visité le Museum, je suis allé dans la singerie. Nous avons une collection unique au monde, notamment en ce qui concerne les cerveaux des singes anthropoïdes, mais cela est fort mal installé, et les savants du museum sont à la fois découragés et irrités. J'aurais été heureux, pour ma part, qu'on prît les 5 millions ailleurs et qu'on laissât à ces braves gens l'argent dont ils ont besoin.

M. JENOUVRIER.- La question ne se pose pas. C'est au

Museum

Museum que doit aller l'argent.

M. LE MINISTRE.- Le programme du Museum est un programme minimum et qui correspond strictement à la réalité; ce qui presse le plus, c'est l'achèvement des locaux destinés à la botanique. Il faut aller très vite.

M. BIENVENU MARTIN.- Il y a plus de 25 ans qu'on attend.

M. LE MINISTRE.- Et puis, nous risquons de voir l'étranger perdre patience et retirer les subventions promises.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En réalité, si j'ai bien compris, il ne s'agit pas seulement de 15 millions, mais de 19 millions, puisqu'il y a 4 millions au titre des Beaux-Arts.

M. LE MINISTRE.- Je crois même qu'il faudrait davantage. On peut dire, d'une façon générale, que ces savants calculent avec beaucoup de conscience et presque de parcimonie.

M. HENRY ROY.- Ils n'ont pas l'habitude des chiffres astronomiques.

M. LE MINISTRE.- Ce n'est pas dans mes services qu'on exagère. Il s'agit de très braves gens qui entendent tous les ans le même couplet sur la décadence des laboratoires, sur la ruine de nos établissements scientifiques, et qui sont un peu découragés lorsqu'on leur grignotte ensuite les crédits dont ils ont besoin.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Ce que je voudrais préciser c'est que les crédits s'appliquent à des travaux autres que ceux de la singerie et des galeries de botanique.

M. HENRI CHERON.- Les crédits pour l'industrie du froid sont-ils d'initiative gouvernementale ?

M. LE MINISTRE.- Non. Il ~~n'est pas~~ possible et même probable que le Gouvernement l'eût fait en dehors de l'outillage national, mais il n'en a pas eu l'initiative.

M. CHERON.....

M. HENRY CHERON.- A quoi cela sera-t-il appliqué ?

M. LE MINISTRE.- A une annexe de l'Office des Inventions .

M. HENRI ROY.- Annexe qui sera installée à Bellevue.

M. CHERON.- Le Ministre me répond que ce n'est pas lui qui a demandé les trois millions pour l'industrie du froid et il ajoutet très loyalement que le Gouvernement n'a pas étudié ce point.

M. CAILLAUX.- Ce n'est pas sérieux.

M. LE PRESIDENT.- Messieurs, le Ministre me semble avoir répondu nettement aux questions posées.

M. LE MINISTRE.- Messieurs, je voudrais faire une petite observation. Je crois que vous avez supprimé deux millions sur le crédit de la Bibliothèque Nationale.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En effet.

M. LE MINISTRE.- Il s'agit, vous le savez, de dégager ce fouillis qui règne à la bibliothèque nationale, et qui est constitué par le dépôt des journaux. Il nous est impossible d'y mettre de l'ordre . Je ne crois pas que ce dépôt soit inutile; c'est ainsique pour vous donner un exemple, à l'approche de la discussion sur le déficit des chemins de fer, nous avons été assaillis de demandes de gens qui voulaient consulter les journaux publiés au moment de l'organisation des chemins de fer. Eh matière de collection de journaux, il faut tout garder ou ne rien garder. Or, pour le classement, nous ne disposons que d'une espèce d'arrière-cuisine qui a à peine quelques mètres de largeur, et nous avons des kilomètres le long desquels les journaux sont enfermés dans de grandes enveloppes, ce qui rend les recherches singulièrement fastidieuses. D'autre part, n'oubliez pas que nous avons des doubles et qu'il y a une foule de collections qui ne sont pas fréquemment consultées et que

nous

nous aurions intérêt à mettre ailleurs. Je suis allé moi-même visiter la fameuse caserne de Versailles, où l'on projetait de mettre une annexe à la Bibliothèque Nationale. J'ai trouvé là, en plein centre de Versailles, des dépôts faits en prévision de mobilisation, des casseroles, des guêtres, des casques, etc.. qui utilisent tout un immeuble .

Au cours de ma visite au rez-de-chaussée, j'ai vu de longues pièces en enfilades, et qui sont affectées à quoi ? On m'a dit que l'Institut Pasteur n'était pas suffisant, non plus que l'Ecole Vétérinaire, pour faire du vaccin antitétanique, et qu'on avait installé là, pour la satisfaction ou la commodité de deux ou trois personnes, une fabrique de vaccin antitétanique.

A l'issue de ma visite, le Colonel qui m'accompagnait m'a dit: " Il sera très difficile de nous enlever cela ".

C'est possible, mais j'ai le droit de demander à tous ceux de nos collègues qui se préoccupent de l'utilisation des musées nationaux , à quoi sert cette caserne. Elle possède une façade historique qu'il est intéressant de sauvegarder, il y aurait à mon sens, grand intérêt à mettre là-bas les journaux que les chercheurs sérieux pourraient aller consulter. Peut-être même pourrions-nous avoir une petite automobile qui ferait le va-et-vient entre Versailles et la bibliothèque nationale. Il faut poser en principe que l'on ne peut pas travailler à la Bibliothèque Nationale lorsqu'on veut consulter les journaux. Je ne vais pas jusqu'à dire qu'on n'y puisse travailler lorsqu'on veut des livres, encore que cela soit difficile. Je suis moi-même allé demander un livre, et lorsqu'on me l'a apporté après un nombre respectable de minutes, j'ai voulu parcourir le chemin qu'avait dû faire le mutilé qui m'avait servi .

Il y.à.....

Il y a donc beaucoup à faire. La première opération consisterait à dégager des dépôts de la Bibliothèque Nationale où tout est amassé pêle-mêle et où, de ce fait, le risque d'incendie est considérable.

Voilà pourquoi nous avons espéré que la commission - comme je le lui demande timidement - pourrait revenir sur ce point.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - La raison de l'abattement que nous avons opéré c'est que votre administration avait indiqué que 8 millions - et non pas 10 millions - étaient suffisants pour la construction de ce dépôt.

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. - Ces 8 millions ne vont pas être dépensés tout de suite: j'entends bien que si, par hasard, j'avais à revenir devant vous, vous voudriez bien considérer, maintenant que vous êtes au courant, qu'il ne s'agit pas d'une dépense de luxe.

M. JENOUVRIER. - Est-ce que tous les journaux de France et de Navarre sont conservés indéfiniment à la Bibliothèque Nationale.

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. - Oui, depuis leur premier numéro.

M. JENOUVRIER. - Ne conviendrait-il pas qu'une commission de votre ministère fasse un choix et décide quels journaux doivent être gardés ?

M. HENRI ROY. - La censure a posteriori.

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. -

Le choix serait très difficile à faire. Nous gardons tout, même les petits journaux qui ont l'air de n'être que des coupures des autres. Que l'on ait besoin de rechercher, dans quelques années, la publicité faite pour une vente, les plus petits journaux peuvent donner des renseignements intéressants.

M. VALADIER. - Je suis de l'avis de M. le ministre lorsqu'il dit qu'il est opportun de déménager les casseroles et les couvertures qui encombrent la caserne de Versailles à laquelle il fait allusion. Mais une fabrication de sérums n'est-elle pas aussi intéressante que la conservation de vieux journaux ?

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. - Elle le serait s'il n'y avait pas en France dix usines qui fabriquent du serum antitétanique. Ce que l'on trouve à Versailles est superfétatoire.

M. LE PRESIDENT. - Personne ne desire plus poser de question à M. le ministre ?

Je le remercie d'avoir bien voulu répondre à notre appel.

(M. le ministre de l'instruction publique se retire.)

La Commission

La Commission, sur la proposition de M. le Rapporteur Général, maintient sa décision antérieure en ce qui concerne le chapitre 6 (Bibliothèque Nationale - Edification d'un dépôt à Versailles) .

Sur la proposition de M. le Rapporteur Général, elle décide de rédiger le libellé du chapitre 9 de la façon suivante: "Muséum d'histoire naturelle.- Aménagements", cette modification ayant pour but de réserver la totalité du crédit de 19 millions à ce Muséum.

M. LE PRESIDENT.- Nous reprenons l'examen du projet de loi.

L'article 6 est adopté.

Sur la proposition de M. ROY, l'article 7 est adopté à l'exception du § 3° qui vise "un prélèvement des 2/3 sur les sommes engagées au pari mutuel lors des manifestations sportives autres que les courses de chevaux, au cas où interviendra une réglementation relative à ces manifestations".

Cette suppression combattue par M. SARI qui préférerait voir maintenir cette recette éventuelle, est votée par 10 voix contre 3.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 8 ainsi conçu :

"Chaque année, la Caisse prélèvera, sur les ressources mises à sa disposition, les sommes nécessaires à la couverture des frais d'administrations".

M. CAILLAUX?.- Je redoute les abus que ce texte rend possible.

Les offices et les caisses servent trop souvent à fournir des augmentations de traitements aux fonctionnaires

qui

qui y sont délégués.

Quelles garanties avons-nous qu'il n'en sera pas ainsi pour la Caisse que nous créons.?

M. BIENVENU-MARTIN.- C'est la Caisse des Dépôts qui sera chargée de la gestion de l'organisme nouveau. Cela doit nous rassurer complètement.

M. CAILLAUX.- La Caisse des Dépôts ne fixera pas les dépenses d'administration.

M. LE PRESIDENT.- Non. Elle gèrera simplement les avoirs de la Caisse.

M. CAILLAUX.- Il est indispensable de prendre des précautions .

Dans ce but, ne pourrait-on pas compléter le texte en ajoutant : "... qui seront fixées chaque année par décret contresigné par le Ministre des Finances"?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 14 dispose que "le Conseil d'Administration arrête sous réserve de l'approbation des Ministres de l'Intérieur et du Budget, le budget annuel de la Caisse ". Cette procédure doit donner satisfaction aux légitimes appréhensions de M. CAILLAUX.

M. CAILLAUX.- Sans doute, mais j'aimerais bien que l'on précisât que les dépenses administratives seront soumises spécialement à l'approbation des deux Ministres.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Dans ce cas il suffit de compléter , d'une part l'article 8 par les mots "dans les conditions prévues à l'article 4" et d'autre part l'article 14 par la phrase suivante : " les frais d'administration sont fixés suivant le même mode".

M. CAILLAUX.- C'est net.

L'article 8 ainsi modifié est adopté.

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT.donne lecture de l'article 9.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La Chambre a ajouté parmi les travaux susceptibles de donner lieu à majoration les travaux d'électrification.

Je vous propose de revenir sur cette décision car l'Etat, sous la forme de subventions, donne déjà aux communes, pour l'électrification, des avantages considérables.

Il faudrait donc ajouter, à la fin de l'alinéa 1er de l'article 9, la phrase suivante:

"Sont exceptés, toutefois, les travaux d'électrification susceptibles de bénéficier d'autres subventions ou avances".

M. SARI.- J'accepte cette proposition.

M. BIENVENU-MARTIN.- La Caisse pourra-t-elle venir en aide, sous la forme de bonification, à des communes qui viennent d'émettre un nouvel emprunt pour opérer la conversion d'un emprunt antérieur émis à un taux plus élevé?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Non. Ce que l'on recherche, c'est à faciliter l'exécution de nouveaux travaux, La Caisse ne pourra donc bonifier que des emprunts relatifs à des travaux à exécuter.

L'article 9 est adopté.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 10 (Bases de répartition des ressources de la Caisse entre les Départements et les diverses catégories de communes).

M. FARJON.- La répartition proposée favorise trop les petites communes. On a oublié que ce sont les grandes villes qui peuvent exécuter tout de suite de grands programmes susceptibles de donner de l'argent aux chômeurs. Les petites communes rurales ne pourront pas utiliser le crédit mis à leur disposition tout au moins pendant la première année.

M. SERRE.- Je ne partage pas l'avis de M. FARJON. Nous devons.....

devons viser surtout à donner une aide aux communes pauvres, donc aux petites communes dont les facultés d'emprunt sont très réduites.

M. CAILLAUX.- A quoi bon attacher trop d'importance à la répartition puisqu'il est prévu que le reliquat d'une catégorie bénéficiera automatiquement aux autres ?

M. CHERON.- Je vois bien l'utilité de ce déversoir prévu par le 5° alinéa, mais je n'aperçois pas, comment, dans la pratique, ce texte compliqué pourra jouer.

M. CAILLAUX.- Il est exact que la disposition dont il s'agit sera très difficile à appliquer dans la pratique, mais elle institue un système qui, théoriquement, peut parfaitement se concevoir.

L'article est adopté.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 11.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je propose à la Commission de compléter ce texte soit en fixant le plafond des emprunts auxquels les bonifications pourront s'appliquer, soit en précisant que le montant des emprunts à bonifier sera fixé chaque année dans la loi de finances.

Si la première solution est adoptée le nouveau texte pourrait être le suivant :

"Le montant total des emprunts auxquels les bonifications s'appliqueront ne pourra excéder 1.500 millions de francs en 1932, 750 millions en 1933, et 300 millions par an à partir de 1934 et jusqu'à 1962".

M. CAILLAUX.- Il est infiniment préférable de fixer le plafond une fois pour toutes et j'approuve le texte dont M. le Rapporteur Général vient de nous donner lecture.

M. MILAN.- Si on laissait à la loi de finances le soin
de

de fixer le plafond cela donnerait lieu chaque année à des surenchères dangereuses.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Je donne mon adhésion au texte proposé, à condition toutefois qu'une faculté de report soit prévue.

M. CAILLAUX.- L'observation est très judicieuse.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- On pourrait compléter ma disposition par l'addition suivante :

"Dans le cas où le maximum annuel ne serait pas atteint, la limite fixée pour l'année suivante serait accrue de la fraction ainsi rendue disponible ".

M. SERRE.- Et si les ressources de la Caisse deviennent telles que le maximum des emprunts pourra être dépassé ? Que se passera-t-il ?

M. CAILLAUX.- Eh bien ! Ce jour là , on fera une loi nouvelle .

Mais aujourd'hui il est essentiel de montrer que la Caisse ne pourra pas bonifier tous les emprunts . Si vous voulez me permettre d'employer une expression pittoresque, il importe "de dire que ce n'est pas une rigolade à fond".

La disposition proposée par M. le Rapporteur Général est adoptée avec l'addition, suggérée par M. FRANCOIS ST MAUR.

L'article 12 est adopté avec des modifications de rédaction proposées par M. le Président.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 13.

M. CHERON.- Comment sera désigné le Président du Conseil d'Administration ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le texte le dit : "par décret".

M. CHERON.....

M. CHERON.- Cela ne suffit pas. Il faudrait préciser de quel décret il s'agit . Il me semble qu'il serait nécessaire, comme pour la nomination des membres du Conseil, de prévoir le contre seing du Président du Conseil, des Ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur, des Finances et du Budget.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il suffit pour cela d'ajouter aux mots "par décret" , les mots "rendu dans les conditions sus-visées".

M. CHERON.- C'est cela. Le texte exclut-il du Conseil les membres du Parlement ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Non. Un amendement tendant à les exclure a été repoussé à la Chambre par une forte majorité.

M. FARJON.- Pourquoi le Directeur des routes au Ministère de l'Intérieur n'est il pas appelé à siéger dans ce conseil ? Il y trouverait mieux sa place que le Directeur des Eaux et Forêts.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il convient de ne pas faire un conseil trop nombreux.

M. VALADIER.- Je tiens à poser une question.

La Caisse d'avances aux communes va centraliser encore de nouveaux capitaux.dont la gestion incombera à la Caisse des Dépôts. N'y a-t-il pas un danger grave à accroître ainsi indéfiniment les placements de cette Caisse ?

M. CAILLAUX.- Le problème évoqué est grave mais la loi que nous votons en ce moment ne peut avoir aucune influence sur la gestion de la Caisse des Dépôts.

Celle-ci

Celle-ci dispose en ce moment de 52 milliards parmi lesquels 48 sont constitués par les dépôts des caisses d'Epargne.

Il n'est pas douteux que ces dépôts sont devenus excessifs par suite de la disproportion qui existe entre le taux d'intérêt des caisses d'épargne (3,50 %) et celui qui est donné par les Banques pour les comptes courants (1/2%).

Tout le mal vient du taux de l'escompte de la Banque de France qui est trop faible et que la Banque a intérêt à maintenir aussi faible alors que l'intérêt général lui commanderait de le hausser.

Je crois qu'il faut, d'une part, abaisser le taux des dépôts, et, d'autre part, poursuivre une politique de hausse du taux de l'escompte afin de rendre aux banques les capitaux nécessaires pour le commerce et l'industrie.

M. LE PRESIDENT .- Il faudrait aussi, hélas! restaurer la confiance du public dans les banques de dépôt.

L'article 13 est adopté avec la modification de forme proposée par M. le Président pour mettre cet article en concordance avec le Président.

L'article 14 est adopté avec une adjonction proposée par M. le Rapporteur Général, et après suppression du mot "financière" après le mot "gestion" sur la suggestion de M. CHERON.

Une disposition additionnelle proposée par M. BIENVENU-MARTIN et tendant à obliger le Conseil d'Administration de la Caisse à publier chaque année un rapport au Journal Officiel sur la gestion de cet établissement est adoptée.

La séance est levée à 16 H.45'

LE PRESIDENT de la COMMISSION Des FINANCES:

J. J. J. J.

TABLE DES MATIERES

PROCES-VERBAUX du 1er AVRIL au 12 DECEMBRE 1931

A

Pages

AUDITIONS de :

=====

M. PIETRI, Ministre du Budget sur le fusionnement des régies . Collectif Juin 1931	50
MM. FLANDIN, Ministre des Finances et REYNAUD, Ministre des Colonies . Collectif de Juin 1931.....	93
M. PIETRI, Ministre du Budget, sur la proposition de loi étendant le bénéfice de la loi du 31 Mars aux officiers pensionnés à 40 %	98
M. le Directeur de l'Office National des Combustibles liquides et de M. le Directeur Général des Contributions Indirectes sur la surtaxe sur l'essence	118 à 129
M. MARIO ROUSTAN , Ministre de l'Instruction Publique, sur le projet de loi l'autorisant à participer aux frais de 3 opérations scientifiques	132
MM. PIERRE LAVAL , Président du Conseil, BRIAND, FLANDIN et CATHALA sur la politique extérieure	135
M. DELIGNE, Ministre des Travaux Publics, sur l'aménage- ment de l'estuaire de la Seine	167
M. de CHAPPEDELAINE, Ministre de la Marine Marchande, sur la Transatlantique	171
MM. FLANDIN, Ministre des Finances et PIETRI , Ministre du Budget, sur le projet de loi créant une caisse d'avances aux départements et aux communes pour le perfectionnement de l'outillage national	236
M. DUMESNIL, Ministre de l'Air, sur le projet de loi rela- tif au perfectionnement de l'outillage national	346
(aménagement des ports aériens).....	346

...../.

AUDITIONS DE :

M. MARIO ROUSTAN, Ministre de l'Instruction Publique sur le projet de loi relatif au perfectionnement de l'outillage national	369
---	-----

- B -

BUDGET DE L'EXERCICE 1931-32 Equilibre .. Art. ° bis et 4 bis H	1
BUDGET DES COLONIES (Nomination de M. LEON PERRIER)...	33

- C -

CONVERSIONS : Intervention SCHRAMECK	36
Constitution de la Commission chargée de l'examen du Budget de l'exercice 1932	32 267

- D -

Démission de M. LEBRUN	21
------------------------------	----

- E -

Echange de vue sur l'interpellation de M. CAVILLON ...	300
d° sur l'interpellation de M. DELAHAYE ...	318
Exposé sur la situation financière par M. ABEL GARDEY.	283

- F -

(Fusionnement des régies	14
(Audition de M. PIETRI	50

- G -

ABEL GARDEY (Réélection comme Rapporteur Général).....	270
--	-----

- I -

Intervention BIENVENU-MARTIN sur le renvoi à la Commis- sion de projets qu'elle ne devait connaître que pour avis/.
---	---------

- I -

Intervention de M. le Président : 1° - sur l'interpellation de M. CAVILLON et de M. DELAHAYE; 2° - sur l'avance aux Caisses agricoles	318 - 320
Intervention SCHRAMECK sur les conversions	34

- J -

JEANNENEY.- Intervention au sujet de la clôture de la session.	
JEANNENEY - Nomination comme Président de la Commission	267
JENCUVRIER - Election à la Vice-Présidence	32

- L -

DEBRUN - Démission de M. LEBRUN	21
LEON PERRIER - Nomination comme Rapporteur du Budget des Colonies	33

- N -

Nomination du Président et du Bureau	267
--	-----

PROJETS DE LOI :

<u>ACTIONS A DROIT DE VOTE PLURAL:</u>	
concernant les actions à droit de vote privilégié ..	80
Tendant à régler l'usage du droit de vote privilégié dans les sociétés anonymes	et
Portant interdiction des actions à vote plural	235

<u>ALCOOL INDUSTRIEL</u>	
instituant le Monopole de l'.....	24 - 217

<u>AMENAGEMENT de l'ESTUAIRE DE LA SEINE</u>	
relatif à l'aménagement de l'estuaire de la Seine...	68-85-167-215

<u>AMENDES et FRAIS de JUSTICE - ALSACE-LORRAINE.</u>	
ayant pour but d'accorder d'accorder la remise des amendes et des frais de justice non encore acquittés résultant de condamnations prononcées en matière pénale par les tribunaux allemands avant le 11 Novembre 1918, à l'égard de certains Alsaciens - Lorrains.....	279

.....

PROJETS DE LOI :

AVANCES A LA CAISSE NATIONALE de CREDIT AGRICOLE :

(tendant à ouvrir un spécial du Trésor intitulé "Avances à la Caisse Nationale de Crédit agricole en vue de l'attribution d'avances exceptionnelles à diverses sociétés de crédit aux agriculteurs ayant notamment consentis des prêts aux sociétés coopératives agricoles)..... 320

(tendant à ouvrir un compte spécial du Trésor intitulé "Avances à la Caisse Nationale de Crédit Agricole en vue de l'Attribution d'avances exceptionnelles à des agriculteurs et collectivités agricoles ayant effectué des dépôts ou contracté des emprunts à des caisses de crédit aux agriculteurs défaillants)..... et 345

BOUILLEURS DE CRU

Proposition de résolution invitant le Gouvernement à préparer pour le budget de 1931, le rétablissement du régime de la liberté en faveur des 22

CAISSE D'EPARGNE POSTALE

(tendant à modifier l'art.14 de la loi du 9 Avril 1881 portant création d'une)..... 17

CHEMINS de FER D'ALSACE-LORRAINE

(relatif au régime fiscal de l'administration des). 18

COLLECTIF (JUN 1931).

(portant: 1° régularisation de crédits ouverts par décrets sur l'exercice 1930-31 - 2°/ ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1930-31)..... 36 -50-91

2ème COLLECTIF (Juin 1931).

(portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1930-31 au titre du budget général et des budgets annexes)..... 66 - 76 - 91

COLLECTIF DE NOVEMBRE 1931

(portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1930-31.)..... 264

COLLIOURE - Cessions des glaciis du château de 29

...../.

PROJETS DE LOI :

COMMEMORATION DES LOIS SUR L'ENSEIGNEMENT PUBLIC 29

COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

portant ouverture et annulation de crédits sur l'exer-
cice-1930-31 en conséquence des modifications apportées
à la 105

CONGRES INTERNATIONAL D'ELECTRICITE

portant ouverture au Ministre de l'Instruction Publique
et des B.A. d'un crédit de 800.000 frs en vue de sa parti-
cipation aux frais d'organisation du 277

CONTRIBUTIONS DIRECTES

relatif aux contributions directes 131

COURS D'APPEL (créations de postes) 90

CREDIT MUTUEL AGRICOLE DE NOS COLONIES:

autorisant la Caisse Nationale de Crédit agricole à
consentir aux institutions de crédit mutuel agricole
de nos colonies, pays de protectorat et territoires
sous mandat des avances ou des ouvertures de crédit à
court terme 129

DANUBE - EMPRUNT

autorisant le Ministre des Finances à accorder la
garantie de l'Etat à la tranche française de l'emprunt
de 8.500.000 frs suisses que la Commission européenne
du Danube se propose de contracter 221

DELAIS DE MISE EN INSTANCE DE PENSION

tendant à proroger le délai de 106

EMPLOIS DE SOUS-DIRECTEUR A L'OFFICE NATIONAL DU
TOURISME

créant un emploi de sous-directeur à l'office 8

ENTREPRISES HELLENIQUES de NAVIGATION MARITIME.

portant ratification du décret du 5 Sept. 1930, por-
tant exemption de l'impôt sur les bénéfices industriels
et commerciaux et de l'impôt sur le revenu pour les.... 19

...../.

PROJETS DE LOI:

ENTREPRISES NORVEGIENNES

(portant exemption de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur le revenu pour les entreprises norvégiennes de navigation maritime)..... 19

EXPOSITION COLONIALE - DEBITS DE BOISSONS

/(portant modification de la loi du 9 Novembre 1915 en vue de permettre l'ouverture de débts.de.boissons à l'Exposition Coloniale)..... 22

FORÊTS DOMANIALES EN ALSACE-LORRAINE

(autorisant l'ouverture par décrets des crédits supplémentaires ou extraordinaires nécessaires pour l'exploitation et l'aménagement des)..... 276

GENTILLY (Expropriation)

(portant ouverture au Ministre de l'I.P. et des B.A. d'un crédit de 20.745.000 frs pour frais d'expropriation des immeubles situés sur le territoire de la commune de Gentilly 9

GRENOBLE (CESSION de terrains)

(portant approbation d'une Convention passée entre l'Etat et la Ville de Grenoble en vue de la cession à la ville des terrains provenant de l'enceinte déclassée de la place)..... 29

HOTEL DIPLOMATIQUE de WASHINGTON

(autorisant le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts à engager des dépenses s'élevant à la somme de 28 millions de francs applicables à la construction d'un hôtel diplomatique à Washington 131

HOTELS DIPLOMATIQUES

(portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères de crédits nécessaires :1° à l'achat, à l'installation d'hôtels diplomatiques à Varsovie, Budapest et Oslo;2°) à l'achat de terrains destinés à la construction ultérieure d'hôtels diplomatiques à OTTAWA 220

IMPOT CEDULAIRE SUR LES BENEFICES DES OFFICIERS MINISTERIELS.

(concernant l'établissement de)..... 74

PROJETS DE LOI:

INSTITUTEURS ALSACIENS ET LORRAINS :

(relatif à l'ancienneté de service de certains instituteurs alsaciens et lorrains)..... 29

JEUX OLYMPIQUES 1932

(portant ouverture de crédits applicables à la participation de la France aux Jeux Olympiques de 1932)..... 277

MANIFESTATIONS ARTISTIQUES

(portant ouverture d'un crédit pour les manifestations artistiques françaises organisées par le Comité des festivals internationaux de Genève à l'occasion de la réunion de l'Assemblée de la Sté des Nations en 1930)..... 283

LEGION D'HONNEUR et MEDAILLES MILITAIRES.

(portant création d'un contingent de croix de la Légion d'Honneur et de médailles militaires en faveur des militaires n'appartenant pas à l'armée active 129

LIN

(portant création d'un système d'encouragement à la production en France)..... 112

MARTINIQUE - GUYANE - EMPRUNTS

(autorisant les Gouvernements de la Réunion, de la Martinique et de La Guyane à réaliser par voie d'emprunts des sommes formant un total de 359 millions de frs).... 3

MISSION FRONTIERE GUYANE-BRESIL

(tendant à ouvrir un crédit supplémentaire de 2.500.000 frs en vue de couvrir les frais d'une mission française de délimitation de la frontière entre la Guyane et le Brésil et d'une mission d'ordre scientifique à adjoindre à la dite mission)..... 3

MONTREUIL-sur-MER .- MONUMENT AU MARECHAL HAIG.

(portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères d'un crédit pour l'inauguration d'un monument élevé à Montreuil-S/-Mer à la mémoire du Maréchal DOUGLAS HAIG... 20

...../.

PROJETS DE LOI

OFFICIERS MARINIERS

(étendant aux officiers mariniers des corps militaires sédentaires de la Marine le mode de calcul des pensions appliqué aux officiers mariniers des corps des équipages de la flotte)..... 29

OPERATIONS SCIENTIFIQUES

(autorisant le Ministre de l'I.P. et des B.A. à participer aux frais de trois grandes opérations scientifiques envisagées en 1932 et 1933 : année polaire 1932-33, éclipse totale de soleil de 1932, détermination des longitudes mondiales en 1933, et portant ouverture des crédits afférents à cette participation)..... 132 - 216

ORGANISATION DEFENSIVE DES FRONTIERES

(relatif au paiement des dépenses du programme d'organisation défensive des frontières)..... 79

OUTILLAGE NATIONAL

(créant une caisse d'avances aux départements et aux communes pour le perfectionnement de l'outillage national départemental et communal)..... 223 - 236

OUTILLAGE NATIONAL - 2ème Tranche.

(tendant : 1° à la réalisation immédiate de certains travaux tendant au perfectionnement de l'outillage national ; 2°) à la création d'une caisse de crédit aux départements pour le perfectionnement de l'outillage national , départemental et communal)..... 321-346-369

PENSIONNES DE LA MARINE.

(tendant à établir entre les pensionnés de la Marine et les pensionnés civils l'égalité de traitement dans le calcul du point de départ et de la prescription triennale)..... 44

PENSIONS CIVILES .

(tendant à rendre applicable les dispositions de la loi du 16 Mars 1928 aux anciens agents ayant appartenu à des catégories de personnels admises au régime des pensions civiles par les lois des 31 Décembre 1921, 12 Avril 1922, 30 Juin 1923)..... 4

PENSIONS CIVILES et MILITAIRES. -Réforme.

(complétant l'art.44 de la loi du 14 Avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires)..... 44.

- PROJETS DE LOI -

PAPIER.- REGIME DOUANIER.

(portant ouverture de crédits au Ministère du Commerce sur l'exercice 1931-32 et modifiant la loi du 22 Avril 1931 sur le régime douanier du papier). 129

PETROLES.

(portant ratification de conventions entre l'Etat et la Cie Fse des Pétroles)..... 60

PROGRAMME NAVAL.

(autorisant la mise en chantier, entre le 1er Avril 1932 et le 1er Avril 1933, des unités comprises dans la tranche 1932 du programme naval)..... 70

RECRUTEMENT DES OFFICIERS

(destiné à favoriser le recrutement des officiers sortant des grandes écoles)..... 9

REGION PARISIENNE.

(concernant l'établissement d'un projet d'aménagement de la région parisienne)..... 108

REPORTS DE CREDITS 1930-31 à 1931-32.

(relatif au report de crédits de l'exercice 30-31 à l'exercice 1931-32)..... 265

SAINT-MARTIN du FRESNE à BRENOD.

(ayant pour objet de déclarer d'utilité publique les travaux d'électrification des sections de ligne d'intérêt local de St Martion-du-Fresne à Brenod et de Brenod à Hauteville (Ain)..... 34

SINISTRES ALSACIENS-LORRAINS.

(tendant à étendre le bénéfice de la loi du 17 Avril 1919 à plusieurs catégories de sinistrés alsaciens et lorrains)..... 29

SEPULTURES MILITAIRES.

(autorisant l'aréalisation immédiate de certaines dépenses relatives aux sépultures militaires)..... 33 - 73

PROJETS DE LOI

SERVICES DE JAUGEAGE et de FRANCISATION

(portant rattachement au Ministère de la Guerre des) 106-276

SPIRITUEUX

(relatif au régime fiscal des spiritueux)..... 104

TANGER A FEZ. - Concession du chemin de fer)..... 222

TRANSATLANTIQUE.

(accordant la garantie de l'Etat pour un emprunt de 160 millions de frs de la Cie Gle Transatlantique)..... 171-312

VENTE DE LA LIQUEUR.

(ayant pour but d'autoriser la vente de la liqueur de cassis et des liqueurs de fruits dans les débits ~~de~~ n'ayant que la petite licence)..... 4

VITICULTURE

(sur la viticulture et le commerce des vins)..... 117

VOIES FERRÉES D'INTERET LOCAL.

(ayant pour but de modifier ou de compléter la loi du 31 Juillet 1913 relative aux voies ferrées d'intérêt local)..... 14

PROPOSITIONS DE LOI

CADRES DE L'ARMÉE.

(tendant à modifier la loi du 21 Juillet 1927 complétant la loi du 26 Décembre 1925 relative au dégagement et à l'aménagement des cadres de l'armée)..... 33

DOMMAGES DE GUERRE.

(tendant à modifier l'art.5, § 7, de la loi du 17 Avril 1919 sur la réparation des dommages de guerre.... 280

DROITS DE MUTATION (Terrains à bâtir)..... 277

...../.

Propositions de loi

ENFANTS DES FONCTIONNAIRES

(tendant à assimiler aux enfants vivants des fonctionnaires en âge d'être admis à la retraite les enfants morts au service de la Nation)..... 36

HABITATIONS A BON MARCHE.

(tendant à simplifier, en faveur des propriétaires d'habitations à bon marché, les formalités exigées pour qu'ils bénéficient de l'exonération d'impôt foncier)..... 19

OFFICIERS PENSIONNES 40 % 80 - 98

OUVRIERS MINEURS

(relative aux lois des 7 Avril 1918, 31 Juillet 1925, 25 Juillet 1928, concernant les ouvriers mineurs)..... 34

PENSIONS DES ARMEES de TERRE et de MER.

(tendant à modifier le § 6 in fine, de l'art. 20 de la loi du 31 Mars 1919 modifiant la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service)..... 19

STABILISATION des AGENTS TEMPORAIRES DE L'ETAT

(relative à la stabilisation des agents temporaires de l'Etat, anciens combattants, non pensionnés de guerre) 110

- R -

RAPPORT GENERAL.- Réélection de M. ABEL GARDEY..... 270

RAPPORT des CHEMINS DE FER.- Nomination de M. ROY..... 270

Rapport du Budget de la Justice.- Nomination de M. VALADIER..... 270

RECEVEURS DES POSTES (indemnités de gérance)..... 55

- S -

SCHRANECK (Intervention sur les conversions)..... 36

VALADIER.- Nomination comme Rapporteur du Budget de la
Justice..... 270

VICE-PRESIDENCE .- Nomination de M. JENOUVRIER..... 32,

=====